

L'épineuse négociation afghane

La négociation dans le conflit afghan - drame qui a déjà fait, depuis l'intervention soviétique fin 1979, des centaines de milliers de victimes et chassé de leur pays quelque quatre millions de réfugiés - va reprendre à Genève le 5 mai. Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a en effet annoncé, jeudi 3 avril, à New-York, que Kaboul et Islamabad avaient accepté de reprendre leurs « pourparlers indirects » sous l'égide des Nations unies. Il a précisé qu'« un rapprochement considérable des points de vue » des deux parties sur un projet de calendrier de retrait soviétique, avancé par Moscou et Kaboul, se serait opéré ces derniers jours, le Pakistan ayant accepté ce projet comme « base de discussion ».

Au cours des six sessions que les représentants d'Islamabad et de Kaboul ont déjà tenues à Genève, par l'intermédiaire de M. Cordovez, un accord était apparu sur trois points : les engagements de non-ingérence et de non-intervention, les conditions du retour des réfugiés et les garanties internationales d'un règlement global. Consultés sur ce dernier point, Moscou et Washington avaient accepté de se porter garants. La négociation butait depuis sur les conditions d'un retrait militaire soviétique, que Kaboul et Moscou considéraient comme de leur seul ressort. Récemment, les Soviétiques auraient communiqué aux Pakistanais un plan de retrait lié à l'arrêt de toute assistance extérieure à la résistance.

La connaissance des modalités de ce plan sans doute expliqué l'optimisme affiché par le président pakistanais dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde » (du 28 mars). Le président Zia Ul Haq ne s'est pas contenté d'affirmer qu'il disposait d'« indications très positives » selon lesquelles M. Gorbatchev souhaitait un règlement politique. Il a ajouté qu'en cas d'accord à Genève il était prêt à signer avec « n'importe qui », alors qu'il refuse toujours de négocier « directement » avec les autorités actuelles de Kaboul, dont il conteste la légitimité. Enfin, il a estimé, pour la première fois, que les troupes soviétiques devraient se retirer dans un délai « de trois à six mois » après l'accord.

Un règlement du conflit afghan dépend toujours au premier chef de la volonté des Soviétiques, qui ont les moyens de poursuivre la guerre à leur gré. D'un autre côté, il est inconcevable que Moscou puisse accepter un règlement qui ne fasse pas une place à ses protégés de Kaboul.

Qu'une relance de la négociation coïncide avec un redoublement d'intensité des combats sur place n'est pas surprenant. C'est en position de force qu'on engage le mieux une discussion. Reste que la résistance, divisée entre plusieurs mouvements d'importance inégale mais dont la détermination est évidente, n'a pas été, jusqu'ici, associée aux pourparlers et considère son combat comme une « guerre sainte ». Lui imposer un compromis ne sera pas facile, même si Américains et Pakistanais, qui lui offrent assistance et refuge, ne manquent pas de moyens de pression sur elle.

Pour ces différentes raisons, Washington continue d'afficher un prudent scepticisme quant à la possibilité d'un règlement. Ainsi que le reconnaît le président Zia Ul Haq, l'Afghanistan, qui a une longue frontière avec l'Union soviétique, ne pourra sans doute à long terme qu'être « l'ami de Moscou », comme il l'était déjà avant l'arrivée au pouvoir des communistes à Kaboul. Mais cette quasi-certitude fondée sur la contrainte géopolitique suffit-elle à l'URSS, la lassitude aidant, pour estimer que les conditions d'un accord sont déjà réunies ? Dans un pays saigné à blanc par la guerre, on ose à peine croire que la paix puisse enfin s'instaurer.

(Lire nos informations page 2.)

SUSPENSION DES COTATIONS OFFICIELLES EN EUROPE

Un réajustement des parités monétaires est attendu au cours du week-end

Le franc a perdu 5 % par rapport au mark

La France est sortie du système monétaire européen ce vendredi 4 avril, et les cotations officielles des monnaies ont été suspendues sur toutes les places européennes. Ces décisions accréditent l'idée d'un réaménagement des monnaies européennes au cours du week-end, alors que les ministres des finances des Douze ont rendez-vous à Ootmarsum aux Pays-Bas. Le comité monétaire de

la CEE, qui doit obligatoirement se réunir en cas de réaménagement du SME, a d'ailleurs été invité à se rendre aux Pays-Bas, et l'on précisait à Bruxelles que M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, avait demandé un réajustement de la parité du franc.

Dans de faibles transactions interbancaires, le mark s'échangeait entre

3,15 F et 3,20 F, soit une réévaluation de la devise allemande comprise entre 4 % et 5 %. Avec la dépréciation du franc, le dollar s'est envolé à Paris, où il cotait 7,50 F vendredi, contre 7,3240 F la veille. Enfin, l'hôtel Matignon a fait savoir en fin de matinée que les entretiens entre MM. Mitterrand et Chirac le 2 avril avaient notamment porté sur l'éventualité d'un réajustement monétaire.

Le franc français est objectivement sorti du système monétaire européen en attendant un réaménagement des parités, qui devrait avoir lieu d'ici à dimanche. Après avoir soutenu sa monnaie, attaquée comme avant chaque week-end dans l'éventualité d'un réaménagement des parités, la Banque de France a brusquement décidé, jeudi vers 15 h 30, en pleine concertation avec les autres banques centrales européennes, de laisser filer le franc.

On soulignait à Paris que le « secret » et l'« extrême rapidité » avec laquelle cette décision « sans précédent », des banques centrales avait été prise étaient une preuve de la « compréhension des partenaires de la France ». Tou-



jours est-il que vendredi matin, alors que les cotations officielles étaient suspendues sur toutes les

places européennes et que les banques centrales continuaient de faire le mort, le cours du franc

français dans les transactions interbancaires passait en dessous de son cours plancher par rapport au mark, tant à Paris qu'à Francfort. Or le mécanisme de change du système monétaire européen est précis. Les fluctuations maximales autorisées de part et d'autre du cours pivot (par accord entre les pays adhérents au SME (1) et la Commission européenne et qui ne peut être révisé que par accord mutuel) sont limitées à 2,25 %.

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 26.)

(1) Huit pays adhérent au mécanisme de change du SME : l'Allemagne fédérale, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande, la Belgique, le Luxembourg et la France.

LE PROCÈS DES MUTINS DE LA POLICE AU CAIRE

Les mal-aimés d'une Egypte en crise

1 206 conscrits de la police et 31 civils égyptiens ont été déferés devant la Cour supérieure de sûreté de l'Etat afin d'être jugés pour leur participation aux émeutes des 25 et 26 février dernier.

De notre envoyé spécial

Le Caire. — Les « conscrits des forces de la sécurité centrale » ont repris leur garde autour des bâtiments publics et des ambassades étrangères. Le regard lointain, pitoyables dans leurs uniformes noirs écriqués et élimés par un long usage, le kalachnikov en bandoulière, ils forcent désormais la sympathie des passants, qui, il y a encore une quarantaine de jours, les ignoraient ou les considéraient

comme des figurants sans âme dans le paysage cairote.

Bien qu'humiliés et durement châtiés, les jeunes appelés ont gagné dans la mesure où leur cause est devenue populaire et exemplaire. « Ce sont de pauvres bougres, pas méchants pour un sou », affirme le chauffeur de taxi qui nous a emmenés à Guizeh voir ce qui reste des hôtels de tourisme et des boîtes de nuit incendiées par les mutins et les manifestants, qui par la suite s'étaient joints à eux. « Ils ont seulement commis l'erreur de se livrer à des actes de vandalisme. Sinon, nous aurions tous été à leurs côtés... ». Les rumeurs les plus folles se multiplient sur la violence de la répression qui a suivi la mutinerie. « Dans les camps d'Héliopolis et de Guizeh, affirme imperturbable

notre chauffeur, ils ont tous été tués jusqu'au dernier... »

Au fil des conversations, les langues se délient et on apprend que ces « déshérités » égyptiens étaient traités « comme des animaux ». Venu pour la plupart de la campagne, ils étaient, dès leur arrivée dans leurs casernes, « passés à tabac » - juste pour les habituer à la discipline. Insultés et méprisés par leurs officiers, sous-officiers et caporaux, ils leur servaient pratiquement de « domestiques sans gages ».

De faction pendant de longues heures devant les bâtiments publics, ils étaient obligés la plupart du temps de se contenter d'une nourriture frugale qui se réduisait souvent à un morceau de pain baladi et à un carré de fromage blanc. Certes, ils avaient théoriquement droit à un « repas

chaud » par jour servi à 16 h 30, mais ceux qui ne se trouvaient pas à cette heure à l'intérieur des camps, c'est-à-dire la grande majorité des conscrits, en étaient privés et devaient se débrouiller pour assurer leur pitance. Ce qui entraînait certains à quémander des bakchichs auprès des automobilistes qui se garaient près d'eux. Leur solde ridiculement faible - de 6 à 9 livres par mois - était depuis trois mois encore amputée d'un dixième dans le cadre de la vaste campagne lancée par le gouvernement pour amener les citoyens à faire des dons pour aider l'Etat à régler sa dette extérieure. Les amendes pleuvaient à la moindre infraction à la discipline des camps.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 3.)

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT SARNEY

Le Brésil sous traitement de choc

De notre correspondant

Brasilia. — « Le Brésil était devenu ingouvernable », nous dit M. José Sarney. Le traitement de choc lancé le 28 février dernier était à l'étude depuis plusieurs mois. Il a été adopté parce que l'économie « ne pouvait plus être contrôlée ». Le mal qui minait le pays était l'indexation généralisée. « Quand je suis arrivé à la présidence, j'étais convaincu que l'indexation avait atteint un niveau insupportable et qu'il fallait l'abandonner. Mais nous n'étions pas alors en mesure, politiquement, de prendre une telle décision. »

Sur le plan cruzado (1), sur la priorité aux pauvres décidée par son gouvernement, sur la censure, sur l'Amérique centrale et Cuba, le président brésilien répond de façon diverse aux questions posées. Il n'aime guère, c'est visible, s'étendre sur la politique étrangère, un domaine qu'il laisse volontiers aux professionnels. Il est prolix, en revanche, sur la politique sociale. Il est vrai que, après vingt et un ans de régime

militaire, elle est devenue la « priorité des priorités ». Elle est aussi pour le président un bon moyen de faire oublier l'étiquette d'homme de droite qu'un peu abusivement ses opposants d'hier lui avaient collée.

Le Brésil vit donc aujourd'hui à l'heure de l'inflation zéro. Et même moins que zéro puisque, selon les estimations officielles, le taux du mois de mars devrait être de - 2 %. Mais le gouvernement pourra-t-il tenir longtemps le blocage des prix ? M. Sarney répond : « Oui, un certain temps... tant que nous n'aurons pas brisé la mentalité inflationniste des Brésiliens. » Il y avait, selon lui, une véritable « culture de l'inflation » : « Toute une génération s'est habituée à la correction monétaire. » Il lui faudra s'habituer désormais à la stabilité des prix.

Au passage, M. Sarney regrette l'attitude de la classe politique et des syndicats de son pays. Ce qu'il voulait, en effet, c'était un pacte social, et non un traitement de choc pour contrôler l'inflation. Or le pacte s'est révélé impossible.

« Par manque de volonté des partenaires éventuels, dit-il, et surtout par manque de maturité des leaders » politiques et sociaux brésiliens.

Avant même que l'Argentine adopte le plan austral (2), en juillet dernier, M. Sarney envoie à Jérusalem un technicien du secrétariat au Plan, M. Fazio Arida, pour étudier le programme anti-inflationniste. Ses conclusions ne sont guère convaincantes. « Nous avons attendu qu'il se décente », dit le président brésilien, qui précise : « Il n'était pas question de nous soumettre aux formules du Fonds monétaire international. »

CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 30.)

(1) Adopté le 28 février, le plan cruzado, du nom de la nouvelle monnaie qui a remplacé le cruzado, est destiné à éradiquer l'inflation qui, en février, galopait encore à un rythme annuel de 225 %.

(2) Plus d'assainissement économique qui a consisté notamment à substituer une nouvelle monnaie, l'austral, au peso.

ALAIN DECAUX ENQUÊTE...
du nouveau sur madame Steinheil, Landru, l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie, Petiot, Pierrot le Fou, Joanovic, etc.

Alain Decaux
de l'Académie française
Les assassins

Perrin

مكتبة من الاصل

étranger

ASIE

LA RÉSISTANCE AFGHANE ET LA REPRISSE DES NÉGOCIATIONS A GENÈVE

« Il faut que les Russes partent »

De notre envoyé spécial

Peshawar. — Les Russes seraient très avisés de reconnaître la réalité. La guerre est dans l'impasse. Nous ne pouvons pas les déloger et ils ne peuvent pas gagner. Il faut une solution politique. Mais nous ne négocierons pas nos principes: nous nous battons pour le rétablissement d'un Afghanistan non aligné et islamique et continuons de le faire, même s'il faut en revenir à une guerre d'endurance. Nous avons déjà fait d'énormes sacrifices: il faut que les Russes partent. Alors, nous réglerons nos problèmes au sein de nos jirgas (assemblées de chefs de tribus et de clans).

Sayed Ishaq Gailani, qui s'exprime ainsi, est le neveu et le porte-parole d'un grand chef clanique afghan. Il tient un langage modéré par rapport à ce que l'on peut entendre parmi les réfugiés afghans de Peshawar, où les mouvements de guérilla ont leurs antennes. On y parle de jihad, guerre sainte, et beaucoup moins du règlement de ce conflit vieux déjà de plus de sept ans. On y échange surtout des informations sur les nouveaux développements de la guerre: les « Russes » — l'expression « Soviétiques » est plus rarement utilisée — construisent une nouvelle piste d'aviation — forcément un futur aéroport stratégique — dans une vallée proche de la frontière pakistanaise; les Russes n'ont pas respecté leur trêve hivernale et leurs opérations vont reprendre de plus belle après la fonte des neiges; « ils » continuent de faire le vide dans les campagnes, pour priver les résistants de tout appui local.

Entre Islamabad, où l'on affiche un optimisme prudent concernant les chances de la négociation, et Peshawar, où l'on évoque les préparatifs de contre-offensives ou le renforcement de la résistance, c'est donc un peu comme le jour et la nuit. « Nous ne sommes pas une menace pour l'Union soviétique: voilà la seule concession que nous pouvons faire. Il faut appliquer la résolution de l'ONU qui réclame un retrait militaire inconditionnel soviétique, l'autodétermination et la non-alignement de l'Afghanistan », ajoute Sayed Ishaq Gailani. L'un des chefs militaires de la résistance, le commandant Amin Wardak, nous tiendra un langage encore plus ferme à l'égard de Moscou.

Les officiels pakistanaïses n'excluent plus, de leur côté, la possibilité, si mince soit-elle, d'un accord à Genève dans le cadre de leurs conversations indirectes — par l'intermédiaire de l'ONU — avec les autorités de Kaboul, qu'islamabad ne reconnaît pas. Depuis son discours du 25 février, M. Gorbatchev ne parle plus de la présence d'un contingent soviétique « limité » sur place ou de la situation « à propos de l'Afghanistan ». Il a même évoqué une « blessure saignante » et un calendrier de retrait des troupes soviétiques, ce qu'il considère, il est vrai, comme l'affaire de Moscou et de Kaboul.

En bref, dit-on dans la capitale administrative du Pakistan, l'impact de cette guerre se fait sentir en Union soviétique, et M. Gorbatchev, selon les officiels, est « prêt à être raisonnable ». Ceux-ci ajoutent: « Nous ne pouvons exclure aucune hypothèse. Peut-être les Soviétiques négocient-ils seulement pour négocier, peut-être négocient-ils pour trouver un compromis. » Quant au président Zia Ul Haq, il déclare: « Nous devons, de toute façon, prendre les Soviétiques au mot. »

der, peut-être négocient-ils pour trouver un compromis. » Quant au président Zia Ul Haq, il déclare: « Nous devons, de toute façon, prendre les Soviétiques au mot. »

« Du vent »

Mais cet optimisme, tout relatif, n'a manifestement pas franchi les trois heures de route qui séparent la capitale administrative du Pakistan de Peshawar, le plus grand centre de réfugiés afghans, à proximité de la frontière entre les deux pays. En outre, même si un accord se dessinait à Genève — où les négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad reprennent le 5 mai — sur un retrait, fatalement conditionnel, des troupes soviétiques, comment pourrait-on le faire valoir par les chefs de la résistance? Cette question demeure, apparemment, ouverte pour différentes raisons.

On peut s'interroger sur le sens — et les résultats — des jirgas réunies récemment à Kaboul ou de l'élargissement des instances dirigeantes du régime de M. Karmal et des non-communiques. On peut également tenter de jauger les efforts entrepris pour consolider ce régime en le dotant d'une meilleure police politique ou en formant des cadres marxistes. Ou encore en essayant d'exploiter les animosités entre certains tribus. Mais pour les résistants, ces supputations sont vaines. Les « Russes » — des jirgas réunies et pillent l'ouest, comment pourraient-elles renforcer les assises du régime de Kaboul ne méritent même pas qu'on s'y arrête. « C'est du vent », répondent les moudjahidins.

En outre, la résistance est toujours divisée. On compte une bonne demi-douzaine de mouvements

importants qui mènent des luttes parallèles dans leurs provinces respectives en Afghanistan. Les efforts entrepris pour unifier ces mouvements n'ont jamais été bien loin. Tout à leur combat, ils semblent un peu coupés de la scène internationale. L'insurrection n'a jamais formé un gouvernement, même aux structures fléchies, mais qui aurait constitué un atout diplomatique formidable, surtout au sein de l'ONU, où elle dispose de forts appuis. Ce moyen de pression lui fait cruellement défaut.

Dans l'hypothèse d'une percée des négociations, comment serait-il possible d'y rallier des forces dispersées? Certes, les Pakistanaïses et les Américains ne manquent pas de moyens de pression. Ils pourraient couper les vivres à la résistance. Islamabad peut toujours, en dernier recours, fermer les camps d'entraînement sur son territoire, qui sont un peu les bases arrière des moudjahidins. Enfin, en cas de règlement international, la masse des réfugiés au Pakistan — qui ne souhaitent, d'ailleurs, que retourner vivre en paix chez eux — serait soumise, sans trop tarder, à de fortes pressions en faveur d'un rapatriement.

Il reste qu'un accord interne, offrant des garanties aux hommes actuellement au pouvoir à Kaboul, constituerait un obstacle bien difficile à franchir, même au cas, peu probable, où M. Gorbatchev se contenterait d'une « paix dans l'honneur », c'est-à-dire de l'habillage peu glorieux d'un échec. Pour l'instant, la rumeur de paix, qui occupe tant de chancelleries, n'est guère prise en compte dans les rangs des moudjahidins, qui espèrent bien marquer quelques points supplémentaires cette année. Sur le terrain.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AMÉRIQUES

Pérou

Le respect des droits de l'homme s'améliore sous le régime de M. Alan Garcia selon des personnalités européennes

De notre correspondant

Lima. — La situation des droits de l'homme au Pérou ne peut être modifiée radicalement du jour au lendemain. Néanmoins, le changement de régime, en juillet de l'année dernière, a ouvert de nouvelles perspectives. Les autorités montrent le désir de combattre la subversion avec des moyens légaux. Tel est le sentiment exprimé, ces jours-ci à Lima, par des personnalités européennes engagées dans le combat pour le respect des droits de l'homme.

A l'issue d'une visite de plusieurs jours dans le pays, les représentants du Conseil permanent de coordination des comités européens de défense des droits de l'homme ont remis au gouvernement péruvien une abondante documentation, fruit de leurs observations. Le comportement de l'armée et de la guérilla sous l'ancien régime et aujourd'hui y est analysé. Les auteurs du mémorandum font aussi quarante « recommandations » pour pacifier le pays, parmi lesquelles la suppression de la loi antiterroriste, la fin de l'état d'urgence, le recours à la juridiction civile et non pas militaire pour juger les membres des forces de l'ordre responsables d'executions, la subordination de l'armée au pouvoir exécutif, et l'annulation des centaines de prisonniers, incarcérés sans preuves.

Les membres du Conseil permanent — MM. Pierre Galand (Belgique), Martin Pallin (Espagne), Walter Schwenninger (Espagne) — ont été reçus par le président Alan

Garcia, plusieurs ministres, et le haut commandement de l'armée. A l'issue de ces rencontres, ils ont indiqué que « le gouvernement, par ces premiers pas, a démontré son désir de changer les structures injustes du pays ». Il reste que l'armée a des difficultés à adopter une nouvelle stratégie de lutte antiguérilla. Constatation mise en évidence par la déclaration du ministre de la guerre, qualifiant de « héros de la démocratie » le lieutenant Telmo Hurtado, chef du commando responsable de l'atroce massacre d'Accomarca, en août 1985, au cours duquel soixante-sept personnes furent assassinées.

La délégation a également relevé que « de graves entraves à la liberté individuelle sont encore commises ». Les organisations péruviennes de défense des droits de l'homme font état de quarante-cinq « disparitions », reconnues d'ailleurs par le gouvernement. Avant d'être de plus amples critiques, les observateurs européens ont dit, toutefois, préférer attendre que M. Garcia ait « derrière lui un an de pouvoir ». Ils ont reçu l'assurance de pouvoir poursuivre leur mission au Pérou.

Il n'en est pas de même pour la Commission des droits de l'homme des Nations unies qui vient de présenter son rapport à Genève. L'équipe qui s'était rendue au Pérou à la fin du régime présidé par M. Fernando Belaunde avait été astorée par le président Alan Garcia à revenir à la fin de novembre 1985. Cette deuxième visite avait été annulée au dernier moment par les autorités, sans aucune explication.

NICOLE BONNET.

Etats-Unis

M. Reagan se montre favorable à une réforme du fonctionnement du Pentagone

Le président Reagan, actuellement en vacances dans son ranch de Santa-Barbara en Californie, a donné son accord de principe, mercredi 2 avril, à une réforme en profondeur du Pentagone, dont le porte-parole de la Maison Blanche n'a pas hésité à dire qu'elle serait « la plus importante depuis la seconde guerre mondiale ». Dans un délai de trois mois, le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, devra soumettre au président une série de propositions afin de mettre en œuvre la restructuration envisagée.

Les modifications souhaitées par M. Reagan s'inspirent des conclusions d'une commission d'études présidée par M. David Packard, ancien secrétaire adjoint à la Défense sous M. Nixon, et qui avait été mise en place en juin dernier à la suite de la

découverte de toute une série de fraudes et de gaspillages dans les contrats d'armements existant entre le département de la Défense et divers fournisseurs, notamment la firme General Dynamics.

Les mesures préconisées seraient principalement de deux ordres. D'une part, la commission Packard, comme précédemment le comité des forces armées du Sénat, présidé par M. Goldwater, se prononce pour un renforcement de l'autorité du chef d'état-major interarmes. Une telle mesure, à laquelle l'autorité civile s'oppose depuis longtemps de crainte de perdre le contrôle du fonctionnement du Pentagone, permettrait d'atténuer, selon ses partisans, les éternelles querelles au sein de l'état-major entre les responsables des différents grands corps: armée, marine, aviation. Doté d'un pouvoir plus important dans la chaîne de commandement, le chef d'état-major interarmes verrait en outre accordé un accès plus facile auprès du président, ce qui accentuerait encore son rôle.

La seconde mesure concernerait la création d'un poste de sous-secrétaire à la Défense, « responsable des achats ». Selon le rapport de la commission Packard, la personne qui occupera cette fonction devra avoir « une solide connaissance du secteur industriel » afin de lui permettre de veiller à ce que les contrats passés entre le Pentagone et ses fournisseurs soient plus strictement respectés.

L'opinion publique américaine est très sensible au reproche de gaspillage adressé au Pentagone à la suite de divers scandales, qui avaient notamment conduit le département de la Défense à suspendre pour deux mois, en décembre dernier, tous ses contrats avec la société General Dynamics. Cette compagnie, qui vend pour plus de 6 milliards par an de matériel à l'armée américaine, avait été accusée de malversations financières. Impliqué dans ces affaires, l'un de ses anciens employés, M. James Beggs, administrateur de la NASA, avait dû quitter ses fonctions à la suite de ces révélations.

En novembre dernier, la Chambre des représentants avait voté une loi à une écrasante majorité (383 contre 27) prévoyant des réformes similaires à celles recommandées aujourd'hui par la commission Packard. La Chambre avait également préconisé la nomination d'un chef d'état-major interarmes adjoint et l'élaboration d'un budget plurianuel (sur deux ans). A l'époque, M. Weinberger n'avait montré aucun enthousiasme à s'engager dans cette voie. De même, le secrétaire à la Défense avait-il critiqué, en son temps, la décision présidentielle de créer la commission Packard. La mise en œuvre des réformes désuètes approuvées dans leur principe par M. Reagan dépend donc maintenant de l'attitude qu'adoptera sur ce dossier délicat le responsable numéro un du Pentagone.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

RECENTRAGE DE LA POLITIQUE DE COOPÉRATION

MM. Aurillac, Penne, Foccart et la « famille »

« Cela fait vingt fois que l'on me pose la même question: comment pouvez-vous exister avec M. Guy Penne et l'Elysée et M. Foccart à Matignon? » M. Michel Aurillac, nouveau ministre de la coopération, qui tenait, jeudi 3 avril, sa première conférence de presse, n'est pas vraiment agacé d'une telle suspicion, mais... Il s'en tire par l'humour: « Je ne suis pas ministre des PTT, je vous le garantis! » Connaissant lui-même « fort bien » les affaires africaines, il trouve « normal, naturel » que le premier ministre et le président de la République aient chacun un conseiller pour suivre ce secteur, et préfère que ceux-ci « soient compétents plutôt qu'incompétents ». Ou on se le dise: M. Aurillac n'a pas « l'intention de ne pas exister » et il n'y a « pas du tout un phénomène de concurrence », simplement une concertation. Un exemple: l'acheminement d'une aide d'urgence aux victimes de l'accident du Jager de l'armée de l'air française qui s'est écrasé, le 27 mars, sur un quartier de Bangui (Centrafrique). Eh bien, M. Aurillac a immédiatement pris les mesures qu'il s'imposait et, « tout naturellement », s'est téléphoné à M. Penne et à M. Foccart.

Pour le reste, le décret fixant les attributions et prérogatives du ministre de la coopération n'ayant pas encore été publié au Journal officiel, il est un peu tôt pour que le ministre donne son sentiment sur les grands dossiers africains. Mais, par petites touches, M. Aurillac a déjà fixé le cadre de son action et confirmé implicitement son identité de vues avec les propositions du RPR en matière de politique de coopération (le Monde du 2 avril). Le « recentrage » de la politique de coopération et la « reconstruction » du ministère s'articuleront autour d'un « axe privilégié et non dans toutes les directions à la fois ». Cet axe, ce sont les pays francophones, un certain nombre de pays lusophones et hispani-

sants, ainsi qu'Haïti et le Vanuatu, bref le « noyau incontournable », la « famille » en quelque sorte. Bien sûr, ce fameux décret définissant la zone d'intervention du ministère sera « souple » et, par « une extension de compétences », d'autres pays — les anglophones — ne seront pas oubliés. Il n'empêche: on voit bien que la nouvelle majorité revient à la notion de « pré-carré » francophone. L'Angola, par exemple, ne « figure pas » dans ce noyau « des pays avec qui nous avons des liens privilégiés ».

M. Aurillac, qui veut faire entrer la « modernité » en Afrique, a incontestablement fait preuve d'une grande prudence. Il veut favoriser la création d'un « tissu d'entreprises », parce que le développement est d'abord « économique » et non pas « administratif », les Africains ayant aujourd'hui des « spécialistes de niveau mondial ». Sur l'Afrique du Sud, « qui relève du ministère des affaires étrangères », il est plus circonspect: car, la politique d'apartheid ne peut être « cautionnée » par le gouvernement, et l'intérêt de la population est de « faire en sorte que toutes les ethnies (?) arrivent à vivre ensemble ». Pour ce qui est des sanctions économiques à l'encontre de Pretoria, les problèmes, manifestement, n'est pas de son ressort.

M. Aurillac va avoir très vite l'occasion de « tester » auprès des chefs d'Etat africains ces idées. Il accompagnera le premier ministre, M. Chirac, qui se rendra à Abidjan le 12 avril, puis il ira à Dakar, pour y rencontrer M. Abdou Diouf, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Succès assuré: les chefs d'Etat francophones ont toujours plié en faveur du resserrement des liens de la « famille ».

LAURENT ZECCHINI.

Burkina-Faso

VERDICT DANS LE PROCÈS DE LA CEAO

MM. Diawara et Diakité condamnés à quinze ans de prison

Quinze ans de prison ferme pour MM. Mohamed Diawara et Moussa Diakité, quinze ans de prison, dont six ans ferme, pour M. Moussa N'Gon, tous trois anciens responsables de la CEAO (Commissariat de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)). Le « scandale des milliards de la CEAO » a trouvé un premier épilogue, jeudi 3 avril, avec ce verdict, rendu par le tribunal populaire de la révolution (TPR) d'Ouagadougou. MM. Diawara et Diakité, respectivement ancien ministre de la Côte-d'Ivoire et ex-directeur du Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement de la communauté (FOSIDEC), devront, en outre, rembourser solidairement à la CEAO la somme de 6,4 milliards de francs CFA, tandis que M. N'Gon, ancien secrétaire général de la CEAO, est redevable d'une somme de 14,2 milliards de francs CFA. Les condamnés ont toutefois la possibilité de solliciter un recours en grâce auprès du chef de l'Etat burkinabé, le capitaine Thomas Sankara.

Accusés du détournement de plus de 6,5 milliards de francs CFA (130 millions de francs) au préjudice de la CEAO, ainsi que de faux et usage de faux, et d'enrichissement illicite, les trois accusés avaient été inculpés en octobre 1984. Depuis cette date, la CEAO était paralysée dans son fonctionnement. Les chefs d'Etat des sept pays membres de cette organisation (Côte-d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, Bénin, Burkina-Faso, Mali et Niger) se sont retrouvés le 26 mars à Ouagadougou pour participer au centième anniversaire de leur organisation, celui-ci ayant été précédé par une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'ANAD (Accord de non-agression et de défense) à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire), qui avait permis une « réconciliation » entre le Mali et le Burkina, à la suite de la « guerre de Noël » qui avait opposé les deux pays, en décembre dernier.

A cette occasion, le président Sankara avait autorisé le Malien Idrissa Keita, secrétaire général de la CEAO, qui avait été expulsé par les autorités d'Ouagadougou, à revenir dans la capitale du Burkina à l'occasion du « procès Diawara ». Une autre personnalité malienne, M. Mamadou Alidou, a été nommé en remplacement de M. Idrissa Keita. En dépit de ce rapprochement entre le Mali et le Burkina, il n'est pas sûr que l'affaire Diawara — en reste là, notamment parce que les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce procès n'ont pas été jugées satisfaisantes par toutes les

parties. Les avocats des accusés ont notamment estimé que le tribunal populaire d'Ouagadougou était incompétent pour juger une telle affaire, les TPR n'étant pas reconnus par le droit international, et ont refusé de plaider. — (AFP, Reuters, AP.)

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 65072 F
Téléphone: (1) 45-23-06-81
TÉL.: (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauve (1969-1982), André Lemaître (1982-1985)

Dirige de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social: 570 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locataires du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Woutas.
Rédacteur en chef: Daniel Vercaut.
Correspondant en chef: Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél.: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 266 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 150 CFA; Espagne, 150 pes.; Grèce, 120 dr.; Iran, 100 r.; Italie, 1 700 L.; Japon, 235 F CFA; Suède, 5 kr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 mt.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR CHEQUE NORMAL

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: définitifs ou provisoires (deux semaines au plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037

PROCHE-ORIENT

Le conflit du Liban

- Les observateurs français sont partis
Recrudescence des combats à Chatila

Les observateurs français ont fait jeudi 3 avril leurs adieux au Liban, deux ans après le début de leur mission, alors que de durs combats se poursuivaient entre chiïtes et Palestiniens dans le camp de Chatila, tout proche de leur quartier général.

Les quarante-cinq observateurs, sous-officiers et officiers, ont quitté en milieu d'après-midi la base militaire de Jounieh (à 19 kilomètres au nord de Beyrouth), pour embarquer sur le navire de soutien logistique La Rampe. Ce bâtiment doit les déposer dans le port chypriote de Larnaca, d'où ils regagneront la France en avion militaire, a indiqué leur porte-parole, le commandant Jean-Yves Blouin, qui les accompagne depuis deux jours.

Les observateurs militaires français, dont sept ont trouvé la mort au Liban, ont gagné le navire à bord de vedettes. Leur chef, le colonel Pierre Avon, a rejoint par hélicoptère. Leur matériel, jeeps, blindés légers et une ambulance, devait être embarqué à bord du navire de transport Ouragan, attendu au large de Beyrouth lundi ou mardi prochain, sous le commandant Blouin.

Le départ du corps des observateurs, créé en mars 1984 pour superviser le cessez-le-feu à Beyrouth après le retrait de la Force multinationale (Etats-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne), s'est déroulé sans incident. Sur la route de la Résidence des pins, à la base de Jounieh, en secteur chrétien, de nombreux Libanais leur criaient « Au revoir ! » ou « Merci ! ».

Dans le camp de réfugiés de Chatila, au sud de Beyrouth, les combats se sont poursuivis avec violence pour la septième journée consécutive entre miliciens chiïtes d'Amal et des Palestiniens retranchés dans un réduit de 500 mètres carrés. La recrudescence des combats est intervenue après le troisième échec en trois jours du comité de coordination

formé par Amal et le Front du salut national palestinien (FSNP, coalition pro-syrienne) pour faire appliquer un cessez-le-feu. Les deux parties se rejettent mutuellement la responsabilité de la reprise des combats. Selon un responsable du FSNP, le mouvement Amal n'arrive pas à contrôler ses miliciens qui bombardent par intermittence et à distance le camp. Le bilan des combats s'élève à 10 morts et 20 blessés du côté d'Amal et à 8 morts et 47 blessés parmi les Palestiniens, a-t-on appris auprès du mouvement chiïte et des organisations palestiniennes.

Beyrouth demande le renouvellement du mandat de la FINUL

Le gouvernement libanais a, d'autre part, demandé aux Nations unies le renouvellement du mandat de la Force intermédiaire de l'ONU au Liban (FINUL), pour une nouvelle période de six mois. Le mandat de la FINUL arrive à expiration le 19 avril prochain, et son renouvellement sera examiné en principe par le Conseil de sécurité de l'ONU le 17 avril.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, le représentant libanais aux Nations unies, M. Rachid Fakhoury, a souligné que son gouvernement était « convaincu que, malgré la situation qui règne actuellement dans le sud du Liban, la FINUL, qui symbolise la volonté de la communauté internationale, reste un facteur important de stabilité et de sécurité dans la région, au moment même où de nouveaux efforts soutenus restent nécessaires pour permettre à la FINUL de s'acquitter pleinement du mandat qui lui a été confié ».

L'ATTENTAT CONTRE LE BOEING DE LA TWA

Une Libanaise embarquée au Caire est soupçonnée d'avoir déposé la bombe dans l'appareil

Selon les enquêtes effectuées à Athènes et à Rome, l'attentat à la bombe qui a fait quatre morts, mercredi 2 avril, à bord d'un Boeing de la TWA pourrait avoir été perpétré par une jeune femme en possession d'un passeport libanais.

Cette femme, enregistrée sous le nom de May Elias Mansour sur la liste de la TWA au Caire, a pris, mercredi, le vol 841 de cette compagnie effectuant le trajet Le Caire-Athènes-Rome et retour. Elle est descendue à l'échelle d'Athènes. Elle occupait la place F 10, celle où l'explosion s'est produite sur le trajet du retour alors que l'avion, venant de Rome, s'approchait d'Athènes. Après avoir passé la matinée de mercredi dans la salle de transit de l'aéroport de la capitale grecque, cette femme est partie pour Beyrouth par un vol de la Middle East Airlines. Elle était arrivée au Caire venant de Beyrouth le 2 mars.

Cette thèse a été confirmée jeudi par les responsables de la TWA à Athènes et par le ministre italien de l'Intérieur, M. Luigi Scalfaro, qui a précisé que la personne soupçonnée d'avoir déposé la bombe dans l'appareil était « classée comme terroriste ».

Au Caire, cependant, un porte-parole officiel a réfuté cette thèse en la qualifiant d'« histoire ridicule » qui « ne mérite aucun commentaire ». Un responsable du ministère de l'Intérieur égyptien, M. Farag, a affirmé que M. Mansour avait rempli les formalités d'enregistrement après les autres passagers, mais qu'elle avait passé tous les contrôles avant de monter à bord de l'appareil. Ses bagages, a affirmé M. Farag, ont été inspectés à la fois par les gardes de l'aéroport et par le personnel de la TWA.

Aux Etats-Unis, la Maison Blanche s'est déclarée jeudi déterminée à faire en sorte que les auteurs de l'attentat soient remis à la justice. « Bien qu'un groupe se nommant les « Cellules révolutionnaires arabes » ait revendiqué la responsabilité de l'attentat, nous n'avons écarté aucun groupe, mouvement ou individu terroriste comme pouvant être responsable », a toutefois précisé le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes.

L'attentat a, en effet, été revendiqué à Beyrouth par une organisation palestinienne inconnue, les Cellules révolutionnaires arabes-Cellules d'Al-Kassam. Les observateurs ont noté que les deux attentats perpétrés fin décembre 1985 à Vienne et à

Rome contre les bureaux de la compagnie israélienne El Al avaient été revendiqués au nom des Cellules fedayins arabes. L'hypothèse selon laquelle il s'agirait de la même organisation n'est pas écartée.

Quant aux déclarations du chef d'Etat libyen, le colonel Kadhafi, récusant cet attentat, M. Speakes a estimé que, « étant donné son comportement antérieur, ce démenti n'a aucune signification ». M. Speakes s'est, par ailleurs, refusé à tout commentaire sur l'éventualité de mesures de représailles lorsque les auteurs de l'attentat auront été identifiés.

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a, pour sa part, accusé jeudi le « groupe Abou Moussa ». S'exprimant au micro de la chaîne de télévision américaine PBS, il s'est, en outre, dit persuadé que l'attaque avait été mise au point « bien avant » l'incident du golfe de Syrie (entre les Etats-Unis et la Libye) et a laissé entendre que la Syrie pourrait y être mêlée. « Le groupe Abou-Moussa est basé en Syrie, sous les auspices syriens, comme le groupe Abou-Nidal », a souligné à ce propos M. Pérès.

Sans expliquer la raison de ses convictions, le premier ministre a estimé que la revendication formulée après l'explosion par les Cellules révolutionnaires arabes était « une tentative pour couvrir le vrai groupe responsable ». - (AFP, AP, Reuters)

LE PROCÈS DES MUTINS DE LA POLICE AU CAIRE

Les mal-aimés d'une Egypte en crise

(Suite de la première page.)

« Je vous le répète, affirme M. Wadîh Rifaat, le vice-président du Waîd, le premier parti de l'opposition, ils étaient traités comme des animaux dressés à frapper les manifestants étudiants et ouvriers. Leur révolte était non seulement juste mais également nécessaire, et rappelle, à bien des égards, le soulèvement de Spartacus et des Zémidis (1) ». La plupart des dirigeants de l'opposition partagent cette opinion. Mais ils se sont tous empressés de condamner un mouvement entaché dès le départ par des actes de violence dénoncés sans réserve par l'opinion publique.

L'un des dirigeants de la Tagma, le rassemblement de gauche, M. Rifaat Saïd, attribue ces débordements au fait que les jeunes conscrits n'étaient pas organisés.

« Pour l'instant, dit-il, et en attendant le problème rapporté de la commission d'enquête, nous ne savons que très peu de choses sur ce qui s'est vraiment passé ce jour-là. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le peuple égyptien a pris ses distances envers le mouvement dès qu'il s'est aperçu qu'il avait été dévoyé par des éléments destructeurs », M. Rifaat ajoute, rêveur : « On peut se demander quelle aurait été l'issue des manifestations si celles-ci s'étaient déroulées en bon ordre et pacifiquement. Certains n'hésitent pas à en déduire que la révolte a été dévoyée de son objectif initial, qui était de faire connaître le sort des appelés, par des « forces étrangères » qui l'ont utilisée à des « fins précises ».

Une armée d'appoint

Paradoxalement, le ministre de l'Intérieur, le général Ahmed Rouchdi, limogé pour n'avoir pu empêcher l'émeute, est considéré par la plupart des Égyptiens comme un bon émissaire qui a été victime d'un règlement de comptes. On affirme que l'ancien ministre de l'Intérieur avait pris la tête d'une campagne de salubrité publique contre certains éléments corrompus au sein de l'adminis-

tration, attaquant notamment des hauts fonctionnaires du ministère de l'industrie soupçonnés d'avoir accepté des pots-de-vin de sociétés étrangères, notamment allemandes. En outre, le général Rouchdi avait commis l'imprudence de s'en prendre à plus fort que lui en tentant d'épurer la police d'éléments compromis avec les trafiquants de drogue.

Quoi qu'il en soit, les forces de la sécurité centrale ont perdu beaucoup de leur puissance. Elles avaient été coupées, à l'origine, comme un corps chargé, après la défaite de 1967, de garder les ministères et les bâtiments publics. Elles constituaient alors une force d'appoint de l'armée régulière. Ce n'est que sous le règne de Sadate, spécialement après les émeutes de 1977, qu'elles s'étaient presque hissées au niveau de l'armée avec environ trois cent mille hommes dotés d'un armement moderne. Leur mission essentielle était alors répressive. Leurs camps sont à cet effet judicieusement répartis sur les grands axes quittant la métropole égyptienne, à proximité des centres ouvriers et étudiants à contrôler. Accessoirement, les forces de sécurité semblaient également destinées à contrebalancer l'influence de l'armée, puisqu'elles disposaient d'un armement lourd - blindés et canons - sans grand intérêt pour réduire de simples manifestations.

Au fil des ans, cependant, les forces de la sécurité centrale se sont dégradées, à l'instar de la plupart des institutions de l'Etat. Celui-ci était incapable d'entretenir sur un pied d'égalité son armée et une sorte de milice concurrente. La préférence a donc été accordée à l'armée régulière, où ont été enrôlés les meilleurs éléments : jeunes diplômés, citadins, villageois en bonne santé. Les laissés-pour-compte étaient dirigés vers les forces de la sécurité centrale. C'est d'ailleurs pour des

raisons d'économie strictement budgétaire que l'état-major des forces de sécurité s'appliquait depuis un certain temps à prolonger par divers artifices la durée du service, normalement fixée à trois ans. On comprend alors aisément pourquoi la nouvelle - vraie ou fausse - d'une prolongation d'un an du service mit aussitôt le feu aux poudres.

Le regain d'influence des militaires

Sans nul doute, le rôle de « garde préventive du régime » dévolu aux forces de la sécurité centrale ne peut plus s'exercer. Les grands bénéficiaires de la situation sont les militaires « classiques », qui, en rétablissant l'ordre, se sont posés en sauveurs de l'Égypte. Dans certains milieux de l'opposition, ce regain d'influence des militaires inquiète, et on y évoque de plus en plus l'hypothèse d'un « coup de l'armée ».

Une telle éventualité est cependant excitée par la plupart des dirigeants de l'opposition. A leurs yeux, les militaires ne sont nullement pressés d'hériter d'un régime aux prises avec une grave crise économique et sociale que nulle baguette magique, fût-elle maniée par un soldat prestigieux, ne saurait résoudre. Les rumeurs faisant du maréchal Abou Ghazala, le tout-puissant ministre de la défense, un putschiste potentiel et le plus pro-américain des dirigeants égyptiens, semblent peu fondées. Sa loyauté à l'égard du président Mubarak, dont il paraît fidèlement exécuter les consignes, n'est guère mise en doute.

Si donc il y a risque d'une « militarisation accrue » du régime du Caire, elle se fera vraisemblablement sous la direction du chef de l'Etat, passé maître dans l'art de brandir alternativement le bâton et la carotte. C'est ainsi qu'après avoir lancé en janvier dernier une mise en garde à peine déguisée

aux partis de l'opposition, les menaçant d'une « alternative d'urgence et dangereuse » à la démocratie, il s'est montré, après la mutinerie de Guizh, très compréhensif à l'égard de leurs revendications, tout en leur demandant de ne pas lui compliquer la tâche.

Le président Mubarak ne craint apparemment pas grand-chose d'une opposition égyptienne faible et divisée en groupements rivaux. Le principal défi qu'il doit affronter est d'ordre économique. Comment satisfaire les demandes pressantes des Américains qui suggèrent que l'Égypte applique la recette classique du FMI par la levée progressive des subventions, et, ce faisant, ne pas affecter le niveau de vie de la population ? Entouré par une équipe de technocrates au service de la politique de l'inflation (ouverture économique), le chef de l'Etat vient de prendre une série de mesures d'austérité touchant surtout les classes moyennes. Les couches les plus pauvres de la population continuent cependant à subir une usure lente mais ininterrompue de leur pouvoir d'achat, entamé par toutes sortes d'artifices subreptices destinés surtout à éviter une explosion. Comme d'habitude, les possédants ont été épargnés et aucun de leurs privilèges n'a été rogné.

Les graves événements de Guizh ont traduit, quels que soient les excès des mutins, le mécontentement de conscrits issus des couches les plus déshéritées de la population égyptienne. A leur façon, ils caractérisent la société égyptienne. Si rien n'est fait pour rendre cette injustice moins flagrante, de nouveaux troubles secoueront le pays.

JEAN GUEYRAS.

(1) Esclaves agricoles noirs originaires de Zanzibar, qui se soulèvent en 1877 et créent un Etat, écarté par Bagdad vingt ans plus tard.

1 236 accusés ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat

Le procureur exclut toute implication de groupes politiques, religieux ou de forces étrangères

De notre correspondant

Le Caire. - Les conscrits de la police sont les uniques responsables des mutineries qui, les 25 et 26 février, ont fait cent sept morts et sept cent seize blessés et occasionnés des dégâts estimés à plus de 150 millions de dollars. Telle est au moins la conclusion officielle de l'enquête conduite depuis un mois par le parquet général égyptien. Le procureur général, M. Mohamed El Guendi, a, en effet, tenu à souligner que « l'enquête avait permis d'établir, sans l'ombre d'un doute, que nul officier de police n'avait participé aux émeutes ». Il a, par ailleurs, exclu toute implication, étrangère ou intérieure, de groupes politiques ou religieux dans les émeutes et a implicitement confirmé, en outre, que « la rumeur » concernant la prolongation d'une année du service de certains conscrits de la police n'était pas aussi dénuée de fondement que l'avait affirmé le ministre de l'Intérieur au lendemain des émeutes.

M. El Guendi a précisé que 1 236 accusés - 1 205 conscrits de la police et 31 civils dont 6 mineurs - avaient été déférés devant la Cour

supérieure de sûreté de l'Etat pour y répondre de mutinerie, homicide, vol à main armée, incendie et atteinte aux biens publics. Le procureur, qui n'a pas précisé la date où le procès devrait débiter, a toutefois indiqué que les accusés, notamment les conscrits de la police, encouraient un châtiment allant de la prison à la peine de mort.

Toutefois, la Cour supérieure de sûreté de l'Etat a déjà fait preuve de modération dans des affaires plus ou moins similaires. Lors de procès du groupe extrémiste musulman Al Jihad, accusé de l'assassinat d'une centaine de policiers à Assiout, en Haute-Egypte en octobre 1981, le procureur avait requis, sans être suivi, la peine capitale pour trois cents maximalistes. Dans l'affaire des mutins, le tribunal aurait trouvé dans les conclusions mêmes de l'enquête du parquet matière à circonstances atténuantes. Le procureur a, en effet, dénoncé les mauvais traitements infligés aux conscrits et leurs misérables conditions de vie. Il a relevé le fait que certains officiers sont allés jusqu'à infliger des sévices à de jeunes recrues.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Iran

La mort de l'ayatollah Chariat Madhari

Le chef de file des mollahs conservateurs

L'ayatollah Chariat Madhari, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-deux ans des suites d'un cancer, était un des plus hauts dignitaires chiïtes d'Iran et le chef de file des mollahs conservateurs et éclairés. Il avait été, au cours des années qui ont précédé la révolution islamique, très populaire dans sa province natale, l'Azerbaïdjan, et dans les milieux du Bazar.

Né dans une famille de religieux de Tabriz, où il avait commencé sa formation religieuse, il était devenu le chef spirituel de cette province turcophone. Pendant les seize années d'exil de l'Imam Khomeiny, Chariat Madhari avait organisé un réseau très serré assurant la distribution des tracts et des déclarations de l'Imam. Les divergences avec ce dernier apparemment rapidement au cours de la révolution contre le chach. « Il faut comprendre que, avant en Iran, ma situation est différente de celle de Khomeiny qui vit en exil », avait-il l'habitude de répéter aux journalistes qui essayaient de découvrir des « désaccords » entre lui et l'Imam.

En fait, ces « désaccords » étaient bien réels. Le nœud patriarcal azerbaïdjanais était, en effet, opposé aux méthodes de lutte violente et demandait seulement des « modifications substantielles » dans la politique du chah. En privé, il allait même

jusqu'à préconiser une « monarchie constitutionnelle » qui permettrait, selon lui, de faire l'économie d'une révolution au moment même où, de Neauphle-le-Château, l'Imam Khomeiny exigeait la liquidation de la monarchie et de toutes ses institutions.

Les paroles de Chariat Madhari tombaient alors dans le vide, l'immense majorité des Iraniens étant plutôt attirés par le tempérament de l'Imam Khomeiny et ne partageant guère les options réformistes du patriarcal azerbaïdjanais. En décembre 1969, cependant, Chariat Madhari tenta de prendre la tête de ses partisans azerbaïdjanais qui s'étaient soulevés contre les passadars (gardiens de la révolution) du pouvoir central. Mais la « rébellion de Tabriz » fit long feu, et le patriarcal azerbaïdjanais, après avoir dénoncé la mauvaise foi du pouvoir central, vint s'installer à Qom, où il sera rapidement soumis à un régime de résidence surveillée.

L'Imam se méfia d'autant plus de Chariat Madhari que ce dernier est profondément hostile au principe du velayat faqih, qui confère un droit de regard sur les affaires temporelles et spirituelles au guide religieux de l'oumma (communauté musulmane), assurant en l'occurrence à Khomeiny, aux termes de la Constitution islamique, les prérogatives du « tuteur du peuple ». Le leader azerbaïdjanais, pour sa part, souhaitait que les mollahs soient éloignés des affaires politiques. Il n'est cependant pas un laïc et désire l'établissement d'un « contre-pouvoir » religieux qui superviserait le gouvernement en lui donnant des directives conformes aux vertus et aux principes de l'islam chiïte.

En avril 1982, Chariat Madhari est impliqué dans le complot de Sadegh Ghotbzadeh, Malace et fatigué, il apparaît en mai dans une émission télévisée où il exprime son « regret » et demande à l'Imam de le « pardonner contre ceux qui veulent sa mort ». C'est sa dernière apparition publique. Tandis que Sadegh Ghotbzadeh est exécuté, il tombe dans l'oubli. Tabriz, sa ville natale, n'a pas bougé et n'a pas protesté contre cette disgrâce qui est en réalité sa mort politique. Peut-être cela est-il dû au fait que, en se confiant dans une longue période de silence interprété comme une « passivité complaisante » à l'égard du régime, il avait déjà perdu beaucoup de son influence.

J. G.

A prix égal préférez-vous boire un scotch à bord pendant le film ou camper dans l'aéroport avant l'arrivée des femmes de ménage?



DIPLOMATIE

AU SOMMET DE TOKYO

La France se prononcera pour une coopération internationale plus active contre le terrorisme

On confirme dans les meilleurs milieux français une information publiée par le *New York Times* et reproduite par l'*International Herald Tribune* de ce vendredi 4 avril - selon laquelle la France se rallierait à une politique de coopération internationale plus active et plus suivie contre le terrorisme. Cette nouvelle attitude devrait se manifester au sommet des sept grandes démocraties industrielles convoqué à Tokyo au début du mois prochain et ne serait pas liée à la nouvelle situation de cohabitation à Paris : M. Mitterrand, qui serait d'ores et déjà disposé avant les élections, est en effet plus disposé maintenant à accepter les propositions américaines sur ce point.

Selon notre confrère américain, M. Jacques Attali, représentant français à une réu-

nion d'experts chargés de préparer le sommet de Tokyo au début de mars en Grande-Bretagne, aurait surpris ses collègues en donnant son accord à une demande américaine d'inscrire la question du terrorisme à l'ordre du jour des Sept et d'y faire une référence dans le communiqué final. Un mois plus tôt, lors d'une autre réunion préparatoire tenue à Hawaii, le même Jacques Attali s'était en revanche opposé à cette initiative, insistant sur le fait que les sommets des Sept sont essentiellement économiques. A propos du terrorisme, le maximum que voudrait bien considérer alors le conseiller de M. Mitterrand était une réaffirmation de l'accord contre la piraterie aérienne conclu au sommet de Bonn en 1978. Il n'était pas question alors d'aller au-delà.

M. Attali s'est refusé ce vendredi matin à tout commentaire sur des réunions d'experts qui, selon lui, doivent rester confidentielles, mais l'on confirme dans les meilleurs milieux français que l'impression constatée ces dernières semaines dans l'affaire des otages français, tout comme les nouvelles prises d'otages à Beyrouth, ont conduit à une évolution de la position de l'Élysée, et ce avant les élections du 16 mars. Du côté de M. Chirac, on rappelle que le nouveau premier ministre s'est toujours prononcé pour une coopération internationale plus active contre le terrorisme, et l'on se félicite de l'évolution de l'Élysée sur ce point. Le sujet a d'ailleurs été abordé dans les multiples conversations que le premier ministre a eues ces derniers jours avec le président de la République.

La pratique des services

Si elle peut contribuer évidemment à créer un climat de confiance entre services occidentaux, cette affirmation d'une volonté politique de coopération n'entraîne pas, pour ceux-ci, un changement radical dans leur pratique. Face au terrorisme et malgré, parfois, quelques chausse-trappes, la collaboration entre services occidentaux existe en effet déjà. Les spécialistes européens se rencontrent régulièrement dans le cadre de trois instances : le club de Bernes, depuis 1971 ; les groupes « Trevi », depuis 1975 ; enfin, le club de Vienne, qui réunit la France, l'Autriche, la Suisse, l'Italie et la RFA. Cependant, ces rencontres multilatérales tiennent souvent du poker menteur, aucun service n'osant faire état devant tous les autres de son savoir.

Aussi les policiers préfèrent-ils les relations bilatérales. Au niveau strictement policier, celles-ci furent renforcées par M. Yves Bonnet,

directeur de la direction de la surveillance du territoire (DST) jusqu'en août 1985. C'était à marcher sur les plates-bandes d'une direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, ex-SDECE) souvent jugée, peu confraternellement, inefficace par les policiers de la DST. M. Bonnet multiplia les contacts avec ses homologues étrangers, se déplaçant fréquemment hors de l'Hexagone et réussissant ainsi à noter des relations confidentielles avec les services de pays arabes non alignés sur la Syrie, la Libye et l'Iran.

Ce type de rapports suppose certains marchandages, l'échange de renseignements devant être réciproque. C'est ainsi que la DST a continué, après 1981, à entretenir d'excellents rapports avec les services américains. Les documents récupérés, en 1980-1981 à Moscou même, par ce service, grâce à une « taupe » soviétique placée au cœur de la centralisation de

l'espionnage industriel et technologique en Occident, et répondant au nom de code de « Farwell », suscitèrent l'admiration des services d'outre-Atlantique, qui, en l'occurrence, en profitèrent eux aussi.

S'agissant du terrorisme et au niveau politique cette fois, M. Pierre Joxe, durant son passage au ministère de l'Intérieur, manifesta sa volonté de dissiper les nuages existants avec certains États. Ainsi rencontra-t-il tous ses homologues européens, lors de rendez-vous bilatéraux. Ces contacts permirent d'aplanir notamment des différends avec l'Italie - à propos du contentieux sur les réfugiés italiens en France -, d'évacuer certains différends opérationnels avec la Belgique - à propos des liens entre Action directe et les cellules communistes combattantes - ou encore de renforcer les contacts directs entre services français et ouest-Allemands - après la fusion

d'Action directe et de la FAR (Fraction armée rouge).

En revanche, les relations avec les services américains furent marquées par un incident, toujours non éclairci, en décembre 1985. Selon les services américains, la France aurait, en effet, laissé échapper à Paris Imad Mugniyah, soupçonné d'être le chef du groupe Action des Hezbollah (les Fous de Dieu iraniens), impliqué dans le détournement d'un Boeing de la TWA en 1985 et dans les attentats ayant visé, en 1983, le PC des « marines » américains et le Drakkar abritant le contingent français à Beyrouth. M. Pierre Joxe avait démenti « catégoriquement » que les services de police français « aient disposé d'informations permettant l'arrestation des auteurs de l'attentat contre le Drakkar ». Mais il n'avait pas démenti la présence et le départ de France d'un terroriste recherché par les États-Unis.

EUROPE

Espagne

Protestations après la relaxe de l'ancien chef de la brigade antiterroriste

De notre correspondant

Bayonne. - Le Tribunal constitutionnel espagnol devra examiner prochainement une requête présentée contre la décision du tribunal de Madrid de relaxer, le 24 mars dernier, le commissaire Manuel Ballesteros. Ce dernier avait été condamné au printemps 1984 à trois ans de mise à pied et à 100 000 pesetas d'amende (3 000 F) pour refus réitéré de collaboration avec la justice.

Manuel Ballesteros, ancien chef de la brigade antiterroriste, s'était toujours refusé à révéler les noms des trois auteurs présumés de l'attentat commis dans un bar d'Hendaye en novembre 1981, attentat qui avait fait deux morts et une dizaine de blessés graves. Quelques minutes après la fusillade, les tueurs avaient forcé la frontière ; interpellés par les policiers espagnols, ils avaient rapidement été remis en liberté, sur ordre du commissaire Ballesteros, malgré les protestations des autorités françaises. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Juan José Rosón, avait reconnu qu'il s'agissait d'indicateurs de sa police.

Le procureur avait demandé la relaxe du prévenu à la Cour suprême, considérant que celui-ci avait agi « à tort mais sans intention matérielle », pour protéger des collaborateurs de ses services. La partie civile, représentant les intérêts des victimes de l'attentat, dénonça la violation de l'article de la Constitution qui proclame l'égalité de tous les citoyens devant la loi, et demanda une nouvelle convocation de M. Ballesteros devant le juge d'instruction de Saint-Sébastien chargé de l'enquête.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Quarante intellectuels espagnols, professeurs, avocats, journalistes, ont remis au procureur général de la justice de Madrid une lettre lui demandant d'éclaircir les éventuelles responsabilités des forces de l'ordre dans les activités du Groupe antiterroriste de libération (GAL). Les signataires estiment qu'il y a de « sérieux indices » de la participation d'Espagnols aux meurtres commis en France par le GAL et qu'il appartient à la justice française d'en juger. - (AFP)

Les toreros menacent de débrayer

Madrid. - Le grogne social n'épargne décidément aucune catégorie professionnelle en Espagne. Après les « rampants » d'Ibiza, les travailleurs des chemins de fer, les sidérurgistes et les dockers, qui se sont tous mis en grève durant ces dernières semaines, voilà que les toreros menacent à leur tour de suspendre leur habit de lumière au vestiaire à partir du 7 avril pour une durée indéfinie.

Les artistes de l'arène sont, en effet, en biabille avec la Sécurité sociale. Ils s'opposent à une imminente réforme du régime des retraites, arguant, non sans raison, qu'un ancien travailleur de la cape et de l'épée n'est pas un pensionné comme les autres. Le nouveau système les obligera à cotiser durant trente-cinq ans (au lieu de trente) pour avoir droit à la

retraite, une bien longue période pour qui gagne sa vie au risque de la perdre devant le torero. Et, surtout, leurs allocations se font de plus en plus fixes en fonction de leurs revenus des huit dernières années, alors que pour un torero l'apogée de la gloire (et des émoluments) se situe, au contraire, à l'époque de la jeunesse.

Pour mieux faire pression sur le gouvernement, les toreros grévistes ont suivi l'exemple des travailleurs des transports publics : ils ont choisi, pour débrayer, l'époque de pointe. C'est, en effet, le 11 avril que doit commencer la fameuse feria de Séville, traditionnel sommet de la saison tauromachique en Espagne. - (Corresp.)

LA VISITE A BONN DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND

Etroite coopération aujourd'hui comme hier

De notre correspondant

Bonn. - Après la première rencontre entre le nouveau ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et son collègue ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, jeudi 3 avril à Bonn, on insistait dans l'entourage de ce dernier sur la volonté de « continuer » manifestée par le chef de la diplomatie française.

Les journalistes n'ont pas apprécié grand-chose sur les intentions du nouveau gouvernement français à l'égard de Bonn. Mais ils ont eu droit, à l'issue des conversations, à une petite cérémonie soigneusement orchestrée par les Allemands et l'Ouest pour permettre aux deux ministres de souligner côte à côte l'importance attachée par leurs gouvernements à la poursuite d'une étroite coopération. On se prépare à célébrer cette coopération avec éclat lors de la visite que doit effectuer, à

Bonn, M. Jacques Chirac aux alentours du 17 avril.

On insistait particulièrement dans l'entourage de M. Genscher sur la nécessité de parvenir rapidement à une position commune sur la réforme de la politique agricole européenne et sur la réponse à apporter aux nouvelles attaques américaines. M. Genscher souhaite éviter que cette question donne lieu à des problèmes entre Paris et Bonn. Elle sera un des points importants de la visite de M. Jacques Chirac.

Les deux ministres sont convenus qu'ils examineraient de manière approfondie certains sujets de préoccupation allemands, comme les suites que le nouveau gouvernement français entend donner au programme Euréka et à la navette spatiale Hermès, lors de leur prochaine rencontre, prévue en mai prochain à Paris.

HENRI DE BRÉSSON.

M. Troyanovsky nommé ambassadeur d'URSS à Pékin

M. Oleg Troyanovsky a été nommé ambassadeur d'URSS en République populaire de Chine, a annoncé, jeudi 3 avril, l'agence Tass. Représentant permanent de l'URSS près les Nations unies à New-York, de décembre 1976 jusqu'au 14 mars dernier, M. Troyanovsky, soixante-sept ans, va remplacer, à Pékin, M. Ilya Tchetcherbakov, soixante-trois ans, qui prend sa retraite.

M. Troyanovsky, entré dans la diplomatie en 1944, a été nommé notamment ambassadeur au Japon, de 1967 à 1976. Il est le fils du premier ambassadeur d'URSS aux États-Unis, où il a fait des études dans sa jeunesse. Il fut également l'interprète de Khrouchchev. Sa nomination à Pékin, qui était attendue, entre dans le cadre d'un mouvement diplomatique concernant plusieurs « grandes » ambassades soviétiques. - (AFP, UPI)

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Washington va fournir une aide alimentaire, et peut-être militaire

Port-au-Prince. - M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, a annoncé, jeudi 3 avril, à Port-au-Prince, à l'issue d'une visite de quarante-huit heures, l'arrivée prochaine d'une aide alimentaire en provenance des États-Unis. Il a également déclaré que le gouvernement américain avait offert aux nouvelles autorités haïtiennes de les aider à récupérer la fortune de l'ancien président Jean-Claude Duvalier. Soulignant que Haïti avait besoin d'une armée moderne et professionnelle « pour maintenir l'ordre », M. Abrams a indiqué que les États-Unis pourraient apporter une aide en ce domaine (entraînement de la troupe, livraison d'équipements). M. Abrams a ajouté : « Il faudra du temps pour créer un nouveau système de gouvernement et réparer les dégâts de vingt-neuf ans de régime despotique. » D'autre part, une mission de l'Internationale socialiste comprenant M. Lionel Jospin, se rendra prochainement, apprend-on, à Port-au-Prince. - (AFP, Reuters)

ITALIE

Rome favorable sous conditions à l'IDS

Le gouvernement italien a réaffirmé, jeudi 3 avril, qu'il était favorable à une participation à l'initiative américaine de défense stratégique (IDS), mais à condition que cette participation « concerne la phase de recherches et ne signifie pas un éloignement de l'Italie de sa position traditionnelle en matière de désarmement, en général, et de prévention de la course aux armements dans l'espace, en particulier ». Répondant à une critique de l'agence Tass, M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, a précisé, pour sa part, que Rome est attachée au traité ABM (limitant les armements antimissiles) de 1972 et au « renforcement de la stabilité des équilibres stratégiques ». Il a ajouté que, en l'état actuel des choses, « un jugement politique général sur l'IDS ne peut être formulé de façon réaliste », mais que l'Italie « ne doit pas laisser échapper » la possibilité pour son industrie d'une participation scientifique et technologique au programme américain. - (AFP)

NICARAGUA

M. Ortega exclut la possibilité d'une guerre avec le Honduras

Tegucigalpa. - Dans une interview par téléphone avec la radio hondurienne America, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a déclaré, jeudi 3 avril, que l'octroi d'une aide militaire par les États-Unis aux antisandinistes pourrait « conduire à une guerre » entre Washington et Managua. Il a, en revanche, exprimé des sentiments de « paix et d'amitié » envers le Honduras, qui abrite pourtant des bases des « contras ». Il a, en particulier, exclu qu'un affrontement armé puisse se produire entre les deux pays voisins. Tout ne va pas pour le mieux, au demeurant, entre les États-Unis et le Honduras depuis la dernière « incursion » nicaraguayenne en territoire hondurien. A Washington, un porte-parole du département d'Etat s'est déclaré « surpris », jeudi 3 avril, par les déclarations d'un responsable hondurien qui avait accusé les États-Unis d'avoir « enagéré » l'importance des derniers accrochages. Washington a demandé des « éclaircissements » à Tegucigalpa. - (AFP, Reuters)

URSS

Inquiétude sur le sort de Sergueï Khodorovitch

Le sort de Sergueï Khodorovitch, qui, à partir de 1977, a géré en URSS le Fonds d'aide aux prisonniers politiques, créés à l'initiative d'Alexandre Soljenitsyne, inquiète ses proches. Il est en effet menacé d'une nouvelle condamnation, alors que s'achève au pénitencier de trois ans de camp à régime sévère qu'il purge à Norilsk, dans le nord de la Sibérie. M. Khodorovitch avait été condamné en 1983 pour « diffusion d'informations fausses sur l'Union soviétique ». Sa libération devait en principe intervenir le 7 avril prochain, ce qui semblait confirmer une lettre de l'administration du camp, datée du 27 février, qui demandait à sa famille de prendre des dispositions pour son retour. Mais, entre-temps, un télégramme non signé est parvenu à sa femme, à Moscou, réclamant qu'on lui trouve un avocat. Ce qui signifie apparemment qu'un nouveau procès va être intenté au détenu, à la veille de sa libération, selon une pratique désormais courante, qui s'appuie sur un article récemment ajouté au code pénal de la République de Russie. M. Yves Joffe, le président de la Ligue des droits de l'homme, qui a accepté de se charger de la défense du prisonnier, s'est adressé à l'ambassadeur d'URSS en France pour lui demander des éclaircissements, ainsi qu'un visa lui permettant si nécessaire de rendre visite à M. Khodorovitch au sein de son lieu de détention. Selon certaines informations venues de Moscou, le prisonnier serait déjà en cours de jugement.

A prix égal préférez-vous étudier le menu avec l'hôtesse ou fumer 3 paquets parce qu'on est sans nouvelles de vos valises ?

LAUZIER...
UNE B.D. COM...
Une histoire de...
vous pourriez être l...
PILOTE...
Un seul magazine pour le meilleur de la bande dessinée...
PILOTE & C...

politique

L'ÉLECTION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Comptes d'apothicaire...

Etrange paix des champs de bataille entre deux camps... Le terrain est déserté, mais sur les arrières on dresse l'état des pertes, on pense les plans, on regroupe ses forces, on pense à la stratégie pour les élections à venir... Le Palais-Bourbon mériterait bien vingt-quatre heures de calme relatif entre la difficile séance inaugurale de la nouvelle législature et les longues heures de vote qu'il devrait consacrer le vendredi 4 avril à l'élection du bureau de l'Assemblée nationale.

Pas de séance, donc, mais simplement quelques hommes politiques qui arpentaient discrètement les "Quatre colonnes" et les "Pas perdus". Les anciens ministres devaient reprendre des habitudes oubliées depuis cinq ans : venir soi-même acheter son journal au kiosque, faute qu'un huissier déférent ne vous le dépose sur votre bureau ; retrouver son chemin dans le labyrinthe de couloirs ; négocier un bureau bien placé dans le Palais lui-même, et non pas dans l'une de ses annexes.

Le bilan de l'élection du président était vite dressé : la majorité gouvernementale n'avait pas fait le plein de ses voix ; cela lui sera-t-il plus facile

quand un programme sera en question et non pas un homme ? M. Pierre Joxe a fait ses comptes avec précision : quatre députés socialistes n'ont pas participé au deuxième tour de scrutin sans « justifications valables » ; ils avaient rempli leur devoir, M. Jacques Chaban-Delmas aurait dû attendre le troisième tour et aurait été ainsi privé de déclarations victorieuses aux journaux télévisés de 20 heures.

Demain est un autre jour. Les conditions de l'élection des vingt et un autres membres du bureau occupent maintenant tous les esprits. Au Palais-Bourbon, le temps n'est plus à la guerre en dentelle. Les généraux n'ont pu s'entendre pour adoucir l'affrontement de leurs troupes. Comme prévu à la réunion, réglementaire, du matin du jeudi 3 avril, les cinq présidents de groupe ne sont pas parvenus à un consensus sur la répartition des postes entre eux. D'abord le PC, comme il l'avait annoncé il y a plusieurs jours, a refusé que ses candidats figurent sur la même liste que ceux du Front national, et le PS l'a rejoint dans cette attitude. Ensuite chacun veut plus de postes que l'arithmétique ne le permet.

La majorité gouvernementale exige, pour elle-même, la majorité des places, soit douze sur vingt-deux. M. Joxe trouve cette revendication normale. Mais son groupe représentant plus de tiers des députés « et un vrai tiers appuyé sur le tiers des suffrages électoraux », il demande pour les socialistes le tiers des places encore disponibles après l'élection du président, soit sept. Il n'en restera plus que trois à partager entre le Front national et le Parti communiste. Difficile de diviser trois hommes en deux.

Extrême droite et communiste exigent plus. Le PC veut une vice-présidence, faute de quoi il boycottera le bureau. Mais M. Joxe fait remarquer que, avec un groupe proportionnellement plus nombreux, les communistes ont déjà accepté n'avoir qu'un poste de secrétaire. De toute façon, ce retrait du PC arrangerait bien les autres groupes, qui disposeraient de plus de places à se partager. La position de M. Jean-Marie Le Pen est plus curieuse : il demande lui aussi une vice-présidence mais accepte le schéma de répartition proposé par le RPR et l'UDF qui ne lui en accorde pas.

Ces comptes d'apothicaire n'intéressent pas M. Joxe : « Nous n'avons pas à entrer dans les problèmes de la droite. Que chacun prenne ses responsabilités ! C'est la majorité qui est responsable de la composition du bureau. » Une réunion du groupe socialiste, jeudi après-midi, a confirmé cette position. En présence d'une chargée de mission de l'Elysée, la stratégie a été définitivement mise au point. Pour chacune des fonctions à pourvoir, le PS déposera une liste de candidats incomplète, comportant autant de noms que de postes qu'il estime devoir lui revenir.

« Chacun se méfie de tout le monde »

Car il faudra voter au moins pour les vice-présidents et les secrétaires. Peut-être pas pour les questeurs, si les deux « petits » groupes conviennent qu'ils ne peuvent prétendre à une des trois places disponibles. Et comme, pour reprendre l'expression de M. Jean-Claude Gaudin, « chacun se méfie de tout le monde », il a été décidé que les votes nécessaires auront lieu successivement et non

pas simultanément - comme prévu initialement - de façon que les groupes puissent adapter leur tactique aux résultats déjà obtenus. Or il faut deux heures trente par tour de scrutin, et les deux premiers nécessitent la majorité absolue pour être élus. La nuit de vendredi à samedi risque d'être longue au Palais-Bourbon.

Des surprises ne sont pas à exclure, des votes à bulletin secret permettant toutes les manœuvres. Seule difficulté pour d'éventuels francs-tireurs, ils ne peuvent voter que pour des personnes ayant déposé leur candidature. Les responsables du RPR et de l'UDF, constatant que la différence est minime entre ce qu'ils proposent aux socialistes et ce que demande M. Joxe (un poste de secrétaire), « veulent être corrects avec les autres groupes de l'Assemblée, avec tous les autres groupes », comme le dit M. Gaudin.

Comme aux échecs, il faut prévoir les coups suivants, en l'occurrence la mise en place des commissions. M. Joxe déplore, « sans en faire un drame », que la majorité n'entende pas laisser certaines de leurs présidences à l'opposition, alors que les socialistes l'avaient proposé - sans succès - en 1981. Un

accord est toutefois intervenu, machine à calculer aidant, sur les places accordées à chaque groupe au sein de celle-ci. Le RPR et l'UDF disposeront de la majorité absolue aux lois et aux finances. Comme les divers droits non inscrits ont mieux maintenu que les divers gauche non apparentés aux socialistes, la majorité gouvernementale aura aussi la majorité absolue à la production et aux affaires sociales. En revanche, aux affaires étrangères et à la défense elle ne disposera exactement que de la moitié des sièges.

Les absences seront surveillées de près. D'autant que le gouvernement ne peut se rabattre sur des demandes de création de commissions spéciales, ce qui ne peut lui être refusé. Il n'y disposerait que de 15 voix sur 31, sauf à obtenir, ce qui n'est pas de droit, que viennent en plus y siéger deux non inscrits soigneusement choisis.

Les stratèges en chambre ne manquent pas de travailler ces temps-ci au Palais Bourbon...

THIERRY BRÉMER.

POINT DE VUE

La véritable question de confiance

par THIERRY PFISTER (*)

C'est n'est pas le vote de confiance demandé à Jacques Chirac qui peut prouver que le premier ministre dispose d'une majorité parlementaire. L'authenticité de ce vote de confiance dépend du changement de la loi électorale et du retour au scrutin majoritaire.

La gauche et le Front national ne peuvent qu'être hostiles à une telle mesure. Michel Rocard, qui ne voulait déjà pas dissoudre l'Assemblée nationale en mai 1981, a-t-il révisé que s'il avait été suivi en avril 1985 le maintien de l'ancien mode de scrutin aurait ramené le nombre d'élus socialistes autour de 100 et aurait privé non seulement le Front national mais aussi le Parti communiste d'un groupe parlementaire ? Le soir du 16 mars c'est le spectacle d'une gauche en ruine que les Français auraient découvert.

Ces réalités d'hier sont toujours celles de demain. Le rapport droite-gauche est actuellement le plus mau-

vais qui ait été enregistré depuis 1962, lors d'élections législatives. Revenir à un mode de scrutin qui privilégierait à nouveau le sol au détriment de la population, c'est offrir au RPR les clés du pouvoir.

Et de cela l'UDF et les divers droits ne peuvent, aussi, que s'inquiéter. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que les candidats de l'opposition d'hier ont dû s'engager par écrit à changer la loi électorale pour pouvoir bénéficier de l'investiture RPR-UDF. Voter une ordonnance confiant à Charles Pasqua le soin de découper des circonscriptions a pour tant de quoi laisser songer les alliés de Jacques Chirac. Car, sans la proportionnelle, l'UDF ne serait pas parvenue à faire presque jeu égal, le 16 mars, avec le RPR. Et combien de parachutés risquent d'éprouver les plus grandes difficultés à être réélus comme candidats dès lors que les notables locaux retrouveront, dans la pratique, le maître des désignations ?

Parce qu'il n'est pas sûr de disposer d'une majorité sur un tel sujet, Jacques Chirac a besoin de pouvoir

dramatiser les enjeux afin de contraindre la droite à faire front. Il s'est donc placé en situation de pouvoir transformer la réforme électorale en terrain d'affrontement direct avec le chef de l'Etat. En recourant, comme cela aurait paru normal, à la loi, il aurait trouvé face à lui Robert Badinter et le Conseil constitutionnel qui, grâce au précédent de la Nouvelle-Calédonie, peuvent refuser un découpage jugé trop inégal. Or, face à cette juridiction, les gouvernements sont désarmés et les investitures politiques sans effet. Le choix des ordonnances écarte cette menace et contraint François Mitterrand à devoir s'engager personnellement s'il veut servir d'ultime rempart face à la tentative du RPR de recréer les bases de ce qui fut naguère « l'Etat UDR ». Si le président de la République ne peut, en effet, refuser de promulguer les lois, il lui est en revanche possible de ne pas signer une ordonnance.

Non seulement la véritable question de confiance sera posée sur la réforme électorale, mais encore ce sera pour l'avenir de la cohabitation la première bataille cruciale. C'est en effet pour la nouvelle opposition le seul sujet sur lequel elle peut espérer, aujourd'hui, mettre Jacques Chirac en minorité.

(*) Conseiller de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon de 1981 à 1984.

Deux nouveaux remplacements

M. JEAN-PIERRE SCHENARDI (FN) SUCCEDE A M. OLIVIER D'ORMESSON

M. Olivier d'Ormesson, élu le 16 mars sur la liste du Front national dans le Val-de-Marne, s'est démis de son mandat de député pour se consacrer à son mandat de membre de l'Assemblée européenne. « Puise la nouvelle majorité faire appel à Jean-Marie Le Pen et renoncer à l'erreur de jeter contre ce leader dont je connais la valeur et le courage ? L'ancien ministre de l'Intérieur de gauche afin de poursuivre, à l'abri de la présidence de la République, la finlancidation de l'Afrique, de l'Europe et de la France », a-t-il notamment déclaré.

M. Olivier d'Ormesson est remplacé au Palais-Bourbon par M. Jean-Pierre Schenardi.

[Né le 27 avril 1937 à Courbevoie (Seine-Saint-Denis), dans une famille d'immigrés italiens, M. Jean-Pierre Schenardi a dirigé son entreprise de construction jusqu'en 1985. Il a adhéré au Front national en 1981, avant d'entrer au comité central de ce parti en 1982 et au bureau politique en 1983 ; depuis cette date, il en est le secrétaire régional pour l'Ile-de-France. Elu conseiller municipal de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) en 1983, il avait été candidat sans succès aux élections européennes de 1984 et aux élections cantonales de 1985 à Champigny.]

M. STÉPHANE DERMAUX (UDF-PR) SUCCEDE A M. JEAN-JACQUES DESCAMPS

M. Stéphane Dermaux (UDF-PR), maire de Tourcoing, succède, lui, à M. Jean-Jacques Descamps, élu le 16 mars député du Nord, mais nommé ensuite secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

[Né le 13 juillet 1929 à Roncq (Nord), M. Dermaux a été directeur commercial d'une filature de laines peignées à Tourcoing pendant trente-deux ans. S'engageant très tôt dans les rangs des républicains indépendants, il a été élu adjoint au maire de Tourcoing en 1971, puis conseiller régional du Nord en 1976 (réélu en 1982). Aux élections municipales de 1983, il a repris, à la tête d'une liste de droite, la mairie de Tourcoing conquise par les socialistes en 1977.

Il figure en quatrième position sur la liste UDF aux dernières législatives, place jugée éligible. Aussi apparait-il le 16 mars au soir comme un des grands perdants du scrutin, l'UDF ne comptant que trois élus et n'ayant pas réussi à imposer comme principale formation de l'opposition dans la ville de Tourcoing dont M. Dermaux est maire depuis 1983.]

Propos et débats

M. Mauroy : cinq à dix ans...

M. Pierre Mauroy juge, dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du vendredi 4 avril, que « cinq à dix ans seront nécessaires pour que le PS parvienne à l'objectif des 40 % des suffrages ». Il serait « riche de son expérience dans un débat d'ampleur et de tenter le rendez-vous de 1988 », mais les socialistes doivent se « mettre en situation de créer un nouvel Epinay, dans la continuité de ce [qu'ils ont] fait jusqu'à maintenant. Un Epinay d'aujourd'hui sortirait un parti socialiste encore mieux adapté à la société actuelle ».

Pour l'ancien premier ministre, « la grande notion à remettre en cause, ou plutôt à analyser pour réussir notre adaptation, c'est celle d'un front de classe rassemblée autour de la classe ouvrière », à cause de l'émergence d'une classe moyenne « toujours plus nombreuse et diversifiée ». « Il s'agit, dit-il, de savoir aujourd'hui sur quelle catégorie sociale on s'appuie exactement. Est-ce que le PS peut s'identifier à la cause de l'ensemble des salariés ? Et comment ? Je le crois, mais pour cela, il nous faudrait posséder une structure multiforme et non plus linéaire, comme celle que nous avons héritée du XIX^e siècle ».

M. Estier : contorsions

M. Claude Estier, directeur de l'Unité, écrit, dans l'édition de l'hebdomadaire du PS, qu'avec l'élection de M. Chaban-Delmas une « nouvelle phase » de la situation politique s'est ouverte, « celle qui oblige la nouvelle majorité à chercher ses voix et à les rassembler au prix de multiples contorsions pour faire passer ses projets à l'Assemblée nationale ». M. Estier constate encore que le nouveau pouvoir « est déjà en train de réviser à la baisse certains articles de son programme ».

« Trois semaines à peine après les élections, poursuit le directeur de l'Unité, la nouvelle majorité ne tient déjà plus exactement le même langage qu'avant le 16 mars. Selon lui, si la majorité est bien « un message (...) de remettre en cause ce qu'a accompli en cinq ans le gouvernement socialiste », M. Chirac est « obligé de naviguer au plus juste » entre le président de la République et « une Assemblée nationale où plus nombreux qu'on ne le croit sont ceux qui l'attendent au tournant ».

M. Dumas : croupion

M. Roland Dumas, député de la Dordogne et ancien ministre socialiste des relations extérieures, évoque, dans le numéro de l'hebdomadaire du Journal de la Dordogne paru le vendredi 4 avril, « le démantèlement du ministère des relations extérieures, redevenu des affaires étrangères, c'est-à-dire un ministère croupion sans les droits de l'homme, la francophonie, le Pacifique sud et pour lequel les affaires européennes n'ont plus de représentant direct ».

M. Sergent (FN) : prémédité

M. Pierre Sergent, député du Front national des Pyrénées-Orientales, a affirmé, jeudi 3 avril sur RMC : « L'incident de mercredi à l'Assemblée nationale était prémédité. C'était le seul moyen de montrer que nous existions ». L'ancien chef de FOAS en métropole a estimé qu'à l'occasion de l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas au « perchoir » de l'Assemblée, au deuxième tour de scrutin, le groupe parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen a montré qu'il n'y avait pas de majorité réelle sans le Front national ». Partant de M. Jacques Chirac, M. Sergent a ajouté : « Je n'aime pas beaucoup les hommes qui changent de conviction un peu comme de chemises. C'est un homme qui a besoin de renfort dans ses vêtements pour avoir le large qu'il faut. Je pense qu'il y a une faiblesse dans cet homme et je n'ai aucune confiance en lui ».

LAUZIER :
UNE B.D. COMPLÈTE
Une histoire dont vous pourriez être le héros



Un seul magazine pour le meilleur de la bande dessinée

PILOTE & CHARLIE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Traduction et commentaire de André CHASTEL :

G. VASARI : les vies des meilleurs peintres, sculpteurs et architectes.

Tom 9 : avec la vie de MICHEL ANGE

376 p., 175 F

Editions Berger-Levrault

A prix égal préférez-vous décoller tranquillement en écoutant Bach ou rester assis par terre en attendant qu'on vous embarque ?

POLITIQUE

LE PREMIER TRUBLION DE LA LÉGISLATURE

Jean-Claude Martinez, VRP en idées fortes...

En quelques minutes, il est devenu le premier trublion de la nouvelle législature. On attendait Le Pen, on eut un petit bonhomme ébouriffé à lunettes, moitié Tintin chez les députés, moitié exécutif des alliés de la Constitution. Pour les téléspectateurs médusés, le Front national a soudain pris un visage un peu poupin mais, somme toute, pas rébarbatif de Jean-Claude Martinez, enseignant en droit fiscal à l'université d'Assas. Lui-même n'en revient pas. « Il m'a fait un cadeau en or, Jean-Marie, on me choisissant pour intervenir à ce moment-là avec la loi et tout... »

Un beau cadeau pour ce touche-à-tout fébrile qui n'a rejoint que très récemment l'entourage de Jean-Marie Le Pen, après un itinéraire qui emprunte de bien curieux détours. Car Jean-Claude Martinez, inconnu célèbre, traîne déjà une légende ambiguë. Ainsi, donc, on prétend qu'il aurait « dansé », le soir du 10 mai 1981, sur la place de la Comédie à Montpellier. D'arriver ? Alors donc : « C'était le printemps, il faisait beau, on vivait un grand événement, je suis sorti dans la rue, c'est tout. » Jamais, au grand jamais, il n'a fêté avec le socialisme ! Il a rédigé seulement un mémoire de sciences-po sur « la psychanalyse du PS ».

S'il est une qualité qu'on doit bien lui reconnaître, c'est l'éclectisme. Dans le catalogue déjà touffu de ses œuvres complètes, on trouve pile-mêlé un ouvrage sur la Nouvelle-Calédonie, rédigé sans y avoir jamais mis les pieds, deux opuscules dans la collection

« Que sais-je ? », l'un sur la fraude fiscale - « une légitimation de la fraude, en fait, tout au long », - le second sur le commerce des armes de guerre. On trouve aussi un projet de réforme du code marocain des impôts - encore dans les tiroirs à l'heure qu'il est - et plusieurs textes de chansons, dont un tube de l'été 1969, un slow intitulé « Soudainement voilà ». « A l'époque, j'avais écrit une maison de disques en sortant du Petit Conservatoire de Mirailles. »

Et, surtout, deux idées qui confinent à l'obsession : d'abord, il est possible de supprimer totalement en cinq ans l'impôt sur le revenu. Le projet a séduit Jean-Marie Le Pen, qui en a fait un des dogmes économiques du Front national, mais pas Raymond Barre, qui, après l'escalade de la rentrée parlementaire, lui a assuré dans un couloir : « Mon cher collègue, en droit constitutionnel, vous avez des positions aussi extrémistes qu'en droit fiscal. »

« Magistrats jobards »

La seconde idée choc de Jean-Claude Martinez sera plus dure à faire avaler, même au Front national. Il s'agit tout bonnement, pour remédier à l'engorgement de la justice, de donner aux juges le droit de récuser leurs juges, « car il y a partout des magistrats jobards. On tiendrait la comptabilité de ces récusions et les juges qui ne fonctionneraient jamais seraient vidés. Parmi les étudiants en droit, ce sont les

plus nuls qui font la magistrature. A l'école de Bordeaux, ils s'accouplent et se reproduisent entre eux. Il y a forcément des affaiblissements génétiques chez ces mecs-là. »

Avant sa rencontre avec Jean-Marie Le Pen, Jean-Claude Martinez avait bien tenté de convertir le RPR à ses convictions fiscales et judiciaires. « Pens m'avait demandé d'être son délégué aux idées. Mais au RPR d'autres ont traité des quatre fers et m'ont fait comprendre que je pétais leur territoire. » Le mouvement gaulliste, soudain se reforme, pour lui, comme une hôte. Qu'importe ? Notre VRP en idées fortes tire la sonnette d'en face. Avec « Jean-Marie » le coup de foudre est immédiat, au point que Le Pen, contre l'avis unanime du bureau politique de son mouvement, l'impose pour conduire la liste du Front national dans l'Hérault.

« Tous les deux on se ressemble. Plus on est attaqué, plus on est content, vous avez des positions qui démontrent d'être gentil avec moi. »

Raciste, Jean-Marie ? Jean-Claude Martinez n'a jamais remarqué : « Tout ça, c'est les fantasmes des gens. »

Mais attention : lepenolâtre, peut-être, mais pas lepéniste : « Je n'ai jamais eu la carte d'un parti politique. Vous voyez mon look ? Ça ne cadre pas avec moi ! » Jean-Claude Martinez tient à sa liberté de penser : « Ma force intellectuelle, c'est que je suis un mec de sybil. Au fond, je suis surtout martinien. » On avait compris.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

BIBLIOGRAPHIE

LE SYSTÈME LE PEN, DE SERGE DUMONT, JOSEPH LORIEU ET KARL CRITON

Démontage en règle

Ceux qui, à l'Assemblée nationale ou ailleurs, seraient tentés de considérer le Front national comme un parti ordinaire, maintenant que le suffrage universel et le scrutin proportionnel ont fait revenir M. Jean-Marie Le Pen au Palais-Bourbon, seront bien inspirés d'étudier le *Système Le Pen*, que viennent de publier les éditions belges EPO. Ils s'y sont mis à trois : un journaliste, Serge Dumont, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite européenne et internationale, et deux historiens, Joseph Lorieu et Karl Criton ; mais il fallait bien une telle association pour réaliser ce remarquable travail de vulgarisation à partir d'une volumineuse documentation. Même s'il en résulte un ouvrage très dense, parfois confus à l'approche de ce trio complet, l'ouvrage est une lecture intéressante sur le même sujet, en mêlant opportunément anecdotes et analyses.

Les nouveaux élus du Front national eux-mêmes, venus pour la plupart d'horizons divers, y apprendront sans doute beaucoup de petites choses sur leur chef de file et le parti dont il assume la présidence depuis sa création, en 1972, à l'initiative des nationalistes révolutionnaires d'Ordre nouveau, successeur du mouvement Occident.

Savent-ils, par exemple, que lepénistes de fraîche date, que l'éminent député-parachutiste commença sa carrière sous les drapeaux en étant... exempté de service militaire pour

cause de varices ? Savent-ils que le chantre moral d'aujourd'hui collectionniste, à l'époque où il étudiait en militant au quartier Latin, les procès-verbaux dressés contre lui pour atteintes diverses à l'ordre public ? Savent-ils qu'un jour de 1950 où cet étudiant impétueux fit acte de candidature au contingent français de l'ONU en partance pour la Corée - désireux qu'il était d'en découdre militairement avec les « marxistes » - le ministre de l'intérieur ne retint pas sa demande parce qu'il le tenait pour... un agent communiste ?

Ce n'est sans doute pas sans émotion que les vieux pojadistes retrouveront dans les textes rapportés les accents antiparlementaristes de leur ancien « orateur national » s'abonnant allègrement les députés sortants au cours de la campagne électorale de 1955 : « La seule catégorie de gens protégés par la loi, ce sont ceux qui la font (...). La France est gouvernée par des pédérastes. Sartre, Camus, Mauriac (...). Il ne faut pas recevoir les sortants à coups de tomates, mais avec des Thomson... »

Ce n'est pas sans intérêt que les réagains liront que M. Le Pen, partenaire à l'Assemblée européenne des néo-fascistes italiens et des partisans des colonels-dictateurs grecs, cultive aux Etats-Unis les meilleures relations avec la fraction la plus dure du Parti républicain, et en particulier, affirme les auteurs, avec un sénateur du Nevada présenté comme « notoirement connu

pour ses liens avec la Mafia de Las Vegas... »

Quant aux dissidents du Front national, ils liront avec émotion qu'ils ont été « probablement » manipulés, au cours de ces derniers mois, « par des éléments infiltrés par Charles Pasqua... » ou moins si l'on en croit cet ouvrage.

Faut-il préciser que ce livre corrobore, au-delà de la neutralité, l'avis de nos auteurs, son mérite essentiel tient dans la précision avec laquelle les trois auteurs passent au crible le Front national sous tous les angles et jettent ainsi une lumière crue sur la stratégie opportuniste de son guide. Ils exposent par le menu comment M. Le Pen est parvenu, au prix de nombreuses alliances successives avec les composantes les plus hétéroclites du courant nationaliste - des plus extrémistes aux plus ambiguës sans jamais renier aucun compagnonnage, - à conserver d'abord la présidence de son parti, puis, au terme d'un subtil travail démagogique de catalyseur, à se poser en « chef historique » de la « rénovation nationale », dans la lignée des Boulanger, Jacques Doriot, Philippe Pétain : enfin à se mettre en position de séduire près de 10 % du corps électoral, moyennant certains ravissements de façade. Un livre d'actualité.

A. R.

* Le *Système Le Pen*, de Joseph Lorieu, Karl Criton et Serge Dumont. Editions EPO, 336 pages, 125 F.

LA RÉORGANISATION DU PARTI RÉPUBLICAIN

Ministre et chef de parti, M. Léotard joue la « loyauté » dans l'« indépendance »

Manifeste une parfaite loyauté à l'égard du premier ministre et de son gouvernement - dans un souci de succès -, tout en affirmant la personnalité « libérale » du Parti républicain qui se veut le « garant » de l'application de la plate-forme commune RPR-UDF. Tels sont les objectifs fixés par M. François Léotard, jeudi 3 avril, au cours d'un déjeuner réunissant à son initiative, dans un grand hôtel parisien du boulevard Raspail, les parlementaires et l'appareil du PR sans renouveler ses préventions à l'égard de ceux qui cumulent des fonctions ministérielles et la direction d'un parti. M. Léotard avait de toute façon une réponse prête qu'il devait donner au terme de ce déjeuner : « Je n'ai besoin du feu vert de personne, si ce n'est du premier ministre. »

L'organisation de ce déjeuner correspondait au souci des dirigeants du PR de répondre aux « préoccupations » des militants inquiets de savoir « avec qui » allait « continuer le parti », après la nomination au gouvernement de ses principaux responsables.

Le nouveau ministre de la culture et de la communication, sa casquette de secrétaire général du Parti républicain solidement vissée sur la tête, a réaffirmé qu'il continuera à « tenir en main les rênes du PR » et

qu'il avait un jour à choisir entre ses fonctions gouvernementales et ses responsabilités à la tête du PR, il opérera bien évidemment pour le parti, « qui me tient le plus à cœur ».

Un parti devenu, comme il a tenu à le souligner, « la troisième force parlementaire » et qu'il faut réorganiser dans le souci d'assurer deux « priorités » : la poursuite de son « élargissement » et la préparation des prochaines élections législatives avec le retour prévu au scrutin majoritaire.

« La vitesse supérieure »

A cet effet, M. Léotard a annoncé plusieurs mesures : un « resserrement » du calendrier et de nouvelles nominations. C'est ainsi que le prochain conseil national du parti qui devait procéder à l'autonomie à la réélection du secrétaire général est avancé au 7 juin. Il se tiendra à Toulouse. M. François Léotard sera candidat à sa propre succession. En attendant cette échéance rapprochée, le secrétaire général du PR a demandé à M. Alain Madelin, nouveau ministre de l'Industrie, des P.T. et du tourisme, qui tient, tout autant que lui, à veiller aux destinées du PR, de continuer à assurer sa tâche de délégué général en s'occupant particulièrement de l'« élargissement » du PR et de la réflexion doctrinale.

« Nous devons passer à la vitesse supérieure et attirer chez nous des gens nouveaux », a expliqué M. Madelin, qui juge que l'arrivée au PR de MM. de Villiers et Malherbe, qualifiés d'entrepreneurs « de solidarité » pour l'un et « de

culture » pour l'autre, témoigne de cette capacité d'« élargissement » du PR. M. Madelin a aussi confié qu'il ne se sent pas « inquiet » quant à l'option libérale du gouvernement, tout en précisant que cette « détermination » pourra être jugée lors du discours de M. Jacques Chirac devant l'Assemblée nationale le mercredi 9 avril.

M. Léotard, pour manifester l'« intérêt » porté au Sénat, a attribué au président du groupe RI de cette Assemblée, M. Marcel Lucotte, le titre de conseiller politique et nommé, pour regagner les bureaux du PR, quatre secrétaires généraux adjoints. Il s'agit de deux nouveaux élus, M. Dominique Bussereau (Charente-Maritime) et M. Albert Mamy (Tara), et de deux hommes d'appareil, M. Yves Verwiltz (qui était chargé des fédérations) et M. Jean-Pierre Raffarin, nouveau vice-président du conseil régional Poitou-Charentes, qui avait, lui, en charge l'animation.

Ces nouveaux « ministres dominicaux » devront notamment « renforcer » les fédérations et réorganiser certaines d'entre elles durement ébranlées par le dernier scrutin (l'Indre, la Loire-Atlantique, le Rhône et la Charente-Maritime), afin que le parti s'affirme comme une véritable « formation de combat » sur le terrain.

Toujours pour être à la hauteur de ses ambitions, M. Léotard a confié que son parti s'installera prochainement dans de plus grands locaux, rue de l'Université, face à l'Assemblée nationale, où il a l'intention de réunir tous les quinze jours le bureau politique du PR.

L'avenir de l'UDF, dont le PR se sent l'« épine dorsale », a été au passage évoqué. M. Léotard a souligné qu'elle ne se détermine pas trop vite dans son choix d'un « présidentiable ». « Nous devons d'abord essayer de résoudre les problèmes des Français », a-t-il dit. Cela suppose au moins un an de travail sérieux, dérogé de toute ombre portée des présidentielles.

« Loyauté et personnalité » : en choisissant de résumer par ces deux mots l'action du PR au gouvernement et dans la majorité, M. Léotard a tenu, jeudi, de concilier les obligations de réserve d'un ministre qui a choisi de persévérer dans ses choix d'une alliance privilégiée avec le RPR et le discours partisan, attendu, du chef de parti qu'il veut continuer à être, à part entière.

Il ne demande, dit-il, qu'à être « jugé », comme ministre, sur ce qu'il considère comme sa « bible », les vingt-cinq lignes consacrées à son domaine ministériel dans la plate-forme RPR-UDF. Il espère, que les ministères « d'avant » obtenus pour les siens, dont les domaines d'activité sont, à ses yeux, liés, permettront de distinguer, au sein du gouvernement, « une synergie libérale ». Cette volonté d'affirmer la personnalité du PR et de coordonner l'action de ses ministres a conduit M. Léotard à organiser, les jours de déjeunés de travail réunissant les membres PR du gouvernement, auxquels se joindront MM. Gaudin, Lucotte et d'Ornano, toujours chargés des élections au PR.

Si ce double objectif de solidarité dans l'indépendance se révélait difficile à atteindre, si M. Léotard n'arrivait pas à garder cette mobilité nécessaire pour occuper le terrain politique et ménager son avenir, restait alors toujours possible cette attitude du « oui, mais », laquelle, comme le remarquait, en aparté, un responsable du PR, peut n'être « pas si mauvaise » que cela.

AU SÉNAT

M. Daniel Hoefel président du groupe centriste

M. Daniel Hoefel a été élu, le mercredi 2 avril, à l'unanimité, président du groupe sénatorial de l'Union centriste, où il succède à M. Adolphe Chauvin qui exerçait cette fonction depuis avril 1976.

[Né le 23 janvier 1929 à Strasbourg (Bas-Rhin), diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, docteur en droit, M. Hoefel commence sa carrière au cabinet du ministre de la Défense nationale en 1954, avant d'occuper différents postes à la Chambre patronale des industries du Bas-Rhin de 1954 à 1978. Maire de Handschuheim (Bas-Rhin) depuis 1965, il préside le comité économique et social de l'Alsace (1976-1977) avant de devenir, en 1979, président du conseil général du Bas-Rhin. Il est élu, en 1983, président de l'Association des maires du Bas-Rhin. Sénateur en septembre 1977, il abandonne son poste en 1978 pour devenir secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, avant de devenir ministre des transports en 1980. Il retrouve son siège à la Haute Assemblée en septembre 1981 et devient le président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur les nationalisations (1981-1982), puis, en 1983, celui de la mission d'information sénatoriale sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation.]

Commission des affaires étrangères :

M. Jacques Genton

M. Jacques Genton (Un. centriste) a été élu, le jeudi 3 avril, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, en remplacement de M. Jean Lecanuet, élu député le 16 mars dernier.

[Né le 22 septembre 1918 à Bourges (Cher), M. Jacques Genton, diplômé de l'École libre des sciences politiques, commence sa carrière dans le corps préfectoral en 1945, au cabinet du préfet du Cher d'abord, puis comme directeur du cabinet du préfet d'Alger. Il abandonne ce corps en 1951 pour devenir député du Cher. En 1956, il entre au cabinet de M. Maurice Faure (alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères). Il quitte ce poste en 1958 pour occuper celui de secrétaire général du Comité économique et social des Communautés européennes jusqu'en 1971, année où il est élu maire de Sancerre. Toujours réélu depuis, il est, depuis 1977, président de la l'Association des conseils généraux du Cher en 1982.

Il est élu sénateur du Cher en 1971 (et réélu en 1980) et est membre de la commission des affaires étrangères, où il occupe les postes de rapporteur du budget de la défense (1978-1985) et de rapporteur des lois de programmation militaire depuis 1976. Il devient le président de la délégation sénatoriale pour les Communautés européennes en 1979, après avoir été membre de la délégation française à l'Assemblée générale des Nations unies en 1977 et 1978.]


Air Canada. La liberté à prix charter.

PARIS MONTRÉAL PARIS 3.490F
PARIS QUÉBEC PARIS 3.490F
PARIS TORONTO PARIS 3.790F

*Vols réguliers soumis à des conditions particulières et sous réserve d'approbation gouvernementale.

Du 1^{er} au 30 Avril

Vive ! Achetez vos billets du 1^{er} au 30 avril et voyagez à prix charter sur nos vols réguliers*. N'importe quand. En profitant de tous les services d'Air Canada: imaginez... Voulez-vous vous détendre en musique? les écouteurs sont gratuits. Boire un verre avant le dîner? le bar est sans supplément. Et si vous avez peur de ne rien comprendre au film, rassurez-vous, il est en français... Ça donne des ailes, non? Alors courrez retirer vos billets dans toutes les agences de voyage ou chez Air Canada, 24 bd des Capucines - 75009-Paris - Tél. (1) 47.42.21.21 ou 55 place de la République - 62002 Lyon - Tél. (16) 78.42.43.17.



AIR CANADA

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

« La popularité de M. Mitterrand en hausse. - La cote de popularité de M. François Mitterrand enregistre une hausse spectaculaire si l'on en croit le baromètre l'Express-Gallup du mois de mars dont les résultats sont publiés par l'hebdomadaire dans son numéro daté 4-10 avril. 54 % des personnes interrogées déclarent, en effet, approuver la politique du président de la République, soit une progression de huit points par rapport à la même enquête, faite en février. 33 % des personnes interrogées désapprouvent cette politique, soit 12 % de moins que le mois précédent.

A la cote des « présidentiables », M. Mitterrand gagne également un point : 47 % des personnes interrogées envisagent la possibilité de voter pour lui lors du prochain scrutin présidentiel. Le nouveau premier ministre, M. Jacques Chirac, se situe, dans cette cote, au même niveau que M. Mitterrand (47 %) mais c'est M. Michel Rocard qui reste, de l'avis des personnes interrogées, le meilleur des « présidentiables » avec une cote de 49 %, en baisse, toutefois, de sept points. M. Raymond Barre se retrouve en quatrième position (43 %) après une perte de douze points.

LA

11 MARS 1986

APRÈS LE 16 MARS

Nous n'avons pas.

Fidèle à François V.

LA

LA MÉMOIRE COU...

ESSENTIELlement nous...

PLUS QU'

Adhesion 30 F

(Publicité)

LA MÉMOIRE COURTE continue



LE 16 MARS 1984, dans notre premier appel, nous proclamions : « Nous sommes de gauche et fiers de l'être. »

APRÈS LE 16 MARS 1986, nous ajoutons : « Nous sommes fiers des réalisations de la gauche. »

Aujourd'hui, véritable mouvement d'opinion, la MÉMOIRE COURTE « s'éclate » à travers toute la France, en « MÉMOIRES » locales ou par centres d'intérêt.

LA MÉMOIRE COURTE RESTE VIGILANTE

- Nous ne laisserons pas le champ libre aux mensonges et à la désinformation.
- Nous ne laisserons pas exploiter le racisme et le besoin de sécurité pour gouverner par la peur.
- Nous ne laisserons pas démolir, sans protester, tout ce qui a été fait et bien fait depuis mai 1981.
- Nous ne laisserons pas oublier les devoirs de solidarité envers les plus défavorisés de notre pays et du tiers-monde.
- Nous n'avons pas, nous n'aurons jamais la MÉMOIRE COURTE.

LA MÉMOIRE COURTE RESTE FIDÈLE

- aux libertés, aux droits des autres, à la laïcité, à la justice, et leurs lois nouvelles ;
- aux droits de l'homme, aux droits de la femme, et leurs lois nouvelles ;
- aux droits des travailleurs, et leurs lois nouvelles.
- Fidèle à François Mitterrand qui, depuis toujours, défend ces valeurs.

LA MÉMOIRE COURTE appelle toutes ses « MÉMOIRES »

La MÉMOIRE COURTE appelle tous ses adhérents et tous ceux qui veulent une France de l'humanisme et du progrès à se rassembler.

Ensemble, nous nous battons pour rendre une majorité au Président de la République.

PLUS QUE JAMAIS, NOUS SOMMES DE GAUCHE ET FIERS DE L'ÊTRE

La Présidente de la MÉMOIRE COURTE,
Janine TILLARD.

Le bureau national : Rémi Dreyfus, Alain Houlou et Geneviève Bastenaire, Jean Bedel, Stéfania Ceccarelli, Catherine Dehove, Pierre Delmotte, Marie Guilmineau, Colette Huchet, Marie-Laure Legroux, Micheline Rupnick, Danielle Witt.

★ Et 110 responsables de nos « MÉMOIRES » dans les 22 régions de France

AGEN : Marguerite Lafont. - AJACCIO : Jean-Victor Saliceti. - ALENÇON : Jean-Pierre Pelletier. - ALÈS : Adrien Magnani. - AMIENS : Théo Battistella. - ANGERS : Yvan Audiau. - ANNECY : Danielle Bergerand, Jean-Pierre Vialle. - ANNONAY : Roland Diaferia. - ARRAS : Gérard Bouche, Henri Legrand. - ASNIÈRES (92) : Jean-Claude Maillary. - AUCH : Elisabeth Mitterrand. - AURILLAC : Thérèse Barthoux. - AVIGNON : Renée Lapeyre. - BAR-LE-DUC : Gilbert Weber. - BEAUMONT-les-V. : Martin Venant. - BESANCON : Pierre Gaudin. - BÉZIERS : Eliane Bauduin, Simone Sutra de Germa. - BIARRITZ : Charlotte Feuillade. - BORDEAUX : Christian Murat. - BOULOGNE (92) : Nelly Rodde. - BOURG-EN-BRESSE : Georges Dijon. - BOURGES : Raymond Perez. - CAEN : Michelle Bresson, Anne-Marie Lamache. - CAHORS : Guy Messal. - CASTRES : Jean-Christophe Escourbiac. - CHAMBÉRY : Christian Melet. - CHATEAU-DU-LOIR : Pierrette Biraud. - CHARLEVILLE-MÉZIERES : Robert Mariot. - CHATILLON (92) : Michel Theil. - CHAVILLE (92) : Victor Gottesman. - CHERBOURG : Jacques Meyer. - CLERMONT-FERRAND : Marianne

Belair, Michèle Bourbon, Robert Buisson, Alain Mercier, Bernard Montagnon. - COLOMBES (92) : Bernard Biassette. - COLMAR : Henri Maromeau. - CRÉTEIL : Pierre et Annick Guillocheau. - DIGNE : Georges et Marthe Honoré. - DIJON : Bruno Marsot. - DRAGUIGNAN : Geneviève de Vaulx. - ENGHEN (95) : Jean-Philippe Troubé. - EVREUX : Renée Botte. - FODX : Edgar Chauvin. - FORCALQUIER : Odette et Louis Moreau. - GRENOBLE : Simone Dupont. - GUINGAMP : Claude Legoux. - LAON : Yves Mennesson. - LAVAL : Jacques Mamet. - LA ROCHE-SUR-YON : Maurice Gousseau. - LE MANS : Christophe Rouillon. - LE PUY : Louis Eyraud. - L'HAY-LES-ROSES (94) : Daniel Coursin. - LILLE et le NORD : Roger Vanovermeir. - LIMOGES : Daniel Chezeau. - LUCHON : Henri Denard. - LYON : Adolphe Detaxis, Danièle Barlet, Pierre Coeur, Jeanne Decina, Jean Fournier, Pierrette Gourgues, Yannick Raveniaud, Georges Michon. - MARSEILLE : Paul Russo. - MEAUX : Pierre Kieffer, Michel Ruel. - MENDE : Agnès Gandon. - METZ : Marie-Thérèse Gausoinat. - MONTAUBAN : Guy Terral. - MONTBRISON : Lucien Moullet. - MONTEILMAR : André

Orset. - MONTPELLIER : Antoine Sassine. - MOULINS : André Boutry. - NANCY : Denis Lagrange. - NANTES : Marie-Claude Guin. - NEVERS : Léon Vie. - NICE : Jean-Jacques Ninon. - NIMES : Yves Wendels. - NIORT : Jean-Paul Dubois. - PARIS : Evelyne Lattanzio, Roger Adam, Marie-Pierre Fromental, Michèle Loux, Frédéric Tisler-Claude. - PAU : Fernand Bourgeois. - PERPIGNAN : Jacqueline Monteillet. - PORTO-VECCHIO : Nicolas Cerami. - QUIMPERLE : Michel Forget. - RODEZ : Siavok Darakchan, Aline Ferrand. - ROMANS : Etienne-Jean Lapassat. - ROMORANTIN : Nicole et Jo Grégoire. - ROUEN : Jacques Gillet. - SAINT-ÉTIENNE : Josette et Barthélemy Barlet, Lucien Borde. - SAINT-MAUR (94) : Gérard Hochberg. - SAINT-NAZAIRE : Marcel Bonard. - SEVRAN (93) : Yvon Roby. - STRASBOURG : Jean-Luc Marchal. - TARBES : Yvonne Lepreux. - TOULON : René Andrau. - TOULOUSE et MIDI-PYRÉNÉES : Didier Cujives. - TOURS : Paul Martinez. - TROYES : Henri Stein. - VANNES : Guy Toureaux. - VERSAILLES (78) : Serge Halphen. - VESOUL : Claude Beaufile. - VICHY : Robert Chevallier.

REJOIGNEZ-NOUS

ADHÉREZ à la MÉMOIRE COURTE (association loi de 1901)
BP 433 - 75233 PARIS CEDEX 05

Adhésion : 50 F. - Abonnement à son bulletin d'information : 50 F pour 10 numéros par an - Abonnement de soutien : 100 F et au-delà

Règlement par chèque postal ou bancaire à l'ordre de LA MÉMOIRE COURTE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

Dernière démarque!...

du SAMEDI 5 AVRIL
au SAMEDI 12 AVRIL
7 derniers jours

MANTEAUX VISON

Vison ranch	24750 ^f	12850 ^f	Vison dark	28750 ^f	14850 ^f
Vison pastel	38750 ^f	13250 ^f	Vison pastel	41750 ^f	21850 ^f
Vison dark	32750 ^f	21850 ^f	Vison lunaraine	37850 ^f	24750 ^f

MANTEAUX

Ragondin	8450 ^f	4350 ^f	Marmotte	30850 ^f	14250 ^f
Castor couleurs	14750 ^f	7450 ^f	Zorinos	6850 ^f	3750 ^f

VESTES

Castor longs poils	10350 ^f	6250 ^f	Mouton	4850 ^f	2650 ^f
Loup et Renard	12850 ^f	5850 ^f	Renard d'Asie	8450 ^f	4850 ^f
Vison milleraies (petites tailles)	8750 ^f	4350 ^f	Renard roux	10250 ^f	5850 ^f
Opossum	6750 ^f	4250 ^f	Vison dark	22750 ^f	15850 ^f
Marmotte	14750 ^f	9250 ^f	Agneau Toscane	3850 ^f	1350 ^f
Renard bien galonné	7350 ^f	3450 ^f	Chevrette	1850 ^f	640 ^f

Vison Koh-i-noor lustré 14750^f 7850^f

HAUTE FOURRURE

MANTEAUX

Vison Blackglama	85000 ^f	55000 ^f	Vison blanc	75000 ^f	48000 ^f
Chat Lynx	145000 ^f	75000 ^f	Lynx canadien	110000 ^f	65000 ^f
Pékan	72350 ^f	35000 ^f	Castor Oyster et Renard	51850 ^f	27000 ^f
Zibeline	120000 ^f	55000 ^f	Vison tourmaline	42850 ^f	28750 ^f

VESTES Vison dark Saga	36750 ^f	24500 ^f
BOLEROS Vison blanc	18750 ^f	13000 ^f

Manteaux longs du Soir

Vison pastel blanc	85000 ^f	35000 ^f	Vison lunaraine	75000 ^f	30000 ^f
Renard roux noir	75000 ^f	30000 ^f	Lynx	85000 ^f	35000 ^f
			Vison dark	42000 ^f	20000 ^f

PELISSES

Int. Castor	8750 ^f	3850 ^f	Int. Ragondin	14350 ^f	5850 ^f
PELISSES Whipcord, int. LAPIN, col Mouton	4450 ^f	2350 ^f			
PELISSES hommes, int. LAPIN col Opossum	5850 ^f	3250 ^f			

ANORAKS Agneau réversible	3250 ^f	1250 ^f
PONCHOS Agneau Toscane	4350 ^f	1450 ^f

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V.
Paris 8^e

magasin ouvert tous les jours sans interruption de 10h à 19h
SAUF LE DIMANCHE

POLITIQUE

« LE MONDE » EMBRASE « L'HUMANITÉ »

« Le quotidien de la rue des Italiens n'informe pas sur le Parti communiste, il le combat ». Sous ce titre général, l'Humanité de ce vendredi 4 avril consacre, à notre journal, deux pages intitulées « Le Monde de l'anticommunisme ». L'auteur des analyses et commentaires publiés par l'organe central du PCF, M. Arnaud Spire, s'attache à décrire l'attitude qu'aurait adoptée, selon lui, le Monde, au cours des vingt-cinq derniers jours.

Ce laborieux et volumineux montage pourrait s'intituler dans sa première partie, avant les législatives : « Le Monde roule pour le PS et la cohabitation ». La seconde après les élections pourrait être tirée : « Le Monde démissionne et veut sauver la PCF ». Notre journal est constamment accusé, dans cet article, de n'avoir pas assez fait de place au point de vue de la direction du Parti.

[Par l'intermédiaire de M. Marcel Zaidner, responsable de la presse au PCF, nous avions pu avoir un entretien de M. Georges Marchais avant le 16 mars. Notre bureau de Lyon avait fait la même démarche auprès de M. Charles Fiterman. Nous avons réitéré notre offre au secrétaire général après le scrutin. Enfin, toujours par l'intermédiaire de M. Zaidner, nous avons suggéré à la direction de « faire miroiter le point de vue majoritaire de gauche » dans nos colonnes, avant la publication de « point de vue » contraire. Pour toutes ces demandes et propositions, le Monde a essayé des fins de non-recevoir.]

« LE FIGARO » L'AUDIOVISUEL ET L'«ÉPURATION»

Sous le titre « Épuration ? », M. Max Clos, dans l'éditorial du Figaro du 4 avril écrit : « Faut-il épurer l'audiovisuel d'Etat ? Une large partie des électeurs de la nouvelle majorité répond sans hésiter : oui. Ils réclament la mise à l'écart, à la télévision et à la radio, de journalistes accusés, sous un régime de droite, de vouloir se comporter comme des propagandistes de gauche ».

Pour Max Clos, la question est délicate, « parce qu'elle met en cause des principes fondamentaux : la liberté de la presse, d'une part, l'objectivité de l'information, d'autre part ». Mais il accumule ensuite les raisons qui, à ses yeux, justifieraient une mise en ordre. Entre autres : « la présentation et le commentaire » des journalistes de l'audiovisuel, qui « ont très peu évolué depuis que la France a changé de régime » ; le fait que « le régime précédent » ait « en fait, étouffé notre journal » ; le fait, enfin, que « pendant cinq ans, le régime précédent a truffé l'audiovisuel d'hommes à lui ».

M. Max Clos reprend alors : « Plusieurs représentants de la majorité ont déjà répondu : non, pas de « chasse aux sorcières », pas de « revanche ». Position que nous approuvons, à condition de ne pas tomber dans l'angélisme ».

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

UN CONFLIT OPPOSE M. GAUDIN AU PERSONNEL DE LA RÉGION

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Le personnel de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur a décidé de s'opposer « par tous les moyens légaux » à un arrêté pris par M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), nouveau président du conseil régional, remettant en cause la procédure d'intégration des agents des catégories A et B dans la fonction publique territoriale. Conformément à un décret du 18 février 1986, l'ancien président de la région, M. Michel Pezet (PS), avait procédé à la titularisation de ces agents soit sur liste d'aptitude soit par la voie d'un examen professionnel. Or, selon M. Gaudin, son prédécesseur n'aurait pas respecté le délai de réflexion de six mois laissé aux intéressés pour se prononcer sur le statut de leur choix. A l'initiative des syndicats CGT et CFDT, le personnel de la région a voté une motion dans laquelle il se déclare « profondément choqué » par la décision de M. Gaudin. « Il est regrettable, ajoute cette motion, que le premier acte du nouveau président élu soit de porter atteinte aux statuts et aux droits du personnel en exercice ». L'arrêté pris le 27 mars par M. Gaudin a pour effet d'annuler les mesures de titularisation de quarante agents dont quatre-vingt-treize ayant passé avec succès leur examen professionnel. Les syndicats ont demandé une audience au préfet de région, M. Pierre Sonveille, et envisagent de déposer un recours au tribunal administratif.

M. Klein sollicite un nouveau mandat à la tête du CRIF

Un président brillant et contesté

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se réunit en assemblée générale le dimanche 6 avril, à Paris, pour élire son président. M. Théo Klein, qui exerce cette fonction depuis mars 1983, sollicite le second mandat de trois ans auquel les statuts l'autorisent. Il a pour seul concurrent M. Jean Kahn, vice-président du CRIF, président de sa section régionale Strasbourg-Est-Alsace et de la communauté juive de Strasbourg.

Organe politique réunissant les institutions et la plupart des organisations juives de France, le CRIF est l'interlocuteur des pouvoirs publics, des partis et des représentations diplomatiques. Il avait été créé au début de 1944, dans la clandestinité, pour coordonner la défense des juifs face à la persécution. Son action, toujours vigilante contre l'antisémitisme, s'étend, aujourd'hui, à l'aide aux communautés en difficulté — principalement en Union soviétique et en Syrie — et à la solidarité avec l'Etat d'Israël.

M. Klein était devenu, il y a trois ans, le premier président du CRIF réellement élu, à la majorité relative, par l'assemblée générale. Le rôle de celle-ci se bornait, auparavant, à entériner l'accord des principales institutions sur un candidat, qui était, le plus souvent, le président du Consistoire central. Fort de cette légitimité démocratique et sans faire mystère de ses choix personnels, favorables à la gauche, mais en affirmant, dans l'exercice de sa fonction, son indépendance vis-à-vis des différents partis, M. Klein a, dans les trois ans, fait preuve de la maturité de la communauté juive un caractère plus vif et plus net, qui a suscité l'intérêt des médias.

Actif à propos du Proche-Orient et des juifs soviétiques (le président du CRIF avait été l'un des invités personnels de M. François Mitterrand lors du voyage de celui-ci à Moscou en 1984), M. Klein s'est aussi engagé, et le CRIF avec lui, dans la défense des principes de l'extrême droite et de ses positions discriminatoires vis-à-vis des immigrants.

La création du Congrès juif européen

La façon dont M. Klein assume ses responsabilités est diversement appréciée au niveau des instances dirigeantes du CRIF (bureau exécutif et comité directeur), les reproches qui lui sont adressés portant parfois sur le fond, plus souvent sur la forme de son action.

L'accord passé avec le Congrès juif mondial (CJM), lors de l'assemblée plénière de celui-ci à Jérusalem, en janvier dernier, soulève des objections de la part d'institutions traditionnellement hostiles à tout apparementement de la communauté française à une organisation internationale. Le Consistoire central demeure réservé sur l'adhésion du CRIF au Congrès juif européen, structure distincte du CJM, tout en étant affilié et dont la présidence

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● AFFAIRES SOCIALES

— Directeur du cabinet : M. Bernard Landouzy.

Le cabinet de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, est composé de MM. Bernard Landouzy, directeur de cabinet ; Gabriel Ousset, chargé de mission auprès du ministre ; Pierre-Paul Valli (directeur du CERECQ), directeur adjoint ; Pascal Mailhot, chef de cabinet ; Alain Roland Kirsch, Jean-François Chadelat, Henri Chaffiotte, conseillers techniques ; Jean-François Brégon, attaché parlementaire, et M^{me} Anne de Cazanove, attachée de presse.

[M. Bernard Landouzy, né en 1933, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière administrative comme chef de cabinet du préfet de Saône en 1961. Ensuite, il a été notamment secrétaire général du Morbihan (1969-1973), préfet de la région Réunion (1974-1980), conseiller technique pour les DOM-TOM au secrétariat général de l'Elysée en 1980, il est devenu commissaire de la République de la Haute-Marne en 1982, des Pyrénées-Atlantiques en 1983-1985. Depuis août 1985, il était commissaire de la République de la région Corse et du département de la Corse-du-Sud.]

[Inspecteur général des affaires sociales depuis 1971, M. Gabriel Ousset, né en 1922, ancien élève de l'ENA, a été sous-directeur des affaires sociales au secrétariat d'Etat puis au ministère des rapatriés, secrétaire général, puis directeur de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (ANFPA) de 1964 à 1973, directeur général du travail et de l'emploi, puis délégué à l'emploi (1975-1980), conseiller d'Etat en service extraordinaire de 1979 à 1983. Il a été aussi l'animateur et le rapporteur d'un groupe de travail sur la parité et la précarité en 1980-1981.]

doit revenir, en octobre prochain, au représentant français.

Le style de M. Klein, surtout, est jugé par certains trop personnel et ne faisant pas assez de place à la concertation souhaitable dans une organisation de type fédératif. Ce reproche avait motivé, l'an dernier, la décision de M. Emile Touati, président du Consistoire de Paris, de ne pas se porter candidat à un nouveau mandat de membre du bureau exécutif du CRIF, puis la démission de cette instance de M. Roger Pinto, président du mouvement Siona.

L'intervention de M. Klein, enfin, dans le débat entre les consistoires et le rabbinat sur la question des mariages mixtes, à l'automne de 1985, avait été critiquée dans son principe, cette affaire étant considérée comme n'étant pas du ressort du CRIF, et dans son contenu. Le plaidoyer du président en faveur de la reconnaissance des couples mixtes, dès lors que ceux-ci donnent une éducation juive à leurs enfants, n'a pas été du goût de tout le monde et a provoqué la démission de la vice-présidence du CRIF de M. Emeric Deutsch, président de l'Association du culte traditionnel.

Refusant tout débat public, M. Kahn s'affirme en plein accord avec M. Klein sur les « grandes options », mais s'associe, néanmoins, aux critiques visant les méthodes de direction du président sortant. M. Kahn estime, en outre, que, à la différence de M. Klein il y a trois ans, il ne doit faire aucune concession d'aucune sensibilité politique, et il dément formellement les sympathies que la rumeur lui prête pour le RPR. Il rappelle volontiers la combativité dont il avait fait preuve à Strasbourg, dès la campagne de élections européennes de 1979, à l'encontre de l'extrême droite.

M. Chirac a bonne presse

La présence du Front national à l'Assemblée nationale, perspective qui avait amené le CRIF à prendre position contre la représentation proportionnelle, inquiète les responsables communautaires. M. Klein a adressé aux dirigeants du RPR et de l'UDF une lettre protestant contre les alliances passées entre ces formations et l'extrême droite pour l'élection de plusieurs présidents de région. Pour le reste, la mise en place d'une nouvelle majorité et la formation du gouvernement de M. Jacques Chirac n'ont suscité aucun commentaire spécifique dans la communauté organisée.

Le premier ministre y a plutôt bonne presse, particulièrement à Paris. L'hébdomadaire Tribune juive (daté 28 mars - 3 avril) écrit que, depuis son premier passage à l'hôtel Matignon et une politique jugée, alors, excessivement pro-arabe, M. Chirac « a beaucoup changé, beaucoup appris, beaucoup compris » et que « certaines de ses prises de position ou de ses décisions politiques sont encore mal connues ». Tribune juive souligne, aussi, l'engagement de M. François Léotard en faveur d'Israël et des juifs soviétiques, ainsi que la solidarité dont M. Didier Bariaud a toujours fait preuve envers l'Etat hébreu. L'hébdomadaire se félicite, en outre, de la création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme.

M. Klein espère, de son côté, que M. Chirac donnera suite à la pratique, inaugurée par M. Laurent Fabius l'an dernier, d'un dialogue avec les dirigeants communautaires à l'occasion de l'assemblée générale d'automne du CRIF. Et que ce sera lui, M. Klein, toujours président du CRIF et alors président du Congrès juif européen, qui accueillera le premier ministre en octobre prochain.

PATRICK JARREAU.

EN BREF

● Le sommet de Tokyo. — M. Jean-François Poncelet, ancien ministre des affaires étrangères, déclare, dans un entretien accordé à Paris-Match (daté 11 avril), qu'« il serait plus digne » que le président de la République laisse au premier ministre le soin de représenter la France au sommet de Tokyo « après avoir convenu avec lui des positions qu'il prendra sur les sujets politiques inscrits à l'ordre du jour ».

Tout comme M. Valéry Giscard d'Estaing, le sénateur de Lot-et-Garonne pense que « la solution d'une présence biéphale (...) ne relèverait pas le prestige de la France ».

● M. Wibaux à Paris. — Le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, a quitté Nouméa vendredi 4 avril pour se rendre à Paris, où il a été appelé en consultation par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons.

Les deux hommes doivent notamment discuter de la durée pendant laquelle M. Wibaux continuera à exercer ses fonctions actuelles dans le territoire (le Monde du 29 mars).

société

DANS L'OISE

Micros espions et action syndicale

Un délégué CFDT du personnel est inculpé d'atteinte à la vie privée

M. Michel Jaschick, quarante et un ans, un délégué syndical CFDT, a été inculpé, le 28 mars, par un juge d'instruction de Compiegne (Oise) d'atteinte à la vie privée pour avoir posé un certain nombre de micros dans les locaux de l'usine où il travaillait, et notamment dans le bureau du directeur. Il a été inculpé en liberté. La direction de l'entreprise Abex (fabrication d'accessoires d'automobiles), à Noyon (Oise), avait fait appel à la gendarmerie, après l'effilage, depuis plusieurs mois dans les locaux de l'usine, d'informations issues d'entretiens privés.

Après avoir fouillé les locaux, y compris syndicaux, les gendarmes de Compiegne ont découvert, le 27 mars, grâce à un détecteur, un petit micro-émetteur FM dans le bureau du directeur de la production, M. Jacques Dufoir. Deux autres micros furent aussi découverts dans la salle de conférence de la maîtrise. Dans le local de la CFDT, les gendarmes ont saisi trois micros-émetteurs, quatre magnétophones à cassette, quatre transformateurs, une batterie de voiture, des piles et un stock de cassettes.

M. Jaschick, qui travaille dans l'usine depuis une douzaine d'années et a exercé de multiples fonctions :

délégué du personnel, délégué syndical, représentant syndical au comité d'entreprise et au comité central d'entreprise de la société Abex-France. Il a reconnu les faits.

Pour l'instant, le juge d'instruction n'a prononcé qu'une seule inculpation, mais selon les salariés de l'entreprise, deux autres responsables de la CFDT ont été mis à pied par la direction en attendant d'éventuelles poursuites judiciaires. La direction départementale du travail de l'Oise précise qu'elle a bien reçu des demandes de licenciement pour trois personnes, motivées par des « fautes lourdes ».

Les responsables régionaux de la CFDT ont « condamné fermement ces pratiques qui ne font pas partie des actions syndicales normales ». Dès l'inculpation de son délégué, la CFDT lui a retiré l'ensemble de ses responsabilités, mais M. Jaschick reste encore délégué du personnel, puisqu'il s'agit d'une charge électorale.

La direction de l'entreprise s'est constituée partie civile. « Il n'y a pas de chasse aux syndicalistes, a indiqué son porte-parole, mais il y a eu des actes intolérables qui devaient et doivent être sanctionnés rapidement ».

A BRON

Bijouterie à risques

Lyon. — La bijouterie de la place de l'Eglise, à Bron (Rhône), est décidément un lieu très convoité. Le 19 janvier 1977, deux hommes font irruption dans la boutique avec un fusil à canon scié. Le bijoutier, M. Gilbert Lori, un sportif monteur dans un club de plongée sous-marine, réussit à neutraliser son agresseur armé. Il est quitte pour la peur. Le 10 mai 1984, nouvelle tentative de hold-up. Le bijoutier, seul dans la boutique, prend le pistolet acheté entre-temps par son mari et tire — c'est la première fois qu'elle utilise une arme. L'un des agresseurs, Tarik Boumediene, est atteint aux reins. Le 11 mars dernier, il a été condamné à huit ans de prison par la cour d'assises du Rhône.

notamment parisiens en 1985 à un hold-up avec prise d'otages à la Caisse d'épargne de Louhans (Saône-et-Loire). Blessé par balle, il avait été arrêté puis écroué à la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône, d'où il s'était évadé le 6 octobre 1985.

« Du matin au soir, et même la nuit, nous vivons dans l'insécurité », explique Gilbert Lori, qui habite au-dessus de sa boutique. « J'ai dû me résoudre à acheter une arme de défense il y a cinq ans. J'aurais pu ne pas avoir à m'en servir... Le bijoutier, toutefois, s'est inscrit à un club de tir, « pour le sport », affirme-t-il, et il se s'entraîne régulièrement au stand de tir de la gendarmerie de Bron. « Je ne suis, nous a-t-il déclaré, qu'une « coupe-b-cou », comme on dit dans notre métier, pas un tueur. Je hais la chasse. Je ne descends jamais avec un fusil en plongée. J'aurais des gens qui font de l'exploration, de la photo ou de l'archéologie ».

Les Lori ne sont pas rassurés par la formule « jamais deux sans trois ». Ils craignent maintenant des représailles. Mais il n'envoient pas de fermer boutique ni de s'inscrire à l'association Légitime défense.

« Je ne suis pas un tueur »

Et voici que ce 3 avril, à nouveau, la bijouterie de Bron est attaquée par deux malfaiteurs en cagoule. Le bijoutier, qui affirme que l'un d'eux a tiré le premier, prend son parabellum 9 mm et riposte. L'un des agresseurs, Bechir Ghaziel, atteint à la tête, est tué sur le coup. L'autre s'enfuit en tirant à son tour dans la vitrine.

Bechir Ghaziel, né en 1965 à Villefranche-sur-Saône, avait

notamment parisiens en 1985 à un hold-up avec prise d'otages à la Caisse d'épargne de Louhans (Saône-et-Loire). Blessé par balle, il avait été arrêté puis écroué à la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône, d'où il s'était évadé le 6 octobre 1985.

« Du matin au soir, et même la nuit, nous vivons dans l'insécurité », explique Gilbert Lori, qui habite au-dessus de sa boutique. « J'ai dû me résoudre à acheter une arme de défense il y a cinq ans. J'aurais pu ne pas avoir à m'en servir... Le bijoutier, toutefois, s'est inscrit à un club de tir, « pour le sport », affirme-t-il, et il se s'entraîne régulièrement au stand de tir de la gendarmerie de Bron. « Je ne suis, nous a-t-il déclaré, qu'une « coupe-b-cou », comme on dit dans notre métier, pas un tueur. Je hais la chasse. Je ne descends jamais avec un fusil en plongée. J'aurais des gens qui font de l'exploration, de la photo ou de l'archéologie ».

Les Lori ne sont pas rassurés par la formule « jamais deux sans trois ». Ils craignent maintenant des représailles. Mais il n'envoient pas de fermer boutique ni de s'inscrire à l'association Légitime défense.

Légitime défense... de stationner

La fréquence des attaques dont sont victimes les bijoutiers lyonnais (lire ci-contre) incite la justice à les absoudre lorsqu'ils enfreignent la loi. Pas seulement s'ils tuent ou blessent leurs agresseurs, mais aussi pour des comportements plus véniels. Le tribunal de police de Lyon, présidé par M. Philippe Le Friant, a ainsi relaxé, le 20 novembre 1984, une bijouterie, M^{me} Sonia Kasamayian, poursuivie pour stationnement interdit.

M^{me} Kasamayian, dont le métier est de livrer des bijoux aux détaillants de sa profession, avait pris l'habitude, par précaution, de ranger sa voiture devant les magasins de ses clients. Du coup, elle était souvent en contravention et les amendes pleuvaient.

Pour la relaxer, le tribunal relève qu'elle ne restait en général pas plus de cinq minutes chez ses clients. Il insiste sur le fait qu'un bijoutier appartenant « à une profession (...) statistiquement à haut risque d'agressions ». Il remarque enfin que si M^{me} Kasamayian livrait ses bijoux en fourgon blindé, « il ne viendrait pas à l'idée aux agents verbalisateurs de dresser procès-verbal pour stationnement interdit ». « La contre-

venance ne pouvant se permettre de livrer ses bijoux en fourgon blindé, ajoute le tribunal, il apparaît légitime et justifié que le minimum de précautions qu'elle puisse prendre se situe dans le fait de stationner son véhicule pratiquement devant la porte de ses clients ».

La Gazette des palais qui a publié ce jugement dans son édition datée 21-22 mars, l'accompagne d'un commentaire très critique de deux professeurs de droit, MM. Serge Guinchard et Yves Maynard. Leur étude, fort savante, porte sur ce qu'on appelle en droit « le fait justificatif ». MM. Guinchard et Maynard font remarquer que les deux critères de cette théorie du fait justificatif, la nécessité et la proportionnalité, ne peuvent être invoqués dans ce cas précis. « Ou trions-nous, concluent-ils, si demain chacun pouvait tirer [ainsi] argument de ses appréhensions et de ses craintes ? »

An parquet de Lyon, on regrette aussi cette décision du tribunal de police. Cependant, le ministère public n'a pas fait appel, ce jugement ayant été connu de lui trop tard.

B.L.G.

Après l'inculpation d'un gardien de la paix

UNE ENQUÊTE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE DANS UN COMMISARIAT DE L'ESSONNE

Un gardien de la paix du commissariat de Montgeron (Essonne), Michel Darracq, trente et un ans, vient d'être inculpé de vol d'accessoires sur des voitures accidentées ou volées, entreposées à la fourrière de Draveil. Il a été écroué à Fleury-Mérogis. Le trafic a été découvert par hasard par un automobiliste, après avoir récupéré son véhicule à la fourrière, celui-ci avait constaté que les quatre roues qui avaient disparu étaient montées sur la voiture du gardien de la paix.

Un employé de la fourrière, Jacques Moreau, vingt-neuf ans, a également été inculpé, des véhicules ou de l'alcool comités pris de son silence. Egalement inculpé, mais laissé en liberté sous contrôle judiciaire, il a en outre affirmé qu'une dizaine d'autres policiers du commissariat se livraient au même trafic. L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a ouvert une enquête.

NOMBRE RECORD DE DÉTENU

Le nombre de détenus a dépassé, le 1^{er} avril, le seul symbole des 45000 pour atteindre le nombre de 45346, soit une augmentation de 1,85 % en un mois et de 1,54 % en un an. Il y a 32500 places dans les prisons françaises.

Il n'y a jamais eu autant de détenus depuis la libération. Le précédent record était de 44654 le 1^{er} avril 1985. Le nombre de détenus avait ensuite baissé fortement, conséquence de la grâce présidentielle du 14 juillet de la même année.

Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif, était de 22095, le 1^{er} avril, soit une proportion de 48,72 %, relativement encourageante si on le compare à celle du 1^{er} janvier par exemple (49,55 %). Le nombre de détenus en attente d'un arrêt d'appel, de cassation ou d'envoie en 8,6 %.

Plus de 1 million de francs en faux billets ont été saisis par les gendarmes de Corbeil-Essonnes, à Ville-la-Vie (Essonne), dans la nuit du 2 au 3 avril.

Les deux « convoyeurs » qui transportaient les fausses coupures de 50 et 100 francs, Antoine Lenfant, trente-trois ans, et André Pérrier, trente-quatre ans, ont été appréhendés.

Une charge explosive de faible puissance a explosé, sans faire de victime, mercredi 2 avril, au poste de centre d'Anvers-sur-Oise (Val-d'Oise), localité qui abrite le quartier général de l'un des dirigeants de l'opposition iranienne en exil, M. Massoud Radjavi. Les dégâts sont peu importants.

L'action n'a pas été revendiquée, mais les enquêteurs s'approchent des incidents qui avaient opposé, le 25 mars à Anvers-sur-Oise, des membres de l'organisation des Moudjahidines du peuple de M. Radjavi à des militants du mouvement d'extrême gauche de l'opposition iranienne en exil, M. Massoud Radjavi. Les dégâts sont peu importants.

L'action n'a pas été revendiquée, mais les enquêteurs s'approchent des incidents qui avaient opposé, le 25 mars à Anvers-sur-Oise, des membres de l'organisation des Moudjahidines du peuple de M. Radjavi à des militants du mouvement d'extrême gauche de l'opposition iranienne en exil, M. Massoud Radjavi. Les dégâts sont peu importants.

Le maire d'Anvers, M. Serge Cafin, qui réclame le départ de M. Radjavi de sa commune, avait refusé quelques heures avant l'explosion une autorisation pour une distribution de tracts, sollicitée par téléphone par un officier iranien. Jeudi matin, cependant, une douzaine de personnes ont distribué des tracts hostiles à M. Radjavi, malgré l'interdiction. Ils ont été interpellés par les gendarmes.

PRÉCISION. — Le titre du livre de Marc Ancel, paru dans la collection « Que sais-je ? » et dont nous avons rendu compte dans le Monde du 4 avril, est la Défense sociale. Marc Ancel est l'auteur d'un autre livre, la Défense sociale nouvelle, paru chez CNRS (troisième édition, 1981).

Hold-up dans une société de convoyage de fonds à Chambéry

Plusieurs hommes armés se sont emparés, jeudi 3 avril, de près de 8 millions de francs en espèces dans une société de convoyage de fonds de Chambéry après avoir neutralisé huit employés.

L'argent entreposé dans les coffres de la société Transval, située en plein centre de Chambéry, provenait en partie de la recette de supermarchés de la région, en attente d'être transféré à la Banque de France.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Les enjoints de belles dans les cuisines de l'imparturbable, de l'indépendante, de la politiquement neutre magistrature. Au point que certains plats figurent déjà sur le dressoir, prêts d'être consommés, de gré ou de force, par des convives qui n'en demandent pas tant, et en tout cas pas si vite. Mais c'est qu'au sein de la magistrature, et contrairement à la recommandation chrétienne, on y pratique la mémoire des offenses, réelles ou supposées, plutôt que leur pardon. Avec une constance, une méchanceté semblables à celles qu'accompagnaient les ressentiments et les vengeances de cour.

Il est vrai que Thémistocle appela jadis à régner, le magistrature ne voit guère devant lui se dresser d'obstacles qui seraient de nature à tempérer la sienne. Quelque titre qui lui soit conféré, M. Paul-André Sadon gouvernera tout de la justice. Il en a la capacité, que soutient l'ambition. Le directeur de cabinet du ministre ne se risquera pas à lui faire de l'ombre. Le conseiller technique de Matignon, que personne n'attendait là, ne saurait y songer.

geages se font sur le modèle de Taylor ou de Stakhanov. Comme si avaient été décernés l'état d'urgence ou l'état de siège.

Ce n'est pas tout à fait un hasard s'il en est ainsi dans la mouvance de la place Vendôme. La magistrature ne rend au pouvoir politique que le strict minimum de ce qui lui est dû. L'impression prévaut parfois que la politique est l'outil de la magistrature, plutôt que celle-ci le bras armé de celle-là.

C'est aussi que les aversions personnelles y ont une acuité plus vive. Pour reprendre une expression de M^{me} Denise Gane, il y a quelques jours à la télévision : « comme si on se détestait davantage dans ces murs-là qu'ailleurs ».

Bien sûr, l'honorable secrétaire parait de la « Comédie-Française », qu'elle s'apprête à quitter après la nomination de Jean Le Pourlain comme administrateur. M^{me} Denise Gane, dont l'éloquence de parler nourrit la méchanceté, se donnait même les gants de préséance qu'il n'était rien dans la maison où elle brilla si longtemps.

pour ignorer que la Cour de cassation penche à droite nettement plus que la tour de Pise et qu'une opération électorale en son sein ne peut qu'avoir, pour les rendre ostensibles, des divergences déjà profondes. On les a déjà vu jouer constamment en faveur du même camp.

L'intention était claire : empêcher que M. Nicolay, pour le Conseil d'Etat, M. Chandernagor, pour le Cour des comptes, ne choisissent, pour représenter leurs institutions, deux hommes qui soient politiquement proches d'eux. M. Nicolay et M. Chandernagor sont notoirement de gauche. Pour M^{me} Rozès, qui préside la Cour de cassation, le doute prévalait. Serait-il trop cruel de rappeler le district de François qui figure dans tous les bornes électorales à l'article « femme » ? L'intéressée s'amuse de son ambiguïté feinte.

Retenir à l'élection est donc un résultat obtenu d'avance au profit du versant droit de la colline politique. Même si, pour ne parler que de lui, le Conseil d'Etat, par l'effet du résultat électoral et des nominations dans les cabinets ministériels, s'est amigri de sa droite et grossi de sa gauche. Pourtant, les résultats n'en seront pas changés. L'ENA n'est pas une serre où se replient en grand nombre les boutures de gauche.

Mais le cadeau imposé aux hautes juridictions n'en est pas moins empoisonné (1). Au point qu'un conseiller d'Etat, fortement étonné à droite cependant, y voit « un alibi pour compromettre les grands corps » et note que l'élection des membres de la commission n'apportera « pas plus de garanties » quant à l'impartialité de ceux qui doivent garantir.

Mais comme l'homme connaît sa géographie électorale, il observe : « L'astuce, c'est de regrouper les électeurs de gauche de manière à sacrifier ce qui doit être sacrifié. » « L'idéal, ajoute-t-il, serait de créer des « couloirs » qui permettraient de réunir dans une seule circonscription Malesherbes et Valenciennes (2). L'idée de gauche le serait alors à 110 % ». Mais nous aurons la paix. La recette est ancienne. Une autre consistait à mettre l'aristocratie et le plébéien. Ainsi avait-on de bonnes chances de ne voir désigner que des modérés. Cette recette, aussi, peut resservir, tant on sait ce que, en politique, un modéré veut dire.

Aussi les charrettes sont-elles déjà au bas des pentes. Les évictions se font sans détours ni lenteurs.

A peine nommé procureur de la République à Créteil, contre le vœu de M. Badinter, mais déjà écarté de cette fonction, on le voit maintenant, M. Louis Joinet, qui fut le conseiller de M. Mauroy puis de M. Fabius, s'est entendu dire le 27 mars : « Les changements politiques récemment intervenus rendent inopportun votre maintien à la tête du parquet de Créteil ». Aux mêmes fins, un discours identique fut tenu à d'autres. Par celui qui n'avait pas eu de vraie part à la décision, mais qui avait mission de la faire connaître.

La magistrature change, en effet. On ne la savait pas si brutale, si abrupte, mais plus ménagère des bonnes manières. Pour un peu, on donnerait du poing sur les tempes. Au nom du principe de changement, on pioche bagages dans les bureaux, comme on le fit dans les appartements ministériels, à quelques jours de distance. C'est trop vite mélanger les genres.

En l'espace d'une poignée de jours et ainsi assimilés à des députés battus, à des ministres dévoués, vont quitter les lieux de leur fonction : le procureur de la République de Paris, le directeur de l'administration pénitentiaire, celui de l'éducation surveillée, celui des affaires criminelles et des grâces, celui de l'Ecole nationale de la magistrature. La province ne sera pas oubliée. D'ores et déjà, le procureur général de Lyon et celui d'Alsace-Provence sont condamnés à la Cour de cassation. Tous seront recasés au plus tôt. Comme le dit un observateur qui ne manque pas d'humour : « Paul-André Sadon est le seul à représenter un poids politique et à bénéficier des soutiens de ce monde-là. Il sera le seul patron, y compris pour les décisions politiques. Jusqu'au moment où Alain Chalonon aura des idées personnelles ».

aucun moment, les considérations d'opportunité politique n'apportent, de manière plausible, un tempérament au désir de revanche. A se demander si, parfois, il n'est pas éprouvé un plus grand plaisir à nuire qu'à s'emparer des dépouilles.

Cela peut, pour d'autres, être leur seule satisfaction, leur seule ambition raisonnable. Mais, certains gémissent sur leurs mérites mal récompensés. Tel qui se voyait grandement promu et, attendant qu'on l'appelle, avait renoncé à un beau voyage se mord maintenant les doigts de n'avoir éprouvé que les voyages de l'illusion. Ses pairs et le chef qu'ils viennent de se donner ne l'ont jugé digne de rien. Qu'il se console avec les mécomptes des autres. Mais on n'en fera pas potage dans les gazettes. Les magistrats n'aiment pas trop les éclats de l'avant-scène.

Aussi est-ce du bout des lèvres que la Cour de cassation, ou du moins les plus sages de ses membres, a accueilli l'idée que deux magistrats sortis de ses rangs devaient « garantir » la loyauté du futur découpage électoral.

Non pas seulement qu'ils trouvent éprouvant, sinon impossible, de « garantir » une opération de cette nature conduite par M. Pasqua, le ministre de l'intérieur. Mais ils ne se sentent « aucune compétence », dit l'un des notables de cette juridiction, pour l'apprécier. D'autant que la mission leur est tombée dessus sans que qui que ce soit ait eu vent de cette innovation, « très, très bizarre à plus d'un titre ».

On ne se montre pas dupe davantage de l'élection, par leurs collègues, des deux magistrats qui composeront la commission avec les deux représentants du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes. Il n'est personne

qui ignore que la Cour de cassation penche à droite nettement plus que la tour de Pise et qu'une opération électorale en son sein ne peut qu'avoir, pour les rendre ostensibles, des divergences déjà profondes. On les a déjà vu jouer constamment en faveur du même camp.

L'intention était claire : empêcher que M. Nicolay, pour le Conseil d'Etat, M. Chandernagor, pour le Cour des comptes, ne choisissent, pour représenter leurs institutions, deux hommes qui soient politiquement proches d'eux. M. Nicolay et M. Chandernagor sont notoirement de gauche. Pour M^{me} Rozès, qui préside la Cour de cassation, le doute prévalait. Serait-il trop cruel de rappeler le district de François qui figure dans tous les bornes électorales à l'article « femme » ? L'intéressée s'amuse de son ambiguïté feinte.

Retenir à l'élection est donc un résultat obtenu d'avance au profit du versant droit de la colline politique. Même si, pour ne parler que de lui, le Conseil d'Etat, par l'effet du résultat électoral et des nominations dans les cabinets ministériels, s'est amigri de sa droite et grossi de sa gauche. Pourtant, les résultats n'en seront pas changés. L'ENA n'est pas une serre où se replient en grand nombre les boutures de gauche.

Mais le cadeau imposé aux hautes juridictions n'en est pas moins empoisonné (1). Au point qu'un conseiller d'Etat, fortement étonné à droite cependant, y voit « un alibi pour compromettre les grands corps » et note que l'élection des membres de la commission n'apportera « pas plus de garanties » quant à l'impartialité de ceux qui doivent garantir.

Mais comme l'homme connaît sa géographie électorale, il observe : « L'astuce, c'est de regrouper les électeurs de gauche de manière à sacrifier ce qui doit être sacrifié. » « L'idéal, ajoute-t-il, serait de créer des « couloirs » qui permettraient de réunir dans une seule circonscription Malesherbes et Valenciennes (2). L'idée de gauche le serait alors à 110 % ». Mais nous aurons la paix. La recette est ancienne. Une autre consistait à mettre l'aristocratie et le plébéien. Ainsi avait-on de bonnes chances de ne voir désigner que des modérés. Cette recette, aussi, peut resservir, tant on sait ce que, en politique, un modéré veut dire.

Chasses

aucun moment, les considérations d'opportunité politique n'apportent, de manière plausible, un tempérament au désir de revanche. A se demander si, parfois, il n'est pas éprouvé un plus grand plaisir à nuire qu'à s'emparer des dépouilles.

Cela peut, pour d'autres, être leur seule satisfaction, leur seule ambition raisonnable. Mais, certains gémissent sur leurs mérites mal récompensés. Tel qui se voyait grandement promu et, attendant qu'on l'appelle, avait renoncé à un beau voyage se mord maintenant les doigts de n'avoir éprouvé que les voyages de l'illusion. Ses pairs et le chef qu'ils viennent de se donner ne l'ont jugé digne de rien. Qu'il se console avec les mécomptes des autres. Mais on n'en fera pas potage dans les gazettes. Les magistrats n'aiment pas trop les éclats de l'avant-scène.

Aussi est-ce du bout des lèvres que la Cour de cassation, ou du moins les plus sages de ses membres, a accueilli l'idée que deux magistrats sortis de ses rangs devaient « garantir » la loyauté du futur découpage électoral.

Non pas seulement qu'ils trouvent éprouvant, sinon impossible, de « garantir » une opération de cette nature conduite par M. Pasqua, le ministre de l'intérieur. Mais ils ne se sentent « aucune compétence », dit l'un des notables de cette juridiction, pour l'apprécier. D'autant que la mission leur est tombée dessus sans que qui que ce soit ait eu vent de cette innovation, « très, très bizarre à plus d'un titre ».

On ne se montre pas dupe davantage de l'élection, par leurs collègues, des deux magistrats qui composeront la commission avec les deux représentants du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes. Il n'est personne

La magistrature change, en effet. On ne la savait pas si brutale, si abrupte, mais plus ménagère des bonnes manières. Pour un peu, on donnerait du poing sur les tempes. Au nom du principe de changement, on pioche bagages dans les bureaux, comme on le fit dans les appartements ministériels, à quelques jours de distance. C'est trop vite mélanger les genres.

En l'espace d'une poignée de jours et ainsi assimilés à des députés battus, à des ministres dévoués, vont quitter les lieux de leur fonction : le procureur de la République de Paris, le directeur de l'administration pénitentiaire, celui de l'éducation surveillée, celui des affaires criminelles et des grâces, celui de l'Ecole nationale de la magistrature. La province ne sera pas oubliée. D'ores et déjà, le procureur général de Lyon et celui d'Alsace-Provence sont condamnés à la Cour de cassation. Tous seront recasés au plus tôt. Comme le dit un observateur qui ne manque pas d'humour : « Paul-André Sadon est le seul à représenter un poids politique et à bénéficier des soutiens de ce monde-là. Il sera le seul patron, y compris pour les décisions politiques. Jusqu'au moment où Alain Chalonon aura des idées personnelles ».

aucun moment, les considérations d'opportunité politique n'apportent, de manière plausible, un tempérament au désir de revanche. A se demander si, parfois, il n'est pas éprouvé un plus grand plaisir à nuire qu'à s'emparer des dépouilles.

Cela peut, pour d'autres, être leur seule satisfaction, leur seule ambition raisonnable. Mais, certains gémissent sur leurs mérites mal récompensés. Tel qui se voyait grandement promu et, attendant qu'on l'appelle, avait renoncé à un beau voyage se mord maintenant les doigts de n'avoir éprouvé que les voyages de l'illusion. Ses pairs et le chef qu'ils viennent de se donner ne l'ont jugé digne de rien. Qu'il se console avec les mécomptes des autres. Mais on n'en fera pas potage dans les gazettes. Les magistrats n'aiment pas trop les éclats de l'avant-scène.

Aussi est-ce du bout des lèvres que la Cour de cassation, ou du moins les plus sages de ses membres, a accueilli l'idée que deux magistrats sortis de ses rangs devaient « garantir » la loyauté du futur découpage électoral.

Non pas seulement qu'ils trouvent éprouvant, sinon impossible, de « garantir » une opération de cette nature conduite par M. Pasqua, le ministre de l'intérieur. Mais ils ne se sentent « aucune compétence », dit l'un des notables de cette juridiction, pour l'apprécier. D'autant que la mission leur est tombée dessus sans que qui que ce soit ait eu vent de cette innovation, « très, très bizarre à plus d'un titre ».

On ne se montre pas dupe davantage de l'élection, par leurs collègues, des deux magistrats qui composeront la commission avec les deux représentants du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes. Il n'est personne

Le congrès du Parti socialiste, qui s'était réuni du 23 au 25 octobre 1981 à Valence, M. Paul Quilès s'était taillé une très riche réputation de conventionnel façon 1793 en déclarant : « Il ne faut pas dire « des têtes vont tomber », mais il faut dire lesquelles, et le dire rapidement ».

Mais c'est aussi que les têtes n'étaient pas ou guère tombées, alors que, par la suite, plus d'une, pourtant enviable, est restée sur les épaules de son titulaire jusqu'au 16 mars.

Après cette date, un des dirigeants de la nouvelle majorité s'est empressé de dire qu'il n'y aurait pas de chasses aux sorcières. Pour ce qui concerne son propre département ministériel, peut-être ; mais, à la Chancellerie, le message a été tenu pour nul. Les limo-

Marguerite Duras : les chiens de l'Histoire dans

L'AUTRE JOURNAL

(1) Pour sa part, M. Bernard Tricot, un conseiller d'Etat qu'il est plus facile de présenter, rappelle que cette commission « n'est pas une idée nouvelle » et que le Conseil d'Etat a eu à connaître, par le passé, de découpages concernant les cantons. A cette occasion, le Conseil, signalé M. Tricot qui enseigna le contentieux électoral à Sciences-Po, a cessé « des découpages véritablement artificiels » prévus « pour les besoins de la cause ». M. Tricot se déclare donc « plutôt partisan de la chose ».

(2) Municipalités toutes deux communistes, l'une dans les Hauts-de-Seine et l'autre dans le Rhône.

EN BREF

Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, a annoncé qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995.

Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, a annoncé qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995.

Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, a annoncé qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995.

Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, a annoncé qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République en 1995.

SOCIÉTÉ

Mariage dans l'intimité pour le fils de Koka 1^{er}

Cela aurait pu être un événement : le mariage du fils du peuple rom ouvert à des invités non tsiganes, des « gadgés ». Mais Sa Majesté Koka 1^{er} en a finalement décidé autrement, et son fils Roca a pris femme avec pour seul témoin la communauté tsigane internationale, jeudi 3 avril à Paris. Au grand dam d'une partie de l'assemblée, et surtout du président du Centre international rom, qui « se désolidarise de cette regrettable décision ».

« Effacer la guerre »

Domage. Car on aurait pu assister au partage du pain et du sel symboliquement offerts à la

future épouse parée d'un diadème et d'une ceinture faite de pièce en or pur.

On aurait pu entendre aussi la « déclaration de paix annuelle du peuple rom », lue par Koka 1^{er} : « Nous, les roms, déclarons solennellement la paix. Gadgés, hommes et femmes de tous pays sont nos égaux, nos frères. Nous condamnons toute forme d'agression armée, d'intervention militaire, quel qu'en soit le motif, et nous affirmons qu'on ne peut effacer la guerre que par l'effort de tous pour la paix totale. »

Cette journée de fête fut quand même l'occasion pour les représentants français de cette « minorité au sein des minorités » de

rapporter leurs revendications. De souligner leur volonté de voir leur culture mieux reconnue par les autorités et la société française, et leurs droits civiques et sociaux, à la fois alignés sur ceux des gadgés et adaptés aux spécificités de leur communauté. Bref, de tenter d'en finir avec le rejet dont souffrent les quelque 500 000 tsiganes installés en France.

En attendant, pour poursuivre l'effort entrepris au Centre international rom des Pavillons-sous-Bois, près de Paris, un autre centre culturel tsigane plus important devrait prochainement s'ouvrir à Besançon.

E. G.

LES JEUX OLYMPIQUES DE 1992

Paris accueille en fanfare les examinateurs du CIO

Paris, candidat aux Jeux olympiques de 1992, va subir l'oral de son examen de passage. Sa copie - un dossier brillamment illustré, de vingt centimètres d'épaisseur, est déjà depuis quelques jours entre les mains des examinateurs : les quatre-vingt-dix membres du Comité international olympique. Mais, pour la première fois dans l'histoire des JO, les villes candidates sont également visitées par une commission d'évaluation. Le commando d'inspecteurs - un Suédois, un Grec et un Algérien - débarque samedi 5 avril et passera quatre jours dans la capitale.

Pour les séduire, M. Alain Danet, le grand commis voyageur des JO à Paris, va dérouler le tapis rouge. Il a prévu pour ses visiteurs un pro-

gramme à tout casser. D'entrée de jeu, il les emmène en hélicoptère survoler Paris et les sites sportifs. Chemin faisant, le président du Racing Club de France développera avec éloquence les arguments qui militent en faveur de Paris.

Le lendemain, ces messieurs du CIO auront droit à des visites détaillées à Villepinte (basket, handball, volley, badminton), au courts de Roland-Garros, à la piscine fraise tondeuse du Parc des Princes et au stade Pierre de Coubertin, qui fait toilette.

Bois de Vincennes ou parc du Tremblay ?

Lundi, réception plus austère au nouvel hôpital militaire du Val-de-Grâce où l'on expliquera comment les sportifs blessés seront évacués en hélicoptère et immédiatement soignés par les meilleures équipes médicales de traumatologie. Puis on présentera aux examinateurs les pavillons de la Cité universitaire, qui, après rénovation, pourraient accueillir les journalistes. Le dossier de la transmission des informations et des images est capital : il sera examiné dans l'après-midi avec des experts, qui évoqueront la construction du centre international de la Défense.

Comme il ne saurait y avoir à Paris une fête du muscle sans fête corrélatrice de l'esprit, les trois inspecteurs iront au musée Caranavalet, en cours d'agrandissement, où on leur présentera l'éblouissant programme d'activités culturelles que Jacques Chirac ambitionne de monter pour août 1992. Le maire de Paris ira même ce soir-là jusqu'à offrir un dîner à l'Hôtel de Ville en l'honneur de nos hôtes étrangers. On espère qu'ils apprécieront le geste lorsqu'on leur apprendra discrètement que le premier ministre déteste ces modalités et qu'il les a bannies de son palais municipal depuis près de dix ans.

La tournée des sites continuera mardi matin avec la visite des « palais parisiens » où se dérouleront certaines épreuves : le Grand Palais

pour l'escrime, celui de la porte Maillot pour l'haltérophilie, celui du CNIT, à la Défense, pour le judo. Puis réception au « château » de l'Elysée, où le président de la République accueillera les examinateurs. Ceux-ci recevront ensuite à la Préfecture de police tous apaisements sur la sécurité des athlètes, dont les villages établis sur les deux rives de la Seine seront défendus par des forces « terrestres, aériennes et aquatiques ».

La partie la plus délicate de cet oral sera évidemment la visite du site du grand stade olympique. A cet instant, il faudra bien avouer à ces messieurs qu'entre le bois de Vincennes et le parc du Tremblay le choix n'est toujours pas fait.

Boîte secrète

Des équipes d'architectes travaillent sur les deux hypothèses, et l'on parle de stade écologique à géométrie variable, du jamais vu. Mais la controverse franco-française tant redoutée reste sous-jacente. Les maires des communes riveraines de Vincennes prennent tour à tour position publiquement - mais encore discrètement - contre l'implantation du stade dans leur « bois sacré ». Ne parlons pas des écologistes, qui, bien que lamiés aux dernières élections, pourraient bien reprendre du service à propos de ce dossier délicat.

Pour effacer le médiocre effet de ces incertitudes, la tournée des trois membres du CIO s'achèvera en fanfare. On les conduira à l'Hôtel Ritz, pour leur présenter leur « cantonnement » éventuel et celui de leurs quatre-vingt-sept collègues. M. Mohammed Al Fayad, le fastueux propriétaire égyptien du palace y fait faire pour 30 millions de francs de travaux. On craint à prix d'or un troisième sous-sol sous le vieil édifice, on refait des chambres et des appartements dans les combles, et surtout on prévoit de jucher sur les toits une plate-forme munie d'un ascenseur pour les transports par hélicoptère. Et si c'était ce détail, la boîte secrète de Paris, qui emportait l'adhésion du jury ?

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES

Un robot français inspecterait l'épave du « Titanic »

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) pourrait bientôt inspecter, à l'aide d'un robot, l'intérieur de l'épave du Titanic, repérée au large de Terre-Neuve le 1^{er} septembre 1985. Cette campagne d'exploration aurait lieu dans le courant de l'été sous réserve, précisent les responsables de l'IFREMER, que des commanditaires se manifestent pour financer cette opération de prestige.

L'IFREMER a chargé, fin décembre, deux sociétés françaises, Intersub et Hytech, de construire un petit robot sous-marin qui porte le nom de Robin. Cet engin, de quelques millions de francs dans sa version de base, devrait être associé au sous-marin français Nautilus, auquel il sera relié par un cordon ombilical de 70 mètres.

En fait, le robot de l'IFREMER se comportera un peu comme un satellite capable de tourner autour du Nautilus, en lui apportant des informations qu'il n'aurait pu recueillir. Sa taille réduite (60 centimètres de long pour 50 centimètres de large et 50 centimètres de haut), comme son faible poids (130 kilo-

grammes) en font un outil d'intervention par 6 000 mètres de fond particulièrement agile, ce qui n'est guère le cas d'un robot plus imposant de l'IFREMER, l'Épaulard, capable lui aussi de descendre à 6 000 mètres et de prendre des photos. Bien que le Robin ne soit pas autonome comme son grand frère, il offre cependant l'avantage de faire de la télévision noir et blanc, mais aussi de la télévision couleur.

J.-F. A.

● *Décès posthume d'un cosmonaute soviétique.* - A la veille du vingt-cinquième anniversaire du vol historique de Youri Gagarine à bord de la capsule Vostok, les Soviétiques ont révélé, dans les *Izvestia* du mercredi 2 avril, qu'un jeune cosmonaute de vingt-quatre ans, Valentin Bondarenko, avait trouvé la mort lors d'une séance d'entraînement. Il aurait péri dans l'incendie de sa capsule, dans des conditions analogues à celles qui, en janvier 1967, avaient coûté la vie à trois astronautes américains qui testaient au sol une capsule Apollo.

MÉDECINE

L'avortement en France est en légère baisse

L'avortement marqué en France une « légère tendance à la baisse », selon les estimations de l'Institut national d'études démographiques (INED).

De 1976 à 1982, l'augmentation du nombre des interruptions volontaires de grossesse était dû essentiellement à l'amélioration de leur enregistrement, a indiqué M^{me} Chantal Biayo. Il est de même possible, selon elle, que cette amélioration dans le recueil des données ait masqué une tendance à la baisse.

134173 avortements avaient été recensés en 1976, 182862 en 1983 et 179973 en 1984. En 1985, on les estime à près de 170000. Les taux d'avortement pour 100 naissances (morts-nés inclus) seraient ainsi de 24,4 pour 1983, 23,6 pour 1984 et 22 pour 1985. Avec les corrections possibles, on peut estimer qu'il y a en France entre un avortement quatre naissances et un avortement

pour trois naissances, car toutes les interruptions volontaires de grossesse ne sont pas déclarées.

Ainsi, dans certains départements (comme l'Ardèche, la Lozère, la Meuse, l'Yonne, la Marne, la Vendée ou la Moselle), un sous-enregistrement peut être parfois observé à cause d'un défaut d'accueil, dans les structures publiques par exemple. Les femmes ont alors recours à des cliniques qui enregistrent plus ou moins bien les interruptions de grossesse réalisées.

Autre exemple : en Meurthe-et-Moselle, l'ouverture d'un service acceptant de faire des interruptions volontaires de grossesse de 1976 à 1977 avait donné une apparente augmentation des cas (multiplication par trois des IVG), et la fermeture de ce lieu d'accueil avait ensuite provoqué une apparente diminution. - (AFP.)

GRAND JEU

OPEL

SPONSOR DE L'ÉQUIPE DE FRANCE

GAGNEZ

11 OPEL KADETT

11 MAGNETOSCOPES

Du 21 Mars au 13 Avril, la simple observation de toute la gamme Kadett peut vous faire gagner des cadeaux fantastiques... 1 Kadett ou 1 magnéscope par jour à l'occasion du grand jeu "coup d'envoi".

Alors, venez vite chez votre concessionnaire Opel découvrir toute la gamme Kadett et donner vous aussi "le coup d'envoi Opel" avec l'équipe de France de football pour gagner la partie.



OPEL

LA MAÎTRISE DE L'INNOVATION.

AUJOURD'HUI, TOUS CHEZ OPEL POUR LE COUP D'ENVOI DE L'ANNÉE.



كيسا لوجا

Rando farniente

Dans la Crète des plages désertes, balade au cœur des montagnes blanches.

LES pierres racontent et grincent à chaque pas. L'œil guette, immobile en avant, l'endroit précis où l'on posera le pied, car rien n'est plus épais que le glissement de la semelle sur une pierre qui roule. Depuis la montagne, on descend vers la mer. Au plateau ripé où percent les asphodèles succèdent des bois de pin.



Ces montagnards qui vous lancent le plus accueillant des « kalimera ! » (« bonjour »).

On atteint le fond de la gorge de Samaria, là où le soleil arrive tout juste à se glisser. Le passage est large de quelques mètres, tandis que les parois du canyon forment un à-pic de 180 mètres. Après la sécheresse des sommets, quel réconfort de trouver ici des traces de verdure tendre et fraîche. Derrière les ruines de l'ancien village, un triangle bien profond : la mer !

On hâte le pas, en bondissant de roche en roche jusqu'à la plage. Vite, défilé les brodequins, quitter les chaussettes et courir nus, vers l'eau cristalline. Les galets sont si petits, si polis qu'ils massent la plante des pieds. L'eau est chaude mais rafraîchissante. Les jambes se détendent. Nageant sur le dos, on contemple la montagne, rose sous le soleil déjà bas. Difficile de croire que l'on vient de là-haut. C'est pourtant le miracle presque quotidien d'un trek en Crète.

Trek, cela signifie que l'on ne porte qu'un léger sac à dos, contenant une gourde, la casse-croûte de midi, une serviette de bain et l'appareil photo pour les souvenirs. A l'étape, on retrouve le gros des bagages, transportés par un camion. C'est un trek facile : étapes courtes, avec une heureuse alternance de bivouac et de chambre chez l'habitant ; ce qui permet, à la fois, de vivre dehors et de partager la vie des villages grecs.

Bivouac sur le plateau d'Omalos. Le temps de dérouler mantes et duvets, et Maurice et Sylvie, les accompagnateurs, ont déjà servi l'ouzo. La table est une grande nappe sur le sol, autour de laquelle ont été disposées de grosses pierres rondes. L'ambiance, l'ambiance se réchauffe. Le bois du feu est si sec que la flamme monte sans fumée. Dans le ciel, voici Orion : chez nous, au ras de l'horizon, mais ici, à cette latitude, à la verticale... Sur la braise grillent châtaignes et

viande de chèvre ; le vin rouge coule dans les quarts. Quand on se glisse dans son sac de couchage, la nuit paraît si claire que trouver le sommeil est difficile. Sans oublier que le sol crétois est vraiment très dur ! La montagne blanche, éclairée par la pleine lune, dessine une masse fantomatique. Au loin résonne le tintement des clochettes d'un troupeau de chèvres en maraude...

En Crète, de nombreux villages côtiers ne sont accessibles que par la mer ou par un sentier muletier. Au terme d'un craphutage caillouteux, on apprécie, à l'arrivée, la fraîche terrasse de la taverne. Il faut ensuite y passer, partager son temps entre le bain et un café, discuter en sabir avec le patron de la taverne, qui est aussi à ses heures pêcheur ou maçon... Traverser à travers les ruelles, escaliers et terrasses du hameau. Et le lendemain, se lever aux aurores pour voir le soleil éclairer progressivement les maisons peintes à la chaux.

Ici, on porte encore volontiers la culotte bouffante et les grandes

bottes de cuir noir, la chemise (noire elle aussi), ainsi que la mandilla, ce foulard triangulaire tricoté au crochet, porté en bandeau, la pointe ramenée sur le front. Ils forcent le respect, ces montagnards croisés sur les sentiers muletiers, la houlette en travers des épaules, quand ils vous fixent d'un regard d'aigle pour vous lancer le plus accueillant des « kalimera ! » (« bonjour ! »).

Midi. Sous d'énormes cyprès, c'est l'heure de la sieste. L'air vibre au-dessus de la montagne, et le bourdonnement des abeilles aide à s'assoupir. A la recherche d'un peu de fraîcheur, on pousse la porte de la chapelle d'Aios Nikolaos. Sur le candélabre, des bougies de cire brute achèvent de se consumer. Devant les icônes attend un paquet de cierges neufs avec, à côté, un billet de 50 drachmes et une boîte d'allumettes.

Il est aussi des villages désolés. Aradena, par exemple, au bout d'un plateau de terre rouge. Un berger et son troupeau traversent la « rue » du village, mais les maisons sont en ruine. On sent comme une impression de malheur. Ni la fraîcheur des murs épais ni l'ombre des oliviers n'arrivent à rendre les lieux accueillants.

On apprendra plus tard que le village a été la victime de vendettas immémoriales. On quitte la gorge aussi profonde que triste pour retrouver la lumière chaude du soleil sur les roches ocre et le bleu profond d'un ciel d'une pureté absolue.

DOMINIQUE LE BRUN.
Le trek relaté ici est proposé par Terres d'aventure, 16, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-94-50. Quinze jours Paris/Paris (soixante jours de marche) : 7 400 F. Nombreux départs à partir de mai.

Le nouveau « look »

Chaussures légères et fibres synthétiques.

Le mot randonnée s'est conjugué longtemps avec gros godillots de cuir, bas de laine, culotte knickers, chemise de coton ou de laine écosse et sac à dos beige. Mais le « look » a changé, et les techniques aussi.

De plus en plus, on marche en short athlétique ; à la décharge du Vieux Campeur succède le mode sport. La varappe et le ski ont aussi débarrassé la tenue vestimentaire du randonneur. D'où cette profusion de couleurs vives et de vêtements à la coupe seyante.

Le progrès technique est particulièrement frappant en ce qui concerne les chaussures. A une chaussure de randonnée pédestre, on demande de bien tenir le pied et la cheville, ainsi que de les protéger des chocs en terrain accidenté. Ce qui demandait, jusqu'à ces toutes dernières années, la traditionnelle chaussure de montagne, monumentale et très lourde. Puis est apparue une nouvelle génération de chaussures légères conçues par des précurseurs comme Jean-Claude Bibollet ou Patrick Vallencant. Genre grosses baskets ou super-Pataugas, elles tiennent bien le pied, le protègent efficacement, sont douces à porter comme des chaussures de jogging. A l'image de ces dernières, elles sont légères, et les picots de leurs semelles offrent au relief une adhérence remarquable. Pour la plupart des randonnées, elles suffisent tout à fait.

Finie aussi la cérémonie du graissage. Finies les premières marches prudentes pour « faire » la chaussure, tout en évitant les ampoules. Bien sûr, elles s'usent plus vite que les bons vieux brodequins ressemblants, mais vu leur faible prix, on peut se permettre d'en changer. D'autant plus que, d'année en année, le matériel s'améliore.

Côté vêtements, la grande nouveauté, ce sont les fibres synthétiques qui respirent. La transpiration, voilà la grande ennemie du randonneur ; d'abord elle est sale et surtout, après l'effort qui donne chaud, elle se transforme en humidité glaciale. Avec les fibres polypropylène, les sous-vêtements tiennent non seulement très chaud, mais ils chassent, à l'extérieur, la transpiration. Portés sous une fourrure synthétique dite « polaire », qui, elle aussi, chasse la transpiration, ils permettent d'affronter des conditions de climat très rudes.

S'il pleut, on y ajoute un ensemble imperméable en Gore-tex, une fibre qui possède la propriété de laisser passer l'air, mais pas l'eau, donc la pluie. Ce qui élimine à la fois les problèmes de transpiration et de condensation. A noter que toutes ces fibres modernes sont ultra-légères et que, par conséquent, elles tiennent peu de place dans un sac à dos qu'elles n'alourdissent pas.

D. L. B.

L'Homo à pincettes

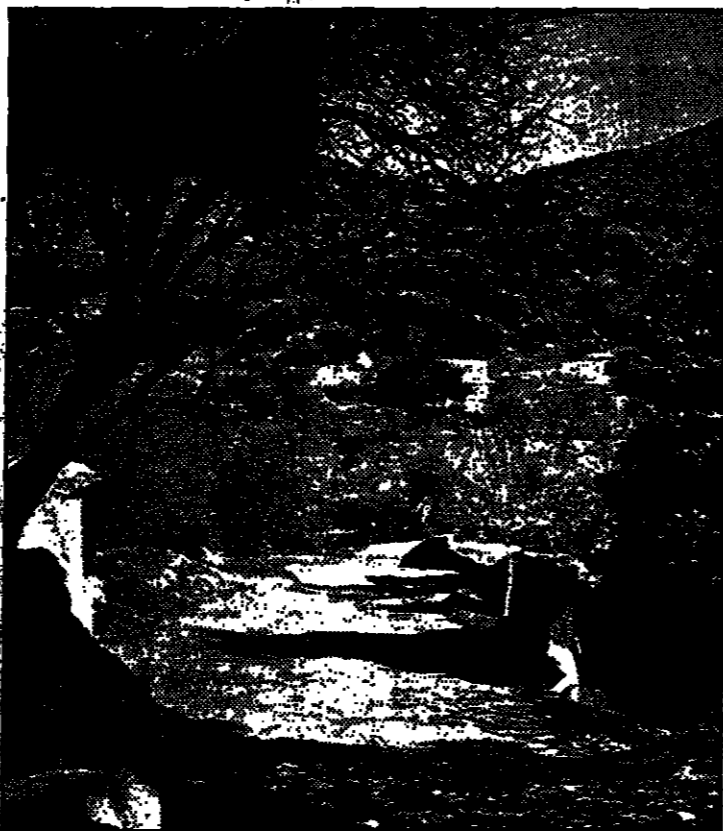
Un besoin de retrouver la nature.

RANDONNÉE. Le mot semble démodé et beaucoup rechignent même à l'employer. Pourtant, le fait est là : de plus en plus, on randonne. A vélo ou en canoë, en ULM ou à cheval, ou, tout simplement, à pied. Et c'est en effet la randonnée pédestre, la plus simple des moyens de voyage, qui semble connaître le plus de succès.

Pour Daniel Popp, créateur de l'agence Terres d'aventure-le-voyage à pied, cet engouement s'explique d'abord par la démocratisation des voyages lointains. « Il y a quinze ans, explique-t-il, le monde restait à découvrir pour le grand public, et le voyage demeurait un privilège. Et puis, très vite, n'importe quel point du monde exotique s'est trouvé hyperfréquenté. Il fallait donc trouver de nouvelles approches pour redonner de l'intérêt à des coins devenus trop touristiques. A cet égard, la marche à pied constitue une façon incomparable de découvrir un pays. »

Parallèlement, les mentalités ont évolué. Après l'époque où l'on privilégiait les biens matériels, on redécouvre aujourd'hui d'autres valeurs. « Ainsi, dans notre clientèle, on observe à la fois un besoin de retrouver la nature, dans un univers largement urbanisé et un besoin de se prendre en charge. Deux motivations qui expliquent l'intérêt croissant pour la marche. »

Cet intérêt, d'ailleurs, a été encouragé par les nouveaux produits proposés aussi bien par des agences que par des associations. Ainsi, les randonnées à pied - les treks - au cours desquelles le sac



Découvrir un pays en marchant.

est transporté par un véhicule, un animal, voire des porteurs (dans les régions himalayennes) ont certainement contribué au succès du voyage à pied. Ne serait-ce qu'en lui enlevant ce côté viril, pour ne pas dire machiste, auquel le milieu montagnard est très attaché.

« Il ne faudrait pas, cependant, releve Daniel Popp, enlever au

s'avère que les femmes s'adaptent mieux que les hommes aux difficultés du voyage.

N'importe quelle marche n'en est pas pour autant à la portée de n'importe qui. Si le besoin de retrouver la nature est général, c'est aussi parce qu'on ne sait plus y vivre. Ainsi l'éducation des futurs randonneurs est-elle à refaire à la base. « Leur niveau physique, jogging oblige, est habituellement correct, observe Daniel Popp ; mais nos nouveaux clients ne savent pas très bien à quel niveau exact ils se trouvent. Souvent, aussi, ils manquent des connaissances les plus élémentaires en matière de randonnée ou de vie en plein air. » De ce point de vue, l'information et la formation requises sont considérables.

Dans un monde où triomphe l'individualisme, le voyage à pied en groupe est-il un obstacle ? « Ce n'est pas parce qu'on randonne en groupe qu'on est les uns sur les autres. Un des plaisirs de la marche en groupe est de se répartir, au fil du chemin, selon les affinités. Et il y a aussi tous ces individualistes qui se retrouvent au bivouac. » Pour Daniel Popp, cela rappelle « la tribu qui se réunit autour du feu, ce moment magique où plusieurs personnes vibrent à l'unisson. Un feu qui crépite, ou un ciel étoilé... Alors les masques tombent et on se retrouve tous sur la même longueur d'onde. »

Nul doute qu'avec de tels chemins le voyage à pied a encore de beaux jours devant lui.

D.L.B.

DUR LE ANNÉE.



LES DE 1992
en fanfare
rs du CIO

MAIRIE AMBROISE RENOUD

CHARTER CHIC

NEW YORK 2500 F AR
LOS ANGELES 4795 F AR

SOUS LE CHARTER LES **USA**

HOTELS, MOTELS, VOITURES, MOTOR-HOMES, CIRCUITS, FORFAITS AERIENS, BUS, ECHANGE D'APPARTEMENTS...

UN MUST VOYAGER AVEC LE SPECIALISTE

COUNCIL travel services

31, rue St-Augustin 75002 PARIS
Tél. : 42.66.20.87

9, rue des Remparts d'Anay 69002 LYON
Tél. : 78.42.99.94

LIC 054 10000000

Cap sur la France

Séduire les touristes sportifs.

Un salon qui marche

EN 1986, ils avaient été vingt mille à rendre visite au premier Salon des randonnées et de l'aventure sportive. Cette année, on en attend trente-cinq mille, un objectif ambitieux, mais à la hauteur d'une activité à laquelle s'adonneraient huit millions de Français. La France sera d'ailleurs en vedette, les cent cinquante exposants mettant davantage l'accent sur les escapades hexagonales que sur les évasions lointaines.

Mordus de la marche et adeptes des vacances actives y trouveront guides, cartes, itinéraires, stages et voyages inédits, sans oublier des expositions et des démonstrations de matériel, des projections de films et des débats.

Six « espaces » vivants traiteront, par thème, l'ensemble des activités de plein air, de loisirs et de nature : eau vive (raft, canoë, kayak, nage, flottage), randonnée nautique (des cours d'eau au grand large), plongée sous-marine, village de l'aventure (4 x 4, motos vertes, ULM, ailes Delta), espace montgolifère. Également un point rencontre permanent entre journalistes, aventuriers et visiteurs, chaque jour, un thème officiera : aux vivants (vendredi 4 avril), la mer (le 5), la moyenne montagne (le 6), la haute montagne (le 7), les airs (le 8) et les sports mécaniques (le 9 avril).

● **Salon des randonnées et de l'aventure sportive.** Du 4 au 9 avril. Hall 3 du Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Tous les jours de 10 h à 20 h (nocturne le samedi 8 avril jusqu'à 22 h). Tarifs d'entrée : 30 F, moins de dix-sept ans : 16 F et 23 F pour les groupes.

HUIT millions de Français déclarent qu'ils rando- nent : encore faut-il nuancer ce chiffre car, parmi eux, seulement un million sont de véritables habitués de l'itinérance pédestre et trois millions ne sortent qu'à la journée (1). Ils traduisent toutefois l'essor considérable, depuis une dizaine d'années, des activités de plein air et la vitalité d'organismes, toujours plus nombreux, susceptibles de les développer. De plus, les instances touristiques s'y intéressent main-

tenant, des études ayant révélé les possibilités de découvrir les charmes de la douce France au travers de produits sportifs (2). Les Français, il est vrai, ont soif d'un autre mode de vie pour leurs loisirs, rêvent de vacances plus actives, d'authenticité, d'originalité et manifestent un réel besoin de liberté. Beaucoup souhaitent, d'ailleurs, qu'elle soit quelque peu encadrée, accompagnée, afin d'évoluer en toute sécurité dans une nature qui leur est souvent peu familière.

Le sport pur et dur est-il révolu ? Certes non, mais les citadins en mal d'activités aspirent à trouver, après l'effort, le réconfort d'un cadre dépayssant et enrichissant. Rien d'étonnant, donc, si les nouveaux touristes sportifs sont sensibles au chaleureux accueil des petits hôtels ruraux et des gîtes sympathiques (et où la restauration est plus typique) après une journée de canoë, de bicyclette, de cheval ou de marche. Pourquoi ne pas aller jusqu'à leur

faciliter le transport des bagages ?

En Allemagne, c'est presque une tradition, ce qui explique que l'idée ait d'abord fait son chemin en Alsace, dans la vallée de la Bruche, par exemple.

Ainsi le nouvel été français est-il émaillé de suggestions dynamiques, pouvant satisfaire les sportifs de tous niveaux et même leur faire cumuler les activités. Au mois de mai, l'ANIT présentera de nombreuses possibilités en

France, démontrant ainsi que la randonnée équestre, pédestre, fluviale... est accessible au plus grand nombre, quitte à commencer par de petites fugues en fin de semaine.

ANNICK MOURARET.

(1) Enquête SOFRES-BVA présentée par « Chemins de terre, chemins de fer ». Documentation française.

(2) « Espace rural, espace touristique », rapport sur le tourisme rural et les conditions de son développement. H. Grolleau et A. Ramus.

Jeu de pistes

Haute vallée de la Bruche (Bas-Rhin). - Dix-huit hôteliers-restaurateurs regroupés pour accueillir randonneurs et cyclotouristes. On retrouve ses bagages à l'étape suivante. Cartes-journalières et menus gastronomiques. Dans la vallée de la Bruche et sur les pentes du Donon ou du Champ du Feu.

● **Tourisme Avenir**, BP n° 4, 67130 Schœneck. Tél. 88-97-61-95.

Bicentenaire du Mont-Blanc. Le 8 août 1786 était effectuée la « première » du Mont-Blanc. De nombreuses randonnées (à la journée, à la semaine) de toutes difficultés (même débutants) pour cet anniversaire à travers le prestigieux massif : sentiers et glaciers, gîtes et refuges, et possibilité d'escalader des sommets, dont le Mont-Blanc.

● **Club alpin français**, 9, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. 1/47-42-38-46.

Grand R. Quatre brochures de programmes variés pour la Bretagne (ABRI), le Massif central (Chamina), les Alpes (grande traversée des Alpes) et les Pyrénées (randonnées pyrénéennes). Avec ou sans transport de bagages, à pied, à vélo, à cheval ou sur l'eau...

● **Grand R.** - Maison de la randonnée, 16, rue des Feuillantines, 75005 Paris. Tél. 43-25-69-79.

Passe-montagne Paris. Une fois choisi un stage ou un voyage parmi une centaine de propositions, *Passe-montagne* (magazine de sport) assure l'inscription auprès des organisateurs, qui sont des professionnels de la montagne, du canoë, de la randonnée pédestre ou équestre, du vélo...

● **Passe-montagne Paris**, 39, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris. Tél. 48-07-17-46.

Méharde en Armagnac. Randonnée à dos de dromadaire, avec une dizaine de personnes dont quelques enfants. L'intendance précède, les bagages suivent. C'est en territoire gascogne, et la gastronomie n'est pas oubliée. Il en coûte 300 F par jour et par personne.

● **Les ateliages et méharde d'Armagnac**, domaine de Cezanne, 47170 Mézin. Tél. 53-65-70-61.

Randonnées nautiques en Alsace. Un domaine de rivières protégées, entre Sélestat et Flobsheim : des randonnées y sont organisées, de juillet à septembre, dans un cadre assez exceptionnel. 800 F.

● **Ligue d'Alsace de canoë-kayak**, 15, rue de Genève, 67000 Strasbourg. Tél. 88-35-27-20.

A cheval sur le littoral. Randonnées équestres organisées en Val-de-Course et sur le littoral, entre Boulogne et Berck-sur-Mer, à partir de douze ans. Encadrement et assistance technique assurés, hébergement en bivouac ou en grange. 250 F par jour, repas non compris.

● **Maison de la région Nord - Pas-de-Calais**, 18, bd Haussmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-59-62.

Puce d'eau en Charente. Créée avec une voile latine, la Puce d'eau peut accueillir cinq à six personnes. Elle permet de découvrir la Boutonne, rivière qui coule de Saint-Jean d'Angély à la Charente, puis de la Charente jusqu'à

Taillebourg. Vieilles pierres et baignades dans une région bien ensoleillée. 2.250 F avec le matériel de camping + 300 F de supplément moteur.

● **Maison Pêche-Cherches**, 4, av. de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. 42-96-01-88.

Verdon-orientation. Le cinquième raid international d'orientation Francital aura lieu à la Pentecôte dans le Verdon (17-18-19 mai). A la fois une course d'orientation, une randonnée sportive, une course d'équipe (2 personnes) en deux étapes. Avec bivouac et départ en masse (450 équipes en 1985 au Mont-Lozère).

● **Ligue du Lyonnais de course d'orientation**, 104, quai Pierre-Scize, 69005 Lyon. Tél. 76-39-58-22.

Haute-route des Pyrénées. De l'Aneto au Montcalm, du 29 juin au 14 juillet, à allure moyenne, pour randonneurs expérimentés. Hébergement en cabanes, bergeries, refuges et bivouac ! Sentier, sommets faciles mais pentes raides et souvent enneigées. 1.000 F environ.

● **Club Alpin Français**, 7, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. 47-42-36-77.

Grande traversée des Vosges. Du Nord au Sud, du 2 juin au 27 septembre, une randonnée qui permet de découvrir successivement plus de 15 lacs, du ballon d'Alsace au village de Nonrupt, à travers les forêts, le long des crêtes. 1.250 F. Peut se faire en mini-traversée.

● **Vosges Escivis**, Alain Boulay, La Raye, 88400 Gérardmer. Tél. 29-63-17-50.

Ardèche méridionale. Prévoir un sac marin pour les bagages qui seront portés d'hôtel en hôtel ; le petit sac à dos ne contient que le pique-nique, le pull et l'appareil photo. 13-19/7 et 17-23/8. 1.660 F. Même formule au mont Lozère et pour suivre les traces de Stevenson.

● **Association Syva - Vieux-Francis**, Roches, 48300 Lagorce. Tél. 66-69-58-28.

Dans le Gers. Un poney-Club, pour des enfants de 6 à 13 ans, encadrés par un moniteur qualifié et des animateurs diplômés. Chaque jour, 3 heures de poney et un autre sport. 7 jours : 1.540 F ; 12 jours : 2.840 F.

● **Maison du Gers et de l'Armagnac**, 16, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-59-61.

Initiation à l'ULM. En Limousin. Un club situé dans le pays de Saint-Pardoux. On y prépare aux épreuves théoriques et pratiques du brevet et de la licence, obligatoires pour piloter. Stages de 5 jours avec 10 séances de vol de 30 minutes. En complément, éducation et activités nautiques. 2.450 F. Comprenant cotisations, assurances, prêt des casque et combinaison.

● **La Maison du Limousin**, 18, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-32-63.

Mountain-Bike. Terrain idéal pour le vélo tout terrain, le Mont-Lozère est un pays riche d'histoire et de vestiges. Petits sacs pour bons mollets et grand air garanti. 1.105 F, du 15 juin au 15 septembre.

● **UCPA**, 62, rue de la Closerie, 75004 Paris Cedex 13. Tél. 1/43-36-05-20.

Grand raid jurassien des 12-15 ans. Un grand raid sauvage sur les premiers contreforts du massif du Jura : 7 jours en randonnée

équestre itinérante de moyenne montagne. Du 29 juin au 7 septembre : 1.950 F. Hébergement sous la tente ou en refuge. 32 heures de cheval. Réservé aux enfants déjà initiés à l'équitation.

● **Comité du Tourisme de FAls**, 2, rue Galchenon, 91000 Bourg-la-Reine. Tél. 74/13-66-66.

Autrans, en étoile. Des randonnées pédestres, en matinée ou en journée, avec retour à l'hôtel, en compagnie d'un accompagnateur de moyenne montagne, afin de découvrir les aspects les plus originaux du parc du Vercors. Visite des sites touristiques : gorges de la Bourne, grottes de Choranche, Grands Goulets... Une semaine en chambre double : 2.130 F.

● **Maison Alpes-Dauphiné**, 3, place André-Malraux, 75001 Paris. Tél. 42-96-00-43.

Ailes volantes au Menez-Hom. Stages dans la presqu'île de Crozon : maîtrise du décollage, de l'atterrissage et ligne de vol sur des dénivelés. 1.100 F pour 5 jours, matériel fourni.

● **Bretagne vol libre**, Roméo Corbet, 218, rue de Verdun, 29200 Brest. Tél. 90-41-06-15.

VOLCANS

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE



Stromboli, Merapi, Krakatoa, Hekla, Piton de la Fournaise... Le prodigieux spectacle des volcans en activité accessible aux amateurs. En toute sécurité : voyages dirigés par les scientifiques du Groupe d'Etude des Volcans Actifs.

DOCUMENTATION DÉTAILLÉE PAR CORRESPONDANCE A FNAC VOYAGES, 6 BO DE SEBASTOPOOL, 75004 PARIS - TEL. 42.71.31.25 (tarif très intéressant)

Nom et Prénom _____
 Adresse _____

Voyages de 8 à 22 jours, de 6 200 à 17 000 F.

PHILATÉLIE n° 1942

La Principauté d'Andorre... - émettra deux nouvelles valeurs pour la série d'usage courant du type « premier écu d'Andorre ». Vente générale le 21 avril (2-3/196).

4,90 F, orange, brun ;
 15,00 F, vert clair, vert foncé. Format 36 x 22 mm. F. 25. Maquette et gravure de Cécile Guillaume. Taille-douce, Périgueux. Mise en vente anticipée le : - 19 avril, au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. « P.J. ».

Calendrier des manifestations
 ● 93420 Villégis, 3 en 8/III°.
 ● 93900 Valenciennes (150), 5/III°.
 ● 64100 Bayonne, head, 9/III°.
 ● 93420 Villégis, 14 en 18/III°.
 ● 69260 Charbonnières, 21-22/III°.

● **Retrait** de cinq timbres pour le 11 avril : « Europe 85 », 2,10 F, Adam de la Haie et 3,00 F, Daris Milhaud ; 2,10 + 0,50 F, Journée du Timbre 85 ; 2,50 F, Sauvetage du Lac Léman ; 5,00 F, Nicolas de Staël « Nature morte au chandelier ».

● **CONGO** : « Journée nationale de l'arbre », 50 F et 200 F CFA. Offset, Cartor, maquettes locales.

ADALBERT VITALYOS.

CHEZ SELECTOUR RESERVEZ VITE

KUONI

Circuit FLORIDE 10 jours : 10 900 F

au D.P. au départ de Paris le 3/5/86.

Renseignements chez votre Agence Selectour Voyages
 Liste des Agences
 30, rue La Pénelier, 75009 Paris
 Tél. : 42-46-91-03

CHEZ SELECTOUR RESERVEZ MIEUX



Chez Selectour les plus grandes marques de voyages vous attendent : réservez vite. Et surtout réservez mieux grâce au chèque-annulation ! Si vous devez abandonner vos projets de voyage plus de 30 jours avant la date de départ prévue, Selectour vous rembourse les frais d'annulation et de dossier. Alors, venez choisir vos vacances en toute sécurité.

selectour
 280 ADRESSES POUR MIEUX PARTIR

AVENTURES... 12 aventures inoubliables.

A partir de 4 500 F. Des voyages extraordinaires au cœur de la jungle, de l'Arctique aux îles lointaines.

NOMADE

50, rue de la Harpe, 75011 Paris
 Tél. 42-76-80-12-13

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

MERCEDÉS, CENT ANS D'AUTOMOBILE ET DE TIMBRES • LES CARNETS EN FRANCE

En vente chez votre marchand de journaux

Tapes, Films

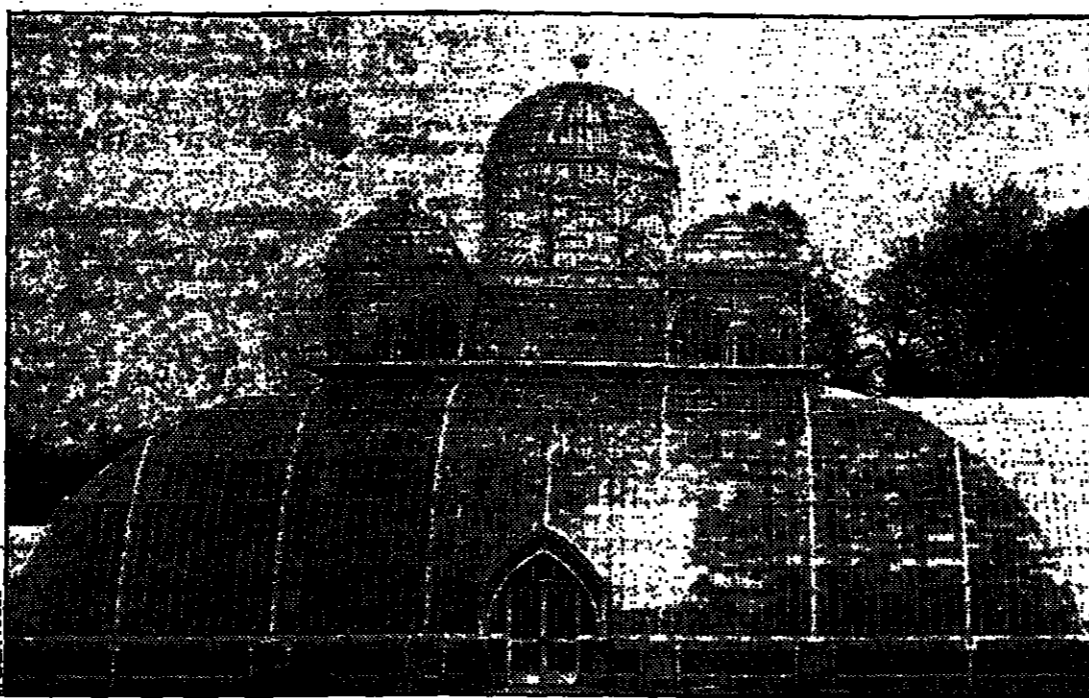
FUNITEL

fjords d'Islande

avec votre voiture
 Caribon "Norrona"
 de Danemark
 Départ : Danemark

Brabant tropical

Le rêve fou d'un roi horticulteur.



SOMPTUEUSE et extravagante « ville de verre », née de l'amour que Léopold II de Belgique avait pour l'architecture néo-classique, la serre-culture, les serres de Laeken n'ouvrent leurs portes au public que les trois premiers semaines de mai, au moment où elles se parent des fleurs les plus belles.

C'est, tout d'abord, un ensemble architectural exceptionnel où s'allient la fonte, le fer, l'acier et le verre. Projeté dans l'espace, le rêve royal, romantique et fou d'une sorte de palais de 1 kilomètre de long, transparent et chauffé. De veranda en serre, de serre en pavillon, de pavillon en galerie et de galerie en rotonde, on y circule dans un perpétuel jardin tropical, et sans jamais sortir d'un domaine clos où le verre règne sur plus de 25 000 mètres carrés.

Sous la verrière immense, l'exubérance végétale est somptueuse et multicolore, mais cependant maîtrisée avec art par une trentaine de jardiniers et de floristes. Partout des tapis de fleurs, des rocailles, des corbeilles de végétaux rares. Ces serres renferment une collection de quelques centaines de plantes, dont certaines remarquables. De la « serre aux palmiers » qui abrite de rarissimes ficus au « jardin d'hiver » où s'ébient d'imposants palmiers et à l'« orangerie » dont la plupart des arbres sont bi-centaires, en passant par l'éclatante « galerie aux géraniums », la « serre de Diane », la « serre de Narcisse », l'« embarcadère » ou la « serre Congo », véritable basilique de fer et de verre, on voyage à travers continents et saisons, dans une permanente odeur d'humus, par des galeries, des annexes et des couloirs vitrés, eux-mêmes couverts de plantes et de fleurs. Un régal, une fête pour les yeux, comme cette architecture dont l'audace et l'intelligence ne cessent d'émerveiller.

Tout a commencé en 1874, par la commande, à l'architecte du roi, A. Balat (1819-1895, professeur de V. Horta), d'un jardin d'hiver - comme c'était alors la mode - s'ouvrant sur l'orangerie du château de Laeken, résidence des souverains belges, aux portes de Bruxelles. Il s'agissait de réaliser quelque chose d'exceptionnel. On confia la charpente métallique à une firme de Louvain, le chauffage à un bureau d'études de Gand, et l'aménagement de l'espace botanique, des encadrements, de la composition florale et de la plantation des espèces exotiques à l'architecte paysagiste anglais John Wills.

Ce jardin d'hiver aux dimensions de cathédrale (diamètre intérieur de 57 mètres, hauteur de 26 mètres) est une merveille d'harmonie. Sa structure métallique se compose de trente-six arcs supportant l'immense coupole et reposant sur l'entablement d'une

colonnade dorique qui délimite le promenoir. Ici, l'association de la pierre classique et massive avec le fer et le verre aériens (matériaux dissemblables inspirant deux méthodes de construction différentes) forme un tout absolument parfait.

Bientôt, cette serre monumentale devint une véritable ville de verre avec d'autres annexes et galeries : la serre aux camélias, puis la nouvelle orangerie, et, en 1886, la fantastique serre Congo, carrée (30 mètres x 30 mètres), dont les portiques soutiennent une coupole flanquée de lanternes à l'allure quelque peu orientale et qui devait abriter les spécimens de la flore de cet Etat indépendant dont, en 1885, Léopold II était devenu le souverain.

Viendront ensuite la haute et rectangulaire serre aux palmiers, divisée par une nef centrale, et l'« église de fer », dernière réalisation de Balat. Ronde, d'inspiration néogothique, elle servait d'observatoire. C'était, en fait, la première grande chapelle du domaine. Les plans en auraient été esquissés par le roi lui-même. Transformée en serre à sa mort, elle ne se visite pourtant pas. Une sacristie en rotonde lui fait suite. Le pavillon des palmiers, auquel conduit un escalier de pierre, n'est pas non plus ouvert au public. C'était l'appartement privé du roi, qui s'y retira durant les dernières années de sa vie, et y mourut, en 1909, entouré des plantes et des fleurs qu'il aimait.

Toute cette suite importante de serres et de galeries aboutit à la serre-embarcadère par une grande galerie fleurie de géraniums aux teintes variées, à la voûte ruisseau de fuchsias et d'héliotropes. A cette serre-embarcadère, longue et basse, s'arrêtaient les carrosses des invités. De précieux

CHANTAL DE ROSAMEL.
Office du tourisme belge, 21, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. : 47-42-41-18.

Faites le 36.15.91.77

Tapes. Funi

FUNITEL

Martez-vous avec votre Minitel.

Les fruits du péché

Sans Georges Delbard, Eve n'eût pas croqué la pomme...

« PARABENS, Senhor pai da maçã » (« bon anniversaire M. le père de la pomme ! »). C'est ainsi que les Brésiliens devraient être cette année, Georges Delbard, un horticulteur créatif et entrepreneur sans lequel les riches vergers de leur pays n'existeraient pas encore. Au milieu des années 60, on ne produisait guère plus de quelques centaines de kilos de pommes dans tout le Brésil, et l'idée prévalait qu'il était impossible d'envisager les cultures commerciales de fruits de climat tempéré. En dix ans, grâce aux conseils de Georges Delbard et à quelque 100 000 plants sélectionnés venus de ses pépinières de Malicorne, son pays natal, le Brésil s'est doté d'une véritable production qui avoisine les 700 000 tonnes de pommes par an.

« Père de la pomme », un surnom auquel tient beaucoup ce fils de petits paysans bourbonnais qui, tout enfant, collectionnait les plantes glanées dans les jardins du village avant d'arrondir ses fins de mois en cultivant les légumes

thèmes pour ses collègues de l'usine de Commeny. Un instituteur et un curé amoureux des roses le guidèrent pour entretenir sa passion. A vingt-neuf ans, tel d'Artagnan partant à la conquête de Paris, muni d'une lettre de recommandation d'un sénateur et du chapelier de sa mère, il monte vers la capitale et entre chez Truffaut, l'un des plus grands noms de l'époque. Six ans de classes avant d'ouvrir sa première entreprise, un coin de trottoir et quelques végétaux vendus, un peu à la sauvette, qual de la Mégisserie.

Son premier coup d'éclat (et le début de la notoriété) eut lieu après la guerre avec la publication d'un livre *Les Beaux Fruits de la France*. Edité à compte d'auteur, il se vendit si bien que les bénéfices affaiblirent lui permettre d'établir un petit vergier expérimental et de commencer ses recherches. Quarante ans plus tard, il demeure le seul obtenteur privé de variétés fruitières au monde. Le goût des défis, un jugement agronomique très sûr fait de savoir et d'empirisme, une curio-

sité du monde et des techniques toujours en éveil expliquent ses réussites. Il faut entendre Georges Delbard parler du mythe des « bonnes vieilles variétés d'autrefois : « Je les ai à peu près toutes essayées, les locales, les régionales. Que des échecs ! Mes premières créations de qualité furent obtenues en introduisant du sang nouveau venu de l'étranger. » Ainsi, Delbard castive, considérée aujourd'hui à travers le monde comme la meilleure pomme d'été, possède du sang suédois et américain. Elle est née à Malicorne en 1950, mais on a attendu quinze ans pour la mettre sur le marché. « L'imagination, commente le maître, ce n'est pas suffisant ; il faut aussi la patience pour bien apprécier et améliorer les qualités. »

En un demi-siècle, il aura couru le monde entier, cet inventeur de fruits nouveaux mais aussi de roses, autre domaine où il excelle. Et construit un véritable empire dont ses trois fils assurent avec brio la pérennité et le développement international. Toujours aussi pétillant d'idées nouvelles, il suit

avec la même passion l'évolution des techniques, et son intérêt pour les cultures *in vitro*, pour lesquelles l'avenir devrait se montrer prometteur, ne date pas d'hier.

L'enthousiasme ne faiblit pas chez un homme qui fête, avec le jubilé de son entreprise, ses quatre-vingt printemps. Excellent agronome, doué d'un sens aigu du commerce, il garde, sous son élégance soignée, la rondeur joviale, l'esprit combatif comme l'habileté et le sens des choses de la terre propres aux paysans de son Bourbonnais natal.

MICHELLE LAMONTAGNE.

« **Jardinier du monde**, de Georges Delbard, retrace l'évolution de la vie rurale de sa région natale, comme les étapes de sa carrière, depuis les modestes débuts jusqu'à la récente association avec le groupe Moët-Hennessy et la reprise de la firme Armstrong aux Etats-Unis. Un livre dans lequel le professeur Jean Bernard, qui en a rédigé la préface, voit « à la fois un trésor d'informations variées et une grande leçon de sagesse et de raison ». Parution le 2 avril 1986. 672 pages, 805 photos et documents. Hachette, 270 F.

Grand Hotel Du Juan

1 Cas. - 04022 GULIANOVA LIDO - Abruzzo/Italie - Face à la mer - Mer et plage propres - Tranquille - Très confortable - Prix conviviaux - Plage privée - 3 terraces - Grande piscine - Gymnase - Equipement sportif - Parking privé - Pizzeria, cafés et animations pour les enfants - Tél. 08595/867341 - Telex 600051.

Hotel Bristol

Rien ne vaut un week-end agréable en début de semaine ! Le parc Minibel devant votre porte, une vue imprenable sur la forteresse Hohensalzburg et une soirée inoubliable dans une salle de concert... Cette offre unique est valable du 3 au 27 avril 1986.

Au choix : 3 nuitées en chambre double à FF 2 560 ou 2 nuitées à FF 1 705, petit déjeuner au champagne ou petit déjeuner américain inclus.

Hotel Bristol Marktplatz 4
A-5020 Salzburg. Tél. : 1943 / 662-73557

transport des...
France, démontrant...
ARNOCK MOURAET
(1) Bouteille...
(2) Bouteille...
L'Etat...
France...
L'Etat...
France...
L'Etat...
France...

PHILATÉLIE

Admission internationale de la...
L'Etat...
France...
L'Etat...
France...
L'Etat...
France...

DES LISTES

les nouvelles...
tout ce que...
nouveaux...
philatélique

CENT ANS

MOBILE ET

LES CARNES

FRANCE

Faites le 36.15.91.77

Tapes. Funi

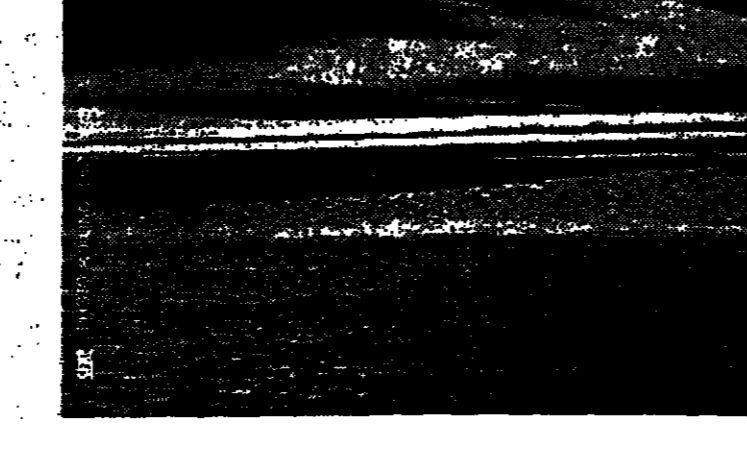
FUNITEL

Martez-vous avec votre Minitel.

La marche. Du Tibet au Sahara, du Vercors au Groenland, des Andes aux îles Marquises, découvrir avec elle des émotions nouvelles. Retrouver le temps d'écouter, de voir, d'aimer. Avec elle, explorer des terres inconnues, rencontrer des peuples de légende. La marche. Avec elle, aller au bout de sa passion, au bout du monde.

terres d'aventure

LE VOYAGE A PIED



La marche. Avec elle, jusqu'au bout du monde.

fjords d'islande

avec votre voiture

car-ferry "Norrøna" de la SMYRIL LINE

Départs du Danemark

Norvège ou Shetland

Votre agent de voyages ou agent général Voyages AGREPA 42, rue Etienne-Marcel 75002 Paris Tél. : 45.08.81.50

De 1650F à 31000F, de la simple randonnée en petits groupes aux expéditions vers l'exploit, avec Terres d'Aventure : jusqu'au bout du monde.

Nom _____

Adresse _____

désire recevoir : la brochure France 86 la brochure Terres d'Aventure 86

Terres d'Aventure - 16, rue St-Victor 75005 Paris - Tél. 43.29.94.50

9, rue des Remparts d'Alsace 69002 Lyon - Tél. 16.78.42.99.94

TELEVISION

Un mois sans télé !

Vous pourriez ? Des Français ont essayé, Antenne 2 a filmé. Quelle aventure...

TOUT le monde s'en mêle aujourd'hui. Donne son mot (per-tinent), son avis (définitif), sa théorie (la seule bonne!) : la télé, qui déverse son flot d'images dès qu'on appuie sur le bouton, la télé-boîte à rêves, qui peut fragiliser un gouvernement (rappelez-vous la campagne « anti-télé-rose ») est l'affaire de tous. De Fellini à Mouroussi, des politiques aux sociologues, du Café du commerce aux journalistes, elle aiguise les conflits, ou fait le consensus, elle est au cœur de tous les débats. Elle n'est pas entrée dans nos vies, elle fait partie de nos vies.



TV... je t'aime, un peu, beaucoup, passionnément ?

Les Français ont plus de postes de télévision que de bagnoires, c'est tout dire ! Les enfants passent plus d'heures devant le poste qu'à l'école - trente heures par semaine environ contre vingt-sept. La question n'est plus de savoir si elle est bonne, ou mauvaise, ou dangereuse. Questions morales. Mais de réfléchir de temps à autre sur ce qui se passe. Cerner la place qu'elle occupe. Percer la nature de cette relation quotidienne. On ne s'étonnera pas que la télévision elle-même se soit penchée sur le problème, surtout Pascale Breugnot, la passionnée.

fois d'aller reprendre son récepteur. Elle a craqué avant la fin de son contrat, et - tant pis ! - c'était, dit-elle, comme si toute la famille était partie.

autour de nous, et ils nous lisent leur poésie apprise en classe. Plus loin (c'est la deuxième semaine) : « J'ai vécu dix ans avec un homme dont j'avais oublié les qualités (...). »

Et si on vous privait de la télé ? Cela vous fait rire ? Mais le mieux, pour en saisir l'importance, n'est-il pas encore de s'en passer, ou d'essayer ?... disons un mois par exemple ? C'est ce qu'ont proposé Jean-Claude Raspiegas et Patrick Volson : une drôle d'expérience (une idée du magazine Télérama), une drôle d'émission, la première d'une série de trois que montrera Pascale Breugnot trois lundis de suite sur A 2. Trois approches autour du poste, signées différemment.

Il y a M^{me} Oumy, « miss Oumy », une jeune et ravissante Sénégalaise, coiffeuse de son métier, qui a vécu au contraire l'aventure avec enthousiasme. Elle a découvert la personnalité (« et l'amour ») de ses deux garçons, le babillage avec ses clientes. Elle fait la moue quand on lui rapporte ses deux postes au bout d'un mois. Il y a Jean-François Bossard, qui est allé regarder en douce les Vingt-quatre Heures du Mans au centre commercial, Marine et José Diaz, Béatrice et Dominique Rasseigneur, Hélène Tran et Pierre Gilles Flascou... Ce qu'on découvre, c'est à peu près ce à quoi on s'attend : les discussions qui reprennent (mais les engueulades aussi), davantage de sorties (mais des enfants qui s'agitent)...

Cathy Belhassen raconte en fait l'histoire d'une relation qui se transforme, elle dit son bonheur au fur et à mesure que son mari redécouvre ses enfants, elle-même... Elle dit sa peur au fur et à mesure que la date approche (celle du retour du poste). Elle se tait ensuite. L'émission se suit comme un feuilleton : ironie, rires, émotions. Ce qu'on découvre, avec cette démarche qui n'est pas scientifique, ce sont des aventures qui renvoient à soi. On devine nos réactions. On essaye de mesurer la part du besoin et celle de la dépendance (ou de notre aliénation).

Raspiegas et Volson ont demandé (pas évident) à toute la population d'un quartier de Créteil, au sud de Paris, de se prêter à l'épreuve. Sur 250 personnes qui sont venues assister à la première réunion, 35 ont accepté le pari (par défi personnel, pour voir...) ; 13 ont pris la fuite dès le lendemain, 22 ont tenu bon.

Mario-Claude Treilhou, qui a réalisé le second volet, a enquêté dans un petit village des Corbières, dans le sud-ouest de la France, où elle habite : soixante-quinze personnes, pour la plupart âgées, parlent des images et des sons qui arrivent entre le bahut et la toile cirée ; c'est à la fois prosaïque et subtil. Mario-Claude Treilhou, qui a travaillé avec le cinéaste Vecchiali, sait relativiser un média narcissique par l'accumulation des jugements décalés. Le dernier volet de ce triptyque, signé Jean-Marie Perthus et Philippe Aubert, montre la télévision de l'intérieur. Les coulisses. Engueulades et conflits, angoisse des réalisateurs. La petite cuisine. C'est amusant mais absolument dépourvu d'esprit critique.

Mario-Claude Treilhou, qui a réalisé le second volet, a enquêté dans un petit village des Corbières, dans le sud-ouest de la France, où elle habite : soixante-quinze personnes, pour la plupart âgées, parlent des images et des sons qui arrivent entre le bahut et la toile cirée ; c'est à la fois prosaïque et subtil. Mario-Claude Treilhou, qui a travaillé avec le cinéaste Vecchiali, sait relativiser un média narcissique par l'accumulation des jugements décalés. Le dernier volet de ce triptyque, signé Jean-Marie Perthus et Philippe Aubert, montre la télévision de l'intérieur. Les coulisses. Engueulades et conflits, angoisse des réalisateurs. La petite cuisine. C'est amusant mais absolument dépourvu d'esprit critique.

A peu près. Et avec des hauts et des bas. L'équipe les a suivis pas à pas. Quand on enlève le poste (les visages qui changent). On pénètre l'univers familial, intime : on reste parfois en marge, c'est selon. Il y a Jeanne Luce, pleine de chaleur et de vie, volontaire pour abandonner son poste. Elle croyait qu'elle allait faire davantage de choses, c'est le contraire qui s'est passé, elle ne voyait que son lit, seule la « honte » l'a retenue plusieurs

Cathy Belhassen, elle, a tout consigné pendant un mois. Un carnet de bord qu'elle lit toute droite, tendue, assise à la gauche de son mari. En jetant un coup d'œil de temps à autre sur lui. Des mots simples. « Dimanche 2. Mon mari se remet au tennis ; depuis le temps qu'il en parlait, mais il n'a jamais pu parce qu'il veillait avec Cardoze. Vendredi 7, « L'académie des neuf » me manque. Ce soir, avant dîner, les enfants sont assis

CATHERINE HUMBLDT. Série : Touche pas à mon poste, les lundi 4, 14 et 21 avril, A2, vers 22 h.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Sicier. ■ A VOIR ■ GRAND FILM

DIMANCHE 6 AVRIL

Rio Lobo ■ Film américain de Howard Hawks (1970), avec J. Wayne, C. Mitchum. TF 1, 20 h 35 (120 mn).

Après la guerre de Sécession, deux officiers qui ont combattu dans les camps adverses font alliance pour punir un traître. Le dernier film de Hawks célèbre l'amitié virile. Un western chaleureux.

Three Strangers ■ Film américain de Jean Negulesco (1946), avec S. Greenstreet, G. Fitzgerald (v.o. sous-titré). N1. FR 3, 22 h 35 (90 mn).

A Londres, trois personnes qui ne se connaissent pas espèrent gagner au tirage du Grand National. Sur un scénario de John Huston, un surprenant film noir - inédit - rappelant, par son atmosphère de crime et de fatalité, le Faucon maltais. L'apport de Negulesco est important.

LUNDI 7 AVRIL

Entre 11 heures et minuit ■ Film français de Henri Decoin (1948), avec L. Jouvet, M. Robinson (N.). TF 1, 20 h 35 (95 mn).

Un inspecteur de police, sosie d'un traître qui vient d'être abattu, prend le place de celui-ci pour mener son enquête. Etude psychologique complexe et numéro de Jouvast.

Et la tendresse ? ... Bordel ! ■ Film français de P. Schulmann (1978), avec J.-L. Bidaou, E. Dress. FR 3, 18 h 05 (95 mn).

Histoires croisées de trois couples. Un romantique, un tendre et le troisième dominé par un phalocrate. Une comédie semblant défendre les élans du cœur contre les abus (ou hypocrisies) de la permiscivité sexuelle. Sombre dans la grisaille.

La Horse ■ Film français de Pierre Granier-Deferra (1970), avec J. Gabin. FR 3, 20 h 35 (80 mn).

Un riche fermier, régnant sur ses terres et sa famille, va rendre sa justice lui-même contre des truands qui ont mêlé son petit-fils à un trafic de drogue. Une étude de mœurs très solide, soigneusement mise en scène. Le mythe et la réalité de Gabin confondu dans une puissante interprétation.

MARDI 8 AVRIL

La Boum 2 ■ Film français de Claude Pinoteau (1982), avec S. Marceau, B. Fosse, P. Brasseur. A 2, 20 h 35 (95 mn).

Vict, seize ans, entre en seconde au lycée Henri-IV et tombe amoureux d'un étudiant du lycée Montaigne, rencontré à un concert rock. Même schéma que la Boum 1. Comédie plaisante.

Jeremiah Johnson ■ Film américain de Sydney Pollack (1972), avec R. Redford, W. Geer. FR 3, 20 h 35 (105 mn).

Au milieu du XIX^e siècle, un trappeur, dépris de liberté et de sagesse, se transforme en tueur d'indiens après la mort de sa femme et de l'enfant qu'il avait adopté. Un chant profond à la vie en pleine nature, souci de vérité psychologique et ethnologique du réalisateur, jeu de Redford.

MERCREDI 9 AVRIL

Solidarnosc ■ Film français de Serge Poljinsky (1981). FR 3, 23 h 10 (85 mn).

Reportage sur l'action du syndicat libre polonais créé au moment des grèves de Gdansk, parole donnée à ses militants. Ce

document socio-politique n'appelle pas l'enthousiasme.

JEUDI 10 AVRIL

Le Roi des cons ■ Film français de Claude Confortas (1980), avec F. Perrin, B. Lafont. A 2, 20 h 35 (95 mn).

Un jeune homme drague toutes les femmes qu'il rencontre et devient un symbole sexuel après avoir répondu au questionnaire d'un institut de sondage. Le monde du dessinateur Wolinski adapté d'une façon mornie.

Mado ■ Film français de Claude Sautet (1976), avec M. Piccoli, O. Piccolo, J. Dutronc, R. Schneider, J. Guimard. FR 3, 20 h 35 (120 mn).

Un promoteur immobilier quinquagénaire a pour maîtresse une jeune chômeuse, libre et lucide. Le désenchantement, le névrose d'une génération tenant les rênes d'une société bloquée, soumise à la loi de l'argent, plongée dans la crise économique. Un style réaliste remarquable.


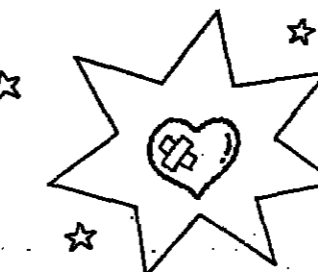

VENDREDI 11 AVRIL

Viva Villa ■ Film américain de Howard Hawks et Jack Conway (1934), avec W. Beery (v.o. sous-titré). N.). A 2, 22 h 55 (110 mn).

Au Mexique, un hors-la-loi qui défend les peones opprimés se met au service de la révolution. Un journaliste américain qu'il a fait prisonnier devient son historien personnel. Un scénario de Ben Hecht l'auteur de Scarface mêle les événements des années 1910-1925 à la fiction dramatique. Howard Hawks prit une bonne part à la création de ce film terminé et signé par Jack Conway. Composition célèbre de Wallace Beery.

Table with TV schedules for Samedi 5 avril, organized by channel (FRANCE 1, ANTENNE 2, FRANCE RÉGIONS 3, 5, PÉRIPHÉRIE) and time slots. Includes program titles like 'Droit de réponse', 'Espace 3', and 'Le Roi des cons'.

Vertical sidebar containing various small advertisements and notices, including 'ÉTUDE V. A. BRON (1971)', 'BIANCO', and 'CLAUDE TREILHOU'.

	Dimanche 6 avril	Lundi 7 avril	Mardi 8 avril
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>7.40 RFE; 8.00 Bonjour la France; 9.00 Émission islamique; 8.15 A Bible ouverte; 9.30 Orthodoxie; 10.00 Présence protestante; 10.30 Le jour du Seigneur; 11.00 Messe célébrée à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne); 12.00 Téléfoot; 13.00 Journal; 13.25 Série: Staraki et Hutch (redif.); 14.20 Les habits du dimanche; 15.05 Sports dimanche (cyclisme: Tour des Flandres; patinage artistique à Morzine, tiercé à Longchamp); 16.45 Scoop à la une, avec Gilbert Bécaud; 17.30 Les animaux du monde; le retour des hirondelles; 18.05 Série: Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 Sept sur sept. Magazine de la semaine de J. Lanzi et Anne Stoclar, présenté cette semaine par Anne Stoclar. Invité: Bernard Kouchner, président d'honneur de Médecins du monde.</p> <p>20.35 Cinéma: Rio Lobo  film de Howard Hawks 22.25 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end. 23.25 Journal. 23.40 C'est à lire.</p>	<p>10.00 Antiope 1; 10.30 RFE; 10.45 Croque-vacances: variétés, brochage, info-magazine, dessin animé; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal; 13.50 Série: Dallas (redif.); 14.35 Téléfilm: Vacances en vol (redif.). Les vacances mouvementées de touristes américains en Europe; 16.25 Croque-vacances: variétés, feuilleton, documentaire; 17.25 Série: le Mutant; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes; 18.40 La vie des Botes (et à 19.10); 18.45 Feuilleton: Santa Barbara; 19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: Entre onze heures et minuit. Film de Henri Decoin.</p> <p>22.10 Etoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando. Au sommaire: portrait de Peter Greenaway, cinéaste britannique; portrait de Jane Mansfield, la star américaine morte tragiquement.</p> <p>23.10 Journal. 23.25 C'est à lire. 23.40 RFE. Quand l'entreprise fait du cinéma.</p>	<p>10.15 Antiope 1; 10.45 Croque-vacances: dessin animé, brochage, variétés...; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal; 13.50 Série: Dallas (redif.); 14.35 Transcontinental, magazine des voyages; la Côte; 18.05 Les rendez-vous des champions; 18.25 Croque-vacances: dessin animé, feuilleton, variétés...; 17.25 Série: le Mutant; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes; 18.40 La vie des Botes (et à 19.10); 18.45 Feuilleton: Santa Barbara; 19.40 Expression directe: le groupe socialiste; FO.</p> <p>20.00 Journal; 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.30 Les grands écrans de TF 1: Gaston Lapouge. Téléfilm de S. Joubert et F. Appréderis (Redif.), avec J. Villere, E. Mitchell, E. Dress... Les aventures d'un petit truand sans envergure, savoureusement interprété par Jacques Villere.</p> <p>22.05 De la sainteté. De J.-M. Berzosa. Eptre II: La renommée de la sainteté. Après avoir décrit minutieusement le nombre, le sexe, l'origine sociale des saints, José-Marie Berzosa, cinéaste athée dont l'ironie fait parfois surface, regarde ici un cas concret. L'ordre des Capucins présente à Rome le dossier du Frère Leopoldo d'Alpandair, décédé il y a trente ans à Grenade. Évoquant de sa vie é exemplaire. De quelques exemples de mortification comme voie vers le salut. De la dévotion populaire, etc.</p> <p>23.00 Journal. 23.15 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>9.00 Informations et météo; 9.10 Gym tonic; 9.45 Les chevaux du tiercé; 10.00 Récit A2 (Clémentine, Malfalda, Zorro, Les mondes engloutis); 11.30 Dimanche Martin: Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal; 13.20 Tout le monde le sait; 14.30 Série: Les deux font la paire; 15.20 L'école des fans; 16.15 Kiosque à musique; 17.00 La crime d'Ovide Plouffe de R. Lamella, avec G. Arcand, A. Lantier... Une nouvelle série, la chronique d'une famille du Québec dans les années 50; 18.40 Stade 2; 19.30 Feuilleton: Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret: Mon ami Maigret. D'après G. Simenon, réal. F. Villers, avec J. Richard, J. Luciani, G. Depardieu... (Redif.) Un homme a été tué de trois balles de revolver, tirées à bout portant, sur la petite île de Forquerolles. On ne lui connaît aucun ennemi.</p> <p>22.05 Musiques au cœur: Salomé, le plaisir et le péché. magazine d'Éve Ruggieri. Le plaisir s'appelle Edda Moser, un des plus beaux timbres de soprano, la superbe voix d'Anna, dans le Don Giovanni de Losy. Le péché, c'est Salomé, la petite princesse juive qui dansa devant son oncle Hérode Antipas la danse des sept volles et demanda, pour enlever le dernier, la tête de saint Jean-Baptiste. Le personnage est devenu mythe. Il a fasciné les écrivains; les peintres, les compositeurs (Jorge Lavelli a demandé à Edda Moser d'être Salomé à l'Opéra de Paris). Évoquons ici du personnage à travers ses différentes réincarnations.</p> <p>23.05 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 9.30 Antiope; 10.20 Reprise: Apostrophes (La star et les débutants); 11.20 Histoires courtes: Strangulation blues; 11.35 Itinéraires, de S. Richard; l'Inde, le miracle de la mousson; 12.00 Jeu: Journal et météo; 12.10 L'Académie des neurs.</p> <p>12.45 Journal; 13.30 Feuilleton: Catherine; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir avec J.-C. Brialy); 15.00 Série: Les Brigades du Tigre; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi; 17.00 Récit A2 (Téléchat, Lulu et Liréli, Cobra); 18.05 Série: Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC); 19.15 Émissions régionales; 19.40 Le Petit Boulevard illustré.</p> <p>20.00 Journal; 20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Les cinq dernières minutes: Rouge marine. Série de C. Louvain. Avec J. Debary, M. Eyraud... (Redif.) des crimes sont commis dans une « marina » de la Côte d'Azur. Le commissaire Cabrol mène une enquête difficile...</p> <p>22.00 Série documentaire: Touche pas à mon poste. Premier volet: Privés de tête, de J.-C. Raspignies et P. Volon. (Lire notre article).</p> <p>23.00 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2; 10.05 Nos ancêtres les Français (l'école); 10.30 Histoires courtes (le Mésos); 11.35 Les carnets de l'aventure (ski volcanique, redif.); 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'Académie des neurs.</p> <p>12.45 Journal; 13.30 Feuilleton: Catherine; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir la vie quotidienne); 15.00 Série: Les Brigades du Tigre; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi; 17.30 Récit A2 (Téléchat; Image imagine; C'est chouette; Superdoc; Lulu et Liréli, Bibi fac); 18.05 Série: Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.15 Émissions régionales; 19.40 Le Petit Boulevard illustré.</p> <p>20.00 Journal et Loto sportif.</p> <p>20.35 Mardi cinéma: la Boum 2.  Film de Claude Pinoteau. 22.15 Mardi cinéma. Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, P. Tchermia a invité Sabine Azéma, Stéphane Audran, Jean-Hugues Anglade et Maurice Rich.</p> <p>23.30 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants; 10.00 Musique: spécial variétés.</p> <p>12.00 D'un soleil à l'autre, magazine du monde rural; 13.00 Émissions régionales; 14.30 Moto: Super trike à Saint-Malo; 16.20 Émissions pour les jeunes: Les Entrecatchs, Lucky Luke; Jeu: Génies en herbe; 17.30 Décibels, avec The Alarm, Wild Swan, Marc Minelli, Vitozi, Bookmakers, Batmen; 18.00 Culture clap, le magazine de la culture qui bouge, signé Poppus, avec le philosophe Jean-Paul Aron; 18.30 RFO hebdo; 19.00 Signes particuliers, jeu d'énigmes autour d'une vedette du spectacle; 20.05 Le Muppet Show.</p> <p>20.35 Portrait: Madeleine Castaing. « C'est la personne, dit Françoise Sagan, qui a révolutionné la décoration actuelle. Elle en est devenue l'impératrice et, depuis quarante ans, l'a imposée à tout le monde, à l'Europe, à l'Amérique, au Japon. » Autoportrait d'une femme « égoïste » - qui a aujourd'hui quatre-vingt-dix ans, - qui a connu Soutine, Picasso, Satie, Cocteau, Derain, etc.</p> <p>21.30 Festival du film policier de Cognac.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.35 Cinéma de minuit: Three Strangers. Film de Jean Negulesco (cycle: films noirs). 0.15 Prélude à la nuit. « Le Grishy » de Jean Wiener, par C. Garden, harmonica.</p>	<p>16.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 16 h 05, où l'on verra sur tout le réseau le film de Patrick Schulmann: Et la tendresse, bordel; à 17 h 40, Actualités de jadis; à 17 h 45, Loups, bars et C°, ou la cuisine des marins; à 18 h 55, Croq'soleil; à 19 h 20, feuilleton: L'homme au képi noir.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les entrecatchs; 20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma: la Horste. Film de Pierre Granier-Deferre (cycle: le cinéma français et ses stars).</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.20 Magazine: Boîte aux lettres. De J. Garcia. Spécial Serge July, directeur du quotidien Libération, chroniqueur à Europe 1. Cet « ancien » de la Gauche prolétarienne a fait du chemin depuis. Pour mieux cerner sa personnalité, Jérôme Garcin lui propose de commenter des documents d'archives, des témoignages de ses contemporains, etc.</p> <p>23.15 Prélude à la nuit. « Sonatine en sol majeur, op. 100 », de Dvorak, par R. Shiloch, violon.</p> <p>23.40 Espace 3: Des cadres et des entreprises (Redif.).</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau: La mer buissonnière; à 17 h 15, Dynastie; à 18 h 55, Croq'soleil; à 19 h 35, Feuilleton: L'homme au képi noir.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les entrecatchs; 20.05 Les jeux; 20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma: Jeremiah Johnson.  Film de Sidney Pollack. 22.25 Journal. 22.55 Émissions régionales. A chaque région son programme. La région Alsace diffuse: focales et regards; Provence-Côte d'Azur: les Florales; Bretagne-Pays de Loire: profession chanteur; Bourgogne-Franche-Comté: Grand Est: Bas les masques et boîte à films. Aquitaine: carte de visite et variétés; Lorraine-Champagne-Ardenne: Grand Est: Nord-Pyrénées: vie de femme et Dans les jardins d'Esther; Nord-Picardie: Process et public, etc.</p> <p>23.15 Prélude à la nuit. « Intrada » de Des Plaines; « Prière », de Bloch, par A. Navarra, violoncelle et E. Kilcher, piano.</p>
LA 5	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille. (7.30 Cinq sur cinq; 8.30 Cherchez la femme; 10.30 Record: le grand show du sport; 11.30 Cinq sur cinq; 12.30 Cherchez la femme; 14.30 Record: le grand show du sport; 15.30 Cinq sur cinq; 16.30 Cherchez la femme; 18.30 Record: le grand show du sport).</p> <p>19.30 Les Schtroumpfs, dessin animé; 20.30 Les dimanches du cinéma: Une langouste au petit déjeuner, film français de G. Capitani, avec Cl. Brasseur, Cl. Auger. Un homme faible et maladroit, une ravissante hôtesse de l'air, un amoureux de jupons et deux épouses autoritaires. Vaudeville.</p> <p>22.30 La 5 en concert: l'Orchestre Philharmonique du théâtre de la Scala interprète la « Symphonie en ré mineur », de C. Franck, dir.: C.M. Giulini.</p> <p>23.30 C'est arrivé à Naples, film (1960) de Melville Shavelson. Avec Clark Gable, Sophia Loren, Vittorio de Sica; 1.00 Redif. de: Une langouste au petit déjeuner; 2.30 L'homme de l'Atlantide, série américaine de science-fiction.</p>	<p>7 h 30 à 19 h 30, redif. des émissions de la veille; (7 h 30 Série: l'Homme de l'Atlantide; à 8 h 30, Une langouste au petit déjeuner; à 10 h, C'est arrivé à Naples; à 11 h 30, l'Homme de l'Atlantide; à 12 h 30, Une langouste au petit déjeuner; à 14 h, C'est arrivé à Naples; à 15 h 30, l'Homme de l'Atlantide; à 16 h 30, Une langouste au petit déjeuner; à 18 h, C'est arrivé à Naples).</p> <p>19.30 Jeu: C'est beau la vie; 20.30, Lundi superstars: Driver, film américain (1978), de Walter Hill. Avec R. O'Neal, I. Adjan. Un policier traque un chauffeur de gangsters dans le Chicago nocturne.</p> <p>22.30 La Cinquième Dimension, série américaine de science-fiction. 23.30 Redif. de Driver; à 1 h 30, de la Cinquième Dimension; à 2 h 30, de C'est beau la vie.</p>	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30, C'est beau la vie; à 8.30 Driver; à 10.30 la Cinquième Dimension; à 11.30 C'est beau la vie; à 12.30 Driver; à 14 h 30, la Cinquième Dimension; à 15.30, C'est beau la vie; à 16.30, Driver; à 18.30, la Cinquième Dimension).</p> <p>19.30 Jeu: C'est beau la vie; 20.30, Fantastique mardi: l'He du docteur Moreau, film USA (1977), de Don Taylor, avec B. Lancaster. Un savant fou est arrivé à créer des êtres mi-humains mi-animaux.</p> <p>22.30 Jonathan: magazine de l'aventure. 23.30 Redif. de l'He du docteur Moreau; à 1.30, redif. de Jonathan; à 2.30, redif. de C'est beau la vie.</p>
PÉRIPHÉRIE	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Stella, film de L. Heymann; 22 h, Grand écran (l'actualité du cinéma). TMC, 20 h, Série: « V »; 21 h, la Vieille Garde, film de J. Verbeurgh; 22 h 20, Forum. KTB, 20 h 5, Swing; 21 h 15, Téléfilm: Anna Karénine. TSR, 20 h, Coup de foudre dans l'Orléans-Express (2^e partie); 20 h 5, Dis-moi ce que tu lis... Charles Henri Favrod; 21 h 45, Le défi mondial. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Dynastie; 21 h, Tuez Charley Varrick, film de D. Siegel. TMC, 20 h, Série: Dynastie; 21 h, l'École des héros, film de P. Wiener; 22 h 40, Sky Trax. KTB, 20 h 5, Écran-témoignage: Cher papa, film de D. Risi, suivi d'un débat: Les nouveaux conducteurs - le miracle italien. KTB - TÉLÉ 2, 20 h 5, Le temps retrouvé: rire et tendresse; 20 h 35, Théâtre wallon: Dins l'périn. TSR, 20 h 15, Spécial cinéma; 23 h 15, L'antenne est à vous. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL, 20 h, Cinéma: la Belle Américaine, film de R. D'Éry; 22 h 5, Machine à la cour du chat, film de D. Paolella. TMC, 20 h, Les deux font la paire; 21 h, Culpabilisation; 22 h 40, Sky Trax. KTB, 20 h 5, Billet de faveur: Marius, de Pagnot. KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Rox Box; 21 h, Ciné-club: Sourires d'une nuit d'été, film de I. Bergman. TSR, 20 h 10, Hill Street Blues; 21 h 5, Et Part, Haller?; 22 h 5, Regards: l'église catholique; 22 h 50, Rock en direct: The Bank.

Mercredi
4 avril

Jeudi
5 avril

Vendredi
6 avril

Samedi
7 avril

Dimanche
8 avril

Lundi
9 avril

Mardi
10 avril

Mercredi
11 avril

Jeudi
12 avril

Vendredi
13 avril

Mardi 8 avril

Mardi 8 avril
10.45 Croque-monsieur
11.45 La Une chez vous
13.00 Série: Dallas (redif.)
13.30 Journal
13.50 Série: Les petits croutons de Louis
14.00 Journal
14.30 Série: Les nouvelles aventures de Vidéocop (redif.)
15.00 Journal
15.30 Série: La vie des Botes
16.00 Journal
16.30 Série: La vie des Botes
17.00 Journal
17.30 Série: La vie des Botes
18.00 Journal
18.30 Série: La vie des Botes
19.00 Journal
19.30 Série: La vie des Botes

Mercredi 9 avril

10.15 Antipode 1: 40-45 Salut les petits loups; Sport Billy; Tout
12.00 Journal
13.00 Journal
13.30 Journal
14.00 Journal
14.30 Journal
15.00 Journal
15.30 Journal
16.00 Journal
16.30 Journal
17.00 Journal
17.30 Journal
18.00 Journal
18.30 Journal
19.00 Journal
19.30 Journal

8.45 Télématin: 9.00 Récit A2 (Held; Laurin et Lirch;
12.45 Journal
13.30 Journal
14.00 Journal
14.30 Journal
15.00 Journal
15.30 Journal
16.00 Journal
16.30 Journal
17.00 Journal
17.30 Journal
18.00 Journal
18.30 Journal
19.00 Journal
19.30 Journal

14.55 En direct de l'Assemblée nationale.
17.00 Télévision régionale.
19.55 Dessin animé: les Entrecroquets.
20.05 Les Jeux.
20.35 Au nom de l'amour (et à 22.50), émission de P. Bellemare.
21.40 Thalassa.
22.25 Journal.
23.10 Cinéma: Solidarnosc.
0.35 Prélude à la nuit.

7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30 C'est beau
19.30 C'est beau la vie; 20.30 Feuilletton: Flemingo Road;
21.30 Série policière: Inspecteur Derrick; 22.30 Big
23.30 Redif. de Flemingo Road; 0.30 Inspecteur Derrick;
1.30 Big Band; 2.30 C'est beau la vie.

Jeudi 10 avril

11.15 Antipode 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez...
13.00 Journal
13.30 Journal
14.00 Journal
14.30 Journal
15.00 Journal
15.30 Journal
16.00 Journal
16.30 Journal
17.00 Journal
17.30 Journal
18.00 Journal
18.30 Journal
19.00 Journal
19.30 Journal

8.45 Télématin: 9.00 Antipode; 10.00 Les rendez-vous
12.45 Journal
13.30 Journal
14.00 Journal
14.30 Journal
15.00 Journal
15.30 Journal
16.00 Journal
16.30 Journal
17.00 Journal
17.30 Journal
18.00 Journal
18.30 Journal
19.00 Journal
19.30 Journal

17.00 Télévision régionale.
19.55 Dessin animé: les Entrecroquets.
20.05 Les Jeux.
20.35 Cinéma: Mado.
22.40 Journal.
23.05 François Mauriac: Bloc-notes 1968-1969
23.15 Série: Voyage de Camargue en Cornouaille.
23.45 Prélude à la nuit.

7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30 C'est beau
19.30 C'est beau la vie; 20.30 Feuilletton: Flemingo Road;
21.30 Série policière: Inspecteur Derrick; 22.30 Big
23.30 Redif. de Flemingo Road; 0.30 Inspecteur Derrick;
1.30 Big Band; 2.30 C'est beau la vie.

Vendredi 11 avril

10.55 Le chemin des écoliers, émission du CNDP; 11.45 La Une
13.00 Journal
13.30 Journal
14.00 Journal
14.30 Journal
15.00 Journal
15.30 Journal
16.00 Journal
16.30 Journal
17.00 Journal
17.30 Journal
18.00 Journal
18.30 Journal
19.00 Journal
19.30 Journal

8.45 Télématin: 9.00 Antipode; 10.00 Les rendez-vous
12.45 Journal
13.30 Journal
14.00 Journal
14.30 Journal
15.00 Journal
15.30 Journal
16.00 Journal
16.30 Journal
17.00 Journal
17.30 Journal
18.00 Journal
18.30 Journal
19.00 Journal
19.30 Journal

17.00 Télévision régionale.
19.55 Dessin animé: les Entrecroquets.
20.05 Les Jeux.
20.35 Série: Madame et ses flics.
21.35 Vendredi: Schéma de ménage en Californie.
22.40 Journal.
23.00 Espace francophone.
23.50 Prélude à la nuit.

7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30 C'est beau
19.30 C'est beau la vie; 20.30 Feuilletton: Flemingo Road;
21.30 Série policière: Inspecteur Derrick; 22.30 Big
23.30 Redif. de Flemingo Road; 0.30, de Arabesque; à 1.30, de
Grand prix; à 2.30, de C'est beau la vie.

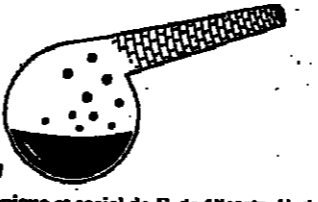
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1

ANTIPRÉ 2

FRANCE RÉGIONS 3

LA 5

PÉRIPHÉRIE



Magazine économique et social de F. de Closets, H. de La Taille et
A. Weiller
Au sommaire: L'homme du mois, Michel Baroin; comment
dites-vous, patron? Chercheurs, le nez dehors (des scienti-
fiques créent des entreprises); Faut-il avoir peur de l'Espa-
gne? Mortu illégitime.



Une enquête sur le GAL (ce Groupe antiterroriste de libération
qui exécute des réfugiés espagnols ou des Basques fran-
çais); Le camp des Mille (c'est ici que 2 000 juifs ou intel-
lectuels qui avaient fui l'Allemagne nazie ont été livrés pour
être envoyés à Auschwitz); Vos papiers s'il vous plaît (un
Britannique de soixante-dix ans a découvert le moyen de
meubler gratuitement les écoles en Afrique, avec des chaises
en carton); Êtes-vous homo ou hétéro?



Émission présentée par B. Tapie.
La première émission a beaucoup fait parler d'elle: huit
mille dossiers déposés avant qu'elle ne commence!
Tapie, le Zorro des entreprises, a obtenu 29 % d'écoute
avec son jeu. Principe: un candidat présente un projet
d'entreprise. Il est confronté à des banquiers, des publi-
citaires, des juristes, des financiers. En direct du Palais
des Sports de Toulouse. Participent à l'émission: Serge
Jully, rédacteur en chef de Libération; Pierre Barrot,
PDG d'Europe 1, Michel Sardou...

20.00 Journal et Loto sportif.
20.35 Feuilletton: Espionne et taise-toi.
De L. Lignères et C. Watton, réal. C. Boissol. Avec G. de Cap-
tani, C. Demer, S. Grimaldi.
Désireux de déstabiliser les services secrets d'Afrique du
Sud, Homicid fait courir le bruit qu'il a été linéolé. Une
série drôle, légère comme du champagne, aussitôt oubliée.

21.35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème: les livres du mois, sont invités: Alphonse
Boudard (la Fermeture: 13 avril 1946, la fin des maisons
closes), Alberto Moravia (L'homme qui regarde), David
Girard (Cher David), Gilles Perrault (pour: « Tête de
Turc », de Gunter Wallraff).

22.55 Ciné-club: Viva Villa.
Film de Jack Conway et Howard Hawks (cycle: hommage à la
MGM).

● RTL, 20 h, Les routes du paradis; 21 h, Les Aventuriers du « Lucky
Lady », film de S. Douen.
● TMC, 20 h, Série: Falcon Crest; 21 h, California Kid, film de
R. Heffron; 22 h 25, Sky Trax.
● KTB, 20 h, Magazine économique: Bizzness, bizzness (la fiscalité); 21 h,
Série: Mission casse-cou; 21 h 45, Coup de film.
● KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.
● TSR, 20 h 10, La Star et le Milliardaire, film de D. Lowell Rich;
21 h 5: Réolait Yvette Thérèse.

● RTL, 20 h, Série: Dallas; 21 h, Le Sauvage, film de J.-P. Rappennan.
● TMC, 20 h, Chénégnes; 20 h 25, Feuilletton: Mélos la Menace; 21 h,
L'inspecteur ne renonce jamais, film de J. Fargo.
● KTB, 20 h, Autant savoir: tout sucre, tout miel; 20 h 25, Au nom de
tous les miens, film de R. Baric; 22 h 35, Cinémusic.
● KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Série: Japon: le rêve et l'histoire; 20 h 55, Amélie
du ballet: Tango.
● TSR, 20 h 10, Temps présent: Sois célèbre, mon enfant; 21 h 20, Série:
Dynastie; 22 h 25, Terence Davies Trilogy, film de T. Davies.

● RTL, 20 h, Série: Falcon Crest; 21 h, L'Ami Maupassant; 22 h 5,
L'Homme à l'œil de verre, film de A. Volter.
● TMC, 20 h, Série: le Renard; 21 h, L'aigle et le vautour (3 partie);
22 h 50, Sky Trax.
● KTB, 20 h, Feuilletton: Jane Eyre; 21 h, Grand écran: Buffet froid,
film de B. Blier.
● KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Les établissements scientifiques nationaux:
Finistère de la place: la Cité radienne.
● TSR, 20 h 15, Tell quel; 20 h 45, Chaîne du bonheur (et à 22 h 55,
23 h 45 et 0 h 15); 20 h 50, Les 40° Rugissants, film de C. de Chalonge;
23 h, Jean Curty (fondeur de cloches); 23 h 50, Hucy Lewis and the
News.



Cent ans pour une réhabilitation

Plus d'un siècle. C'est le temps qu'il a fallu aux Etats-Unis pour reconnaître et réparer une monstrueuse erreur judiciaire...

Jugé par un tribunal militaire, contrairement aux lois en vigueur, et condamné, sur de faux témoignages, aux travaux forcés à perpétuité...

Tout commence à l'aube du 15 avril 1895 - les Etats-Unis sortent à peine de la guerre de Sécession - lorsque le docteur Samuel Mudd (Dennis Weaver) interprète le rôle avec sensibilité et sobriété...

Sélection

DOCUMENTAIRE, FICTION Sur les chemins de l'aventure : Pierre-Dominique Gaisseau. Troisième partie d'une série rassemblant l'ensemble des documents...

Les films

THE DEVIL IN MISS JONES N° 2. - Film américain de Henri Pachard (1984). Le 5 à 0 h, le 7/8 à 0 h 55, le 11/12 à 5 h 20.

TV 6 Voici la grille pour la semaine. Samedi 5 avril : 14 h, 6 Tonic ; 11 h, Système 6 ; 19 h, NRJ 6 ; 21 h, 6 Tonic ; 23 h, NRJ 6.

France-Culture

- SAMEDI 5 AVRIL 1.00 Les nuits de France-Culture. 7.00 Fréquence bioacoustique. 8.05 Littérature pour tous, avec Jeanette Colombat.

France-Musique

- SAMEDI 5 AVRIL 2.00 Les nuits de France-Musique : comment l'entendez-vous ? 7.02 Avis de recherche : Palestrina, Pärt, Milhaud, Delamoy.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Bars à confesse

Un doigt de conversations discrètes, deux doigts d'humour.

Le mot bar a fait son apparition vers 1860, dit le Petit Robert. Il nous venait de Londres. Mais il a été déformé, et le Larousse ose écrire : « Bar — tout lieu où l'on consomme des boissons alcoolisées... » ! Erreur ! Le bar n'est ni un bistrot, ni un café, ni un moustiquet, ni un bouchon, ni une brasserie, ni un zinc, ni un estaminet, ni une buvette... Il a gardé de son origine « british » une élégance un peu secrète, une personnalité un peu mystérieuse. Il est l'asile des bourgeois nobles, des conversations discrètes... Et c'est peut-être pour cela que les bars, à Paris, ont tendance à disparaître. Sauf dans les grands hôtels.

Il en reste encore, heureusement, depuis le fameux « Harry's Bar » de Sanx roo Doervo », comme

« ils » disent, et pour nous 5, rue Daunou, qui vient de créer, pour le centième anniversaire de la Statue de la Liberté et son sixième anniversaire, le « Liberty Cocktail », jusqu'au discret « Forum » (4, bd Malesherbes) en passant par le bar du « Fouquet's », rendez-vous international. Les bars des grands hôtels restent dans la tradition, appréciés des « mouches de bar » et des jeux de « high ball » de l'humour. Humour anglais, bien sûr, mais n'oublions pas aussi que les mots de Feydeau, de Forain, de Willy, d'Alphonse Allais, sont nés dans des bars ! Et les explosions d'Hemingway au bar du Ritz, qui, depuis, a pris son nom !

Ces barmen sont nos derniers confesseurs. Ils savent tout de

l'homme qui se cache derrière le buveur du bar, qu'il soit bavard impéituent, renfermé et secret, féroce ou benêt, combinard ou bon enfant, fort ou fragile.

Du moins le bon barman, dont la devise est efficacité et discrétion, sachant à la façon des trois boishommes chinois ne rien voir, ne rien dire et ne rien entendre... Sauf à bon escient ! A ce jeu-là on acquiert vite ce sens merveilleux de l'humour. C'est pourquoi sans doute le whisky Langs organise, chaque année, un concours du meilleur barman humoriste.

Il viennent de toute la France pour affronter un jury où se retrouvent Michel Bigot, président international des barmen (Hôtel Ritz), et Pierre-Jean Vaillard, Jacques Bodoïn, Jean-Marie

Prossier, Jacques Meyran et quelques autres humoristes. J'ai bien regretté qu'Alex, le barman du « Métropole » de Beauville (qui vient de créer un cocktail, le « Mondial » ; 1/3 fruit de la passion, 1/3 cointreau, 1/3 téquila, un trait campari, un trait jus de citron, servi en verre givré, sucre-menthe) n'ait pas été là pour raconter cette merveilleuse histoire de bar : deux buveurs, fort tard, vidant le dernier verre... L'un deux : « Allons, il faut rentrer » — l'autre : « Vous êtes marié ? » — « Non ! » — « Alors pourquoi rentrez-vous si tard ? »

Humour ? Expérience de la vie ? Désenchantement ? Elle eût fait sourire Tristan Bernard, lui aussi homme de bar !

LA REYNIÈRE.

Le cœur à... l'Eze

EN attaquant, depuis la basse comiche, le chemin de Nietzsche montant vers Eze village — chemin grimpant, moins sablonneux que malaisé, ô La Fontaine ! — je me remémorais les guides. A Eze bord de mer, en dehors de l'impressionnant *Cap Estel*, réservé à ses pensionnaires, seuls Gault-Millau citent une adresse : le *Nadir*, dont il n'y aurait rien à dire si ce n'est un service inexistant pour une cuisine ne valant pas plus.

Mais Eze village, quel joli but de promenade pédestre ! Et quelle récompense, que cette montée du village !... Du moins hors saison et lorsque les baraquas et échoppes attrape-touristes sont fermées ! A travers rues et escaliers, j'ai gagné la rue Barri vers la *Chèvre d'or*. Mais, en avant-poste, j'ai découvert le *Grill du château*, une annexe habile, intelligente et pratique avec un menu-déjeuner (100 F) et une carte d'entrées honnêtes, de poissons grillés, de brochettes (un filet de bœuf aussi « cuit sur la tuile ») avec de bons simples desserts dans un cadre, je dirais, unique si, justement, un peu plus haut, le *Château de la chèvre d'or* n'offrait la même vue, sans doute la plus belle de la Côte.

La *Chèvre d'or*, sans doute est-il inutile de la présenter. Bruno Ingold en a fait le joyau de ce nid d'aigle. Je m'y suis régalé d'un filet de loup à l'unilatéral mais goûtant aussi le turbot rôti blond aux épices indiennes, de noisettes d'agneau à la crème de coriandre avant un éblouissant plateau de fromages. Philippe Cronenberg, venu du *Négresco*, est l'avisé sommelier maison. Il m'a fait découvrir un médoo *Château La Gorre* 79 (110 F), très élégant et souple à la fois.

Je suis redescendu le cœur à l'aise, récapitulant à nouveau les guides. Ni Michelin ni le Bottin gourmand ne citent ici l'ancienne Coulette devenue bien insignifiante. Le Bottin gourmand ignore le *Grill du château*, mais il donne deux étoiles (contre une au Michelin) à la *Chèvre d'or*. Lu et approuvé !

Et en rappel, sur la Côte, les *Hirondelles* (36, avenue Mermoz à Saint-Jean-Cap-Ferrat, tél. 93-01-30-25, où Claude Vasquez est venu prêter main forte à la chèbre Marie Venturino. Accueil fleuri des petites « hirondelles » et repas heureux sous la treille. Le *Bistro d'Antoine* (26, boulevard Victor-Hugo à Nice, tél. 93-88-49-75, merveilleusement décoré par Frédéric, avec les menus (du jour, minceur et gourmand) et la carte d'Antoine Villa. Savoureuse cuisine simple et savante.

Et encore, nouveautés : l'*Aubrac*, à Roquebrune-Cap-Martin (42, avenue Winston Churchill, tél. 93-35-75-56) et la pizzeria *Il Giardino* (28, rue Piatonne, Menton, tél. 93-35-90-25).

● La *Chèvre d'or*, rue Barri, à Eze village. Tél. : 93-41-12-12. Neuf chambres et appartements. A la carte, compter 450/500 F.

● Le *Grill du château*, rue Barri. Tél. : 93-41-00-17. A la carte, compter 250 F.

Miette

Maîtres cuisiniers de France. Cette grande association de vrais cuisiniers vient de tenir son assemblée générale, terminée au *Royal Monceau* par un dîner de gala. Paul Bocuse y a reçu la médaille d'honneur de l'association, ainsi que M. Soltnar, du *Lutèce* de New-York.

Aux quatre coins de France

- Vins et alcools**
- CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUR 51200 EPERNAY. Tél. 28-58-48-37 Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.
 - MERCUREY A.O.C. Vente directe propriété 12 Douvilles 1982 : 440 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél (88) 43-13-84 Louis Modrin, viticulteur, 71500 Mercurey.

Les Tables de la Semaine

L'abricot... ...et le Sloop à St-Jean-Cap-Ferrat

C'est tout petit, tout gentil, avec un patron-cuisinier venu de loin dans le Pacifique et une patronne aussi joyeuse et riante que la cuisine de son époux.

Elle va (la cuisine) du chill con carne (58 F) au tartare de saumon avocat (38 F), du canche de lotte (38 F) au coquelet grillé sauce diable (57,50 F), du crabe sauce carabe (62 F) au tournedos poivre vert (80 F) avec aussi des empanadas (31 F). Un menu à 135 francs (2 plats, fromage et dessert), des vins abordables, une ambiance à pleins bras.

● L'abricot, 7, avenue Claude-Vignon à St-Jean-Cap-Ferrat ; tél. 93-91-15-53 ; fermé lundi et mardi midi hors saison.

● Le Sloop, nouveau port de Saint-Jean-Cap-Ferrat ; tél. 93-01-21-60. Tous les jours. L. R.

Rive gauche

MONTPARNASSE

31 Barone

Restaurant Italien Cuisine de qualité

5, rue Léopold-Robert 75014 PARIS

43-20-87-14

l'Alsace à Paris!

9, place Saint-André-des-Arts, 6e 43-28-89-36 - Ouvert T.L.J.

DÉJEUNERS, DINERS, SOUPERS

Grillades - Croquettes - Poissons - Caviars

Salle pour groupes de 16, 20, 30, 60 personnes

Rive droite

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.

Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choco-croûtes de la mer, choco-croûtes péennes.

LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris. Spécialités bavaroises tout le long de la nuit. Salle de 1000 personnes. Place de la Concorde. Téléphone : 43-33-49-44

LA CHAMPAGNE
Le grand bar de la nuit. Vins de Champagne et de Bourgogne. 10, place de la Concorde. Téléphone : 43-74-41-78

CHEZ HANSI
Le grand bar de la nuit. Vins de Champagne et de Bourgogne. 10, place de la Concorde. Téléphone : 43-74-41-78

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL MODERNE ★★NN
Prix mer. Sans pension. Tél. 93-57-20-02.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER
HOTEL KER-MARIA
Tourisme familial 9, av. Gallieni. Tél. 93-01-93-35. Centre, proximité mer, excursions. FORFAIT 14 JOURS 2000 F net avec quatre excursions, animation quotidienne. Vin compris.

JUILLET-AOÛT : pension complète à 160 F net, animation, une excursion par semaine et un quart de vin compris. Doc. sur demande à l'hôtel (préciser la période choisie).

Côte Basque

64200 BIARRITZ
Résidence entre le ciel et la mer à l'EUROTEL ★★NN
60 chambres et studios avec kitchenettes, vue exceptionnelle sur la grande plage de sable fin, le port vieux et toute la côte atlantique jusqu'à l'Espagne. Grand confort, restaurant, bar, salon pour séminaires. 15, av. de la perspective, 64200 BIARRITZ. Tél. 59-34-33-33.

Montagne

JURA
JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète 1 sem. 71 compris, 990 F. 1/2 pension, 112 F. Forf. enfant annuel accepté.
Hostellerie L'HORLOGE
RN 78, 39130 PONT-DE-POITTE

74170 SAINT-GERVAIS (Mont-Blanc, Haute-Savoie)
HOTEL HOME SAVOYARD ★★NN
Rue Berchar, tél. 50-78-21-44 et 66-24-55-88. Air pur et vinifiant, repos. FORFAIT 14 JOURS PROMOTION à 1800 F net jusqu'au 1^{er} mai.
FORFAIT 14 JOURS à 2000 F net à partir du 8 mai 1988 (y compris juillet-août). Avec compris, pour toutes les périodes, quatre excursions, animation quotidienne et vin.
Doc. sur demande à l'hôtel (préciser la période choisie).

74290 TALLONNE LAC D'ANNÉCY
LES PRÉS-DU-LAC ★★NN
9 chambres de charme dans un parc au bord de l'eau, plage privée, tennis (chamb. et plat. séparés).
Tél. 50-60-76-11. Tél. 309-288.

74170 SAINT-GERVAIS (Mont-Blanc, Haute-Savoie)
HOTEL HOME SAVOYARD ★★NN
Rue Berchar, tél. 50-78-21-44 et 66-24-55-88. Air pur et vinifiant, repos. FORFAIT 14 JOURS PROMOTION à 1800 F net jusqu'au 1^{er} mai.
FORFAIT 14 JOURS à 2000 F net à partir du 8 mai 1988 (y compris juillet-août). Avec compris, pour toutes les périodes, quatre excursions, animation quotidienne et vin.
Doc. sur demande à l'hôtel (préciser la période choisie).

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES
Le petit hôtel de charme du Luberon aux portes de la Haute-Provence, et sa table gourmande.
Promenades, Pêche, Equitation, Tennis à 3 km. Séjour et week-end.
MAS DE GARIGON ★★NN
Tél. : 94-75-63-22
Accueil Christiane RECH.

ART VILLAGE

Saint-Cier (Gers) vous propose pour 98⁰⁰ net par personne pendant 10 jours (conservation 4 ans), (1) (40 F) 50 g : encore moins cher que pour les promotions 1985.

ART VILLAGE est une toute petite équipe qui veut vous faire partager sa passion pour la Gastronomie. Offrez-vous, dès le printemps, la douceur du bon gras. Offrez-vous aussi des offres-voies cette semaine... pour 98 F seulement tout compris. Et un superbe cadeau sera joint à votre colis.

Si vous répondez vite, en CADEAU : LE GUIDE GASCON 1988 qui vient de paraître. De Cahors à Pau, une sélection commentée de caves, restaurants, gîtes ruraux, fermes-auberges, etc. De nombreuses adresses vous donnent leurs portes. Un circuit gastronomique de six jours vous est proposé, ainsi que des recettes locales, repêchés par les meilleurs cuisiniers des suberges à votre portée. Une révolution dans votre manière ! Le Guide Gascou 1988, sur plus de 100 pages, c'est l'essentiel à la découverte de la gastronomie gasconne. C'est LA GASCOCHE DES CHEF-CHAMBRÉS CRÉLUX ET DES VERTIGES SPACIUS. Découvrez vite le tout ce commerce.

Bon de commande FOIE GRAS PRINTEMPS
à retourner à Art Village - 32380 Saint-Cier

Nom : _____
Adresse : _____
C.P. _____ Ville _____
C-choix : chèque CCP mandat-lettre

30430 BARIJAC
Le soleil à moins de 4 h par le TGV
HÔTELS DU PARC ET DU CENTRE ★★NN
Tél. 66-24-50-74 et 66-24-55-88.
Entièrement rénové. Trés fert AVIGNON-BARIJAC gratuit. FORFAIT PRINTEMPS-AUTOMNE 14 jours de 1900 à 2000 F net, pension complète, cinq excursions gratuites, animation quotidienne.
En JUILLET-AOÛT : pension complète de 140 à 150 F net avec une excursion par semaine, animation quotidienne, vin compris, piscine.
FORFAIT SUPER PROMOTION AUTOMNE de 13 jours à 2000 F à partir du 9 octobre 1988 avec transport en autocar PARIS-BARIJAC aller/retour.
Doc. P. BERTRAND, BP 2, 30430 BARIJAC. Préciser la période choisie.

Allemagne

FRANKFURT
Le petit hôtel de première catégorie à Frankfurt. Hôtel de 3 étages. 30 chambres. 1941/93/03-02-82. Tél. 413-424 haupt.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE. Tél. : 41150 FENICE 1. Directeur : Diana Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO
GRAND HOTEL
COMPLÈTEMENT RENOVÉ.
Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI. Téléphone : 1941/93/03-02-82. Tél. : 9-16-143.

TOURISME

11210 PORT-LA-NOUVELLE
Magnifique port sable fin du Midi. Ses maisons de briques, ses résidences S.L.O.T. - R.P. 20. Tél. 68-48-00-51.

SNIEZ QUEYRAS ! ALT. 1540 mètres
Le forêt Sniez, écoloz-vous dans nos terroirs de mézès, fondeurs, patinez dans un paysage fabuleux, randonnez, ussez vos peaux, une spurtule en QUEYRAS, l'autre en ITALIE, ou tout simplement... soleil, cuisine gourmande, villégiature de bois...
« LES ETERLOUS », ★★NN
05480 RISTOLAS - 92-45-76-07.

COTE ATLANTIQUE

BAIE D'ARCACHON
VILLAGE VACANCES grand confort CAMPING-CARAVANING
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tél. 56-82-97-48
Le petit hôtel de charme du Luberon aux portes de la Haute-Provence, et sa table gourmande.
Promenades, Pêche, Equitation, Tennis à 3 km. Séjour et week-end.
MAS DE GARIGON ★★NN
Tél. : 94-75-63-22
Accueil Christiane RECH.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALSACE - PORT DE FRANCE</p> <p>LA BONNE TABLE 45-39-74-91 43-87-28-87. Espagnoles et françaises. Pella, Zarzale, Bealca. F. lundi, mardi.</p> <p>BALEARES - BORD</p> <p>EL PICADOR, 90, bd des Batignolles, 43-87-28-87. Espagnoles et françaises. Pella, Zarzale, Bealca. F. lundi, mardi.</p> <p>CHARENTAIS - LES BLES</p> <p>RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1^{er}, 47-23-54-42. Jsq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p>	<p>DIEP 22, r. de Poitiers, 43-56-23-96 55, r. P.-Claux, 45-62-52-76 Nouvelles spécialités d'inspiration des le querelles. Gastronomie chinoise, vietnamienne.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SALMON, RENNE, CANARD SALÉ</p> <p>GOBELINS</p> <p>ENTOTO 45-87-46-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e Spécialités éthiopiennes.</p>	<p>LES HALLES</p> <p>CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 43-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim. P.M.P. 150/170 F.</p> <p>MAIRIE DU XVII^e</p> <p>LE PICHEF, 174, rue Ordener, 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. dim.</p> <p>MONTAGNE - BELLEVILLE</p> <p>LE VILLARS PALACE M. Taille propose ses spécialités : POISSONS, COQUILLAGES, huîtres d'HUITRES, 3 tables. Plantes t. l. ex. Éligance, 8, r. Descazes. Ouv. T.L.J. 43-26-39-08 et 75-50. Ouvert le dimanche.</p>	<p>MONTPARNASSE</p> <p>LA GUÉRITÉ DU SAINT-AMOUR, 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés.</p> <p>NOTRE DAME</p> <p>L'AUBERGE DES DEUX SIGNES, 46, rue Galande, 5^e. F. dimanche. 43-25-46-56, 04-46. Parking rue Lagrange. Menu 180 F (vin, café, S.C. à déjeuner).</p> <p>REPUBLIQUE - BASTILLE</p> <p>LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11^e. F. sam. midi et dim.</p>	<p>REUILLY DIDEROT</p> <p>ATHANOR POISSONS DE RIVIERE 43-44-49-15. 4, r. Crémartin, 12^e. Sur réservation, CLAVÉCIN : concerts mus. baroque. 19 h 15 et 21 h dim. et jeudi.</p> <p>SAINT AUGUSTIN</p> <p>LE BOURGOGNE, 3, rue Erard, 12^e. F. dim. 43-07-41-78. Plats du marché.</p> <p>SAINTE MARIE</p> <p>LE SARLADAIS, 2, rue de Vienna, 45-22-23-62. Cassoulet 78 F. Coqf. 78 F.</p> <p>SAINTE MARIE - DES-PIRES</p> <p>LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.</p>	<p>PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 42-22-13-35. Menu 78,30 F. Ouv. L.J.</p> <p>GUY BRESILIAN 6, rue Mabillon, 6^e Tél. : 43-54-87-61.</p> <p>ST-GERMAIN - ST-NICHEL</p> <p>ALSACE A PARIS T.L.J. 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e. SALLONS. Dégustation d'huîtres et coquillages.</p>
---	---	--	--	---	---

culture

MUSIC-HALL

LIZA MINNELLI AU PALAIS DES CONGRÈS

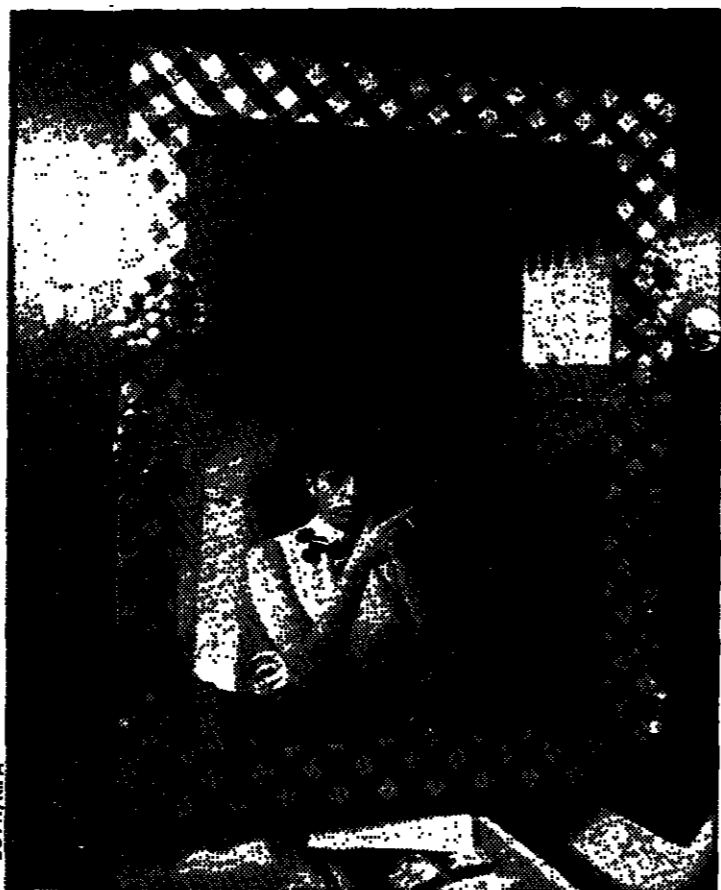
La grande intemporelle

Déjà fille de sa mère, Judy Garland, et de son père, Vincente Minnelli, Liza se voit désormais dotée par ses biographes zélés d'un troisième et encombrant parrainage, celui de Betty Ford. C'est en effet dans la clinique qui porte le nom de l'ancienne première dame des États-Unis, qu'elle a subi - toutes les gazettes l'ont dit - une cure de désintoxication consécutive à l'absorption chronique d'alcool et de tranquillisants.

Lorsqu'elle apparaît sur l'énorme scène du Palais des Congrès, la salle comble lui fait un triomphe d'emblée, gage d'affection à la star miraculée, d'admiration à la vertu retrouvée. Mais il ne faut pas plus de dix secondes à la Poubote de Brooklyn (née à Los Angeles), pour substituer à cet élan suspect un enthousiasme sincère, un bonheur partagé. Mollet cambré, elle franchit en virtuose un plan incliné bien ciel qui éclipse comme une piste d'atterrissage, esquise un déhanchement canaille, se cale bien au creux du cercle chaud de ses douces musiciens et attaque, en force : « I started all over again » (« J'ai recommencé à zéro »).

Liza Minnelli n'a pas hésité sur la palette rouge et la frange ondulante, elle ne craint rien, ni le mélo ni le trémolo, fringuée comme un abat-jour, coiffée comme un chrysanthème, elle devient immédiatement belle, proche, évidente. Hors mode, hors format, comme Piaf. Petite, et immense avec cette voix qui la dépasse, cette énergie souveraine. Et en plus, un bon vouloir, la fierté du boulot bien fait, *the show must go on*. Ne sont-elles pas désormais rarissimes, ces grandes intemporelles ?

Liza Minnelli peut s'absenter plus de dix ans (son dernier long passage à Paris remonte à 1974), elle revient, et la conversation reprend : C'est vous ? C'est moi. I love you, j'aime être là, c'est ma vie, « Mon homme ». « The man I love », c'est le public. Elle a bâti un tour sur un thème un peu liche, les amis, les femmes qu'elle est, qu'elle connaît, Angela, l'Italienne, la folle qui ne



l'est pas, la fille qui veut aller à Londres, et celle dont le mari se laisse aller, selon Aznavour, « You let yourself go »...

Elle dramatise tout. La voilà qui s'avance, la gorge nouée, au bord des larmes. On pense qu'elle va annoncer la disparition d'un être cher. Il s'agit seulement de présenter le batteur, son chef d'orchestre William Lavorgna qu'elle « connaît depuis qu'elle a onze ans ».

Trois danseurs à jabot genre faubourg de Las Vegas l'entraînent un moment, et elle danse. Après, elle est essouffée. Elle le dit : « J'ai quarante ans ». La salle rit. « Je respire mieux quand j'avais vingt ans ». La salle rit, gentille.

Liza prend alors un linge blanc, se débarbouille, se démaquille, s'ébouriffe, s'ébroue, clownesque, gelsominesque. Puis s'assoit dans un fauteuil noir. Visage nu, encore pâli par la lumière, accompagnée de son seul pianiste, le remarquable Russel Kassof, elle chante. Plus calme, plus bluesy. C'est bien lorsqu'elle cesse de crier très fort comme une petite fille qui a peur dans le noir.

Les notes grêles, suspendues, de l'introduction de « New York New York ». Délire immédiat. On enchaîne sur « Cabaret » : « Let the music play ». Il est 23 heures, juste. Contrat rempli. Emotion. Ovation. « Liza with a Z ». Elle est vivante.

DANIELLE HEYMANN.

MUSIQUE

LES RENCONTRES DE CLUNY

Au paradis des chambristes

Les Rencontres de Cluny représentent, en France, une entreprise tout à fait originale. Pendant deux week-ends successifs (le second débute le vendredi 4 avril), des pianistes, des instrumentistes à vent et à cordes, des chanteurs, investissent la vieille cité bourguignonne, près de Mâcon, et préparent dans la journée, au cours de

C'est là qu'il faut aller pour se mettre ou se remettre à la musique, pour mesurer ce qu'on perd à ne pas en jouer. Ni un festival (à ce terme galvaudé on a préféré celui de « rencontres ») ni une académie (on y travaille pourtant du matin au soir) mais un séminaire. Un séminaire aux animations de Michelangelo, aux performances médiatiques d'Horowitz, au Karajan à 1 200 F le fauteuil d'orchestre, au palais Garnier inaccessible. Un moyen de couper aux concerts de stars, pour privilégier.

Cluny est à déconseiller aux amateurs d'exhibitions minutées, dégustateurs à petites doses. Un week-end, ce sont ici trois jours pleins de musique. Artistes invités, visiteurs de passage, stagiaires des master-classes, tous oscillent du plaisir d'en faire à l'espoir d'en faire à nouveau, bientôt remplacés par la satisfaction d'en entendre.

Soyons honnête : le violoniste du dimanche, le pianoteur dilettante ne reviennent pas de cette immersion avec tout Beethoven et tout Mozart dans les doigts. Mais pour peu qu'ils sachent déchiffrer sans catastrophe ce qu'ils aient en mémoire ses morceaux favoris, ils n'ont qu'à pousser une porte vitrée sous les arcades de l'abbaye, le meilleur des partenaires les attend avec un Kawai, un Bösendorfer et des partitions en rang serré.

On a dit que François Michel était le soleil de ces rencontres (1). C'est vrai. Son salon de musique est l'endroit où il fait chaud, au propre comme au figuré. Il veille à ce que personne n'en sorte déçu ou lésé. Il est de tous les musiciens l'un des premiers levés, le dernier couché. Il lance à tout nouvel arrivant le mot d'accueil le plus gai : « Que voulez-vous jouer ? »

Lui joue tout, par grandes plages bien sonores, clairement accentuées, fortement structurées - les plus méditocres « seconds » sont bien forcés de s'y caser - et balade d'un jovial « continuez » des fausses notes inavouables. Sonates avec violon ou clarinette, lieder de Schubert ou de Strauss, trios, quatuors, symphonies transcrites par deux cla-

répétitions publiques et gratuites, les concerts de l'après-midi et du soir. Français ou étrangers, ces professionnels triés sur le volet côtoient ainsi étroitement des amateurs (qui peuvent eux aussi faire de la musique de chambre), et des semi-professionnels auxquels sont destinés des master-classes.

viens, concertos, cet « encyclopédiste, lexicographe et claviériste » (il est le maître-d'œuvre de l'encyclopédie musicale Fasquelle), traverse œuvre après œuvre par désir insatiable de la traversée, sans souci de perfectionnement personnel - petit bénéfice ! - ni de progrès. Il aime jouer : pas pour gagner. Un jeune soliste profite-t-il de sa disponibilité pour peaufiner à quelques jours d'un concert le *Concerto en fa* de Chopin où le second piano joue les utilités ? Va pour Chopin. Le rôle d'accompagnateur zélé peut aussi l'amuser. Mais le travail ?

Martin Lecœur, compliqué par la présence de Franco-Musique et de France-Culture, peut maintenir une circulation fluide d'un pupitre à l'autre - les solistes d'un soir peuvent se retrouver le lendemain musiciens du rang - une transmission correcte d'un lieu à l'autre et une qualité record à l'arrivée.

On entend ici les plus beaux concerts de musique de chambre de l'année, jalonnés par des découvertes : le jeune quatuor Kysel dans un programme de musique baroque du vingtième siècle ; le fidèle Eckart Haupt, soliste géniale de la Staatskapelle de Dresde, Webern réhabilité en un trio, un divertissement de Mozart, et, en première audition, quatre lieder de Schubert dans l'orchestration de Liszt ; il était heureux que le programme du dimanche 30 mars fût enregistré. De quoi faire un disque dans les plus brefs délais.

ANNE REY.

(1) Jacques Drillon dans son roman *Notes de passage*, qui s'inspire des rencontres de l'an dernier et qui vient de paraître chez Ramsay.
* Prochain week-end : du 4 au 6 avril. Rens. : 85-59-24-94.

THÉÂTRE

« LA NUIT DE MADAME LUCIENNE » à Aubervilliers

Copi à la canonnière

Chez Copi, le théâtre est un moment facile et désirable, parenthèse d'une vie, d'une existence qui ne l'est pas moins. Les femmes sont des viragos ; les hommes, des travestis... Tout cela est dans *La Nuit de Madame Lucienne*, tout comme y sont aussi, par ordre alphabétique, l'amour, le champagne, l'humour, le mensonge, l'obscénité, un rat et, bien sûr, le talent.

Celui de Maria Casarès (Vicky Fantomas) d'abord. Elle entre dans la salle par le fond, coiffée d'un cha-

peau noir ; sa cape dissimule mal une attelle à la jambe, un bras en écharpe. Sur sa joue gauche, une cicatrice. Vicky a été victime d'un attentat au dragage et peut-être qu'elle-même portait la bombe.

Elle est ici le contrepoint poétique et drôle de Françoise Brion, femme d'oeil, longue, incisive comme les traits acides et grotesques qu'elle déçoit au risque de l'hystérie à ses partenaires, au public, au théâtre.

« Je déteste le théâtre, je hais l'endroit, hurle-t-elle. Il n'y a plus de pièce, il n'y a plus de metteur en scène, c'est fini le théâtre. Le spectacle ne commence ni ne finit jamais. »

En compagnie de Faouad Bo (l'auteur, tout sauf maudit, sûr de son fait, du succès à venir), de Miloud Khetib (le machiniste, l'homme à tout faire du théâtre, y compris l'amour sous un coin de table ou un joint, en cas de tension), elle répète son prochain spectacle, sac d'embrouilles où s'enchevêtrent à plaisir la plus froide réalité et les plus gros délires.

Jorge Lavelli, qui a mis en scène cette pièce créée à Vanves au Festival d'Avignon (le 31 juillet 1985), a choisi pour tout rythme celui de la canonnière. Miloud ne dit-il pas que « le théâtre s'apprend dans les cirques, mais [qu'] il a beaucoup appris aussi dans la marine ? » On bouge beaucoup sur le plateau, on court, on se téléscopie.

Juste à l'arrivée de la femme de ménage (Liliane Rovère) aspirateur sur le dos et fusil dans la main, qui assassinera l'auteur et par la même occasion « les faux amis et les faux cils, les prima donna et les sou-brettes, etc. ».

Du théâtre à faire peur aux fois simples, servi vigoureusement relevé par des comédiens à tout moment dans le bon, dans le juste.

OLIVIER SCHMITZ.

* Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93300 Aubervilliers. Jusqu'au 16 avril.

GÉOGRAPHIES MUSICALES EUROPÉENNES
Rencontre avec les Compositeurs
MICHAEL JARRELL - WOLFGANG RIHM - JONATHAN HARVEY
Présentation Philippe Manoury
Avec Olivier Vozze, clarinette
Vendredi 7 avril - 18 h 30
Centre culturel de la communauté française de Belgique
46, rue Quincampoix, Paris 4 - ENTRÉE LIBRE - Rés. : 42 60 94 27
CONCERT EÖTVÖS
GOLDMANN - JARRELL - HARVEY
Ensemble Inter-Contemporain Direction Peter Eotvos
Avec Dorothy Dorow, soprano, Sharon Cooper, contralto, Sandy Sluckin, trombone
Lundi 7 avril - 20 h 30, Théâtre du Rond-Point, Location 42 36 60 70

25 dernières avant le départ en tournée
THÉÂTRE DU SOLEIL
L'HISTOIRE TERRIBLE
MAIS INACHEVÉE
DE NORODOM SIHANOUK
ROI DU CAMBODGE
DE HÉLÈNE CIXOUS
Les portes seront fermées dès le début du spectacle
CARTOUCHERIE 43.74.24.08
En alternance 1^{re} et 2^{ème} partie
18 H 30

DERNIÈRE 13 AVRIL
THÉÂTRE DE LA
Tempête
CARTOUCHERIE
Arlette Namiand
PASSIONS
mise en scène
Jean-Paul Wenzel
Avec une intelligence rare dans le théâtre contemporain mais sans jamais quitter la terre d'élection de la poésie, Arlette Namiand a construit un texte d'exception. Jean-Paul Wenzel le met en scène en prenant bien garde de laisser tous les fils mêlés. LA CROIX L'EXPRESS
Passions de la chair, passions du cœur... Jean-Paul Wenzel, metteur en scène-chef d'orchestre, les pousse jusqu'à la dissonance dans les zones troubles des illusions laïques et des souvenirs maquillés. Peu d'hommes de théâtre auraient pu aussi bien servir ce mélo.
Avec « Passions » d'Arlette Namiand, mis en scène par Jean-Paul Wenzel, une famille de théâtre s'empare d'une histoire de famille : c'est la théâtralité qui triomphe.
LA QUINZAINE LITTÉRAIRE
43 28 36 36

ESPRIT de NEW YORK
Exposition D'Art 2-12 avril
"SAVOY" de l'artiste New Yorkais Richard Yarde, du Studio Museum de Harlem. Oeuvre représentative de la "Harlem Renaissance", tirée de l'épopée de ses grands artistes du Swing pendant les années 1920.
A la Galerie Tension, 33, faubourg St. Antoine (dans la cour), M^o Bastille.
Au cours du festival, un voyage Paris/New York pour deux personnes sera offert par la Pan American et The New York Hilton.
THE PORT AUTHORITY OF NEW YORK & NEW JERSEY

IRCAM
SCHOENBERG PLUS...
9 ET 10 AVRIL 20 H 30
LONDON SINFONIETTA
DIR. OLIVIER KNUSSEN
LE 9 : GOEHR, GERHARD WEILL, SCHOENBERG
AVEC GREGORY REINHART, baryton
LE 10 : HINDEMITH-STRAVINSKY, SCHOENBERG
AVEC PAUL CROSSLEY, piano
11 AVRIL 20 H 30
ENSEMBLE MUSIQUE VIVANTE
DIR. DIEGO MASSON
BERG, STRAVINSKY, WOLF, SCHOENBERG
AVEC ELIZABETH LAURENCE, MICHEL PORTAL, ET CARLOS ROQUE ALSINA

PREMIÈRE CE SOIR
LA CRITIQUE UNANIME ! UN TRIOMPHE !
THÉÂTRE MONTPARNASSE
SACHA GUITRY
LE VEILLEUR DE NUIT
AL FOYER DES 19^{es} ASSIÈTES - SOUS-MANOS ET VING-CROCS
LOC. 43 22 77 74

THEATRE
DIAMANTS
L'OPÉRA NATIONAL DE SOFIA
GUERRE ET PAIX
Opéra de Sofia
Direction musicale de...
Location aux caves
Tél. : 47 20 36 37

CINÉMA

CHUTE DE LA FRÉQUENTATION DES SALLES

Une mauvaise année pour le cinéma français

Le Centre national de la cinématographie (CNC) vient de publier les chiffres définitifs de la fréquentation des salles de cinéma pour l'année 1985. Comme on s'y attendait, les résultats ne sont guère brillants : avec 172 millions de spectateurs, la fréquentation est en baisse de 8,31 % sur 1984. Pour la première fois, la hausse du prix des places ne compense pas cette régression, et les recettes (3,8 milliards de

francs) sont en chute de 2,8 %. Sur les trois premiers mois de cette année, la tendance ne s'améliore pas : après un mois de janvier où les spectateurs se sont pressés dans les salles, février et mars ont été à nouveau mauvais. La dégradation est particulièrement sensible pour les films français, qui perdent plus de 17 % de spectateurs et 12 % de recettes sur

l'année. La plupart des gros espoirs commerciaux (On ne meurt que deux fois ; Les Rois du gag ; Parité ; Liberté, égalité, choucroute) ont fait des carrières très décevantes. Le fantastique succès de Trois hommes et un couffin - qui frôle les deux millions de spectateurs - n'a pas réussi à compenser ces échecs.

Outre cette absence de films porteurs, la plupart des observateurs mettent en cause le ralentissement général de la fréquentation particulièrement sensible chez les jeunes, public privilégié du cinéma, et la multiplication des films sur les écrans de télévision ; elle est en bonne partie responsable de la forte augmentation du temps passé par les téléspectateurs devant leur petit écran.

Faut-il invoquer le spectre d'une crise structurelle ? Sans doute pas. Depuis dix ans, la profession est habituée à des résultats de fréquentation en dents de scie. D'autre part, les autres indicateurs du cinéma sont beaucoup moins alarmants. L'exportation est en hausse : la production se maintient (cent cinquante films en 1985) et le dérapage inflationniste des budgets a tendance à se réduire. On craignait que l'arrivée de sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel (SOFICA), en apportant 300 millions de francs d'investissement dans la production, ne favorise certains excès. Il n'en est rien pour le moment. Les neuf SOFICA ont déjà investi dans dix-huit longs métrages de nature et d'ambition très différentes.

J.-F. L.

COMMUNICATION

ENJEU POUR L'ÉLECTRONIQUE EUROPÉENNE

La bataille autour de la télévision à haute définition entre dans une phase décisive

C'est la guerre. La coalition nippo-américaine multiplie ses pressions sur les gouvernements européens et rassemble ses forces pour la dernière offensive. L'enjeu : l'adoption d'une norme mondiale en haute définition (l'image en 1 025 lignes) pour la télévision de demain. L'échéance : la réunion au mois de mai du comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) à Dubrovnik, en Yougoslavie.

Le conflit semble bien abstrait. Pourtant, derrière l'affrontement des techniciens et des spécialistes se cache une formidable bataille industrielle : le renouvellement du parc mondial de téléviseurs et, donc, le sort des groupes spécialisés dans l'électronique grand public. Certes la télévision haute définition dans tous les foyers n'est pas pour demain, et la norme qui pourrait adopter le CCIR ne concerne encore que la production d'émissions. Mais dans ce secteur, l'adoption d'une norme peut se révéler décisive, des années avant toute commercialisation. La coexistence des normes SECAM, PAL et NTSC ont déterminé le partage du marché pendant plus de trente ans. C'est la même partie qui se rejoue aujourd'hui.

Au cours de ces dernières années, les constructeurs européens (Thomson, Philips, Thorn EMI) se sont laborieusement mis d'accord sur une norme commune, le MAC (multiplexage analogique de composants), garantissant une amélioration progressive de l'image et du son tout en restant compatibles avec le parc de téléviseurs existants. Les industriels japonais (Sony, Matsushita) ont contre-attaqué en proposant le passage direct à la haute définition avec l'image de 1 025 lignes, incompatible avec les récepteurs actuels, la norme MAC, et

même le courant électrique à 50 Hz de tous les pays européens (Le Monde daté 16-17 mars). Si le CCIR adopte cette norme, il compromet radicalement la stratégie des industriels européens et, sans doute, leur avenir économique. En effet, ces derniers, vaincus sur le terrain de la vidéo, très menacés en hi-fi, résistent tant bien que mal sur le marché du téléviseur.

Les Japonais ont été très habiles. Ils ont trouvé un allié de poids dans la chaîne américaine CBS, qui a défendu la norme haute définition aux Etats-Unis. L'électronique grand public américaine étant pratiquement absente du marché de la télévision, CBS a obtenu sans peine le ralliement du syndicat des constructeurs et du gouvernement américain. Après les Etats-Unis, l'Europe : M. Joseph Flaherty, vice-président de CBS et personnalité très respectée dans la communauté internationale des télévisions, a fait l'an dernier le tour des capitales européennes. Il a obtenu d'indéniables succès en Espagne et en Italie auprès de la RAI et des chaînes privées de M. Silvio Berlusconi.

Pour convaincre les plus réticents, c'est le cinéaste Francis Ford Coppola qui a pris le relais quelques mois plus tard, rendant visite en France à ses confrères et au ministre de la culture d'alors, M. Jack Lang. Ce vendredi 4 avril, une nouvelle délégation nippo-américaine débarque en force à Paris pour rencontrer les industriels et l'Union européenne de France.

Le front européen, pourtant, résiste à cet assaut de « lobbying ». Les gouvernements français, allemand, britannique et néerlandais ont réussi à trouver des alliés en Belgique, en Grèce et même auprès des PTT italiennes. Des émissions sont envoyées au Maghreb, au Gabon ou en Tanzanie : lors du vote du CCIR, chaque voix compte. La puissante Union eu-

ropéenne de radiodiffusion (UER), association des télévisions publiques, a entraîné ses homologues des pays socialistes et africains. La Commission des communautés européennes a pris fermement position.

Une norme

La ligne de défense des Européens tient en trois points : l'adoption d'une norme mondiale est prématurée par rapport à l'état du marché, insupportable vis-à-vis des industriels européens et inadéquates aux nouveaux progrès technologiques. Mais cette position risquait d'apparaître strictement négative. Français, Allemands, Britanniques et Néerlandais se sont donc mis rapidement d'accord pour proposer au CCIR leur propre norme de télévision haute définition, compatible avec la stratégie industrielle du MAC. Pour rattraper le retard pris sur les Japonais, un programme de développement de prototypes réunit Thomson, Philips, Thorn et Bosch dans le cadre du plan européen Eureka.

A Dubrovnik, la bataille sera rude. Si un vote intervient, la décision risque de basculer à quelques voix près dans un camp ou dans l'autre. Une situation contraignante à l'égard du CCIR, qui préfère édicter des normes à partir d'un large consensus. Aussi, les Européens espèrent que, devant le constat des divergences, l'organisme international décidera de remettre sa décision à la prochaine session... dans quatre ans. Quatre ans qui seraient suffisants pour imposer le MAC en Europe - via les satellites de télédiffusion directe, - et pour construire les premiers instruments d'une haute définition européenne. Mais les industriels japonais savent qu'il leur faut gagner la bataille aujourd'hui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

NOTES

CINÉMA

« Le Diamant du Nil »

Après avoir poursuivi le diamant vert, Kathleen Turner et Michael Douglas se retrouvent au bord du Nil, toujours aussi jeunes, beaux, riches et américains. A cause d'un prince arabe charmeur, menteur, usurpateur et tyran cruel - un Kadhafi d'opérette, - ils sont entraînés dans de nouvelles aventures abracadabrantes. Ils veulent rendre au peuple le diamant du Nil, qui n'est pas un bijou d'ailleurs. Naturellement, ils réussissent puisqu'ils sont américains, et tous les autres échouent.

Les morceaux de bravoure - l'avion qui zigzague en plein milieu du marché, l'investiture en forme de rock-show du tyran - s'évaluent avec complaisance. On rit encore, c'est sûr, mais le film de Lewis Teague a le tort de venir après tous ceux qu'il a fait naître la triomphale poursuite du couple idéal après le fameux diamant vert.

C. G.

« Dream Lover », d'Alan J. Pakula

Au début, on se dit que la jeune Kathy (Kristy McNichol) a une bonne tête de victime. Elle est plutôt jolie, grosse dormeuse et bien névrosée : son père (Paul Shenar) est une forte personnalité qui voue un amour éternel à sa fille depuis que sa femme, alcoolique, s'est tuée en voiture. Kathy rêve énormément, pour oublier papa, les hommes en général, et Alan Pakula (réalisateur talentueux de Kluge et des Hommes du président, et moins inspiré du Choix de Sophie), nous donne à voir ses rêves avec beaucoup d'habileté et d'angoisse élégante.

Toujours pour échapper à papa, Kathy se met en ménage avec un pianiste, s'installe à New-York et continue de rêver. A la suite d'une tentative de viol nocturne, toutefois, au cours de laquelle elle tue son agresseur, la couleur de ses rêves se modifie, et papa y entre en force. Jusque-là, on est en terrain connu, celui de la bouillie freudienne américaine. Le vrai dérapage commence avec l'intervention d'un médecin qui prétend connaître le moyen de contrôler le mécanisme des rêves, de les bloquer ou de les débloquer. Là, pour débloquer, ça y va.

MICHEL BRAUDEAU.

ROCK

Wall of Voodoo

Lorsqu'ils s'associent, à Hollywood, en 1977, Stanard Ridgway et Marc Moreland décident de composer des musiques de films d'horreur à petits budgets. Au premier revient la responsabilité des claviers et surtout de l'harmonica et du chant (voix caverneuse et décaisée), au second les guitares amphétaminées. Leur société a pour nom Wall of Voodoo et fait de la vente par correspondance pour subsister, tandis qu'aux heures de fermeture, chaque soir, le groupe (du même nom) prend forme dans la cave avec l'arrivée de Bruce Moreland à la basse, Chas T. Gray aux synthétiseurs et Oliver « Joe » Nardini aux percussions. Les guitares liment les thèmes sur tempos accélérés, l'harmonica dérive, les synthétiseurs dérapent, les sons s'inventent sur des fondus - enchaînés industriels. Mélange osé de country déginglé, de blues dénaturé et de psychédéisme passé à la moulinette punk, Wall of Voodoo signe chez IRS, le label des frères Copeland (ceux du batteur de Police). Ils enregistrent ainsi trois albums - cultes dont la modestie des ventes est indirectement proportionnelle à l'influence que l'on commence seulement à leur reconnaître. Sans Stan Ridgway, qui fait désormais cavalier seul (avec un premier album à haute voltige), Wall of Voodoo tient quand même bien le choc. Andy Prieboy lui succède.

ALAIN WAIS.

★ Ce vendredi 4 avril à 20 h 30 au Rex-Club.
Disque : Seven Days in Sammystown (CBS, ILP26685).

THEATRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
DES
présente
avec le concours de l'Association
Française d'Action Artistique
**L'OPÉRA NATIONAL
DE SOFIA**
— GUERRE ET PAIX —
les 9, 11, 13 et 16 avril à 19 h 30
Opéra de Serge Prokofiev.
Direction musicale Rusan Raytscheff.
Location aux caisses
Tél. : 47 20 36 37

NATIONS GOLF CHAMPIONSHIP
**THE DUNHILL CUP
1986 EUROPEAN FINAL**



**GOLF CLUB DE NIMES CAMPAGNE
3-5 APRIL 1986**

Le Golf Club de Nimes Campagne accueillera The Dunhill Cup European Final, du 3 au 5 avril prochain. Huit équipes, dont la France, conduite par Bernard Pascasio, se disputeront des prix d'un montant total de 1 million de dollars US, et trois places dans la "finale du million" à St Andrews en Ecosse. The Dunhill Cup demeure ainsi le tournoi le plus richement doté. Seront représentés à Nimes: la France, la Belgique, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse. Les épreuves débuteront à 11.00 h. le 3 avril et à 12.00 h. les 4 et 5 avril.



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

IL ÉTAIT UNE FOIS UN CHEVAL MAGIQUE, Émission (42-78-46-42), 20 h 30.
D AND J MEMORIES, Point-Virgule (42-78-67-03), 18 h 30.
COMPAGNIE, Œuvre (48-74-42-52), 18 h 30.
MA IDEA, Proche Montparnasse (45-48-92-97), 20 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), Concert : concert Brahms (R. Vandone) ; Le Flech et Y. Carnellio, etc.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : la Tragedie de Macbeth.
ODÉON (43-25-70-32), 20 h 30 : les Justes, d'A. Camus.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Quel amour, de M. Bondou.
BEAUBOURG (42-77-12-33), Chansonniers : vidéo-information : 16 h, Flamenco à 5 h 15, de C. Scott ; Angélica Vargas à Paris, de J. Lidio ; à 19 h, La décentralisation, de P. de Lara ; Le nouveau plan, de S. Newman ; Vidéo-spectacles : à 16 h, Les hauts lieux de la culture, de P. Sepulveda ; à 19 h, Les danses italiennes 1905-1945 : à 17 h 30, Malombra, de M. Soldati ; Vienne et le carnaval 1911-1938 : à 20 h 30, pour le programme se renseigner à la salle Garance (tél. 42-78-37-29) ; Soirées théâtrales : à 18 h 30, Tango viennois, de P. Turini ; à 20 h 30, Cie Tanztheater Wien.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Dunois : 20 h 45 : troupe Sankai Juku ; (Bunjo/Japan) : chor. : Ushio Amagami.

Les autres salles

AMATEURS DE PARIS (43-46-42-17), 20 h 45 : Festival de films baroques internationaux.
ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARTS HÉRÉDITÉS (43-87-23-23), 21 h : Le Sexe faible.
ASTELLE-THÉÂTRE (42-38-35-33), 20 h 30 : l'Amour en vista.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h : le Mahabharata.
BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30 : Yen a mar...
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Casanova.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Riffon dans les labours ; 22 h : la Mort, le Mal, le Nuis.
CARTOUCHE (43-27-88-48), 20 h : Les quatre heures de Paris (42-78-37-29) ; 20 h 30 : Passion.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-70-08-24), 21 h : L'âge de monsieur ses parents.
COMÉDIE DE PARIS (43-01-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Intermittence.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DECHARGÉS (42-36-00-02), 20 h : la Bouffe.

DKX HEURES (46-06-07-48), 18 h : Semences cruelles ; 20 h 45 : la Femme assise ; 22 h : l'Homme de paille.
DKX-HEURE THÉÂTRE (42-26-47-47), 21 h : Un amour inconnu.
EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : la Répétition.
ESPACE CARDIN (42-66-17-61), 20 h 30 : Class Enemy.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Femme et Papillon.
ESPACE KIROV (43-73-50-25), 20 h 30 : Camping sauvage.
ESSAÏON (42-78-46-42), 20 h 30 : Il était une fois un cheval magique.

FONTAINE (42-74-44-20), 20 h 30 : les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNAISE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastic.
GUICHET-MONTPARNAISE (43-27-88-41), 19 h 30 : Pourqui pas Courteline ; 21 h : Philippe ; un piano : A. Krenski (Liszt, Wagner).

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice aveugle ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.
L'ÉCRIVAIN (45-44-74-99), 21 h : la Femme du boulanger.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h : L. Lasha.
PALAIS DES SPORTS (42-28-40-90), 20 h 30 : Holyday On Ice.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27), 22 h : Claude Mauriac.

TROTTIERS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del canario ; 22 h 30 : T. Bozon, P. Dillica.
La danse
ESPACE MARAIS (47-71-10-19), 21 h : Danza Teatro de Argentina.

Opérettes
Comédies musicales
ÉLYSÉES-MONTMARTRE (42-52-23-15), 20 h 30 : Carnaval aux Caraïbes.

Les concerts
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, D. Ziman (dir.), M. Frager (piano) (Weber, Prokofiev).
 La Table Verte, 22 h : P. Soter (piano) (Schubert, Grandjean, Debussy).
FIAP, 20 h 30 : P. Raymond, D. Vizzini (Gershwin).

Jazz, pop, rock, folk
BAISER SALE (42-33-37-71), 23 h : Monique Passon Quartet.
DUNOIS (43-84-72-00), 20 h 30 : Night Club Pascal.
GIBUS (47-00-78-88), 22 h : Cérémonies, Eric Bachelard et les Bésés.
MONTANA (45-48-93-08), 21 h : Quartet Joel Lacroix.
MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : S. Gérard.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : Siva.
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Irakli.
PETIT JOURNAL MONTPARNAISE (43-21-56-74), 21 h 30 : Royal Tempo-les.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h, mer. : Gordon Beck, S. Sulzmann, D. Green, A. Romano.
PHILIPON (47-76-44-26), 21 h 30 : Grand Orchestre Rigo de Bayonne.
LA PINTÉ (43-26-26-15), 21 h : Chimes.
REX Grand (43-36-83-93), 20 h 30 : Wall of Voodoo.
SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : M. Attenoz Jazz Group.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Yook'YO Seller et Siegfried Kessler.

LES SPECTACLES NOUVEAUX
IL ÉTAIT UNE FOIS UN CHEVAL MAGIQUE, Émission (42-78-46-42), 20 h 30.
D AND J MEMORIES, Point-Virgule (42-78-67-03), 18 h 30.
COMPAGNIE, Œuvre (48-74-42-52), 18 h 30.
MA IDEA, Proche Montparnasse (45-48-92-97), 20 h.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

POTINÈRE (42-61-44-16), 21 h : Mimie en quête d'homme.
SAINTE-GEORGES (48-78-63-07), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'Irène.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : le Confort intellectuel.
TAL, Les Dessais (42-78-10-79), 20 h 30 : les Chaises.
THÉÂTRE D'ÉDOUARD (43-22-11-02), 20 h 15 : les Belles-sœurs ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (45-48-45-5), 20 h 30 : Anis Folies Show.
TEL DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : le Tombeur.
TINTAMARE (48-87-33-82), 18 h 30 : Buffet ; 20 h 15 : Ça swingue dans les caves ; 21 h 30 : Y a-t-il un fils dans la salle ?
THÉÂTRE DU BOND-POINT (42-56-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : le Cid ; Salle Galie, 18 h 30 : Jacques le Fataliste.
THÉÂTRE ÉCOLE MARCEAU (42-06-18-01), 20 h 30 : Intelligence à louer.
TOURTOUR (48-87-33-82), 18 h 30 : Gringotte ; 20 h 30 : Agrippa ; 22 h 30 : Solo affaire de sexe et de crime.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégourdis de la 11^e.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Les Femmes de l'Égypte ; 21 h 30 : Les Femmes de l'Égypte ; 22 h 30 : Les Femmes de l'Égypte ; 23 h 30 : Les Femmes de l'Égypte.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L. 20 h 15 : Aurore ; M.C. 21 h 30 : les Kamélias de P. de Marivaux ; O.M. 22 h 30 : les Kamélias de P. de Marivaux ; O.M. 23 h 30 : les Kamélias de P. de Marivaux.
BEAUBOURG (42-78-35-97), 17 h 15 : FLAG 1986 : Une histoire du cinéma expérimental américain 1930-1972 ; 19 h : Hommage à R. Luster ; les Joyeux Débutés de Burt Casady et le Kid (v.a., s.-t.).

Les exclusivités

A DOUBLE TRANCHANT (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; Quintess, 2^e (46-33-79-38) ; Marrignan, 3^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 4^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 5^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 6^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 7^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 8^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 9^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 10^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 11^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 12^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 13^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 14^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 15^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 16^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 17^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 18^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 19^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 20^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 21^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 22^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 23^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 24^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 25^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 26^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 27^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 28^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 29^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 30^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 31^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 32^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 33^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 34^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 35^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 36^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 37^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 38^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 39^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 40^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 41^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 42^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 43^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 44^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 45^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 46^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 47^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 48^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 49^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 50^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 51^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 52^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 53^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 54^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 55^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 56^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 57^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 58^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 59^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 60^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 61^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 62^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 63^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 64^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 65^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 66^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 67^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 68^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 69^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 70^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 71^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 72^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 73^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 74^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 75^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 76^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 77^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 78^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 79^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 80^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 81^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 82^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 83^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 84^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 85^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 86^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 87^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 88^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 89^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 90^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 91^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 92^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 93^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 94^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 95^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 96^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 97^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 98^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 99^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 100^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 101^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 102^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 103^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 104^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 105^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 106^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 107^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 108^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 109^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 110^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 111^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 112^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 113^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 114^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 115^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 116^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 117^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 118^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 119^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 120^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 121^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 122^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 123^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 124^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 125^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 126^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 127^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 128^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 129^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 130^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 131^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 132^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 133^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 134^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 135^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 136^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 137^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 138^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 139^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 140^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 141^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 142^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 143^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 144^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 145^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 146^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 147^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 148^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 149^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 150^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 151^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 152^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 153^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 154^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 155^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 156^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 157^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 158^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 159^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 160^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 161^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 162^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 163^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 164^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 165^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 166^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 167^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 168^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 169^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 170^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 171^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 172^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 173^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 174^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 175^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 176^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 177^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 178^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 179^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 180^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 181^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 182^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 183^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 184^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 185^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 186^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 187^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 188^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 189^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 190^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 191^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 192^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 193^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 194^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 195^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 196^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 197^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 198^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 199^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 200^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 201^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 202^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 203^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 204^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 205^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 206^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 207^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 208^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 209^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 210^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 211^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 212^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 213^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 214^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 215^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 216^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 217^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 218^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 219^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 220^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 221^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 222^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 223^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 224^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 225^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 226^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 227^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 228^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 229^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 230^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 231^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 232^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 233^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 234^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 235^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 236^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 237^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 238^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 239^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 240^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 241^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 242^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 243^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 244^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 245^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 246^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 247^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 248^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 249^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 250^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 251^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 252^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 253^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 254^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 255^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 256^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 257^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 258^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 259^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 260^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 261^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 262^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 263^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 264^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 265^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 266^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 267^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 268^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 269^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 270^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 271^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 272^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 273^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 274^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 275^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 276^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 277^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 278^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 279^e (43-59-92-83) ; Parisiennes, 280^e (4

INFORMATIONS « SERVICES »

WEEK-END D'UN CHINEUR

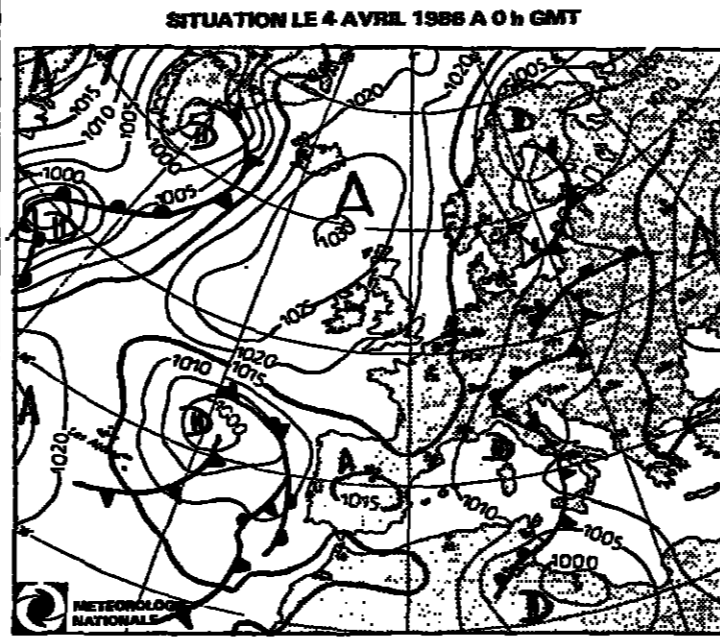
Nouveaux Drouot, samedi 5 avril, 14 heures : tapis.

ILE-DE-FRANCE
Dimanche 6 avril, Châteaux de Bolesles-Prévaux (27), 14 h 30 : véhicules hippomobiles et automobiles; Dreux, 14 h 15 : timbres, cartes postales, livres, autographes.

PLUS LOIN
Samedi 5 avril, Bergerac, 14 heures : tableaux XVII, XVIII, XIX; Blois, 14 heures : cartes postales.

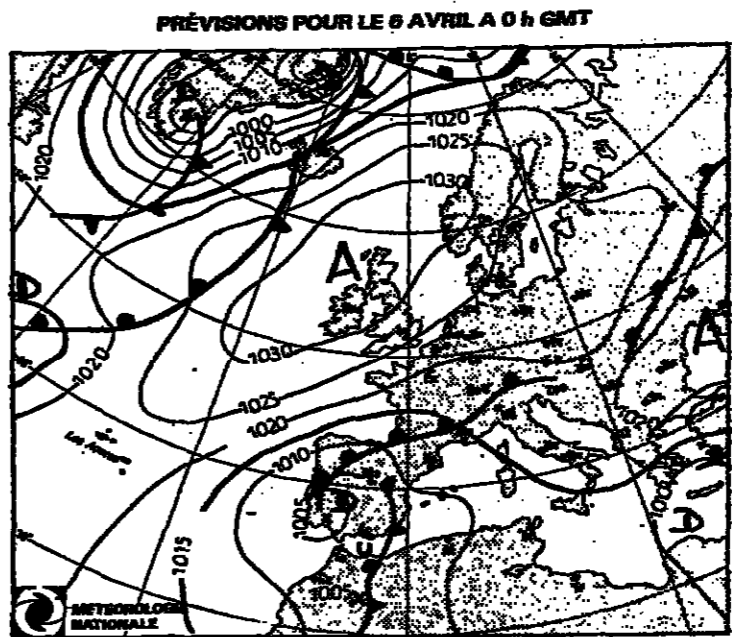
Dimanche 6 avril, Amosay, 14 h 30 : mobilier, tableaux, objets d'art et poupées; Calais, 14 h 30 : art d'Asie; Eprenay, 14 heures : brocantes, livres, argenterie, mobilier; 18 heures : vins de Bordeaux; Gravelle (Manche), vins et alcools; Montargis, 14 heures : mobilier, tapis; Kozès, 14 h 30 : mobilier, bibelots et vins; Vendôme, 14 heures : archéologie, Extrême-Orient.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 4 avril à 0 heure et le samedi 5 avril à minuit.

Le centre dépressionnaire sur l'Espagne évoluera à nouveau un temps doux mais perturbé sur une moitié sud-est, tandis que la moitié nord-ouest sera protégée par des hautes pressions.



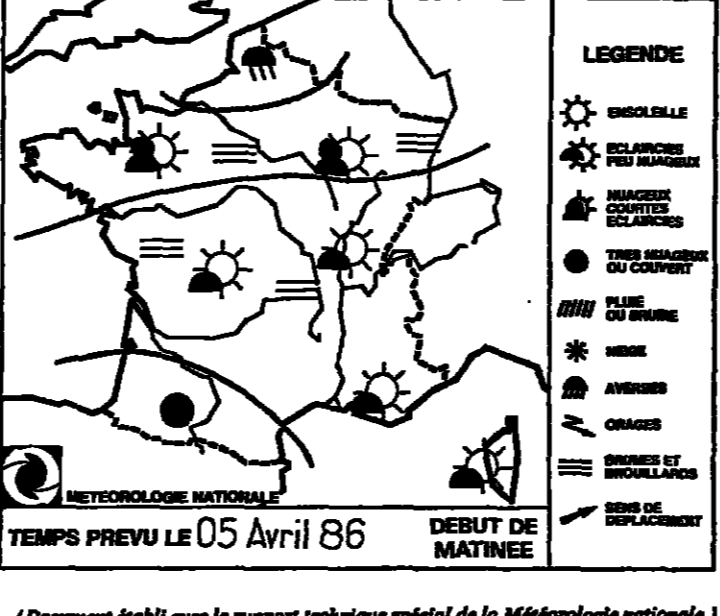
Toutefois, sur les Pyrénées occidentales et le sud de l'Aquitaine, les nuages seront très fréquents. Au cours de la journée, ils s'étendront aux régions allant des Pyrénées aux Alpes, en épargnant encore le pourtour méditerranéen. Ils seront parfois accompagnés de faibles orages. Ailleurs il fera en général beau.

Les températures maximales seront souvent faiblement négatives dans l'intérieur, atteignant localement - 4 degrés, et voisines de 2 à 4 degrés sur les côtes ouest, et de 4 à 6 degrés sur les côtes méditerranéennes.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 5 AVRIL

- « Un canal, des canaux », 10 h 30, 1, quai de l'Horloge.
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale.
- « D'Yvette Guibert à M. Loyal, tombeaux de gens du cirque à la belle époque de la chanson française », 14 h 45, métro Gambetta, sortie Père-Lachaise (V. de Langlade).
- « L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (P.-Y. Jalet).
- « Les Clémentines à Paris », 15 heures, 23, rue de Sorèze ou 14 h 20.
- « L'Hôtel Botzard Quintin », 15 heures, 44, rue des Petites-Ecuries (M. Hager).
- « Le Musée Picasso et l'Hôtel Salé », 11 heures, 5, rue de Thorigny, cour (E. Roman).
- « Mystérieuse symbolique de Notre-Dame-de-Paris », franc-maçonnerie, Rose-Croix, bouddhisme », 15 heures, sortie métro Châtelet (J. Hauller).
- « Jardins, passages et boutiques insolites de la Butte Montmartre », 15 heures, sortie métro Blanche (Paris et son histoire).
- « La collection Jeanne Lanvin », 15 heures, 107, rue de Rivoli (Arcas).
- « La Banque de France », 15 heures, 1, place du général Sarrail (ATC).
- « Exposition « Les Français et la table », 15 heures, Musée des arts et traditions populaires (Approche de l'art).
- « Les salons de la Banque Paribas », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand (carte d'identité) (C.A. Messer).



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CONFÉRENCES

17, rue des Petits-Hôtels, 15 heures
« Les cathédrales » (Ch. Guéro)

5, rue Laffitte, de 15 heures à 20 heures, « Cycle le Moyen Âge : diaporama Notre-Dame de Paris, miroir du ciel ».

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 4 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 Variétés : Le jeu de la vérité. Émission de P. Sabatier et Rémy Grumbach. Invités : Roger Bernier. Cet ancien policier, aujourd'hui écrivain célèbre, affirme n'avoir rien à cacher. Vérification sera faite ce soir.

22 h Patinage artistique. Gala international en direct de Morzine.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Télévision sans frontières. Afro Caribes : la musique zouk, celle qui fait tricoter les hanches et les jasses. Avec Dédé Saint Prix, Kassav, Malavé.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, Télématique au quotidien : 17 h 30, Edgard, le détective cambrioleur; 18 h, Action 3; 18 h 55, Croq Soleil; 19 h 5, Atout pic; 19 h 15, Informations; 19 h 35, l'Homme au képi noir.

21 h 35 Vendredi : Viva l'Italia. Émission d'H. Chapier. Réal. L. Richard. L'Italie des années 80 a changé de look. Ce reportage invite à saisir sur le vif quelques aspects de cette métamorphose. De Berlusconi aux entreprises dynamiques gérées en famille, chausseries, pulls, créateurs, techniciens, presse, les répercussions dans le monde politique.

22 h 35 Journal.

22 h 55 Magazine : Montagna. De P. Ostian et J.-P. Locatelli. Aménagement du massif vosgien; la station « l'Herminette-Frère Joseph »; les classes de neige; survol des Alpes en montgolfière; l'information électronique dans les stations de sports d'hiver.

23 h 50 Prélude à la nuit. « Romance », de Fauré, par A. Navarra et E. Klicher.

LE TEMPS DE VIVRE AVEC DANIELE GILBERT

TF1 - SAMEDI 5 AVRIL À 7 h 40 - TF1
« Une journée au Jardin d'Acclimatation »

CANAL PLUS

20 h 30, Football : Bastia-Nice; 22 h 35, l'Homme de la tour Eiffel, film de B. Meredith; 0 h 5, Nightkill, film de T. Post; 1 h 40, Subway, film de L. Besson; 3 h 20, La colline à des yeux, film de W. Craven; 4 h 50, Documentaire : les stars en Inde; 5 h 40, Série : La raison de la gloire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Feuilletton : Espionne et traître-toi. De C. Boissol, scénario et dialogues de L. Lignères et C. Watton. Le chef des services secrets bulgares exerce un curieux chantage : il veut bien livrer des informations aux services français à condition d'épouser la femme du président de la République. Une série enlevée, rafraîchissante.

21 h 30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : « La star et les débauchés », sont invités : Régine Deforges (Pour l'honneur de Marie Salas), Marie-Claude Botteux (Pierrot familial), André Le Gal (Le Shanghaï), Oana Orlea (Un soie ou cavale), Claude Tardas (Une mort sacrée), Pierre Villetel (La Pension des sœurs), Bernard Lortholary (traducteur du Parfum, de Patrick Süskind).

22 h 45 Journal.

22 h 55 Ciné-club : Hallelujah. Film américain de King Vidor (1929), avec D. L. Haynes, N. Mc Kinnay, V. Spivey, W. Fountain, H. Gray, T. Belle. Le fils aîné d'une famille noire de planteurs de coton, qui a provoqué des malheurs à cause d'une fille enlevée, se fait pourrir lentement pour se racheter. Une grande date dans l'histoire du cinéma : le premier film parlant de King Vidor, le premier film hollywoodien interprété par des Noirs, le langage des images et des sons devient celui d'une communauté tout entière.

LA 6

20 h 30, Feuilletton : Flamingo Road (et à 23 h 30).
21 h 30, Arabesque, série de suspense (et à 8 h 30).
22 h 30, Grand Prix, magazine auto-moto (et à 1 h 30). 2 h 30, C'est beau la vie.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

LES ADMINISTRATEURS DE BIENS INFORMATIQUES ET LA REUSSITE

sur FR3 - Samedi 5 avril - 16 h
avec la collaboration de SANCO/SANYO FRANCE

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Débat : le câble, en collaboration avec l'INA, avec José Frèches et Patrice Flechy.
21 h 30 Musique : Black and blue : l'année du gospel.
22 h 30 Nuits magiques.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (émiss de Sarrebruck) : « Suite de l'opéra la légende de la ville invisible de Kiro », de Rimski-Korsakov; « Concerto pour violon et orchestre en la mineur », de Glazounov; « Symphonie n° 6 en si mineur », de Chostakovitch, par l'Orchestre de la radio symphonique de Sarrebruck, dir. M.W. Chung, sol. B. Beldin, violon.
22 h 20 Les séries de France-Musique : pêcheurs de perles, « Hommage à Debussy »; à 0 h, musique traditionnelle : Cambodge.

A VOIR

Une dame d'intérieur

Madeline Castaing a eu trois passions dans la vie. Son mari d'abord. Le peintre Sourin ensuite. Et, enfin, la décoration. Elle rencontre le premier à l'âge de quinze ans et lui resta fidèle un demi-siècle, jusqu'à sa mort. Elle héberge et protège le second pendant dix-huit ans. Quant à la décoration, elle en fit son métier au début de la guerre et l'exerce encore à plus de quatre-vingt-dix ans. « Elle a révolutionné la décoration actuelle », affirme française Sagan au début de l'émission que David Rocksvage lui consacre avec la complicité discrète de François-Marie Banier.

Son trait de génie, c'est d'avoir introduit la mystère dans la maison, « il y a toujours de la beauté dans le mystère », remarque-t-elle. Au décor de paquebot glacé, en vogue dans les années 30, elle substitue le charme et la couleur, le bien-être dans la maison-éclat, le mélange de style et l'intimité.

« Une demeure, ce doit être le portrait des gens qui l'habitent. Mon métier, c'est un travail de traducteur. » Mais sa signature est immédiatement repérable. Au passage, elle avoue quelques-uns de ses principes : « un objet pas très joli, il faut le mettre en façade, comme une chose extraordinaire » - et les sources de son inspiration - « la littérature m'a beaucoup aidée, les descriptions de Balzac, il faut les suivre à la lettre ».

Dans sa maison de campagne, près de Chartres, ou dans son appartement parisien, tout le moment, elle se fait entendre à travers le micro, les joues roses par un éclat qui, cuirassé par un égoïsme ingénu et sans faille, sur qui tout a glissé, retranchée du monde de par son bonheur et son unique préoccupation : l'amour qu'elle portait à son mari.

EMMANUEL DE ROUX.
* Madeline Castaing, dimanche 6 avril, 20 h 35.

SOLIDARITÉ

DROITS DE L'HOMME EN URSS.
Le comité des Quinze, association de défense des droits de l'homme en URSS, organise, à l'occasion de son dixième anniversaire, une braderie exceptionnelle de vêtements neufs, livres, bijoux fantaisie et objets divers le mardi 15 avril de 10 h 30 à 22 heures sans interruption, 24, rue Copernic, Paris-10^e. Tél. : 48-21-64-29

FINIS LES DÉGÂTS... - « Un verre ça va, trois verres, toujours les dégâts » : Des dégâts pas toujours visibles ! Car un alcoolique peut ne

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 3 avril. Elles sont comptabilisées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver. (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ses renseignements sur dépendance téléphonique au 42-66-64-28.

Les chiffres indiqués, en caractères gras, le hauteur de neige en cm par hectare des pistes.

A	B	C	N	O	P	S	T	*	
avec	avec	avec	avec	avec	avec	avec	avec	avec	
ALPES DU SUD									
Alles-les-Bains	40-100	Auron	60-130	Bonval	30-60	La Chapelle-d'Abondance	15-50	Châtel	140-210
La Clusaz	24-250	Combloux	50-180	Les Contamines-Montjoie	20-180	Courchevel	166-270	Cress-Volant	60-190
Flaine	110-320	Les Gets	40-100	Le Grand-Bornand	55-220	Mégève	25-120	Les Mézines	85-210
Méribel	90-260	Morzine-Avoriaz	15-240	Peisey-Nançois	70-190	La Plagne	170-350	Pralognan-la-Vanoise	90-130
Pré-Saint-Didier	30-100	La Rosière	145-320	Saint-François-Longchamp	40-100	Saint-Gervais-Le Buet	50-190	Samoëns	10-195
Tignes	190-295	La Toussuire	60-100	Val-Cenis	50-140	Val-Frèjus	60-170	Valloire	50-110
Valmorel	130-195	Val-Thorens	200-320	ISÈRE					
Alpe-d'Huez	150-300	Alpe-du-Grand-Serre	50-120	Astrans	40-120	Chamrousse	50-80	Lans-en-Vercors	50-60
Le Collet-d'Allard	40-100	Les Deux-Alpes	85-200	Les Sept-Laux	45-90	Saint-Pierre-de-Chartreuse	60-120	Villars-de-Lans-Corrençon	20-70
SAVOIE, HAUTE-SAVOIE									
Les Arcs	145-290	Notre-Dame-de-Belloc	50-150	Bonneval	90-220	Chamonix	5-250	La Chapelle-d'Abondance	15-50
Châtel	140-210	La Clusaz	24-250	Combloux	50-180	Les Contamines-Montjoie	20-180	Courchevel	166-270
Cress-Volant	60-190	Flaine	110-320	Les Gets	40-100	Le Grand-Bornand	55-220	Mégève	25-120
Les Mézines	85-210	Méribel	90-260	Morzine-Avoriaz	15-240	Peisey-Nançois	70-190	La Plagne	170-350
Pralognan-la-Vanoise	90-130	Pré-Saint-Didier	30-100	La Rosière	145-320	Saint-François-Longchamp	40-100	Saint-Gervais-Le Buet	50-190
Samoëns	10-195	Tignes	190-295	La Toussuire	60-100	Val-Cenis	50-140	Val-Frèjus	60-170
Valloire	50-110	Valmorel	130-195	Val-Thorens	200-320	PYRÉNÉES			
Les Agudes	40-100	Les Angles	30-180	Ax-les-Thermes	10-100	Cauterets-Lys	100-280	Font-Romeu	25-40
Courmayeur	20-360	Luchon	30-120	Saint-Lary-Soulan	50-115	MASSIF CENTRAL			
Le Mont-Dore	60-115	Super-Besse	30-80	Super-Lioran	90-150	JURA			
Métabief	10-120	VOGÈS							
Le Bonhomme	30-60	La Bresse	30-90	St-Mamé-sur-Moelle	50-100	LES STATIONS ÉTRANGÈRES			
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38; Autriche : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-82-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 11 bis, rue Scriba, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.									

Les mois créés se trouvent dans « le Monde Loto » page 14

Journal de la semaine

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. Sébastien de LA SELLE
et M^{me}, née Nancy CHÉ GILLESPIE,
Delphine, Aurélie, Marie, Elise,
sont heureux de faire part de la naissance de

Violette.

Paris, le 1^{er} avril 1986.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André BERTHELOT,
ancien élève
de l'École normale supérieure (1932),
professeur honoraire
à l'université Pierre-et-Marie-Curie,
ancien chef du département de physique
des particules élémentaires
au CEA de Saclay,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
des Palmes académiques,

survécu le 30 mars 1986.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Que tous ceux qui l'ont connu et partagé notre profond chagrin en soient ici remerciés.

M^{me} André Berthelot,
son épouse,
M. et M^{me} Pierre Berthelot,
M. Francis Berthelot,
ses enfants,
Katiel et Erwan Berthelot,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Henri Hiron,
sa sœur et son beau-frère,
Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

— Notre-Dame-de-Bondeville (76150).

M^{me} Marie-Pierre Boylot,
son épouse,
Stéphanie, Vincent et Cécile,
ses enfants,
Le docteur et M^{me} Auguste Boylot,
ses parents,
Le général Grosleron,
son beau-père,
Les familles Muzard, Heurtier,
Boyot, Johanny, Vial-Boyot, Toralba-
Boyot, Grosleron, Gros,
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-
sœurs, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain BEYLOT,

survécu le 1^{er} avril 1986, dans sa trentième année.

Les obsèques seront célébrées en la chapelle de l'Hôpital Charles-Nicolas, le mardi 7 avril, à 16 h 30, suivies de l'inhumation à Yssingaux (Hauts-Loire), dans l'intimité familiale.

Condoléances sur registres.
Ni fleurs ni couronnes. Dons au Centre Bequerel, service du professeur Figuet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée Jean-Giono,
76150 Notre-Dame-de-Bondeville.
1, rue Edmond-Charpentier,
42000 Saint-Etienne.
2, rue du Ciste,
40600 Biscarosse.

— M^{me} Pierre Chanleur,
M^{me} Elisabeth Cosa,
Jean-Pierre et Florence,
M. Jean Chanleur,
M. et M^{me} Yves Chanleur,
Anne, Pierre et Claire,
M. et M^{me} Jean-Denis Leroy,
Denis, Marie-Sophie et Jérôme,
Les familles Chanleur et Legars,
ont la douleur de faire part de la mort de

M. Pierre CHAULEUR,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
membre de l'Académie des sciences
d'outre-mer,

décédé le 2 avril 1986, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le 7 avril, en l'église Saint-Benoît, 35, rue Séverine, à Issy-les-Moulineaux, à 9 heures (après Coréant-Céline).

L'enterrement aura lieu, à 16 heures à Erquy, le même jour.

Ni fleurs ni couronnes.

— Max Dumas,
Suzanne Dumas,
Denis Dumas,
Christel Simonetti
et leurs enfants,
Dries et Lucile Bouissier-Rahab,
Colette Bellef,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Frédéric DAUMAS,

survécu le 28 mars 1986, dans sa trentième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

10, rue Sain-Etienne,
34000 Montpellier.
27 bis, avenue Croix-du-Capitaine,
34100 Montpellier.

— M^{me} Geneviève Gaïtan-Picon,
sa fille,
M. Pierre-André Picon,
M. et M^{me} François-René Picon
et Yveline,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne LAGUEUNIÈRE,
directrice honoraire
du lycée Sophie-Germain,
dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu au Dorat (Haut-Vienne), le 3 mars 1986.

81, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui, le 31 mars 1986, lors de la catastrophe aérienne au Mexique,

Xavier LARTILLEUX,
son épouse Elisabeth
et leur fils, Eric.

Pierre LARTILLEUX,
son épouse Chantal
et leurs trois enfants,
Virginie, Pierre et Ayméric.

Ils laissent dans la peine et la douleur,

Sophie et Nathalie Lartilleux,
les filles de Xavier et Elisabeth,
M. et M^{me} Henri Lartilleux,
leurs parents et grands-parents,

M^{me} Sabine Girod-Lartilleux
et ses enfants, Philippe Girod, Béatrice et Régis Villanar,
M. Michel Girod,
M. et M^{me} Didier Lartilleux
et leurs enfants, Stéphanie, Christophe,
Sébastien et Charlotte,
M. et M^{me} Bruno Lartilleux
et leurs enfants, Anne-Dominique,
Blanchette, François et Marie,

M. et M^{me} Dominique Lartilleux
et leurs enfants, Romario, Grégoire et
Emmanuelle,
leurs frères, sœur, belles-mères, neveux
et nièces, cousins et cousines,
M^{me} Anne-Marie Lartilleux,
leur tante,
M. Jean-Pierre Frank,
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement.

« Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paseo de Lomas Altas,
306, Lomas Altas, Mexico DF.
Le Cat-Thy, avenue des Grottes,
74500 Evian.
1, avenue de Genève,
74160 Saint-Julien-en-Genève.
3, rue du Général-Pachod,
74160 Saint-Julien-en-Genève.
10, rue Varrone,
20149 Milan.
« Les Coudeurs »
Le Lyard, 74200 Thonon.
Rue des Hirayes,
Venex-les-Sablons,
77250 Moret-sur-Loing.
17, avenue d'Evian,
74200 Thonon.
7, boulevard Richard-Wallace,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Armelle Poidevin,
son épouse,
M^{me} Jean Poidevin,
sa mère,
Anne Poidevin,
Dominique et Olivier Stackler,
Laurent et Gilles,
France Poidevin
et Jérémie,
Benoît et Danièle Poidevin,
Yvonne et Laurence Poidevin,
Nicolas et Iphigène,
Isabelle et Michel Monohard,
Mathilde et Judith,
ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-
sœurs, neveux et nièces,
M^{me} Christiane Poidevin,
sa marraine,
ont la douleur de faire part du décès de

Patrick POIDEVIN,
directeur du CAC Pablo Neruda
de Corbeil,

survécu le 20 mars 1986, à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

4, place Vaillant-Couturier,
91100 Corbeil-Essonnes,
25, avenue Foch,
76600 Le Havre.

— M^{me} Charles Vergely,
née Armelle de la Noë,
Bertrand, Jean-Christophe, Hervé,
Aurélien, Pierre,
M. Didier Souiller
et M^{me}, née Pamela Vergely,
ses enfants,
Sa famille et ses amis,
ont le profond chagrin d'annoncer la disparition, à l'âge de soixante-trois ans, de

Charles VERGELY,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
ancien député résistant.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 7 avril 1986, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, rue Saint-

Dominique, suivie de l'inhumation au cimetière du Sud (Montparnasse).
Cet avis tient lieu de faire-part.

Messes anniversaires

— En commémoration du décès de

Son Excellence l'ambassadeur du Liban,
M. Joseph HARFOUCHE,
grand officier de l'Ordre du Cèdre,
grand officier de la Légion d'honneur,

une messe sera célébrée par Mgr Harfouche, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5^e, le dimanche 6 avril 1986 à 11 heures.

— Il y a quarante ans, Armand Marquiset fondait

les petits frères des Pauvres.

Une messe anniversaire d'action de grâce sera célébrée le dimanche 13 avril 1986, à 18 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, sous la présidence du cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

— A l'occasion du premier anniversaire de la mort de leur président d'honneur,
M. Abel MONTADOR,
directeur honoraire de la CCR
et de la SCOR,

le Conseil d'administration et les membres de l'Association des actaires diplômés de l'Institut de science financière et d'assurance (ISFA) invitent à la messe qui sera célébrée à sa mémoire, le mardi 3 avril 1986, à 12 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Lorena, à Paris-9^e.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR appelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine:

atlantic
Région Rhône-Alpes
JEUNE RESPONSABLE
PERSONNEL USINE
Vendée
INGENIEUR MAINTENANCE
Métropolitain
INGENIEUR RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENT

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Bari - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

propositions
diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français diplômés. Demandez une documentation gratuite sur le service spécialisé.

FRANCE CARRIERES (C 16)
B.P. 405-08 PARIS CEDEX 08.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation gratuite sur la représentation française à l'étranger (I.M.), B.P. 21-08 PARIS CEDEX 08.

capitaux
propositions
commerciales

CEDE MAJORITE AFFAIRE
BUREAUTIQUE IMPORTANTE
CHIFFRE D'AFFAIRES
DEPART TENDU 82

Ecrire au n° 331 HAVAS,
82000 MONTAUBAN, 10, av.
G.-GARFAL, qui transmettra.

L'immobilier

appartements
ventes

5^e arrdt

M^{me} GOBELINS
Imm. pierre de t. sur rue
2^e petite place, entrée, petite
cuis. double, w.c., toilet
54, boulevard Saint-Marc
Samedi, dim., 11 h à 14 h.

M^{me} SAINT-MICHEL
Bon imm. 2^e ét. sur rue calme
54m² + mezzanine
entrée, cuisine, bain, w.c.
11, Quai Saint-Michel
Samedi, dimanche, 14 h à 17 h.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES
BEAU 2 P., 60 m², 6^e étage
grand standing, vue, soleil
GARB. - 45-87-22-88.

14^e arrdt

M^{me} ALESIA
Imm. 2^e ét., sur rue calme
2 P., entrée, petite cuis., w.c.
à rénover, 11, rue LECURQY
Imple 143, rue d'Alsace
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

16^e arrdt

IDÉAL PIED-A-TERRRE
M^{me} CHARDON-LAGACHE
Imm. pierre de t., sur rue
sél., 1 chbr., entrée, cuis.
chauffage central individuel
78, rue Chardon-Lagache
sam., dim., lundi, 15 h à 18 h.

M^{me} EXELMANS
2 P., + 1 petite, entrée, cuis.
bain, w.c. 24, bd Exelmans
Samedi, dim., de 15 h à 18 h.

17^e arrdt

RUE DES ÉPINETTES
Immobilier récent, 3 pièces
RUE POUCHET
Immobilier récent, 3 pièces
tout confort, 475.000 F.
IMMO MARCADEY 42-52-01-82.

appartements
achats

Rech. URGENT, 110 à 140 m²
Paris, préfer. 5^e, 7^e, 14^e,
16^e, 18^e, 4^e, 12^e. PAIE CPT
Téléphone: 48-73-57-50.

ORPI
1^{er} salon de vente à PARIS
rech. tous appartements
REALISATION RAPIDE
ORPI - 45-39-75-50.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère, appt et hôtel
part. dans quartiers réél.,
paiement compt. chez notaire.
Téléphone: 48-54-44-48.

Recherche 1 à 3 p., Paris, préfer.
5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e, avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
T. 48-73-20-87 même le soir.

PROPRIÉTAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cit
ADRESSEZ-VOUS A
IMMO MARCADEY
TEL: 42-52-01-82.

Recherche 2 à 4 p., Paris, préfer.
5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e, avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
T. 48-73-20-87 même le soir.

ACHÈTE COMPTANT
Studio ou 2 p., même à rénover.
Paris. Tél.: 42-23-73-73.

locations
non meublées
offres

Paris

VAUGRAND 4 pièces, ancien
et cit + divers 2 et 3 P.
Téléphone: 43-44-87-88.

locations
non meublées
demandées

Paris

Pour Employés et Dirigeants
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE
rech. appt 2 à 5 P., Studio,
villas. Libre de suite ou juillet,
élect. Assurances loyer,
Téléphone: 48-04-48-21.

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES
sites non bât., loyer garanti
élect. Assurances loyer.
(1) 48-88-89-88 - 42-53-57-02.

bureaux

Etude cherche pour CADRES
sites non bât., loyer garanti
élect. Assurances loyer.
(1) 48-88-89-88 - 42-53-57-02.

Locations

VOYRE SÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et
tous services. 43-55-17-50.

villas

VOS VILLA ET MAISON
BIZERS. Tél. 67-77-48-86.

propriétés

A VENDRE BEZANCOURT-76
80 km de Paris
Belle maison ancienne, tout
confort, entrée, gd séjour avec
cheminée, salle à manger, 2 gdes
chambres, salle de bain, grande
arrière-cuisine avec chauffage,
w.c., garage, cave, chauffage
central au fuel. Possibilité aménage-
ment en 2 appartements. Jardin
de 5.500 m² avec dépendances.
Calme, belle vue. Visite
sur rendez-vous.
Téléphone: (118) 38-90-18-48.

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00
8, RUE LA BÉTIÈRE
Conseil 48 ans d'expérience.
Pr. parties indécises garanties.
Etude gratuite clientèle.

l'agenda du Monde

Bibliophilie

ACHAT DE LIVRES
A. LAFITTE
Tél. (1) 48-34-73-25
Librairie PHILIPPE-AUGUSTE
19, rue Cardine-Lamotte-9^e.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTICOSES
se choisissent chez GILLET,
18, r. d'Anvers, 42-54-00-83.
PARCE QUE L'ON AIME
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Mère: Cité ou Hôtel-de-Ville.

Moquettes

Achat
MOQUETTE 100 %
PURE LAINE
WOOLMARK
Prix posés: 88 F/m².
Tél.: 46-88-81-12.

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres à un lit. Demi-
pension 5.85 par semaine
adultes entre 21-50 ans
S'adresser à 172 New Kent
Road London SE 1
Téléphone 01-703-4178.

Stages

PROGRAMME INTENSIF
en Anglais, informatique
et SAT Préparation
Classes réduites 8 h 30 à 12 h
Activités sportives
L'après-midi jusqu'à 15 h 30
Du 30 juin au 26 juillet 1986
A partir de 12 ans
AMERICAN SCHOOL OF PARIS
41, rue Pasteur,
92210 Saint-Cloud
Téléphone: 46-02-84-43.

Vacances

Tourisme

Loisirs

M^{me} Martine MARCHANDEAU,
professeur de lettres,
au lycée depuis le 13 septembre 1973.

Lycée Michelet,
5, rue Julien,
92170 Vanves.

M^{me} Françoise MEDUCIN,
Ses enfants, petits-enfants,
Parents, amis et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François MEDUCIN,
colonel de gendarmerie,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'Ordre national du Mérite,

survécu le 29 mars 1986 à Libreville
(Gabon).
Obsèques le 5 avril, à 10 h 15, à
Cagnes-sur-Mer.
La famille ne reçoit pas.

4, chemin du Collet-de-l'Habac,
06800 Cagnes-sur-Mer.

— M^{me} André Savornin,
née Marguerite Guiboux, son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André SAVORNIN,
ingénieur en chef
au corps des Mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

rappelé à Dieu, dans sa quatre-
vingt-troisième année, le 2 avril 1986.
Une messe sera célébrée, à 9 heures,
à Notre-Dame-de-la-Salette, 92150
Suresnes.

L'inhumation aura lieu à 11 heures,
au cimetière du Père-Lachaise, à Paris,
samedi 5 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de l'Hippodrome,
92150 Suresnes.

LOTTO SPORTIF

RESULTATS COMPLETS N° 32

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 THONON	RED-STAR	1 ORLÉANS	DUNKERQUE
2 MARIIGNES	ISTRES	2 CLERMONT	BESANCON
3 SÈTE	MONTCEAU	3 NANT	LIMOGES
4 NIMES	ALÈS	4 REIMS	SEDAN
5 GUEJUNON	MONTPELLIER	5 R.C. PARIS	GUNGAMP
6 CHALMONT	BÈZERS	6 CAEN	MULHOUSE
7 LYON	LE PUY	7 ANGERS	ARBEVILLE
8 ST-ÉTIENNE	CANNES	8 ROUEN	BAUVAIS

NOMBRE DE
JEUX GAGNANTS

16 bons résultats: 5 1 034 135,00 F
15 bons résultats: 132 39 170,00 F
14 bons résultats: 2 336 2 210,00 F
13 bons résultats: 21 267 243,00 F
Bons résultats aux
"7 Numéros de la Chance": 3 903 218,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance"
du Vendredi 28 Mars 1986: 1 6 7 12 14 15 16

NATIONAL
LOTTO N° 14 TIRAGE DU MERCREDI
2 AVRIL 1986

4 11 14 31 39 49 38

NUMÉRO
COMPLÉMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE: SAMEDI 5 AVRIL 1986
VALIDATION: POUR LE MERCREDI 9 AVRIL 1986
ET LE SAMEDI 12 AVRIL 1986
JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 17)
6 BONS N°	4 2 178 510,00 F
5 BONS N° + complémentaire	20 203 325,00 F
5 BONS N°	1 152 11 090,00 F
4 BONS N°	78 568 160,00 F
3 BONS N°	1 724 993 10,00 F

BOULET DE LA LIGNE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL.

Le football

Le conseil d'administration et les membres de l'Association des actaires diplômés de l'Institut de science financière et d'assurance (ISFA) invitent à la messe qui sera célébrée à sa mémoire, le mardi 3 avril 1986, à 12 h 15, en l'église Notre-Dame-de-Lorena, à Paris-9^e.

Le retour



L'AUTRE JOURNAL

Le Monde SPORTS

Le football parisien à l'étroit

« Nous gardons un mauvais souvenir de la venue du Racing en première division, dit Gérard Le Scour, délégué général du Paris-Saint-Germain. Au début de la saison 1984-1985, alors que nous étions qualifiés en Coupe d'Europe et que notre recrutement avait été salué par la presse, nous avions perdu d'un seul coup 3 000 abonnés sur 8 500. » Perdue pour le PSG, mais pas forcément gagnée par le Racing. « Il s'agissait d'abonnements à bas tarif, précise Gérard Le Scour. Ce public à faible budget se donnait ainsi la possibilité de choisir entre les deux clubs en fonction des affiches. »

Les statistiques semblent confirmer l'analyse. L'an dernier, le PSG avait reçu 308 843 spectateurs en 19 matches, et le Racing, 159 381, soit un total de 468 224 personnes, alors que Paris-Saint-Germain, à lui seul, en avait attiré 452 052 la saison précédente. Certes, les deux équipes avaient collectionné les revers, PSG terminant treizième et le Racing étant relégué, mais l'expérience a montré que le public potentiel ne se multipliait pas par deux. « Même si la concurrence apporte globalement un « plus » pour la fréquentation du Parc, cela se traduira par un « moins » pour celui qui existait déjà, estime Gérard Le Scour. Les recettes aux guichets représentant plus de 40 % du budget du PSG, on comprend l'avis du président Borelli : « L'arrivée du Racing me fait peur. »

Dans son bureau, sous la tribune du Stade Yves-du-Manoir à Colombes, René Haus, le manager du Racing, n'est pas obsédé par les chiffres. Partie intégrante de la société Matra, « comme le FC Sochaux, où je suis resté douze ans par rapport à la société Peugeot », précise René Haus, le club « ciel et blanc » n'obéit pas aux mêmes contraintes économiques que son rival parisien.

Peinture européenne

Le registre de René Haus est sentimental : « L'émulation entre deux clubs d'une même ville peut apporter au public un intérêt du championnat, créer une ambiance, une passion. C'est impalpable mais j'y crois. Nous sommes des Latins, bon sang ! Regardez les Italiens : à Milan les supporters de l'Inter assistent aux matches du Milan AC ; pour siffler, d'accord, mais ils passent aux guichets ! »

Au mois d'août prochain, lorsque débutera le championnat de France 1986-1987, Paris aura à nouveau deux équipes en première division : le Paris-Saint-Germain, sans doute assuré de son titre de champion de France, et le Racing Club de Paris, qui, deux ans après une expérience malheureuse, retrouve l'élite avec des ambitions et des moyens décaillés. Rude concurrence en perspective. Elle a déjà commencé. A coups de milliards de centimes, on se dispute en coulisses la signature des divas. Mais rien ne dit qu'il y a dans la capitale un public pour deux super-clubs. Alors, on surachète, la peur au ventre.

Paris passion ? Les dirigeants du PSG sourient tristement. Mardi 1^{er} avril, un quart de finale de Coupe de France qui sentait la poudre contre Lens a attiré moins de 30 000 spectateurs au Parc des Princes. « Il est très difficile de faire bouger le public parisien, regrette Gérard Le Scour, nous le savons désormais formellement. On nous disait : « Soyez les premiers, vous remplirez le Parc ». C'est faux. » Leader du championnat depuis la première journée, encore qualifié en Coupe, la « bande à Fernandez » a accompli un parcours historique, tout en pratiquant un football souvent spectaculaire. Résultat : 24 500 spectateurs de moyenne. A peine plus que les 22 500 espérés au début de la saison.

En revanche, les primes qu'il a fallu distribuer à tous de bras à des joueurs (trop) méritants ont dépassé les prévisions les plus larges. Du coup, le premier club parisien à devenir champion de France depuis cinquante ans est dans le rouge. Le déficit de l'an dernier n'a pu être résorbé. Il sera de 7 millions à 8 millions de francs au mois de juin prochain.

« Cette situation est très décevante, dit Patrick Malvoisin, vice-président délégué du PSG, mais elle a permis de faire comprendre à nos partenaires que le football à Paris n'est pas rentable. » Chargé des problèmes financiers et des relations avec la municipalité, il vient d'obtenir de la Ville de Paris, en plus de la subvention annuelle de 7 millions de francs, un prêt à moyen terme de 25 millions de francs, « d'une part pour consolider la situation financière du club, d'autre part pour maintenir un effectif compétitif dans la perspective de notre participation à la Coupe d'Europe ». Le PSG sera la seule équipe aidée par Paris. M. Jean-Luc Lagardère, président du Racing, ayant peut-être choqué en disant qu'il n'était pas un « tireur de sommes ».

L'Europe. Voilà un sujet sur lequel les deux clubs parisiens tombent facilement d'accord. « Notre campagne de promotion des abonnements sera axée sur la Coupe d'Europe pour souligner notre différence avec le Racing », indique Gérard Le Scour. « Notre objectif, l'an prochain, sera de décrocher l'une des trois places qualificatives pour la Coupe de l'UEFA », réplique René Haus. Une telle ambition nécessite de recruter une équipe à la pointe européenne. Un œil attentif sur le photo de l'équipe actuelle du Racing, René Haus lui trace une couronne de lauriers « parce qu'il fallait être bougrement costaud pour assurer la remontée ». Mais l'Europe est déjà posthume : « Cette équipe ne nous aurait permis que de figurer en milieu de tableau du championnat de première division. »

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

Le Tout-Paris du football est en revanche suspendu à la décision de Luis Fernandez. L'enfant des Minguettes, promu star parmi les stars, a promis de donner sa réponse au cours d'une conférence de presse. Lundi 14 avril, à 13 heures. « Mais, assure-t-il, je resterai parisien. » Il est la préfiguration vivante de la rivalité future entre les deux clubs de la capitale. Racing ou PSG ? Francis Borelli n'a pas perdu tout espoir de revenir son « fils bien-aimé » malgré les microscopiques propositions (proposées) du Racing-Matras : 700 000 F par mois. « Fernandez, c'est un demi-Parc des Princes », estime-t-on au Racing, preuve que l'influence au stade n'est pas inutile aux dirigeants « ciel et blanc ».

« Il nous faudrait 25 000 à 30 000 spectateurs de moyenne, mais, à Paris, le public n'appartient à personne, dit René Haus. Il y a un quart de supporters, mais les deux autres quarts viennent pour le football. L'accumulation des victoires est nécessaire mais pas suffisante pour les conserver. Il faut les satisfaire par la manière et les reconquérir à chaque match. Pour le Racing, les premiers matches seront déterminants. » Pour le Paris-Saint-Germain aussi. Patrick Malvoisin vérifiera à ce moment-là si son pari de « l'ovoyer entre une politique ambitieuse et une politique rigoureuse » peut réussir, alors que « la preuve n'a jamais été faite que deux clubs pouvaient survivre raisonnablement à Paris ».

Pour les dirigeants parisiens, la gestion serait moins périlleuse si le PSG n'était pas le simple colocataire du Parc des Princes. En effet, la régie publicitaire du stade lui échappe, « soit un manque à gagner de plusieurs millions par an », estime René Haus. « Le Parc a une capacité de 50 000 places. Trop grand pour les matches de routine. Trop petit les soirs de gala. » Pour un PSG-Nantes ou un PSG-Bordeaux, on pourrait espérer une affluence de 30 000 personnes, estime Gérard Le Scour. « Ce sont ces quelques matches qui nous permettraient sensiblement la moyenne annuelle, 80 000 places, c'est la capacité envisagée pour le futur stade olympique. 80 000 places pour trois ou quatre occasions dans l'année. La perspective séduit le gestionnaire de club. Mais elle effraie l'œil parisien, déjà malade de la gestion des équipements sportifs existants. »

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

« Un demi-Parc des Princes »
Le patron sportif du Racing confirme que les grandes manœuvres de recrutement sont en cours (« il y aura de nouvelles têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc cooptés par la folle rumeur des transferts. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habité aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accélère la valse des hypothèses. D'un naturel plus bavard, Francis Borelli s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été annoncé au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Scougalais Jules Bocandé — tirillé entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu — constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert catamènerait fortement, il est vrai, le vaticane accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

CIBLES VOILE

Une « formule 40 » d'avenir

Quarante pieds (12,18 mètres) de longueur maximum ; un poids minimum de 1 800 kilos ; 90 m² maximum de voilure au pré (grand-voile et foc) et 200 m² maximum au portant (spinnaker et grand-voile) : c'est l'équation qui pourrait donner un nouvel essor aux multicoques. A l'heure où de nombreux commanditaires traditionnels de la voile refusent l'escalade des coûts de construction et de maintenance des maxi multicoques, les nouveaux « formule 40 » offrent l'avantage de revenir à des budgets plus raisonnables puisqu'ils ne pourront être assurés plus de 800 000 F.

Cette jauge qui fixe seulement les trois paramètres principaux (longueur, voilure et poids) a pour but de favoriser la recherche architecturale.

La création, dès la première année, d'un challenge international comprenant six grands prix (1) a incité commanditaires, architectes et coureurs à concrétiser au plus tôt leurs projets.

Légers et bien tollés, ces nouveaux voiliers qui ont dépassé les 20 nœuds sont plus destinés aux régates côtières ou au parcours autour de trois bouées qu'aux parcours transocéaniques. Du 3 au 6 avril, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), ils se mêleront encore au maxi pour le Trophée des multicoques. Une belle occasion de démontrer que la formule 40 peut être gagnante.

G. A.

(1) Grand Prix de Brest (20-23 mars), Trophée des multicoques (3-6 avril), Multicoques à La Baule (15-17 mai), Grand Prix de Plymouth (29 mai-1^{er} juin), Grand Prix de Belgique à Nisport (3-5 juillet), Grand Prix de Cowes (15-17 août) et Multigiro (3-14 septembre) entre Brest et Edistone et La Rochelle.

FOOTBALL

Service public au Cameroun

Ancien joueur professionnel de l'AS Saint-Etienne, avec laquelle il fut champion de France en 1957, Eugène Njo Léa est sur le point de faire aboutir un rêve vieux d'un quart de siècle : instaurer le professionnalisme au Cameroun. Le retour de son pays à un régime démocratique et la « politique du renouveau » conduite par le président Paul Biya rend selon lui son projet réalisable « après vingt-cinq ans d'obscurantisme ».

Footballeur pro par accident, mais diplômé de formation, Njo Léa est convaincu du rôle politique du football. « Dans nos pays créés artificiellement par le congrès de Berlin, l'Etat a précédé la nation, rappelle-t-il. Pour développer une conscience nationale dans ces mosaïques, il faut vivre des émotions communes. Je ne vois pas d'autre moyen que le football, organisé rationnellement, professionnellement. »

Les clubs seront des sociétés anonymes. Il y en aura deux au maximum en première division. Ils devront respecter un cahier des charges draconien mis au point par la Ligue, un organisme que Njo Léa dirigera. « Le football sera un service public, pas seulement une convention de concession liée à la Ligue ». Quant aux joueurs, ils seront conseillés et protégés par la Ligue. Fondateur en 1962 de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) en France, Eugène Njo Léa ne pouvait faire moins.

Pour lui, le Cameroun est prêt à recevoir le foot pro : « Nous avons le public, notre économie étant saine, nous aurons les recettes publicitaires ; enfin nous aurons l'appui des collectivités publiques puisque'il y a volonté politique d'aboutir. »

En s'embarquant longtemps après l'Europe et l'Amérique latine dans l'aventure professionnelle, le football africain a un avantage considérable : « nous pouvons maîtriser nos dépenses avant de donner le premier coup de pied dans le ballon », dit Eugène Njo Léa en annonçant « les premiers matches professionnels ayant lieu fin 1986 ».

J.-J. B.

LES HEURES DU STADE

Basket-ball

Championnat de France. Phase finale (premier tour retour), samedi 5 avril : Tourvilleurbarne, Saint-Etienne-Antibes, Challans-Monaco, et un certain Orthez-Limoges (A. 2, 14 h 50, samedi 5 « Les jeux du stade », direct).

Cyclisme

Tour des Flandres. Dimanche 6 avril. TF 1, 15 h. « Sport Dimanche », direct. Gand-Wevelgem. Mercredi 9 avril, le temps des « classiques ».

Football

Coupe de France. Quart de finale retour, mardi 8 avril : Marseille-Racing. Qui rejoindra Bordeaux, PSG et Rennes en demi-finales, dont le tirage au sort aura lieu sur TF 1 dimanche 6 avril, à 12 h (« Télé-Foot » en direct).

Championnat de France. Première division (trente-sixième journée), vendredi 11 avril, à 20 h 30 : Marseille-Bordeaux, Amiens-Lille, Nice-Toulouse, Brest-Bastia, Nancy-Metz, Paris SG - Monaco, Lens-Strasbourg, Sochaux-Toulon, Rennes-Nantes, Le Havre-Laval.

Karaté

Championnat de France. Samedi 5 et dimanche 6 avril, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris.

Patinage de vitesse

Championnat du monde (piste courte) à Chamoni, jusqu'au dimanche 6 avril (A. 2, 14 h 50, samedi 5 « Les jeux du stade »).

Rugby

Championnat de France. Huitième de finale retour, dimanche 6 avril : Agen-Bayonne, Nîmes-Béziers, Perpignan-Racing, Toulon-Biarritz, Montferrand-Nice, Narbonne-Graulhet, Biarritz-Grenoble et Toulouse-Lourdes.

Sports équestres

Coupe du monde de sauts d'obstacles. Finale à Göteborg (Suède), du 9 au 13 avril. Les meilleurs cavaliers européens, dont le Français Pierre Durand, à l'épreuve des meilleurs Américains.

Tennis de table

Championnats d'Europe. Du 5 au 13 avril, à Prague (Tchécoslovaquie). Les Français, tenants du titre par équipes, auront fort à faire face aux Suédois, aux Polonais et aux Tchécoslovaques.

Voile

Courses autour du monde. Quatrième et dernière étape : Punta-del-Esto (Uruguay)-Plymouth (Angleterre). Départ : mardi 5 avril.

Le retour du javelot piqueur



78,70 mètres en 1938. Le record du monde du Finlandais Virgo Nikkanen redevient une référence, un demi-siècle plus tard.

L'Américain Brian Crouser a battu, jeudi 27 mars, le record du monde du lancer du javelot avec un jet de 79,86 mètres. Soit 25 mètres de moins que le précédent record (104,80 mètres), détenu par l'Allemand de l'Est Uwe Hohn depuis le 20 juillet 1984. Cherchez l'erreur.

A la fin de la saison dernière — officiellement depuis le 1^{er} avril 1986 — s'est reformée une parenthèse de plus de trente ans dans l'histoire du lancer du javelot. Le nouveau règlement interdit désormais l'utilisation des javelots dits « piqueurs », dont le premier prototype permit en 1953 à l'Américain Budd Held d'être le premier lanceur à dépasser les 80 mètres.

Trente et un ans plus tard, Uwe Hohn parvenait à crever le mur fabuleux des 100 mètres. Il restera longtemps le seul dépositaire de cet exploit. Les nouveaux javelots imposés par la Fédération internationale ont le même poids (800 grammes), mais leur centre de gravité a été déplacé de 4 centimètres vers l'avant pour diminuer la portance. Après quelques essais effectués l'été dernier, Didier Poppé, le meilleur technicien français de la spécialité, estimait à près de 20 % la perte de distance.

« Tringles à rideau »

Uwe Hohn est indirectement responsable de ce retour aux anciens javelots, dits « piqueurs ». En effet, les jets aux environs de 100 mètres risquaient à tout moment d'atterrir hors des aires de lancer. Sur la piste, sur un sautoir, dans une tribune. Le risque était d'autant plus grand qu'une nouvelle génération de « piqueurs » en cours d'étude promettait pour demain des lancers supérieurs à 110 ou 115 mètres ; et que la sensibilité au vent de ces engins rendait leur trajectoire incertaine.

L'ambition de la sécurité sur les stades d'athlétisme plaide en faveur d'une réforme : la régularité de certaines épreuves aussi. Un javelot moderne ne se plantait jamais franchement à l'atterrissage. Son angle de chute était si fin qu'il glissait généralement sur la pelouse, laissant au juge une part contestable d'estimation du point d'impact.

Enfin, les caprices du vent pouvaient fausser un concours.

Le retour des vieilles « tringles à rideau » déprime les lanceurs. Pour eux, 1986 est une année noire. « Ce n'est pas sans nostalgie, avouait récemment Didier Poppé, qu'il nous faudra rattrapper ces magnifiques engins avec lesquels nous avons connu ces instants extraordinaires où, porté par un filet d'air invisible, le javelot n'en finissait pas de tomber. Quelles que soient les raisons qui ont conduit les instances officielles à revenir au javelot piqueur, les athlètes seront démotivés. »

En réalisant, jeudi dernier, un jet inférieur à celui de Budd Held en 1953, Brian Crouser, le nouveau recordman du monde, a-t-il débordé de joie ? Auteur, en 1985, d'un lancer à 95,10 mètres, il s'est retrouvé brutalement trente ans en arrière. Sa performance ne dépasse que de 1 mètre le dernier record mondial battu par un « piqueur », celui du Finlandais Virgo Nikkanen, établi le 16 octobre 1938, à 78,70 mètres.

Le recordman de France, Charlus Bertimon (88,52 mètres), a recommencé la saison, dimanche 30 mars, avec un jet de 66,66 mètres. Morosité. Comme si on demandait à Francesco Moser d'établir un nouveau record de l'heure avec la béane de Fausto Coppi. Un tel recul des performances est une première en athlétisme.

Le public pourra-t-il s'enthousiasmer pour des exploits dévalés, saura-t-il convertir les anciens et les nouveaux records ? D'autant plus que les performances ne seront pas seules à souffrir. La qualité du spectacle est aussi menacée. Là où les javelots modernes réclamaient une maîtrise technique, la force pure suffira. Les gros bras contre les stylés.

Il faudra toutefois attendre la fin de la saison pour vérifier le bien-fondé de ces craintes. Et pour voir si la hiérarchie mondiale s'en trouvera modifiée. D'ici là, le javelot — discipline confidentielle — risque d'être souvent à la une. En effet, au fur et à mesure de l'adaptation des athlètes à leurs nouveaux engins, de nombreux records vont tomber. A pic.

J.-J. B.

Meryl Streep, le tournage mouvementé d'Out of Africa, dans

L'AUTRE JOURNAL

مكتبة جامعة القاهرة

économie

REPÈRES

Dollar : 7,50 F

(Voir l'article de Bruno Dethomas page 1 et ci-dessous.)

Prix du super : baisse de 6,1 % en février

Les prix du supermarché ont baissé de 6,1 % en février, selon les relevés de l'INSEE. Par rapport à février 1985, la baisse est de 11,3 %. Elle atteint 14,7 % en un an pour le gazole. En février également, les prix du fuel domestique ont baissé de 15 % par rapport à janvier.

Restauration rapide : 3,3 milliards de francs en 1985

La France comptait, à fin 1985, 942 unités de restauration rapide ou « fast food », contre 795 en 1984, soit une augmentation de 18,49 % pour un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de francs (+43,48 %). Dans l'année, ces restaurants ont servi 162 millions de repas, soit 40,87 % de plus qu'en 1984 (115 millions). Le hamburger se taille la part du lion, avec 52 % des restaurants (491 unités) et 71 % du chiffre d'affaires. Les cinq premières chaînes en France sont : Quick, Freetime, McDonald's, O'Kitch et Burger King.

CONJONCTURE

Un réajustement des parités monétaires

(Suite de la première page.)

Les banques centrales sont donc tenues d'intervenir (acheter ou vendre selon le cas) sur le marché afin de maintenir leurs monnaies à l'intérieur de ces limites.

Avec la décision des banques centrales de ne pas intervenir malgré le dépeçage du cours-plafond du deutschemark à Paris (3,1367 F pour un deutschemark) se confortait l'idée chez les cambistes d'un réajustement monétaire au cours du week-end, une interprétation que l'on confirmait officieusement à Paris, dans la nuit.

La réunion au cours de laquelle les ministres des finances des Douze devaient harmoniser leurs politiques à l'égard du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, prévue le 5 avril à Ootmarsum, aux Pays-Bas, devrait donc élargir son ordre du jour. Mais il reste à fixer l'ampleur du réajustement et les contreparties offertes par la France à l'Allemagne fédérale, qui ne trouvait pas réellement nécessaire une telle opération. Les cambistes, dont c'est le métier, spéculent sur une réévaluation du mark allemand et du florin néerlandais (de l'ordre de 5 % ?), sur une légère dévaluation du franc français et sur une dépréciation plus forte de la lire, du franc belge, de la livre irlandaise et peut-être de la couronne danoise.

En contrepartie, la France devrait s'engager - mais ce ne sera pas trop difficile puisque c'était là une mesure inscrite dans la plate-forme commune RPR-UDF - à réduire le contrôle des changes et à supprimer

la devise-titre pour se rapprocher des conditions de change des autres pays européens.

Il restera à assumer la responsabilité politique d'un réajustement « à froid », alors que la Banque de France dispose de réserves importantes et que le franc n'a été attaqué ces dernières semaines que parce que, tant M. Chirac que son ministre délégué chargé du budget, M. Juppé, avaient déclaré à plusieurs reprises, avant les élections du 16 mars, que le franc était surévalué et tenu par des taux d'intérêt trop élevés.

Les avantages de cette opération sont connus. La dévaluation permettrait de majorer les revenus agricoles, de redonner une marge de compétitivité aux industriels français face à leurs concurrents allemands, d'abaisser les taux d'intérêt et donc de relancer un peu l'activité. Bref, elle accroît la marge de manœuvre du gouvernement, à un moment où les craintes inflationnistes soulevées par toute dévaluation sont réduites au minimum, du fait de l'évolution du cours du pétrole. De plus, M. Chirac pourra toujours mettre en avant l'héritage et l'inflation, qui, depuis le réajustement de mars 1983, a été plus forte en France qu'en RFA de 11,5 points (même si la différence n'a cessé de s'amenuiser). Il n'en restera pas moins paradoxal de voir que les socialistes défendent depuis plusieurs mois un franc fort et que la droite se sera donné l'embellie la facilité d'une dévaluation.

BRUNO DETHOMAS.

L'emprunt de 12,8 milliards lancé par l'Etat porte à 70 milliards les émissions obligataires

L'emprunt de 12,8 milliards de francs lancé par l'Etat jeudi 3 avril sous forme d'OAT (obligations assimilables du Trésor) se rattache à l'émission de 5 milliards de francs de septembre 1985 (9,90 % septembre 1984). L'OAT a pour caractéristique de comporter une faculté d'assimilation, c'est-à-dire la possibilité d'un rattachement à d'autres emprunts ayant la même rubrique de cotation.

C'est ainsi que sur la ligne de septembre dernier avait déjà été mise en adjudication une tranche de 9,6 milliards, le 27 février 1986. L'emprunt du 3 avril, qui s'est fait en adjudication, porte à 27,4 milliards de francs l'épargne collectée sur la ligne de septembre 1985.

Depuis le début de l'année, l'Etat a levé 69,8 milliards de francs sous forme obligataire pour financer le déficit budgétaire : 32 milliards de francs en janvier en prime ferme (en trois tranches : 23 milliards 9,70 % avec bons d'échange, 7 milliards 9,80 % et 2 milliards rattachés à cette deuxième tranche) ; 4,1 milliards d'OAT en février en adjudication, cette émission étant rattachée à la tranche de 23 milliards de francs de l'emprunt d'Etat de janvier ;

9,6 milliards de francs d'OAT le 27 février rattachés à la ligne de septembre 1985 ; 11,3 milliards de francs le 6 mars toujours en adjudication, rattaché à la deuxième tranche de l'emprunt d'Etat (7 milliards) de janvier 1986. Enfin 12,8 milliards d'OAT le 3 avril.

On aura une idée de l'ampleur des émissions obligataires et de leur banalisation en rappelant qu'au cours des sept premiers mois de 1983 l'Etat n'avait émis que pour 11 milliards de francs d'obligations. Compte tenu de remboursements atteignant 12 milliards de francs, les émissions obligataires nettes auront atteint 57,8 milliards de francs depuis le début de l'année. A ces fonds collectés par l'Etat pour financer son déficit budgétaire s'ajoutent les bons du Trésor (1) : 146 milliards d'émissions brutes depuis le début de l'année, 45,6 milliards en net, soit au total un prélèvement de 103,4 milliards de francs.

AL. V.

(1) L'emprunt des bons du Trésor atteignait le 4 avril 375,6 milliards de francs contre 337 milliards de francs au début de l'année.

Les demandes des producteurs laitiers à M. Guillaume

- Nouvelles primes de départ
- Financement partiel des pénalités

Prix zéro, réduction de volume, baisse de l'intervention, taxe de coresponsabilité, réglementation favorable aux produits de substitution, maintien des importations dérogatoires de beurre néo-zélandais : devant ce tableau des calamités qui s'abat sur les 305 000 producteurs de lait français (1), le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, ne pouvait pas, pour sa première sortie officielle de-

vant une assemblée paysanne, le jeudi 3 avril à Paris, complètement se dérober.

Comme il ne pouvait pas non plus répondre avec précision aux demandes de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) qui tenait son assemblée générale, il a choisi de paraître en vedette américaine, à l'heure de déjeuner. Ses indications sont cependant pré-

cieuses. « Il faudra, a-t-il dit, une augmentation réelle du prix du lait », alors que la Commission européenne prévoit un gel qui correspond en fait à une diminution.

Il y aura des « pénalisations ajustées », pour ceux qui ont dépassé leur quota de production. La politique de restructuration sera poursuivie. Le ministre, enfin, s'efforcera d'élargir les débouchés des produits laitiers.

Les producteurs de lait qui rassemblent la FNPL sont confrontés à un dilemme : il leur faut « assumer le présent », c'est-à-dire gérer et réduire l'excédent structurel de lait et « préparer l'avenir », c'est-à-dire combler le déficit structurel et le non-remplacement des producteurs (2). En d'autres termes, il faut créer ou assurer la transmission des entreprises laitières, ce qui implique pour celles-ci une faculté de développement, quand dans le même temps il faut réduire la production. Difficile exercice qui se traduit par la campagne 1985-1986, l'an II des quotas, par un dépeçage de 250 000 tonnes environ sur un volume de production autorisé par Bruxelles de 25,3 millions de tonnes. Ce dépeçage doit être sanctionné par des pénalités atteignant 500 millions de francs.

L'incohérence des « Eurocrates »

La FNPL n'est pas contre, mais demande que trois catégories d'éleveurs soient épargnés : ceux qui ont subi des calamités et dont le quota avait été de ce fait sous-estimé, ceux qui, par contrat avec le Crédit agricole et les pouvoirs publics, avaient un objectif de production supérieur à leur quota, enfin, les petits producteurs. Ce qui risque de faire beaucoup de « mécontents » : le dialogue la FNPL, ne doit pas être à la charge des autres producteurs.

Aussi, c'est une première demande, est-ce aux pouvoirs publics de prendre à leur charge les pénalités impayées. Ces dépeçages sont surtout le fait de régions comme la Bretagne, la Franche-Comté, où, dit le président de la FNPL, M. Ledru, « la production bénéficiait d'un élan incontestable ». Comme les quotas sont affectés par entreprise et que, peu ou prou, les entreprises collectent dans un bassin régional, il en résulte que « des producteurs ayant dépassé dans les mêmes conditions leur référence pourront être taxés très différemment selon leur région, voire (...) selon la laiterie à laquelle ils livrent ».

Ces pénalités servent à payer le stockage du lait excédentaire. Il ne faudrait pas, selon M. Ledru, que le maintien de ce stock pénalise deux fois les producteurs par la pression à la baisse qu'il exerce sur les cours. Comme une destruction physique serait choquante, la FNPL propose que le produit des pénalités serve à financer un volume d'aide alimentaire supplémentaire. La Commission estime que la production est encore excédentaire de 5 millions de tonnes et propose de passer à un tarif très variable chez certains producteurs, l'équivalent de 3 millions de tonnes de quotas (3).

La FNPL estime suicidaire de réduire encore les droits à produire quand les concurrents étrangers,

Etats-Unis et Nouvelle-Zélande, continuent, eux, d'augmenter leur production. La CEE, précise M. Ledru, détenait 60 % du marché international des produits laitiers en 1981-1982 et 50 % seulement en 1985. La FNPL dénonce l'incohérence des « Eurocrates », qui se plaignent des excédents mais maintiennent l'entrée du beurre néo-zélandais, refusent de taxer les matières grasses végétales concurrentes et s'opposent à l'interdiction des produits d'imitation, tels que les laits de soja, et, enfin, diminuent de 30 % les crédits de publicité collective sur les produits laitiers (théoriquement financés par la taxe de coresponsabilité laitière).

1,5 milliard dans les trois mois

Au nom de l'avenir encore, la FNPL demande au gouvernement de poursuivre la restructuration entreprise depuis deux ans, avec les primes à la cessation d'activités laitières (1). « On ne se y trompe pas », déclare M. Ledru, « le nombre de producteurs de la décennie qui vient dépend plus des possibilités offertes aux jeunes et à ceux qu'il faut préserver que du départ plus ou moins accéléré de ceux qui, quoi qu'il arrive, partiront ». Néanmoins, la FNPL, comme le CNJA d'ailleurs, souhaite qu'on continue de secourir le cootier pour accélérer ces départs.

Pour cette restructuration, comme pour le paiement par les

pouvoirs publics d'une partie des pénalités, M. Ledru estime que le gouvernement devrait disposer de 1,5 milliard, à retrouver dans « les tiroirs du ministère de l'Agriculture » sur les 3 milliards de francs sur trois ans promis en 1983 par M. Michel Rocard, alors ministre de l'Agriculture.

Pour les producteurs, le revenu dépend aussi de la valorisation par les entreprises de transformation. M. Ledru a déploré leur manque de concertation, leur acceptation du bradage imposé par la distribution, « domaine incontesté du libéralisme sauvage ». « Si la concurrence est saine pour l'économie et si les entreprises à la vente sont interdites, pourquoi les laisser se développer à l'achat ? », interroge-t-il. Si l'Etat ne fait rien dans ce domaine, les producteurs, avertit M. Ledru, pourraient bien se substituer à lui, en opérant quelques coups. C'est la seule proposition d'action dont il a été fait état lors de cette assemblée.

JACQUES GRALL.

(1) En 1984 et en 1985, la diminution du nombre de producteurs a été de 14 %. 53 000 livreaux ont bénéficié des primes de cessation d'activités laitières.

(2) 40 % des producteurs ont aujourd'hui plus de cinquante-cinq ans.

(3) La subvention serait de 44 centimes par litre pendant sept ans, sans plafond ni dégressivité.

SOCIAL

M. MARCHELLI ESTIME QUE SA DÉMARCHÉ, AUPRÈS DU CNPF A ÉCHOUÉ

M. Paul Marchelli, président de la CGC, n'a pas dissimulé sa déception, le 3 avril, à l'issue de sa rencontre avec M. Yvon Gattaz, président du CNPF. Il a estimé que, « pour l'instant », sa démarche pour relancer « d'urgence » la politique contractuelle « est un échec ». Il avait espéré « une réponse positive pour l'ouverture immédiate de négociations ». M. Gattaz a cependant jugé « intéressantes » les propositions de M. Marchelli, indiquant qu'il les soumettrait à la prochaine commission sociale et au prochain conseil exécutif du CNPF « qui décidera en dernier ressort de la suite à leur donner », le 4 avril, le CNPF a donc exprimé sa « surprise » à propos de la réaction de M. Marchelli.

M. Marchelli a souligné que les négociations entre les partenaires sociaux s'ordonnent autour de plusieurs thèmes « prioritaires » avec en premier lieu « les capacités d'adaptation des entreprises et des hommes » afin de « gagner la bataille de la compétitivité ». Le président de la CGC a estimé qu'il allait « négocier des solutions de compensation » à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il a proposé aussi une négociation sur la participation.

Pour M. Marchelli, il faudrait que les partenaires sociaux négocient s'ils veulent reprendre les responsabilités qui sont les leurs, s'ils ne veulent pas que comme auparavant l'Etat s'occupe des problèmes économiques et sociaux. Faisant allusion à M. Bergeron, il ne veut pas d'un « privilège de conseiller du CNPF, voire du gouvernement ».

M. Bergeron fait coup double

Bien joué, M. Bergeron. En rendant public, le jeudi 3 avril, ses propositions sur l'emploi à M. Philippe Séguin (le Monde du 4 avril), le secrétaire général de FO a fait d'une pierre deux coups. Le premier objectif de M. André Bergeron est d'aider le gouvernement à trouver une porte de sortie pour éviter « une erreur » - la suppression de l'autorisation administrative de licenciement n'ayant pas, selon lui, d'effet positif sur l'emploi mais risquant d'« altérer le climat social » - sans renoncer à avancer sur le terrain cher au patronat : la flexibilité de l'emploi.

« C'est une succession d'étapes, a souligné M. Bergeron devant la presse. La première bataille que nous livrons, c'est de convaincre le gouvernement de ne pas faire cela. Le dirigeant syndical, qui devait rencontrer officiellement M. Séguin ce vendredi, sait qu'il s'engage dans une rude partie. « Notre pouvoir de persuasion est relatif », reconnaît-il, en ajoutant : « Séguin n'est pas tout à fait sourd à nos arguments, mais il est membre du gouvernement ».

Le fait que le gouvernement fasse preuve de prudence sur ce sujet sensible montre que la porte n'est pas tout à fait close. Mais peut-il ne pas respecter la plate-forme RPR-UDF ? « Nous appliquerons notre programme », a lancé le ministre des affaires sociales le 2 avril sur Europe 1. Voyant dans l'autorisation administrative de licenciement « des éléments très négatifs pour l'emploi » et « des éléments positifs pour la protection des salariés », il a toutefois concédé : « Nous allons essayer de concilier le maintien des procédures positives avec la disparition de tout ce qu'il y a de négatif ».

Même en admettant que les débats au sein du gouvernement - et du RPR - aboutissent en faveur d'une négociation interprofessionnelle préalable à toute décision législative de suppression, la partie ne serait pas gagnée pour autant. En se déclarant prêt à ouvrir une négociation sur le chapitre du protocole relatif à la flexibilité, qui a échoué en décembre 1984, concernant les procédures de licenciement, M. Bergeron rejoint une position déjà prise par la CFDT. En jugeant « discutables » une réduction des délais - notamment ceux accordés pour la réflexion du comité d'entreprise avant avis - le dirigeant de FO sait qu'il fait écho à ce que M. Gattaz considérait avant le 16 mars comme « un minimum ».

Mais pourquoi le patronat se contenterait-il de négocier sur un minimum alors que la nouvelle majorité a été élue sur un programme qui lui convient parfaitement et qu'il suffit d'appliquer par une loi, à défaut d'ordonnance ? De plus, le chantier de la politique contractuelle au CNPF, M. Chotard, a claqué la porte.

En tout état de cause, M. Bergeron n'a pas d'illusions. Ne voulant pas faire de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement « un casus belli » avec le gouvernement,

il espère seulement « infléchir » sa position pour éviter au moins une décision « brutale ». Mais il aura d'ores et déjà atteint son deuxième objectif : montrer que FO peut aussi formuler des propositions et ne pas se cantonner « dans une position purement négative », pour tout dire uniquement défensive.

Il y a quelques semaines déjà, M. Claude Fitou, secrétaire confédéral, avait invité son organisation à « sortir le débat syndical du réduit défensif pour l'amener à nouveau sur la voie du progrès. Rien ne serait plus dangereux, en effet, que d'envisager la suite des choses de manière résignée » (le Monde du 14 mars). Lors du comité confédéral national de janvier dernier (le Monde du 23 janvier), M. Bergeron avait esquissé ce changement stratégique afin que l'unionisme interne ne l'oblige pas à se réfugier dans un total immobilisme. « Le dépeçage de la négociation collective, avait-il lancé, peut conduire à chercher à ouvrir des voies nouvelles ». Ces voies nouvelles amènent FO à s'engager aujourd'hui sur le terrain de la proposition, en concurrence directe avec la CFDT. Par là même, M. Bergeron indique clairement à M. Chirac qu'il entend bien demeurer l'interlocuteur « majeur » du nouveau pouvoir. Quitte à s'adapter aux temps nouveaux.

MICHEL NOBLECOURT.

TRANSPORTS

La première conférence de presse du secrétaire d'Etat à la mer Appareillage en douceur

« Le secrétariat d'Etat à la mer est un ministère à part entière et autonome. En ne le rattachant à aucun ministre en particulier, le gouvernement a voulu montrer l'importance qu'il témoignait à l'ensemble des activités maritimes qu'il faut appréhender dans tous leurs aspects », M. Ambroise Guelluc, le jeudi 3 avril, présentait à la fois, les membres de son cabinet et les grandes idées qui vont guider son action, vont travailler dans le calme, le réalisme et dans un esprit de dialogue. Il n'annoncera ses premières décisions qu'après avoir rencontré la plupart des représentants professionnels, syndicaux et administratifs du monde maritime.

Cependant, les dossiers urgents s'accumulent. Le déficit de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), qui gère le régime social et de retraite des marins ? « Il ne faut pas bouleverser les structures ». La privatisation de la compagnie générale maritime ? « Je ne me prononce pas encore sur son opportunité ou non ». L'avenir de la flotte de commerce ? « J'ai lu et retenu le rapport

de M. Lathière. Il faut savoir à quel niveau minimal doit se situer la flotte française ». Le prochain collectif budgétaire ? « Je ne m'attends pas à un miracle pour mon département ministériel ».

M. Guelluc a noté que ses prédécesseurs « avaient, ces derniers mois, fait beaucoup de promesses, sans toujours s'assurer que les ressources budgétaires correspondantes existaient. Mais ces promesses, il faudra bien les tenir ». En revanche, il a voulu souligner le fermier qui a conduit MM. Langagne et Fabius à dénoncer l'accord maritime franco-soviétique et il les a félicités d'avoir favorisé le renouvellement de la flotte de pêche artisanale.

« Puisque l'emploi est pour nous un problème majeur, les jeunes doivent se persuader que la mer constitue un domaine particulièrement attractif », a-t-il conclu. Les socialistes avaient un mot fétiche : la reconquête. Plus modeste, M. Guelluc cherchera simplement à « trouver et à garder le bon cap ». - F. Gr.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV

Sociétés d'investissement à capital variable

gérées par la Caisses des dépôts

Les assemblées générales des actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1985 et décidé la mise en distribution des dividendes suivants mis en paiement le 1^{er} avril 1986 aux guichets des établissements ci-dessous.

- chez l'ÉCUREUIL et à LA POSTE : FO - LLP - LBI - HORIZON

- au TRÉSOR PUBLIC et chez les Agents de Change : LBI

	FRANCE OBLIGATIONS	LE LINNET PORTÉFOLIO	LINNET BOURSE INVESTISSEMENTS	HORIZON
COUPON	n° 29	n° 31	n° 19	n° 3
net à payer	18,00 F	22,50 F	19,75 F	42,78 F
avoir fiscal	1,71 F	2,64 F	2,78 F	3,98 F
brut	19,71 F	25,14 F	22,53 F	46,84 F
rappel de la valeur liquidative au 31.12.85 (valeur audité)	409,37 F	504,13 F	367,39 F	982,88 F

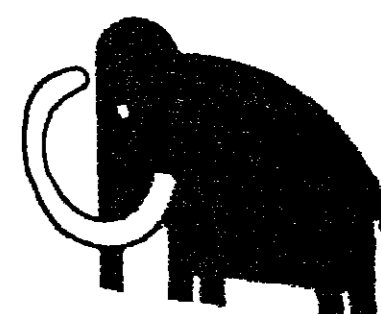
Réinvestissement sans frais en actions nouvelles jusqu'au 1^{er} juillet 1986.

CHEZ L'ÉCUREUIL À LA POSTE AU TRÉSOR PUBLIC

RÉPARTIR SON ÉPARGNE SELON SES PROJETS.



Alors
 Allemagne
 pour nou
 France o
 Quar
 croissanc
 1^{er} et 2^{es} ag
 Quar
 abandon
 conserva
 et moins
 ALC
 Enfin
 nourri
 hyperma
 MA
 Laborato
 ouvre le
 pour bê
 AUJ
 PARTO
 LA



220

s à M. Guillaume

Il faudra, a-t-il dit, une augmentation réelle du prix du lait... la Commission européenne prévoit un gel qui correspond en fait à une diminution.

Il y aura des pénalisations ajustées pour ceux qui ont dépassé leur quota de production. La politique de restructuration sera poursuivie. Le ministre, enfin, s'efforcera d'élargir les débouchés des produits laitiers.

Pendant cette séance, M. L... a été interrogé sur l'impact des quotas de production sur les prix du lait. Il a répondu que les quotas ont permis de maintenir un niveau de production stable, ce qui a permis de garantir la qualité et la sécurité des produits laitiers.

JACQUES GRILL

ENFIN!

Alors que dans de grands pays européens :
 Allemagne, Angleterre, Pays-Bas,... les laits 1^{er} et 2^e âge
 pour nourrissons sont en vente en grande surface, en
 France on ne les trouve qu'en pharmacie.

Quand on sait le rôle fondamental pour la
 croissance des bébés du lait maternel, et des laits
 1^{er} et 2^e âge lorsque l'allaitement est impossible,

Quand on sait que beaucoup de mères
 abandonnent trop tôt le lait 2^e âge pour du lait longue
 conservation (UHT), que l'on peut trouver partout
 et moins cher,

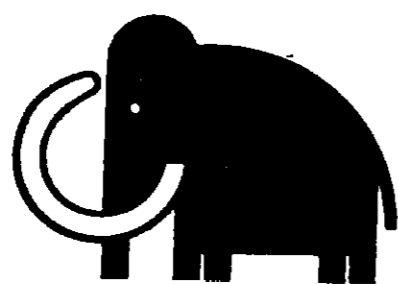
ALORS POURQUOI PAS EN FRANCE ?

Enfin, grâce à MAMMOUTH, les laits pour
 nourrissons sont aujourd'hui disponibles à prix
 hypermarché.

MAMMOUTH s'associe avec un grand
 Laboratoire de produits diététiques et nutritionnels et
 ouvre les rayons de tous ses hypermarchés aux laits
 pour bébés : les laits NUTRICIA* 1^{er} et 2^e âge.

**AUJOURD'HUI CHEZ MAMMOUTH, DEMAIN
 PARTOUT.**

LA FRANCE A L'HEURE DE L'EUROPE !



Jean-Jacques FOUGERAT
 Directeur MAMMOUTH FRANCE

* Lait disponible dans votre hypermarché à partir du 14 avril 1986.

RED LINE COMMUNICATION

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

EPARGNE - VALEUR Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1986 sous la présidence de M. Balley, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 152.251.606,21. Elles permettent, après report à concurrence de F 8.009.272,58 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de F 17,03 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,85, soit un revenu global de F 18,88.

L'Assemblée Générale a fixé au 27 mars 1986 la mise en paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 38, ventilé comme suit :

- revenus non imposables : F 0,87,
- revenus d'obligations françaises non indexées : F 7,25 + crédit d'impôt de F 0,65, soit un total de F 7,90,
- revenus d'actions françaises : F 1,49 + crédit d'impôt de F 0,76, soit un total de F 2,25,
- autres revenus : F 7,42 + crédit d'impôt de F 0,44, soit un total de F 7,86.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

EPARGNE - INTER Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1986 sous la présidence de M. Reinhart, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 57.108.794,36. Elles permettent, après report à concurrence de F 1.958.306,36 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de F 31,00 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,71, soit un revenu global de F 32,71.

L'Assemblée Générale a fixé au 27 mars 1986 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon n° 22, ventilé comme suit :

- revenus représentant les lots et primes de remboursement (pour les personnes physiques domiciliées en France, ces revenus ne sont ni imposables, ni déclarables) : F 9,64,
- revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : F 12,69 + crédit d'impôt de F 0,99, soit un total de F 13,68,
- autres produits : F 8,67 + crédit d'impôt de F 0,72, soit un total de F 9,39.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'Assemblée Générale a confirmé la nomination comme Administrateur de Monsieur Léon d'Hally en remplacement de Monsieur Daniel Olchanski, Madame Françoise Mairieu en remplacement de Monsieur Jean-Louis Hautcoeur et Monsieur Christian Jessua en remplacement de Monsieur Gérard Prache.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

NATIO - VALEURS Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1986 sous la présidence de M. Georges Chodron de Courcel, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 545.382.259,54. Elles permettent, après report à concurrence de F 29,35 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 4,11, soit un revenu global de F 33,46.

L'Assemblée Générale a fixé au 27 mars 1986 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon n° 8, ventilé comme suit :

- revenus non imposables : F 0,47,
- revenus d'obligations françaises non indexées : F 17,11 + crédit d'impôt de F 1,09, soit un total de F 18,20,
- revenus d'actions françaises : F 6,65 + crédit d'impôt de F 2,97, soit un total de F 9,62,
- autres revenus : F 5,12 + crédit d'impôt de F 0,05, soit un total de F 5,17.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'Assemblée Générale a nommé Monsieur René Houssais Administrateur, en remplacement de la Banque Nationale de Paris.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

BANQUE WORMS

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1985

Le conseil d'administration de la Banque Worms, réuni le 25 mars 1986 sous la présidence de M. Jean-Michel Bloch-Lafont, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui seront soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai prochain :

- le produit net bancaire, 1 170 millions de francs, marque une augmentation de 18 % ;

- l'évolution des frais généraux courants a été maintenue en deçà de 4 % et les effectifs en métropole ramenés de 1 900 à fin 1984 à 1 736 au 1^{er} janvier 1986 ;

- le solde d'exploitation, 301 millions de francs contre 200 millions en 1984, progresse de 50 % ;

- après 276 millions de francs de provisions et 28 millions d'amortissements, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 20 millions de francs.

L'ensemble de ces résultats dépasse largement les objectifs que le conseil d'administration s'était fixés en mai dernier.

Parmi les faits marquants de l'exercice, le conseil a notamment souligné :

- la mise en place, à la suite de la fusion avec la Société algérienne de banque, d'une équipe de direction renouvelée et confortée par le recrutement de professionnels de haut niveau ;
- l'adoption d'une nouvelle organisation destinée à renforcer la délégation des responsabilités, les synergies entre départements et l'efficacité de l'outil de gestion ;
- le développement progressif, avec des premiers résultats très prometteurs, de la collaboration entre les équipes de la banque et celles de son actionnaire, l'UAP.

Sur le plan des activités, le redressement des activités immobilières et internationales, qui a constitué un axe d'action prioritaire en 1985, a été réalisé avec succès. La banque a pris des positions significatives sur les nouveaux marchés de capitaux et ouvert deux implantations nouvelles à Milan et au Brésil, en association avec l'UAP. Elle a également confirmé son dynamisme en tant que banque d'affaires et financière et renforcé sélectivement ses activités de banque commerciale.

Les activités internationales et de gestion de trésorerie ont ainsi contribué pour 27 % au produit net bancaire contre 16 % en 1984, et les activités d'affaires, financières et de gestion de patrimoine pour 22 %, les activités de banque commerciale et immobilières étant ramenées de 60 % en 1984 à 51 % en 1985.

Avec plus de 1 milliard de fonds propres et assimilés pour un total de bilan de 42 milliards de francs et des positions renforcées dans des activités à forte valeur ajoutée, adaptées à l'évolution des marchés, la Banque Worms aborde 1986 avec un ensemble d'atouts importants pour consolider son redressement et engager une nouvelle phase de dynamisme et d'expansion.

LA SOURCE PERRIER COMMUNIQUE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de La Source Perrier s'est tenue à Vergèze (Gard) le 27 mars 1986.

Le résultat consolidé s'est élevé à la même date, à F 317 055 504 (dont F 241 265 635 pour la part du groupe), contre F 196 527 581 (dont F 195 502 326 pour la part du groupe) pour l'exercice précédent. Il tient compte de la consolidation des résultats de la Société des Caves de Roquefort jusqu'à alors consolidés par mise en équivalence.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985 se soldant par un bénéfice net de F 95 543 012, contre F 135 289 393 pour l'exercice précédent.

Elle a décidé la distribution d'un dividende complémentaire de F 8,50 par action donnant droit à un savoir fiscal de F 4,25.

Compte tenu de l'acompte sur dividende de F 5,00 par action distribué le 10 octobre 1985, le dividende total pour l'exercice s'établit à F 13,50 par action, soit, compte tenu de l'acompte fiscal, un revenu global de F 20,25.

Le dividende complémentaire sera mis en paiement le 8 avril 1986 contre remise du coupon n° 49.

D'autre part, une assemblée générale extraordinaire tenue à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire a décidé principalement :

- de proroger de trois mois la durée de l'exercice social en cours commencé le 1^{er} octobre 1985 qui aura ainsi une durée de 15 mois pour se terminer le 31 décembre 1986.
- et de changer l'année sociale qui, à compter des exercices postérieurs, commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

EUROPE 1 COMMUNICATION

L'Assemblée générale ordinaire d'Europe 1 Communication, qui s'est tenue le 28 mars 1986 à Monte-Carlo sous la présidence de M. Pierre Barret, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 62 987 919 F contre 10 476 657 F pour l'exercice précédent.

Toutes les résolutions proposées ont été adoptées et il sera distribué un dividende de 47 625 600 F.

Le montant net du coupon s'élève à 33 F pour chacune des 1 443 200 actions composant le capital social, soit un revenu global de 49,50 F, savoir fiscal compris.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 15 avril 1986 contre émanement du coupon n° 32 aux guichets du Crédit Lyonnais, de la Banque nationale de Paris, de la Société générale, de la Banque Indosuez, de MM. Lazard Frères et Co, de l'Europtisme de Banque et de la Banque Vernes et commerciale de Paris.

A la demande de notre nouvel actionnaire la société Holpa, M. Pierre Barret a remis son mandat de président délégué, son mandat d'administrateur ainsi que ses mandats dans les filiales de la société, à la disposition du conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée générale. Celui-ci a nommé M. Frank Thost président délégué et M. Jacques Lehn vice-président délégué, directeur général avec les mêmes pouvoirs et a confirmé les pouvoirs de M. Jacques Abregel, administrateur, directeur général.

SOPELEM

SOCIÉTÉ D'OPTIQUE, ÉLECTRONIQUE ET MÉCANIQUE

L'activité optique (militaire et civile) de SOPELEM vient d'être reprise par une nouvelle société, la Société d'optique, électronique et mécanique, SOPELEM.

Le capital initial de celle-ci a été souscrit par :

- le groupe britannique United Scientific Holdings : 49 %
- et un ensemble d'investisseurs français détenant ensemble 51 %, répartis comme suit :

- FIDI : 17 %
- SUBAREC, filiale de la Compagnie financière de Suez : 17 %
- M. de Maigret : 10 %
- Le FCP Privata : 7 %

Le premier conseil d'administration comprend MM. François Mayer, Roger Cédria, et FIDI, représenté par M. Michel Bachevalier. Il sera prochainement complété. Au cours de sa première séance, le conseil a désigné comme président M. François Mayer, Ancien élève de l'École polytechnique, M. Mayer a notamment été président de Cressout-Loire entreprises.

SLIMINCO

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 MARS 1986

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 27 mars 1986 sous la présidence de M. Henri Sauty de Chalons afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1985 qui seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 28 mai 1986.

La production de la société s'est élevée à 280,2 millions de francs en vingt-deux dossiers portant ainsi le montant total des engagements bruts à plus de 2,3 milliards de francs.

Le chiffre d'affaires, en progression de 8,50 %, a atteint 344,9 millions de francs h.t. dont 71,5 millions de francs h.t. au titre de l'activité de location simple ; le bénéfice d'exploitation, pour sa part, atteint 143,7 millions de francs.

Après amortissement intégral des frais d'acquisition des immeubles et des frais d'émission du dernier emprunt obligataire, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 123,575 millions de francs ; le conseil proposera à l'Assemblée la distribution d'un dividende unitaire de 46,70 F, en progression de 6,13 % sur celui de l'exercice précédent, payable en espèces ou en actions. À cette même Assemblée sera demandée l'autorisation d'émettre dans le délai de 5 ans des obligations pour un montant maximum de 900 millions de francs.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera convoquée le même jour pour donner au conseil l'autorisation d'émettre, le cas échéant, un emprunt à bons de souscription d'actions pour un montant de 300 millions de francs.

GSJ ALCATEL

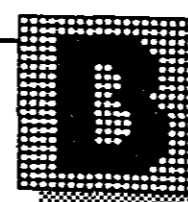
Au cours de sa séance du 24 mars, le conseil d'administration, informé qu'en raison de son entrée au gouvernement le président Edouard Balladur avait été conduit à mettre fin à ses fonctions, a nommé président de la société M. Jacques Raiman, qui exerçait les fonctions de directeur général depuis la création de la société, il y a quinze ans.

Le conseil a d'autre part nommé directeur général M. Jacques Benz, précédemment l'un des principaux membres de l'équipe dirigeante de la société, et a décidé de se compléter en faisant appel à M. François Petit, directeur à la direction générale de la CGE.

NOUVEAU PRÉSIDENT



SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

EPARGNE - OBLIGATIONS Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 25 mars 1986 sous la présidence de M. Jars, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1985. Elle a décidé la distribution d'un dividende net de F 15,93 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,60, soit un revenu global par action de F 17,53. Le paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 32 est effectué depuis le 27 mars 1986. Il se décompose ainsi :

- revenus d'obligations françaises non indexées : F 14,83 + crédit d'impôt de F 1,60,
- produits de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977 pour 0,02,
- revenus d'actions françaises : F 0,23,
- autres produits ne bénéficiant d'aucune exonération fiscale pour : F 0,46,
- revenus exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques : F 0,39 et donnant droit pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de F 0,03.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société en exonération totale de droit d'entrée.

BNP. la banque est notre métier

ANNUAIRE...
Crédit Lyonnais...
Woolworth...
Entreprises...
OPA sur Woolworth...
122

AFFAIRES

UNE BONNE ANNÉE POUR LES BANQUES

Les bénéfices du Crédit Lyonnais ont augmenté de 20% en 1985

1985 aura été une année bonne pour la banque française. Elles ont certes divergé...

Le produit net bancaire a également augmenté mais de 3% seulement pour s'établir à 20,3 milliards de francs...

M. de Benedetti explique son opération sur Valéo

Dans une interview au magazine L'Expansion (4 et 17 avril), M. de Benedetti, patron, entre autres, d'Olivetti...

M. de Benedetti explique son offre de rachat de 16% supplémentaires de capital de Valéo...

ENTREPRISES

OPA sur Woolworth

La chaîne britannique de distribution de matériel électrique Dixons Group a annoncé, jeudi 3 avril, qu'elle offre...

Le groupe Bruxelles-Lambert prend le contrôle de la Banque de gestion privée (groupe Worms)

Le groupe belge Bruxelles-Lambert va prendre le contrôle (déjà obtenu jusqu'ici par le groupe Worms) de la Banque de gestion privée (BGP)...

Cinq acheteurs pour Canadair

Cinq sociétés canadiennes se sont portées candidates pour le rachat du constructeur d'avions d'affaires Canadair...

Accord de licence nippo-américain dans les accumulateurs

La firme japonaise Yuasa Battery a décidé d'accorder une licence à l'américain Farley Metals pour la fabrication d'accumulateurs d'automobiles...

Nominations

Chez Colgate-Palmolive France, M. ALAIN DE CORDEMOY, quarante-deux ans, a été nommé président en remplacement de M. Herman Bezin...

Au Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), M. PIERRE BAUDEZ a été nommé directeur. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris...

Chez Pharmacia, filiale de la division « santé » de Rhône-Poulenc, M. BERNARD RECULEAU, trente-cinq ans, est nommé directeur général...

Chez ST-Dupont, premier fabricant mondial de briquets de luxe (60% du marché) et des instruments d'écriture haut de gamme (35%), M. GEORGES HIBON est nommé président du directeur en remplacement de M. André Doucas...

Chez ANF-Industrie (matériel ferroviaire), M. PIERRE VACHER a été nommé président-directeur général, en remplacement de M. Jean Palabon...

A l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), M. DANIEL TOURNAY, cinquante-six ans, a été élu président du conseil central...

UNE PREMIÈRE EN HYPERMARCHÉ

UN PHARMACIEN-CONSEIL

AU BOUT DU FIL RÉPOND À VOS QUESTIONS

MAMMOUTH OUVRE LES RAYONS DE TOUS SES HYPERMARCHÉS AUX LAITS 1^{er} et 2^e âge POUR NOURRISSONS

VOTRE MÉDECIN a prescrit à votre bébé un lait 1^{er} ou 2^e âge. Il reste votre conseiller : pour toute information sur le nombre de biberons et la quantité de lait à proposer à votre enfant ainsi que pour tout problème d'ordre médical, n'hésitez pas, consultez-le.

Pour tous renseignements sur la composition, le mode d'emploi, la conservation des laits NUTRICIA* 1^{er} et 2^e âge,



APPELEZ LE PHARMACIEN-CONSEIL MAMMOUTH POUR LA DISTRIBUTION DES LAITS POUR NOURRISSONS.

Du lundi au vendredi de 14 h à 16 h à partir du 16 avril 86

Demandez à la caisse de votre Mammouth le livret "Donner le lait à son bébé".



MAMMOUTH, LES VRAIES ARMES CONTRE LA VIE CHÈRE.

* Lait disponible dans votre hypermarché à partir du 14 avril 86.

EUROPE 1 COMMUNICATION
Assemblée générale ordinaire d'Europe 1 Communication...

OSI ALCATEL
OSI Alcatel est une filiale de la société Alcatel...

BANQUE NATIONALE DE PARIS
BANQUE NATIONALE DE PARIS
Actions à Capital Variable

RED LINE COMMUNICATION

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

4 AVRIL

PARIS

4 avril

Forte hausse : + 2 %

La perspective d'un réajustement monétaire durant le week-end, mais aussi d'une baisse des taux d'intérêt à la fin de l'année, a dopé, vendredi, la Bourse de Paris. Dès l'ouverture, les plus grands noms de la cote (Peugeot, Schneider, Roussel-Uclaf, CSF, L'Oréal, Pernod, Carrefour, Compagnie bancaire, Sanofi, Alcatel) se sont lancés à l'assaut de nouvelles cimes. Ils furent ensuite rejoints dans leur ascension par la majeure partie des valeurs inscrites à la cote. Tant et si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané enregistra une nouvelle et forte avance de 2,1 %.

Toujours aussi bien orienté, Moulins était « réservé à la hausse » à deux reprises, alors que commencent à circuler les rumeurs relatives à l'hospitalisation du président Jean Mantelet. Autour de la corbeille, les professionnels tentent pour acquies un rajustement au sein du SME avec la décision de fermer ce jour le marché des changes parisiens.

C'est, à l'évidence, une nouvelle excellente pour la Bourse dans la mesure où une dépréciation du franc rendra nécessairement plus attractives les valeurs françaises déjà très recherchées.

Au premier étage, l'idée qu'en plus une détente des taux accompagnerait l'opération monétaire a poussé les investisseurs complétement fous. Sur le MATIF les cotations ont dû être suspendues une demi-heure après le début des cotations, les 2 % de hausse ayant été atteints. Elles ont repris à 12 h 30. Quant au marché obligataire, il était au bord de l'explostion.

A 13 h 40, plus de 3 200 lots de 5 millions de francs avaient été négociés sur le MATIF, ce qui témoigne de l'activité de ce marché en dépit de son interruption jusqu'à 12 h 30 en raison de l'afflux des ordres.

La position décembre 1986 (dernier cours) s'est traitée à 113,50.

NEW-YORK

Forte baisse en clôture

Après avoir évolué en dents de scie durant la majeure partie de la séance de jeudi, le cours se sont brutalement alourdis une heure avant la clôture sur d'abondantes ventes bénéficiaires. L'indice des industriels, qui un moment même avait rafraîchi la barre des 1 800 points (1 809,27), s'établissait finalement à 1 766,40, soit à 28,86 points en dessous de son niveau précédent. Si les « Blues Chips » ont été durement touchés, elles n'ont pas été seules. Sur les 2 060 valeurs traitées, 1 169 ont baissé, 508 seulement ont progressé et 383 n'ont pas varié.

Les spécialistes ont attribué cette chute brutale à des opérations techniques d'investisseurs spéculant sur les indices boursiers à terme. Mais les incertitudes sur l'évolution des prix du pétrole ont également pesé sur le marché. Après trois mois d'absence, l'URSS est revenue sur le marché des hydrocarbures, et beaucoup craignent que ses ventes ne favorisent une recrudescence des cours sur un marché déjà saturé surtout, compte tenu de la tâche des pays de l'OPEP, qui doivent se réunir le 15 avril prochain pour décider une nouvelle fois de trouver un compromis sur les réductions de production.

Les valeurs pétrolières, qui la veille s'étaient redressées, ont replongé. Une assez forte activité a continué de régner, et 148,23 millions de titres ont changé de mains, contre 145,30 millions mercredi.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 2 avril, Cours de 3 avril. Lists various stocks and their price changes.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CABLE AND WIRELESS A TOKYO. - Le groupe britannique de télécommunications Cable and Wireless est, depuis le 2 avril 1986, la première compagnie britannique à être cotée à la Bourse de Tokyo.

ESSILOR: RÉSULTATS 1985 EN HAUSSE. Le groupe annonce, pour l'exercice 1985, un bénéfice net de 242 millions de francs, contre 241 millions (après réintégration des amortissements dérogatoires) pour l'année précédente, sur un chiffre d'affaires de 3,18 milliard (contre 2,92 milliard net de la société mère s'établissant à 126 millions de francs (contre 110), sur un chiffre d'affaires de 1,67 milliard (contre 1,56).

INDICES QUOTIDIENS

(Base 100 = 31 déc. 1984)

Valeurs françaises : 136,3

Valeurs étrangères : 112,7

C% DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 31 déc. 1984)

Indice général : (1) (1)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets à 90 jours TOKYO : 9,3/4 %

1 dollar (en yen) : 179,90 / 180,10

(1) Aucun indice ne sera disponible avant plusieurs jours.

MATSUSHITA INSTALLE DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES À LONDRES ET À AMSTERDAM. Le groupe électrique et électronique japonais Matsushita Electric Industrial Co. va installer des sociétés financières à Londres et à Amsterdam en mai prochain, afin de développer ses activités de collecte de fonds en Europe.

Table with 3 columns: Valeurs, % du nom, % du coupon. Lists interest rates and yields.

Main table for Paris Comptant market, listing various stocks and their prices.

Table for SICAV 3/4, listing investment funds and their performance.

Table for Etrangères, listing foreign stocks and their prices.

Règlement mensuel

Large table showing monthly settlement data for various markets, including Paris, London, and other international markets.

COTE DES CHANGES

Table showing exchange rates for various currencies, including the Dollar, Pound, and others.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Le Monde

Premiers traitements chirurgicaux de la maladie de Parkinson

Un groupe de neurochirurgiens mexicains a réalisé une greffe de cellules des glandes surrénales dans le cerveau d'un homme de trente ans atteint de la maladie de Parkinson. Un mois après l'intervention, l'équipe dirigée par les docteurs Ignacio Madrazo et Colin Druker qualifie d'« excellents » les résultats obtenus. Le patient, qui était invalide, parvient aujourd'hui à marcher et, selon ses médecins, pourra bientôt avoir une existence normale.

La maladie de Parkinson (décrite pour la première fois en 1817, par le docteur James Parkinson) touche environ une personne sur deux cents dans la population de plus de quarante ans. Dans les années 70, de nouvelles hypothèses sur l'origine de la maladie (anomalies cérébrales dans les concentrations de certaines substances, comme la dopamine) conduisent à la mise au point et à l'expérimentation de médicaments d'un nouveau genre, pleins de promesse.

Mais on s'est aperçu que ces derniers ne constituaient pas une thérapeutique idéale : après quelques années d'amélioration, les symptômes, souvent réapparaissent. D'où l'idée de traiter chirurgicalement les personnes atteintes en implantant dans leur cerveau quelques cellules capables de synthétiser naturellement - entre autres - de la dopamine. Ces cellules sont prélevées dans les glandes surrénales des malades eux-mêmes.

C'est en Suède que les premières expérimentations chirurgicales furent réalisées, après l'accord de la commission d'éthique de l'Institut Karolinska de Stockholm (le *Monde* dans 22-23 décembre 1981). Les résultats des travaux suédois viennent d'être présentés lors d'une réunion scientifique internationale organisée aux Etats-Unis par l'académie new-yorkaise des sciences.

Là encore, l'enthousiasme doit être tempéré : après une amélioration spectaculaire, de six mois environ, les symptômes sont progressivement réapparues. Peut-être, ont déclaré les médecins, à cause d'un nombre trop faible de cellules transplantées. Selon le docteur Anders Bjorklund (Université de Lund - Suède), il s'agit toutefois de résultats « prometteurs ».

D'autres expériences sont en cours chez l'animal, utilisant des cellules prélevées chez des embryons, et plusieurs spécialistes envisagent le recours à ces techniques chirurgicales pour le traitement d'autres maladies dégénératives, au premier rang desquelles la démence sénile. Les perspectives ouvertes par ces travaux sont considérables. Il est possible, assure notamment le docteur Bjorklund, de rétablir chez des rats de laboratoire âgés certaines fonctions cérébrales qu'ils avaient perdues.

JEAN-YVES NAU.

M. MAUROY PROTESTE CONTRE LE RAPATRIEMENT DES PLANS-RELIEFS

« Je préfère penser qu'un secrétaire d'Etat débutant, sortant du maquis, s'est laissé emporter par la passion. »

C'est en ces termes que M. Pierre Mauroy a commenté la décision prise par M. Philippe de Villiers, de rapatrier les plans-reliefs de Vauhan à Paris. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'Assemblée nationale, il a rappelé que le problème du transfert des maquettes avait été agité dès 1954 et envisagé par André Malraux, dix ans plus tard, il a, par ailleurs, insisté sur le fait que l'installation des plans-reliefs à Lille était « une décision politique s'inscrivant dans le cadre de la décentralisation culturelle ».

M. Jack Lang, qui l'accompagnait, a conclu en souhaitant que cet acte « de mépris » puisse être rapporté : « Je demande que l'on accorde le même respect à l'œuvre culturelle de François Mitterrand que celui dont nous avons fait preuve à l'égard de celle de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing. »

« Les suites de l'affaire Waldheim. - L'agence autrichienne de la firme américaine de publicité Young and Rubicam, chargée d'organiser la campagne de M. Waldheim pour l'élection présidentielle du 4 mai, a résilié ce contrat après les révélations faites ces dernières semaines sur le passé de son client pendant la guerre. Cette résiliation n'aura que peu de conséquences, le gros du travail ayant déjà été fait. A Vienne, neuf personnes qui ont connu M. Waldheim entre 1937 et 1945 ont témoigné, jeudi 3 avril, en faveur de l'ancien secrétaire général des Nations unies, lors d'une conférence de presse organisée par le comité électoral de M. Waldheim. Parmi eux, des anciens officiers de l'armée allemande ayant servi dans les Balkans ont soutenu que M. Waldheim n'était pas impliqué dans les massacres de partisans yougoslaves et qu'il ignorait, comme eux, la déportation des juifs de Salonique. - (AFP, AP.) »

« Visa britannique pour la petite-fille de Staline. - A la demande du gouvernement soviétique, la Grande-Bretagne a accordé un visa à Olga Peters, petite-fille de Joseph Staline, âgée de seize ans, pour lui permettre de poursuivre ses études, a annoncé, vendredi 4 avril, le ministre de l'Intérieur à Londres. On précise qu'aucune demande de visa n'a été faite pour Svetlana Alliloueva. - (Reuter.) »

RODIN
TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

L'URSS cherche à revenir sur le marché des produits pétroliers

L'Union soviétique, dont les exportations de pétrole brut vers l'Europe avaient fortement chuté au cours de l'hiver, cherche à revenir sur le marché. Mais, compte tenu des prix demandés - 13 dollars le baril alors que le « Brent » de mer du Nord dépasse à peine 10 dollars - l'URSS a du mal à écarter sa production. Pour remédier à cet état de fait, alors que les ventes doivent être pleines sur la mer Noire (zone de chargement pour la Méditerranée), les responsables soviétiques proposent depuis quatre-vingt heures des accords de « net back » par lesquels les cours fluctuent parallèlement aux cours pétroliers raffinés sur les marchés consommateurs. L'URSS emboîterait ainsi le pas aux pays de l'OPEP et notamment à l'Arabie saoudite, qui offrent désormais de tels accords.

Les Soviétiques, premiers producteurs mondiaux, risquent cependant par leur retour sur le marché d'accepter les pressions à la baisse des prix. Moscou a d'ailleurs fait savoir quelle politique l'URSS entendait mener face à cet effondre-

ment des cours de sa principale source de devises.

Devant des diplomates, le ministre du commerce extérieur, M. Boris Aristov, a été on ne peut plus clair. Il n'est pas question pour Moscou de recourir à des emprunts qui alourdiraient une dette extérieure encore très gênante. Ce sont les importations de biens occidentaux qui pâtiraient. Ces importations qui avaient totalisé 26 milliards de dollars en 1985 pourraient être réduites de 25 à 30 %. Une intention qui constitue également une mise en garde voilée à l'égard des principaux partenaires de l'Union soviétique, en tête desquels se situe la RFA.

L'URSS n'est pas la seule à s'inquiéter de l'évolution du marché. Les autorités bancaires américaines ont pris contact avec les banques les plus florissantes des Etats-Unis pour préparer la venue, le cas échéant, des petites banques, notamment celles du Texas qui pourraient être mises à mal par la chute des cours du pétrole.

LES NÉGOCIATIONS SUR LES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES L'ouverture des pistes

Le CNFP et les cinq centrales syndicales sont convenus jeudi 3 avril d'un calendrier de rencontres pour discuter de l'avenir de l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) (le *Monde* du 4 avril) : ils se retrouveront le 3 juin pour évoquer l'équilibre de l'ARRCO et le mode de fixation du « salaire de référence » (qui détermine l'évolution du montant des retraites) et le 23 juin pour examiner les problèmes des cotisations supplémentaires (« opérations facultatives ») et l'harmonisation des prélèvements pour la gestion et les avantages sociaux des régimes, une réunion-bilan étant prévue le 17 septembre. Les premières déclarations de principe ont permis de délimiter les terrains d'exercice et de tracer quelques pistes de discussion.

La question majeure est le moyen d'assurer l'équilibre de l'ARRCO pour les prochaines années. Comme prévu, le CNFP s'est montré hostile à toute augmentation de cotisation, préférant plutôt une réduction du rendement des retraites ; cette proposition est refusée par la CFDT, la CFEC et plus brutalement encore par la CGT, puisque celle-ci n'accepte pas l'accord signé en décembre dernier, qui déjà ne fait plus obligation aux régimes de retraite d'assurer aux retraités l'équivalent de 20 % de leur salaire. Toutefois un compromis n'est pas absolument impossible. FO et la CGC admettent, comme l'a dit M. Marc Villenot (CGC), que l'effort soit partagé entre les entreprises, les actifs et les retraités, ce qui amènerait à jouer à la fois sur la cotisation et le rendement.

Le CNFP s'est montré en revanche plus ouvert, de façon inatten-

due, au développement des « opérations facultatives ». M. Yves Lemoine, qui dirigeait la délégation patronale, a admis que le taux d'appel des cotisations facultatives puisse être relevé, ce qui apporterait des ressources supplémentaires aux régimes de retraite. D'autant que la CFDT a suggéré certains assouplissements des conditions mises actuellement à ces « opérations facultatives », conditions qui pénalisent les entreprises qui voudraient s'y engager.

Sur l'évolution du salaire de référence, que l'ensemble des syndicats souhaitent vivement voir rapprochée sinon unifiée d'une caisse à l'autre, le CNFP est resté prudent. M. Lemoine notant cependant « qu'il n'était pas exclu qu'un accord puisse être trouvé ». La CFDT a suggéré un rapprochement des systèmes actuels sous forme d'une fourchette autour d'un salaire commun. FO par sa part proposait de laisser provisoirement en dehors de l'opération les quelques régimes professionnels qui veulent conserver leur autonomie (bâtiment, banques, transports, alimentation).

En revanche, le CNFP n'a guère paru disposé à une harmonisation des frais de gestion des régimes et a totalement écarté une telle perspective pour les fonds sociaux. G.H.

« Les priorités du ministre de la fonction publique. - M. Hervé de Charette, nouveau ministre délégué chargé de la fonction publique, a indiqué, jeudi 3 avril, qu'il ne « paragonait pas les critiques faites aux fonctionnaires », et a déclaré qu'en matière d'effectifs, la plate-forme commune de la nouvelle majorité ne faisait que « marquer une tendance » vers la baisse, les effectifs faisant, selon lui, « cruellement défaut » dans certains secteurs comme la police ou la magistrature : il a préconisé « un redéploiement permanent » et la formation. Quant à la politique salariale, elle doit aussi « permettre la promotion des meilleurs ». Enfin, M. de Charette a annoncé « un bilan sans arrière-pensée ni idée préconçue » de l'œuvre législative de la gauche en matière de fonction publique.

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1986 a été tiré à 495 086 exemplaires

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS
GAIN DE PLACE REEL
CAPELOU
nombreuses combinaisons possibles
CAPPELOU
(Publicité)

Pantalons DOUBLÉS, POUR HOMME flanelle ou serge : 189 F
Et 399 F un blazer pure laine workmark et à partir de 990 F un costume en tissu Dormel (jeu de chemises et pull). L'explication de ces prix : la vente en direct des créateurs masculins Guy d'Ambert en exclusivité, même grandes tailles
35, rue de Valenciennes, 75006 Paris
Mardi, au samedi, 10 h à 19 h.

PIANO: LE BON CHOIX
Vente à partir de 8.900 F ou 209,59 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Location à partir de 235 F par mois.
Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.
hamm
La passion de la musique.
139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66 Parking à proximité.

Sur le vif Nuit blanche

Vous avez vu, l'autre jour, à la télé, la tête de Chaban en premier tour ? Stupeur et pitié ! Elle était pas là, elle a pas été élue, rappelle-toi !

— Ah, c'est vrai ! Où avais-je la tête ? Et si c'était encore un coup de Chirac, justement, il est tellement faux jeter, il suffit qu'il ait glissé un ordre à un de ses lieutenants...

— Tu dors ?

— Oui, qu'est-ce qu'il y a ?

— Non, mais tu te rends compte, quels salopards ! Qui ça peut être ?

— Cherche pas : Giscard. C'est un vilain jaloux. Tu croyais tout de même pas qu'il allait voter pour toi ?

— Et les autres ? Je ne jure pas du père Barre. Il sait très bien qu'on est intime, Mitterrand et moi, qu'on se tutoie. Tu le connais, il est tellement rétro ! Rien qu'à l'idée qu'on puisse cohabiter sans être mariés... Ah ! et puis il y a cette garce de Marie-France Garaud. C'est elle

qui a poussé Chirac à torpiller ma candidature aux présidentielles en 1974.

— Voyons, mon chéri, tu rêves ! Elle était pas là, elle a pas été élue, rappelle-toi !

— Ah, c'est vrai ! Où avais-je la tête ? Et si c'était encore un coup de Chirac, justement, il est tellement faux jeter, il suffit qu'il ait glissé un ordre à un de ses lieutenants...

— Pourquoi il aurait fait ça ?

— Rien que pour m'embêter. Pour me remettre à ma place.

— Mais c'est lui, qui t'y a mis, à cette place ! Non, tu veux que je te dise qui c'est ? C'est le père Baudou, qui a remplacé le fiston à l'Assemblée. Avec sa manie de parader sur les courts de tennis et de te mesurer à plus jeune que toi, tu as filé la patate à son Dominique. Il a pris sa revanche. Résultat : trois manches à zéro.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Chirac se rendra en Côte-d'Ivoire le 12 avril

M. Jacques Chirac se rendra, le samedi 12 avril, en Côte-d'Ivoire, accompagné de MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et Jacques Foccart, chargé des affaires africaines à l'hôtel Matignon. Le premier ministre doit s'entretenir avec M. Félix Houphouët-Boigny, chef de l'Etat ivoirien, auquel il tient à rendre, indiquent à l'hôtel Matignon, une « visite de courtoisie envers l'une des personnalités les plus marquantes du monde africain », qui est aussi, ajoute-t-on, un « ami personnel » de M. Chirac.

Le premier ministre déterra à Abidjan et regagnera Paris dans la nuit du 12 au 13 avril.

M. Chirac se rendra, le 17 avril, à Bonn, où il aura un long entretien avec le chancelier Helmut Kohl.

L'hôtel Matignon a confirmé, d'autre part, que M. Edouard Balladur ne participera pas au sommet de Tokyo du 4 au 6 mai. Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, assurera l'intérim du premier ministre. La délégation française au sommet sera donc composée du président de la République, du premier ministre et du ministre des affaires étrangères.

On confirme aussi, à l'hôtel Matignon, que l'une des questions abordées à ce sommet sera celle de la lutte contre le terrorisme, et notamment la recherche des moyens de coordination entre les Etats participants. Ce point avait fait l'objet d'un accord entre MM. Mitterrand et Chirac dès avant la formation du gouvernement.

D'autre part, M. Renaud de la Genière, ancien gouverneur de la Banque de France, est chargé d'établir un « état des lieux », économique, financier et social, de la situation trouvée à son arrivée, par le gouvernement.

M. Gandois chargé d'une mission sur le sidérurgie

D'autre part, le premier ministre a décidé de confier à M. Jean Gandois, ancien PDG de Rhône-Poulenc, une mission concernant la sidérurgie. La lettre de mission de M. Gandois précise qu'il devra « dans les délais aussi brefs que possible : établir d'abord un diagnostic de la situation réelle de ces deux groupes et de leurs perspectives de redressement, puis proposer les mesures urgentes à prendre, dans le domaine stratégique, comme en matière de structure et d'organisation des deux groupes ». M. Gandois est habilité à prendre, tant au plan national qu'international et notamment communautaire, tous les contacts utiles.

M. Pierre MESSMER invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL - le Monde » dimanche 6 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. L'ancien premier ministre, député RPR de Moselle, répondra aux questions d'André Passeron et de Thierry Bréchet du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin de RTL, le séminaire étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le Front national en appelle au Conseil constitutionnel

Le groupe du Front national à l'Assemblée a annoncé son intention de saisir le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat de la façon dont le ministre de l'Intérieur a pourvu immédiatement au remplacement des députés devenus ministres. Dans un communiqué, il affirme que « l'irrégularité (...) qui entache la composition de l'Assemblée (...) pose une question sérieuse de légalité sur tous les votes à intervenir dans le premier mois qui suit la nomination des députés membres du gouvernement, et en particulier lors du prochain vote qui devrait suivre la présentation du programme du gouvernement ».

[Le 14 septembre 1961, le Conseil constitutionnel a eu l'occasion de préciser qu'il ne peut statuer ou émettre un avis que dans les cas prévus par la Constitution. Or le problème soulevé n'est pas un problème de constitutionnalité, mais un problème de compétence du Conseil d'Etat est de constater que les rapports entre le gouvernement et les Assemblées parlementaires sont des « actes de gouvernement », dont il n'est pas juge. Il semble donc qu'aucune autorité juridique ne soit en mesure de trancher le point de droit soulevé.]

Sur CFM
de 19 h à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,3 MHz)
à Saint-Etienne (90,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (87,1 MHz)

VENDREDI 4 AVRIL
Jean-Jacques BEINEIX sera « Face au Monde » avec JEAN LE BAIL

LUNDI 7 AVRIL
AUX « le Monde » 47-20-52-97
LA FRANCE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE avec Roland-Pierre FARINGAUX et YVES FLEBEL
Une émission présentée par François KOCH

politique économique
trait être favorisé

réforme de l'audio
ou l'éternel retour